
UT PROSIM

(Derival)

LETTRES HOLLANDOISES, OU CORRESPONDANCE POLITIQUE

SUR L'ETAT PRESENT DE L'EUROPE, notamment de la République des ſept Provinces-Unies.

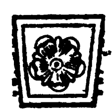
Dicere verum quid vetat.

HORACE.

[Derival de Gomicourt]

NUMERO I.

TOME CINQUIÊME.



A AMSTERDAM,
Et ſe trouve chez les principaux Libraires de l'Europe.

M. DCC. LXXX.

LETTRES HOLLANDOISES.

Cherchons dans les combats
Une illustre mémoire;
Le chemin du trépas
Est celui de la gloire.

J. B. ROUSSEAU.

LETTRE PREMIERE.

La confédération des Puissances neutres ne peut en imposer aux Anglois qu'autant que ces Puissances réuniront leurs forces & feront cause commune; la confédération n'a rien changé à l'état des choses; ce que les Anglois pensent des Hollandois; la conduite de ceux-ci a autorisé les Anglois à les traiter comme ils l'ont fait; nouvelle preuve de l'Anglomanie de la Province de Zélande; l'Impératrice de Russie n'a pas défendu à ses sujets le transport des munitions navales; excès que les Anglois d'Amérique commettent contre les sujets

de la République ; ce qui a dû engager la France & l'Espagne à ne pas faire sortir leur flotte combinée.

AMSTERDAM ce Juillet 1780.

IL ne paroît pas, Monsieur, que les Anglois soient fort allarmés de la confédération que les Puissances neutres ont formée pour protéger la navigation de leurs commerçants : cette neutralité auroit produit un tout autre effet, si les Puissances confédérées eussent notifié à l'Angleterre qu'à l'avenir leurs intérêts seroient communs, & que l'insulte faite au pavillon de l'une d'elles seroit considérée par les autres Puissances confédérées comme leur étant personnelle : il auroit même fallu faire faire cette déclaration par une ambassade solemnelle, dont le Ministre de la Russie à Londres eût été le Chef. *Nos maîtres*, auroient encore pû ajouter les Ambassadeurs, *ne convoyeront aucun des vaisseaux de leurs sujets, mais ils réuniront leurs forces & auront une armée navale qui les vengera du premier attentat qui sera commis contre leur neutralité.* Cette conduite ferme & vigoureuse en auroit imposé aux

Anglois ; ils auroient respecté le pavillon de toutes les Puissances confédérées, & la crainte qu'ils auroient eu de les voir se ranger du côté de leurs ennemis les auroient obligé à respecter indistinctement la neutralité de toutes les Puissances. Ces Puissances ne faisant point cause commune, leur confédération n'a dû produire sur les Anglois aucun effet, parce qu'elle ne changeoit en rien l'état des choses : avant la confédération les Puissances qui y sont entrées avoient armé leur neutralité ; nous-même nous avions pris la résolution d'armer 51 vaisseaux pour protéger notre navigation marchande : la Russie, la Suéde, le Dannemark avoient fait convoyer leurs vaisseaux. *Cette confédération*, ont dit les Anglois, *est un vain étalage imaginé par la Russie, pour augmenter la considération politique qu'elle a acquise depuis quelque tems : ménageons cette Puissance : l'intérêt de notre commerce l'exige : nous aurons aussi des égards pour le Dannemark & la Suéde, mais nous nous en vengerons sur la Hollande que nous pourrons outrager impunément : nous n'avons rien à craindre de*

son ressentiment : les Hollandois n'ont plus cette fierté républicaine qui les rendoit autrefois si sensibles à l'insulte : ils savoient se venger ; ils n'osent pas même aujourd'hui menacer ; à peine ont-ils la hardiesse de se plaindre. Ils vont, disent-ils, armer, mais avant que leur terrible armement de 51 vaisseaux soit achevé, nous les aurons chassés de leurs établissemens des deux Indes, & nous aurons amené dans nos ports la plus grande partie de leur marine marchande. Voila, Monsieur, comme les Anglois ont raisonnés, & la conduite que nous avons tenue les a affermis dans la persuasion où ils étoient, qu'ils pouvoient, sans rien craindre, nous enlever nos vaisseaux marchands & violer notre territoire : s'ils ne nous ont pas encore enlevé nos Colonies, c'est qu'ils ont manqué de moyens pour le faire ; s'ils eussent pû avoir en Amérique la supériorité sur leurs ennemis ; s'ils eussent pû y avoir sur eux quelques avantages considérables, ils n'auroient pas balancé un instant à se rendre maîtres de Curacao & de St. Eustache. Qu'aurions-nous fait ? Ce que font de grands enfans qui ont contracté l'habitude

de recevoir les étrivieres : nous aurions pleuré, nous nous serions lamentés, mais nous n'aurions rien fait pour nous venger. Nous avons résolu d'accorder à nos commerçans des convois illimités & pas un de nos vaisseaux marchands n'a été convoyé. Nous avons pris la résolution d'armer, & cet armement n'a produit jusqu'à présent d'autre effet que la nomination d'un Fiscal & d'un Aumonier, & de donner le moyen à l'Amiral de faire de nouvelles créatures & de récompenser les anciennes. Parmi ceux auxquels on a accordé le commandement des vaisseaux qui sont en état de mettre en mer, il y a certainement des Officiers du plus grand mérite, mais il y en a aussi qui, vu leur âge & leur peu d'expérience, ne pouvoient espérer le commandement, que de la faveur & de l'intrigue.

Les conférences qui devoient se tenir à la Haye, pour régler quelle seroit l'espèce & l'étendue de la protection, que les Puissances neutres accorderoient à leur commerce, se tiendront à Petersbourg : ceux qui doivent y assister de la part de la République

ſont nommés ; ils partiront bientôt pour ſe rendre à cette eſpèce de congrès, qui, probablement n'aura rien ſtatué ſur cet objet important avant la fin de la campagne. A cette occaſion la Zélande vient de donner une preuve non équivoque de ſon Anglo-manie : elle a, dit-on, fait notifier aux ſix autres Provinces qu'elle déſapprouvoit que la République envoyât des Plénipotentiaires à Petersbourg, c'eſt-à-dire, que s'il avoit dépendu d'elle, la Républiquc n'auroit pas accédé à la confédération propoſée par la Ruſſie. Il eſt aiſé de concevoir que cette dédémarche a été ſuggérée aux Zélandois par celui qui a chez eux une ſi grande influence. En diſant, comme l'ont fait leurs Députés aux Etats-Généraux, que leur Province ne feroit pas reſponſable des ſuites que pourroient avoir les conférences de Petersbourg, la Province de Zélande n'a eu d'autre but que de ſe ménager l'amitié des Anglois. Les Zélandois, d'ailleurs, ainſi que tous les Anglo-manes qui ſont répandus dans nos Provinces, ſoutiennent que le réſultat de ces conférences ſera, que les Puiſſan-

ces neutres ne permettront pas à leurs sujèts l'exportation d'aucune *marchandise suspecte aux Anglois*, c'est-à-dire, par conséquent les munitions navales : c'est sur la foi du Gazetier de Cologne qu'ils voudroient qu'on le crût : ce Gazetier est un des principaux salariés du Chevalier Yorke, c'est sans doute, par les ordres de ce Ministre qu'il a dit, que l'ordonnance qu'avoit rendue l'Imp. de Russie portoit formellement défense à ses sujets de charger leurs vaisseaux d'aucunes marchandises suspectes à l'une ou à l'autre des Puissances Belligérantes. J'ai sous les yeux cette ordonnance ; l'article premier dit, *que les négocians Russes ne doivent prendre ni directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce puisse être, la moindre part à la guerre, ni même assister aucune des Puissances Belligérantes en leur apportant sous pavillon Russe des effets de contrebande, tels principalement, que Canons, Mortiers, Fusils, Pistolets, Bombes, Grenades, Boulets de toute espèce, Pierres à Fusils, Mousquets, Mèches, Poudre, Salpêtre, Souffre, Cuirasses, Piques, Epées, Gibernes, Selles & Bri-*

des. Les négocians devant observer scrupuleusement que sur chaque navire, il ne se trouve aucune des Munitions de guerre ci-dessus spécifiées, que celles dont l'équipage peut avoir besoin pour son propre usage, & autant qu'il convient qu'ils en aient pour chaque marin ou passager de leur bâtiment.

Les objets dont l'Imp. de Russie défend l'exportation à ses sujets sont donc uniquement, ceux qui sont munitions de guerre : si elle eut dit toutes marchandises suspectes, comme le dit le Gazetier de Cologne, on auroit pû croire que la prohibition comprenoit aussi les munitions navales.

L'Article 2me. en permet l'exportation même quand elles appartiendroient aux Puissances belligérantes : *toutes les autres marchandises*, dit cet article, *sans aucune exception, quand elle appartiendroient même aux sujets des Puissances Belligérantes peuvent-être transportées librement à bord des navires Russes, sur lesquels elles jouiront, de même que les effets de nos sujets, de la protection du pavillon Russe excepté celles qui sont spécifiées dans l'article premier, sous la dénomination*

de contrebande, & effectivement reconnues pour telles dans l'article II de notre traité de commerce avec la grande Bretagne : toutes fois en profitant de cette liberté assurée aux marchandises innocentes chargées sur des navires neutres, il faut que nos sujets s'abstiennent aussi de faire transporter les effets à eux appartenans sur aucuns des bâtimens des nations actuellement en guerre, afin d'obvier à tous les inconvéniens & autres accidens fâcheux qui pourroient en résulter.

Le reste de l'ordonnance qui a 12 articles, contient les dispositions les plus sages pour ôter aux Puissances belligérantes tout prétexte d'attaquer les vaisseaux des négocians Russes. Je suis persuadé que cette ordonnance sera adoptée par toutes les Puissances neutres ; mais toutes ces belles ordonnances doivent être soutenues par une force redoutable qui en fasse respecter les dispositions. Les vaisseaux que la Russie a fait armer dans cette intention peuvent mettre à la voile, mais s'ils sont éparpillés, quel effet produiront-ils ? Les Anglois pourront, par égard pour la Russie, ne pas attaquer les vaisseaux Russes

ſes, chargés de chanvre & de fer pour les ports de France, mais n'ayant point les mêmes raiſons politiques pour en uſer de même à l'égard des vaiſſeaux des ſujets de notre République, ils les arrêteront & s'en empareront, s'ils ne ſont convoyés que par une frégate & même par un ou deux vaiſſeaux de ligne : il en ſera de même de ceux de la Suéde, & du Dannemark, & certainement ils n'oſeroient le faire, ſi les quatre Puiſſances neutres confédérées avoient dans la manche une flotte de 50 à 60 vaiſſeaux, à laquelle les Puiſſances neutres auroient remis le ſoin de les venger des inſultes que les Anglois feroient à leur pavillon : ce moyen ſeroit le ſeul qui en imposeroit à l'Angleterre.

Ce ne ſont pas ſeulement les Anglois d'Europe qui troublent notre commerce, les Anglois d'Amerique ne leur cedent en rien. Ceux de la Jamaïque interceptent la plus grande partie des navires que nous envoyons aux Colonies Françoiſes, de maniere que la plus grande partie de nos négocians, ſurtout ceux d'Amſterdam ont eſſuyé depuis quelque temps des pertes conſidérables : ils

ont présenté une requête (a) aux Etats généraux pour que L. H. P. fassent agir leur Ambassadeur à la Cour de Londres pour qu'elle donne les ordres les plus précis afin de faire cesser les vexations que commettent les sujets de S. M. B. dans les Indes Occidentales contre les sujets de la République. Que produira cette requête? Rien autre chose qu'une promesse vaine de la part du ministere Anglois de s'occuper sérieusement des plaintes de la République. Quand le Comte de Welderen s'est plaint au nom de ses maîtres de la violation du territoire de la République, quand il a demandé qu'on rendît le corsaire François le Printems, enlevé par les Anglois prés de Gorée, le Lord Stormont l'a assuré que son maître donneroit à L. H. P. toute la satisfaction qu'elles pourroient prétendre, & que même le Cabinet de St. James s'occupoit dejà très sérieusement de cet objet : depuis, le Printems n'a pas été relâché ; ceux qui l'ont enlevé n'ont pas été punis ; & ne le seront pas.

(a) Cette requête se trouve à la fin de ce Numero.

Je suis bien éloigné, Monsieur, de blâmer la conduite que tient le Cabinet de Versailles. Vous trouvez extraordinaire qu'il n'ait pas prévenu les Anglois en faisant sortir la flotte destinée pour combattre en Europe celle des Anglois? Le jeu de la France & de l'Espagne est de forcer les Anglois de conserver en Europe une partie de leurs vaisseaux, afin de pouvoir pousser vigoureusement leurs opérations en Amérique, & d'empêcher les Anglois d'envoyer de nouvelles forces dans cette partie du monde. Il suffit que la France & l'Espagne ayent dans leurs ports une armée navale assez considérable pour que les Anglois craignent pour leurs propres foyers. La flotte Angloise a paru devant les Ports de France; elle a eu le vain honneur de sortir la premiere de ses ports: la flotte combinée de France & d'Espagne est encore dans les siens; quand elle en sortira ses équipages seront complets; la fatigue & les maladies ne les auront point affoiblis: elle aura ses vaisseaux abondamment pourvus de toutes especes de munitions; si celle d'Angleterre vient à sa rencontre, elle pourra la combattre avec d'autant

plus d'avantage qu'elle aura pour manœuvrer & pour se défendre des soldats & des matelots frais & sains, tandis que ceux de la flotte Angloise seront affoiblis par les maladies ou fatigués, par une croisiere longue & pénible. Nombre de fois, Monsieur, vous m'avez dit que la France & l'Espagne ne devoient pas chercher les combats, qu'elles devoient même les éviter ; qu'il étoit de leur politique de traîner la guerre en longueur ; que c'étoit le véritable moyen d'écraser les Anglois, de les forcer à demander la paix, & de les mettre dans l'impuissance, après l'avoir obtenue aux conditions qu'on voudra leur imposer, de recommencer la guerre. En supposant même que la flotte Angloise fût restée devant le port de Brest & qu'elle eût empêché par là les vaisseaux qui sont dans ce port d'en sortir, qu'en seroit-il résulté? C'est des ports d'Espagne que la flotte combinée doit sortir, & quand elle en sortira elle sera forte, dit-on, de 40 vaisseaux de ligne ; celle des Anglois ne l'attendra pas.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRE

A l'Auteur des lettres Hollandoises.

LA HAYE ce Juillet 1780.

JE suis Anglo-mane, Monsieur, & cependant je lis vos lettres avec plaisir; elles me paroissent, il est vrai, écrites avec un peu trop de partialité, c'est un défaut, mais qu'on doit excuser dans un homme qui est aussi persuadé que vous paroissez l'être que les intérêts politiques de la République des Provinces-Unies doivent être plus étroitement liés aux intérêts politiques de la France qu'à ceux de l'Angleterre. Je pense le contraire, & je suis dans l'intime persuasion que si l'intérêt de notre commerce exige que nous conservions l'amitié de la France, un intérêt plus fort, celui de la République en général, est que nous conservions aussi l'amitié de l'Angleterre, aux dépens même de celle de la France. Si je ne consultois que mon intérêt particulier, je préférerois certainement la France à l'Angleterre; je suis commerçant & je dois au commerce la fortune dont je jouis: je la tiens de mes peres qui la tenoient du

commerce ; dans mes mains elle s'est considérablement accrue, je puis croire qu'elle accroîtra encore. Je n'ai & n'ai jamais eu aucune liaison de commerce avec les Anglois : c'est avec les François seuls que j'ai toujours commercé. J'avouerai même que le caractere du François simpatise davantage avec le mien que celui de l'Anglois. J'estime l'un & l'autre, mais pour la société je donnerai toujours la préférence au François. Vous voyez bien que si je ne consultois que mon goût & mes intérêts particuliers je désirerois, comme vous, Monsieur, que la République préférât l'amitié de la France à celle de l'Angleterre.

Je crois que la France n'a pas formé le projet de nous envahir : elle est gouvernée par un Prince sage qui n'a d'autre ambition que de rendre ses sujets heureux, mais ne peut-il pas arriver que ses successeurs préférent la vaine gloire des conquérans à celle de ces Rois précieux à l'humanité, qui, amis des hommes, & peres de leurs sujets, ont en horreur la guerre. Mettez sur le trône des François un Louis XIV, & les flambeaux de la guerre embrasseront toute l'Europe ; bientôt les Pays-

Bas & par conséquent nos Provinces deviendront l'objet de l'ambition du Monarque François. Ne pourroit-il pas même arriver que les autres grands Potentats de l'Europe formassent avec lui une ligue redoutable qui leur assureroit la conquête des pays qui feroient l'objet de leurs desirs ambitieux. Supposons que dans ce moment même les Maisons d'Autriche, de Brandebourg & la Russie veulent partager entr'eux le Royaume de Pologne, & que le Monarque Polonois, préférant les douceurs de la vie privée à la vie agitée du Trône, y donne son consentement & abdique, alors ne faudra-t-il pas pour engager la France à ne pas s'opposer à ce partage, intéresser son ambition de maniere même à lui faire desirer qu'il ait lieu : il seroit bien difficile qu'elle résistât à l'offre qu'on pourroit lui faire des Pays-Bas Autrichiens; ce seroit un grand sacrifice que feroit la Maison d'Autriche dont il faudroit qu'elle fût dedommagée par les deux autres Puissances co-partageantes : cette grande affaire terminée, quelle seroit alors la situation de notre République, si un Prince ambitieux venoit à succéder à

Louis XVI. L'Angleterre que nous abandonnons aujourd'hui voudroit-elle, venir à notre secours, & de quel front même, après l'avoir traitée comme nous la traitons aujourd'hui, oserions nous réclamer son assistance.

Nous avons, je le sais, essuyé dans tous les tems de grandes injustices de la part des Anglois, & depuis le commencement de la guerre actuelle la conduite qu'ils ont tenue à notre égard a été, on ne peut pas plus violente; mais n'y avons-nous pas donné lieu par celle que nous avons tenue? Le traité de 1674 nous autorisoit à transporter dans les ports de toutes les nations Belligérantes des munitions navales; mais devions-nous ne nous occuper que des approvisionnemens de la France? Les Anglois ne nous eussent pas accusés de partialité, si nous eussions montré la même ardeur à leur voiturer des bois de construction, que nous en avions montré pour en porter à leur ennemi. La guerre que fait la France à l'Angleterre est une guerre maritime: les Anglois ont-ils eu tort de nous dire; *fournir à nos ennemis les matériaux nécessaires pour construire des vaisseaux pour nous combattre, c'est*

approchant la même chose que si vous leur prêtiez vos vaisseaux de guerre qui joints aux leurs viendroient ensuite attaquer les notres. Je ne pense pas qu'il y ait un homme raisonnable qui ne juge, qu'en approvisionnant la France, comme nous l'avons fait, de bois de construction, nous n'ayons fait plus de mal aux Anglois, que si nous eussions envoyé contre eux une Escadre considérable.

Vous vous êtes, Monsieur, souvent élevé contre cette raison d'Etat alléguée par l'Angleterre pour excuser la saisie de nos vaisseaux chargés de munitions navales; mais quelle est la Puissance qui, dans des circonstances pareilles, n'agiroit pas comme a agi l'Angleterre, & ne diroit pas, comme elle l'a dit, qu'elle y a été forcée par la raison d'Etat? N'est-ce pas cette même raison d'Etat qui a porté notre République à refuser à l'Angleterre les secours, qu'elle étoit incontestablement en droit d'exiger d'elle. Les traités qui obligeoient la République à les lui fournir, étoient pour la République, ce que le traité de 1674 étoit pour l'Angleterre; si elle a contrevenu aux dispositions de ce traité par

raison d'état, ça aussi été par cette raison, que la République s'est crue autorisée à ne pas exécuter les traités par lesquels elle s'étoit engagée de fournir des secours à l'Angleterre. Un traité, Monsieur, de l'espéce de celui de 1674 perd toute sa force dès l'instant que ses dispositions peuvent, si elles sont exécutées, occasionner à l'une des parties contractantes un mal aussi réel & aussi grand, que celui que faisoit à l'Angleterre le transport des bois de construction fait pour la France par la marine marchande de la République. Tous les raisonnemens que pourroient alléguer les publicistes les plus profonds pour combattre mon opinion, ne m'engageroient pas à l'abandonner: elle est fondée sur un principe tiré de l'ordre de la nature même, qui est, qu'on ne peut prendre aucun engagement légitime qui puisse occasionner la ruine de celui qui le prend.

L'Angleterre est dans une position, on ne peut pas plus critique. Je ne suis pas de ces Anglomanes fanatiques qui croient ou du moins, le disent, qu'un vaisseau Anglois peut combattre & même avec avantage 10 vaisseaux François. Je connois la marine des deux

nations, & je ſuis perſuadé que, vaiſſeau à vaiſſeau, l'avantage doit être pour le vaiſſeau François, qui a plus d'hommes (a) pour manœuvrer, & une artillerie mieux ſervie que le vaiſſeau Anglois : le François ne le cède en rien à l'Anglois pour le courage. L'Anglois, il eſt vrai a une habitude plus grande de la mer que le François ; mais le François a plus que l'Anglois, l'habitude de la ſubordination. Il eſt impoſſible que l'Angleterre puiſſe réſiſter encore longtems aux ennemis, qui l'attaquent ; les avantages mêmes qu'elle pourroit avoir ſur eux n'auroient d'autre effet que de retarder ſa ruine. Notre République eſt la ſeule Puiſſance de l'Europe qui puiſſe la ſecourir : toutes les autres Puiſſances maritimes ne lui enverront certainement aucun ſecours ; la Ruſſie, parce qu'elle eſt une des quatre grandes Puiſſances de l'Europe, que l'intérêt de leur ambition doit unir étroitement enſemble ; le Dannemark parce qu'il

(a) Chaque canon ſur un vaiſſeau Anglois a neuf hommes pour l'employer, il y en a toujours 10 pour chaque canon ſur un vaiſſeau François. Au combat d'Oueſſant le Victori, vaiſſeau monté par l'Amiral Keppel n'avoit que 800 hommes & le vaiſſeau Amiral de la flotte françoiſe étoit monté de 1500 hommes.

auroit à combattre s'il se déclaroit pour l'Angleterre; la Suède, qui est l'alliée naturelle de la France, & dont les forces navales sont supérieures à celles du Dannemark: je veux que l'Angleterre ne soit pas tout-à-fait écrasée par ses ennemis, du moins la réduiront-ils à un tel état de foiblesse, qu'elle ne sera plus qu'une Puissance maritime secondaire, tandis que la France & l'Espagne domineront sur toutes les mers, & surtout en Amérique. Nous serons nous-mêmes alors obligés de nous soumettre à leur loi, & nous ne pourrons naviguer qu'autant qu'elles voudront bien nous le permettre: Puissance maritime, comme l'Angleterre, nous avons les mêmes intérêts politiques qui jamais n'auroient dû être séparés les uns des autres.

Je l'honneur d'être &c.

A Leurs Hautes Puissances nos Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies

Donnent respectueusement à connoître les soussignés tous négocians aux Indes Occidentales & domiciliés sous la jurisdiction de cet état; qu'à leur grand regret les supplians ont appris par la voie d'un navire arrivé tout récemment de Curacao, les mauvais & inouis traitemens exercés par les Anglois en enlevant les barques appartenantes aux sujets de L. H. P. qui commercent avec les possessions Françoises des susdites contrées, & qui chargées de ces dernieres productions achetées ou consignées en font voile pour retourner aux Isles ou places qui appartiennent aux domaines de L. H. P. sans que jusqu'à présent, du moins autant qu'il leur est connu, les susdites barques & cargaisons ayent été rendues; mais loin de-là, que les chargemens de quelques-unes d'icelles avoient déja été confisquées & les barques vendues à vuide; soit que les supplians craignent aussi devoir perdre aux autres.

Et comme par ces mauvais traitemens vexatoires & ennemis les sujets de V. H. P. contre toute espece de droit, sont privés de leurs propriétés & effets embarqués ainsi que de la liberté que leur assurent les traités subsistans entre la Couronne d'Angleterre & cet Etat, & par-là se voient reduits à l'impossibilité de pouvoir procurer aux navires envoyés d'ici aux Indes-Occidentales, les chargemens nécessaires à leur retour, toutes les expéditions & envois de marchandises de nos contrées vers ces lieux-là doivent absolument cesser & entraîner la ruine inévitable de cette branche de commerce si importante, ainsi que celle de plusieurs des sujets de V. H. P, soit dans ce pays-ci, soit dans les Indes-Occidentales.

A ces causes les supplians prient en toute humilité V. H. P. qu'il leur plaise de prendre cette navigation & ce commerce, formant un objet si considérable, sous leur protection efficace, premierement en accordant le convoi nécessaire aux navires qui vont aux Indes-Occidentales ou qui en reviennent, & ensuite de vouloir bien faire croiser dans les susdits parages un nombre de vaisseaux de guerre suffisant, ou même de leur ordonner d'escorter les barques en question & autres navires commerçans chargés de productions & effets permis par les traités, & faisant voile pour les Colonies Françoises ou qui en reviennent, afin de les mettre à l'abri de toute insulte ultérieure; ce qui préservera en même temps les supplians, ainsi que plusieurs autres sujets de la République d'une ruine totale. Qu'il plaise en outre à V. H. P. de vouloir bien charger Mr. le Comte de Welderen de faire les représentations nécessaires touchant la saisie de ces barques, de chercher à obtenir du ministere Anglois que les ordres requis soient envoyés aux Colonies de S. M. B. pour qu'on y relache les susdites Barques avec leurs cargaisons en acquittant en même temps les frais occasionnés par leur saisie; enfin que par les bons & efficaces offices de S. E., les choses soient dirigées de maniere que de la part de la Cour de St. James on écrive à la Jamaique & ailleurs de ne plus troubler à l'avenir les sujets de L. H. P. dans l'exercice de ce commerce licite, mais de les laisser jouir de la navigation & du négoce libres, tels qu'ils leur ont été solemnellement accordés & garantis par le traité de 1674.

LETTRES HOLLANDOISES.

Quin huc inanes, si potes, vertis minas,
Et me remorsurum petis?

HORACE.

LETTRE II.

Lettre du Chevalier Yorke à un de ses amis; situation de la Caroline; les Anglois ont de nouveau invité les Sauvages à venir ravager les Colonies confédérées; la dette nationale des Etats-Unis est considérable; jonction de l'escadre Espagnole à celle du Comte de Guichen; prise de Ste. Lucie; entreprise des Espagnols sur la Jamaïque; importance de la prise de la Mobile; l'approche de l'escadre de Russie en a imposé aux Anglois; effet que doit produire la lenteur de la République à envoyer ses vaisseaux en mer.

AMSTERDAM ce Juillet 1780.

LE Chevalier Yorke, Monsieur, écrivoit, il y a quelquetems à

un des Généraux Majors, Colonel des troupes de la République, que les affaires de la Grande-Bretagne étoient en Amérique dans la meilleure situation; que la prise de Charles-Town seroit suivie incessamment de la soumission de toute la partie méridionale, & que la plus grande partie septentrionale aspiroit après le moment qui la réuniroit à la mere patrie; que Washington lui même regretoit de s'être chargé du commandement de l'armée continentale, & qu'il ne désiroit rien tant que de pouvoir trouver quelque prétexte honnête de le quiter. Il étoit naturel que le Chevalier Yorke étalât avec emphâse toutes ces grandes espérances: Écho des Ministres de son maître, il devoit tenir à la Haye le même langage qu'ils tenoient à Londres; mais devoit-il tenir avec son ami la même conduite que par état il étoit obligé de tenir avec le public? Cet ami est partisan outré de l'Angleterre, & doit l'être puisqu'il en est le sujet: c'étoit ce qui devoit détourner le Chevalier Yorke de lui déguiser la vérité, ce Ministre est trop éclairé, il a trop d'expérience

pour donner croyance à tous les discours emphatiques des Ministres de Sa Maj. Brit. sur la prochaine soumission des Etats-Unis. Si Mr. de Ternay est à Hallifax, comme on le dit ici, il faudra que Clinton abandonne tous ses beaux projets de conquêtes. Dans l'état où est présentement la Caroline la perte de cette Province doit peu affecter les autres Provinces confédérées; ses récoltes de 1779 tant en Bled qu'en Riz ont été presqu'entierement détruites par les insectes & les mauvais tems. C'est dans le tems des semailles du printems dernier qu'elle a été envahie. Un de mes amis, qui est à présent à St. Eustache, me mande qu'un de ses correspondans de Charles-Town l'a assuré que, si toutes les productions qui sont à présent dans sa Province étoient réunies ensemble, elles ne formeroient pas la cargaison de trois petits vaisseaux. Ce pays si beau, si abondant en Volailles & en Viandes fraiches, en manque absolument aujourd'hui: une paire de poulets s'y vend une Guinée: le Beurre, le Fromage, le Lait y sont si rares qu'on ne peut s'en procurer à prix d'argent: ce qui ajoute encore à

l'état déplorable de cette Province, c'est la désertion de ses négres. Ces négres sans lesquels on ne peut cultiver la terre étoient au nombre de 10 à 11 contre un blanc. Après la prise de Charles-Town, ils se sont réunis, ont formé différens petits corps, se sont évadés, pillant, devastant tout ce qui se trouvoit sous leurs mains: ils se sont portés vers le Sud-Ouest de maniere qu'il n'y a pas d'espérance, même avec le secours des troupes, de les forcer à revenir. Les Anglois comptoient si peu sur la conquête de Charles-Town que pendant qu'ils l'assiegeoient, ils ont envoyé des emissaires chez les Charaquis & autres Tributs sauvages, pour les exciter à prendre la hache, & à devaster la frontiere Occidentale des deux Carolines & de la Georgie. S'ils ont réussi dans cette négociation de sang, ces contrées sont aujourd'hui couvertes du sang de leurs infortunés habitans. Ce n'est certainement pas en dévastant un pays & en massacrant ses habitans qu'on peut espérer de ramener à l'obeissance les pays voisins.

La position actuelle de la nouvelle

République des États-Unis est facheuse : cet état naissant a contracté une dette nationale d'environ 1400 millions Tournois sous le poids de laquelle il succomberoit, sans doute, s'il n'étoit soutenu par l'espérance de voir bientôt ses opresseurs forcés eux-mêmes à démander la paix : à cette époque tous les maux des Américains cesseront ; & le commerce qu'ils feront avec l'Angleterre leur fournira les moyens de se débarrasser de la plus grande partie du fardeau de leur dette nationale.

La jonction de Solano avec le Comte de Guichen doit décider du sort des Anglois en Amérique : on aussure ici que cette jonction s'est faite le 19 du mois dernier, Rodney n'a pu l'empêcher : il avoit cependant promis au Lord Sandwich, *qu'il lui rendroit bon compte de l'escadre Espagnole* : il l'auroit pu s'il eût été plus diligent, ou plutôt, si ses vaisseaux eussent moins souffert dans les trois combats que le Comte de Guichen lui avoit livrés : l'escadre Espagnole n'étoit composée que de 12 vaisseaux de ligne & quelques frégates ; Rodney avoit à ses ordres 19 vaif-

seaux dont 7, il est vrai, étoient en si mauvais état, qu'à peine pouvoient-ils tenir la mer. Au moyen de la jonction de l'escadre Espagnole à l'escadre Françoise, Rodney a dû, comme il l'a fait, se tenir à l'écart : auroit-il osé attendre l'ennemi fort de 35 vaisseaux de ligne.

On dit ici que le Comte de Guichen s'est porté avec 23 vaisseaux de ligne & 8 frégates sur Ste. Lucie (*a*) dont

---

(*a*) Ste. Lucie est au Sud de la Martinique, à l'Ouest de la Barbade, Nord-Est de St. Vincent : elle peut avoir 45 lieues de circuit. Sa forme est étroite & alongée. La position de cette Isle étant au vent des autres Isles Françoises, elle seroit pour elles un point de défense très propre à les couvrir. Les ports de Ste. Lucie & sa proximité avec la Guiane qui peut lui fournir des rafraichissemens, en rendent la position très précieuse aux François : William Burck, qui écrivoit en 1763, disoit que les François retireroient un grand avantage des Isles de St. Vincent, Ste. Lucie & de Tabago, quand ils n'y planteroient que du bois de chauffage & de charpente ; que ces Isles feroient pour leurs autres Colonies de la plus grande utilité, & même qu'elles causeroient un dommage considérable aux Colonies Angloises, qui en sont pour ainsi dire entourées, & que la France pourroit bloquer quand bon lui sembleroit.

Un Anglois disoit, il y a quelque tems, à un de ses amis, que de toutes les Colonies Françoises, Ste. Lucie étoit celle dont il faisoit le plus de cas, relativement à l'intérêt que la nation avoit d'en chasser les François. Son port qu'on nomme le port de Carenage peut contenir environ 30 vaisseaux de li-

il s'est emparé ainsi que de 5 vaisseaux de ligne Anglois que Rodney n'a pu dégager, quoiqu'il eût tenté de se joindre à eux. Il est probable que Solano se sera transporté sur la Jamaïque; il a 10,000 hommes de débarquement, & il sera difficile aux Anglois de leur résister. Je ne crois pas que le Chevalier Yorke écrive présentement à ses amis que les affaires de l'Angleterre en Amérique

---

gne, qui y sont non seulement à l'abri de toute espece d'accidens de mer même sans être amarinés, mais encore hors de toute espéce d'insultes. Le fond de ce port est bon : on y trouve par tout beaucoup de brorsages, & la nature y a formé trois carenages qui peuvent se passer de quai; & qui n'ont besoin que de cabéstans pour virer en quille bord à terre, quelque soit le vent on peut sortir de ce port; & en moins d'une heure une escadre qui s'y seroit retirée peut être au large.

Une escadre Françoise dans le port de Ste. Lucie suffiroit pour protéger toutes les autres Colonies Françoises contre les entreprises des Anglois, en même tems qu'elle les foroeroit à avoir plusieurs escadres pour mettre leurs différentes Colonies à l'abri des entreprises que cette même escadre pourroit former contre elles : car ignorant de quel côté cette escadre porteroit ses efforts, il leur faudroit autant d'escadres qu'il pourroit y avoir de points d'attaque différens. Il seroit d'ailleurs difficile de blocquer cette escadre dans Ste. Lucie. Un habile commandant de cette escadre feroit aisement échouer cette entreprise. Attaquer l'escadre dans le port du Carénage seroit une entreprise hazardée; car aucun des vaisseaux ennemis ne pourroit y entrer sous voile, & il faudroit allonger

font dans la meilleure fituation poffible. Si Ste. Lucie a été reprife il eft probable que la Barbade ne tardera pas à paffer au pouvoir de la France. Une partie de la Floride eft peut-être a préfent au pouvoir des Efpagnols qui s'en font ouvert l'entrée par la prife du

---

plufieurs routes pour y parvenir : il n'eft pas poffible de louvoyer entre les deux pointes, le fond en augmentant tout d'un coup en paffant près de terre de 25 à cent braffes, ne permettroit pas aux attaquans de s'y emboffer, mais on peut faire la defcente à l'anfe du choc. C'eft une place d'environ une lieue, que la pointe de la Vigie fepare du Carénage. De là on peut couler à fond les vaiffeaux qui font dans la rade & les forcer d'amener: cette entreprife ne couteroit pas un homme aux attaquans.

La propriéte de Ste. Lucie a été affurée à la France par le traité de 1763.

Recenfement général de l'Ifle de Ste. Lucie pour l'année 1771.

Blancs de tout fexe & de tout age & nègres libres	3,250
Efclaves	12,317
Total	15,567
Chevaux & mulets	1,546
Bêtes à cornes	2,500
Moutons & Cabrits	3,000
Total	7,046
Piés de Caffé	2,463,880
De Cacao	1,279,680
Carrés de terre plantés en fucre	1,000
Carrés de Coton	681
Sucreries travaillantes	38

fort de la Mobile, sans la possession duquel il auroit été imprudent de tenter cette conquête.

Les Anglois, Monsieur, vont enfin respecter le pavillon de la République: son Ambassadeur à la Cour de Londres a mandé à L. H. P. que le Lord Stormont l'avoit assuré que les ordres les plus précis avoient été expédiés à tous les vaisseaux de Sa Maj. Brit. & aux armateurs des Corsaires, de ne pas inquiéter le commerce & la navigation des sujets de la République, que dans le seul cas où leurs vaisseaux seroient chargés de marchandises de contrebande & de munitions navales destinées pour les ports des ennemis de la Grande Bretagne: ce ne sont pas les préparatifs que font nos amirautés, qui ont produit ce changement; mais l'approche de l'escadre Russe, qui probablement a ordre de protéger indistinctement tous les vaisseaux des Puissances neutres. Ce seroit certainement le moment de faire sortir de nos ports nos vaisseaux de guerre; ceux que doivent fournir les Colleges de l'Amirauté de la Meuse & de la Zélande sont en état de mettre à la voile: on parle

pas encore de leur départ cette lenteur, qu'aucune raison politique ne peut excuser, doit donner une bien mauvaise idée de notre Gouvernement aux Cours de Russie, de Suéde & de Dannemark, qui ont armé avec la plus grande célérité. Leurs vaisseaux couvrent déjà les mers, & leurs sujets naviguent avec la plus grande sécurité, tandis que les nôtres seront continuellement inquiétés, comme ils l'ont été jusqu'à présent, attaqués, pris, & confisqués, quand leurs cargaisons seront composées de munitions navales. Les cuivres que la France attend pour doubler ses vaisseaux, seront apportés dans ses ports par les vaisseaux Suédois & Danois, sans que les Anglois leur causent le moindre trouble; tandis que les vaisseaux de la République, qui seront chargés de matûres & autres munitions navales, seront arrêtés au passage par les vaisseaux Anglois. Une Flotte de 20 à 25 de nos vaisseaux qui seroit envoyée présentement, les mettroit à couverte de toute insulte, & les soustrairoit à la piraterie des Anglois. Nous avons acquiescé à la confédération proposée par la Russie, & nous

n'avons encore rien fait pour remplir l'engagement que nous avons pris par cette acquiescement avec les Puissances confédérées.

J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE AUX DEUX PREMIERES LETTRES.

Situation de la Russie sous Pierre le Grand comparée à son état actuel; la conduite de la République des Provinces-Unies est bien différente de celle qu'elle a tenue autrefois; vente des vaisseaux Hollandois pris par les Anglois; pour ne pas prendre part à la guerre présente les Hollandois devoient armer leur neutralité; avantage que les nations neutres retirent de la guerre; sous Jacques I. les Anglois redoutoient la Puissance de la République; passage rémarquable du 5me. volume du Tableau de la Hollande.

Paris ce Juillet 1780.

On ne peut pas, Monsieur, jouer un plus beau rôle que celui que joue présentement la Russie. Auroit-on cru, il y a un siécle, qu'elle feroit aujourd'hui la protectrice des mers. Quand Pierre le Grand travailloit la hache à

la main dans les chantiers de Sardam, il n'imaginoit pas qu'en 1780 sa nation auroit une marine redoutable, & que son Trône seroit alors occupé par une Princesse qui feroit respecter son Pavillon, non seulement dans toutes les mers, mais encore celui des autres Puissances maritimes avec lesquelles elle voudroit bien se confédérer. Que les choses sont changées! Du temps de Pierre le Grand votre République eût parlé aux Anglois & à toutes les Puissances comme la Russie leur parle aujourd'hui: à la premiere insulte que son pavillon auroit reçu, elle eut fait sortir de ses ports une flotte qui auroit produit le même effet que celle de la Russie. La lenteur avec laquelle vous faites votre armement est inconcevable; quelqu'avancé qu'il soit, rien ne peut excuser votre Gouvernement d'avoir mis tant de temps à effectuer la résolution qu'il avoit prise de protéger la navigation des sujets de la République : cette résolution étoit prise bien avant que la Russie eût formé le projet de la confédération dans laquelle vous êtes entré, & ses vaisseaux sont en mer tandis que ceux de votre République sont encore claquemurés

dans ses ports. Les Anglois font l'honneur à notre Ministre des affaires étrangeres, d'avoir conçu le plan de cette neutralité armée, qui, quand elle sera effectuée, produira, sans doute, la liberté générale & indéfinie des mers; mais quelqu'ait été l'auteur de ce plan, il a fait plus de mal aux Anglois, que ne leur en auroit fait la perte d'une bataille navale.

Je suis persuadé, Monsieur, que si l'armement de la République eût été effectué, on n'auroit pas affiché à Londres la vente des sept navires Hollandois qui faisoient partie du convoi qu'escortoit le Comte Byland : cette vente qui se fera le 31 de ce mois & le 1er. Août, auroit été au moins retardée, si les Anglois eussent vu les mers couvertes de 50 vaisseaux de la République. L'apparition de cette flotte auroit produit un autre effet que toutes les représentations du Comte de Welderen.

Votre Republique a, à la tête de son gouvernement, des hommes éclairés, qui connoissent ses véritables intérêts politiques; comment n'ont-ils pas vu que le véritable moyen d'empêcher que la

République ne prît part à la guerre que se font la France & l'Angleterre, c'étoit d'armer la neutralité de la République d'une maniere qui l'eût fait respecter. Si l'on met dans la balance d'un côté la dépense que cet armement auroit occasionné & de l'autre la perte des vaisseaux qui ont été enlevés par les Anglois, on sera persuadé que les pertes qu'ont essuyé les sujets de la République surpassent de beaucoup la dépense qu'il auroit fallu faire pour mettre en mer une flotte qui eût rendue respectable la neutralité de la République. Toutes ces contestations qui se sont élevées dans vos Provinces, à l'occasion des convois illimités, ne se seroient pas élevées; elles auroient, comme auparavant fait leur commerce indistinctement avec toutes nations belligérantes, sans qu'aucune d'elles eût ôsé le troubler.

La guerre affoiblit les nations belligérantes; elle est pour elles un fleau terrible qui épuise leurs finances, détruit leur population, decourage leur industrie en ôtant à leur commerce toute espéce d'activité; pour les nations neutres, la guerre est une source abondante de richesses. Pendant la guerre

tout le commerce des nations belligérantes passent aux nations neutres ; ce sont elles qui les approvisionnent : ce sont elles qui ouvrent des débouchés au superflus de leurs productions : pendant la guerre tous les objets qui composent le commerce des nations belligérantes ne forment plus qu'une même masse avec ceux du commerce des nations neutres : mais c'est surtout le commerce des sujets de votre République qui retire de plus grands avantages de la guerre que se sont les autres nations de l'Europe ; mais pour cela il faut absolument que le pavillon de la République soit respecté, autrement, il arrive que les deux nations belligérantes s'emparent des vaisseaux de la République, sous prétexte qu'ils sont chargés de marchandises ou de denrées appartenantes à leur ennemi.

Votre République n'est plus ce qu'elle étoit autrefois : *en 1617 la République des Provinces-Unies*, dit Mr. Cerisier, *tenoit le sceptre des mers. On ne pouvoit plus impunément troubler leur navigation. Devenues riches & Puissantes, elles imprimoient partout le respect & la*

terreur. Elles rendoient avec usure aux Anglois les outrages qu'elles en avoient reçues. Elles ne vouloient pas même payer en pêchant vers les côtes d'Ecosse, les droits qu'on exigeoit des habitans de la Grande-Bretagne. Des Matelots Hollandois oserent même, sous prétexte de poursuivre des pirates, violer le territoire Britannique. Ils porterent le feu & la flamme à Crookhaven en Irlande, & massacrerent plusieurs habitans. Le Roi Jaques, plus occupé de matieres Théologiques que de l'honneur de sa Couronne, ne sut tirer qu'une satisfaction legère de cette insulte. Il prit cependant fin à la nouvelle, que les Etats avoient défendu l'entrée des Draps teints & apprêtés d'Angleterre. " Qu'elle est donc, „ disoit-on à la Cour de Londres l'audace de cette nouvelle République? „ A-t-elle oublié que nous l'avons tirée du neant? D'où vient cette confiance téméraire dans ses forces, & „ son mepris pour notre foiblesse? „ Sommes-nous donc si méprisables, „ qu'elle ne daigne plus s'embarrasser „ de notre amitié? Il fut un tems où „ ces Républicains estimoient & respectoient ce qu'ils appellent *la cha-*

„ *rue de S. Bernard.* Ne craignent-ils pas „ que cet orgueil imprudent & précipité „ ne soit suivi de disgrace & de honte? „ Ces discours des Anglois sous Jacques I, est bien différent de ceux que tient aujourd'hui George III à l'Ambassadeur de votre République.

J'ai lu avec le plus grand plaisir le 5me. volume du Tableau de la Hollande, dont le passage que je viens de vous citer est tiré. L'auteur estimable de cet ouvrage n'a certainement pas pour lui les courtisans de la Haye. On peut appliquer à ceux d'entr'eux qui ont envenimé l'esprit de leurs maîtres, cette remarque de Mr. Cerisier. *Cette déplorable bassesse est le dernier excès de l'esclavage. Elle est malheureusement une suite nécessaire de la constitution des petits Etats, quand les emplois n'y dépendent pas de la liberté des Elections, mais d'une espèce de chef, dont il faut cultiver la faveur ou ménager les intérêts. Cette servitude des ames entraîne des suites d'autant plus avilissantes & d'autant plus dangereuses, qu'elle rend odieuses & suspectes les vertus qui conviennent le plus aux Gouvernements libres & Républicains. Ainsi l'indépen-*

dance, la fierté d'ame, qui accompagnent ordinairement le vrai mérite, deviennent des titres d'exclusion pour les charges; on n'y parvient que par la brigue, la cabale, la bassesse, la flatterie, qui sont l'appanage des ames viles & des esprits bornés. Quoiqu'il ne soit pas impossible qu'alors les vrais talents soient quelquefois récompensés, il est certain qu'ils trouveront plus de moyens de s'avancer dans de grands Etats, Gouvernés par un Monarque absolu.

Dans une autre note Mr. Cerisier s'explique d'une façon qui, certainement ne lui procurera ni une pension ni un emploi. Il y dit que, *le Stadhouder n'est que le premier Citoyen d'un peuple libre; que son pouvoir est dépendant & subordonné. Si les uns assurent que la République lui doit tout, d'autres prétendent qu'il doit tout à la République. Si ceux-ci soutiennent que la liberté publique est toujours exposée sous son influence, ceux-là assurent qu'on ne doit qu'à lui son établissement & sa conservation.* Mr. Cerisier rapporte les réflexions que faisoit en 1623 un Gentilhomme de Gueldre, qui cependant n'a pas été traité comme le généreux

Mr. Vander Cappellen. *Il est à craindre*, disoit ce Gentilhomme Gueldrois, *que la dignité de Stadhouder ne se perpétue dans les Princes de Nassau; que, soutenues par les emplois militaires, elle ne dégénere en tyrannie, & qu'ils n'abusent impunément de la facilité qu'ils ont de renverser les loix & les libertés nationales. Il seroit donc à propos que la Gueldre se choisît un Stadhouder dans une autre Maison, assez Puissante pour contrebalancer leur pouvoir; mais pas assez pour porter atteinte à la liberté.* Ce Gentilhomme pensoit fort prudemment quand il vouloit que chaque Province eût un Stadhouder; que ce Stadhouder fût exclus des assemblées des Etats de la Province, qu'il ne possedât ni ne confera aucune place de Gouverneur & de Commandant, sans le consentement de cette assemblée. Et qu'on fît tous les trois ou quatre ans l'élection du Stadhouder, qu'il n'auroit pas de Gardes, & qu'on veilleroit même à ce qu'il ne devînt trop riche & ne fît trop de dépenses.

Dans ce 5me. volume du tableau de la Hollande, Mr. Cerisier releve plu-

sieurs erreurs dans lesquelles sont tombés les auteurs de quelques ouvrages modernes fort estimés : il condamne avec juste raison ce que l'auteur des richesses de la Hollande a dit pour justifier l'inique conduite du Comte Maurice à l'égard de Barneveld.

Mr. Cerisier m'a confirmé dans l'idée ou j'étois que toute la force de votre République résidoit dans la Province de Hollande. *Cette Province*, dit cet Auteur, *fournit en 1629 quatre millions & demi au-delà de son contingent, sans celà, auroit-il été possible que la République eût, comme elle l'a fait en effet cet année-là, cent quarante mille hommes, tant d'Infanterie que de Cavalerie, Ingénieurs, Artilleurs, Canoniers, Pionniers & Mineurs, &c.* Alors quand une des autres Provinces refusoit ou négligeoit de payer sa répartilion, n'étois-ce pas la Province de Hollande qui y suppléoit. Cette conduite généreuse fit qu'à la fin de la guerre avec l'Espagne, votre Province se trouva endettée de plus de 150 millions de florins, dont elle a payé l'intérêt à 6 & un quart pour cent jusqu'en 1644. *Afin de fournir de pareils*

subsides, dit Mr. Cerisier, *on haussa, on multiplia les impôts : celui sur la bierre, rendoit à la Haye & dans ses dépendances* 90,000 *florins en* 1630. *Les impôts publics y rendoient alors plus de* 300,000 *florins par an ; sans compter* 50, 000 *pour la Compagnie des Indes,* & 50,000 *pour la Ville. Un quart des droits d'entrée & de sortie, des Amirautés furent affermés le* 20 *Août* 1629 150,000 *florins plus que l'année précédente. Cette taxe seule produisoit* 2400, 000 *florins. Cependant elle ne pouvoit fournir aux dépenses des Amirautés, qui retiroient encore deux millions d'un Subside particulier, reparti entre les différentes Provinces. Ce qui rendit, malgré l'augmentation du numéraire, l'intérêt de l'argent si haut, c'est, sans doute, parce que les particuliers trouveront un plus grand profit à employer leur argent dans les spéculations de commerce ; ce qui prouve encore que la quantité des espèces étoit alors à moitié moindre, qu'elle ne l'est à présent ; ou valoit une fois plus : je dis qu'elle valoit une fois plus : car il n'est pas impossible que le numéraire ait été aussi considérable qu'à présent. On sait com-*

bien l'étonnante augmentation des billets de banque & de crédit a dû servir à diminuer la valeur intrinseque de l'argent, dont ils tiennent rarement lieu ; puisqu'il ne seroit pas facile de les réaliser.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRES HOLLANDOISES

Et la seule *Amsterdam* à ses yeux immobile (*),
Garde au sein du tumulte une assiette tranquille,
Elle seule la brave ; elle seule aux procès
De ses paisibles murs veut defendre l'accès.

(* *la Discorde*)

BOILEAU.

LETTRE III.

Effet que produira sur la postérité la conduite de la Russie à l'égard des Anglois; avantages que la République des Provinces-Unies pourroit en retirer; ordres donnés aux Corsaires Anglois; on navigue aujourd'hui sûrement dans les mers du Nord; les Puissances du Nord veulent que les effets appartenans aux Puissances Belligérantes soient en sureté sur les vaisseaux neutres; intrigues des Anglomanes pour empêcher l'union de la République aux Puissances neutres du Nord; ils se sont vendus aux Anglois; nuls motifs de craindre l'An-

gleterre; la Russie est sans motifs de désirer que la République s'unisse à Elle; union de la France & de la Russie; l'intérêt politique & de commerce a formé cette union; état politique de l'Europe.

AMSTERDAM, ce Août 1780.

LA postérité, Monsieur, dira : en 1780 Catherine a dit que les mers soient libres, & les mers l'ont été; elle a brisé dans la main des Anglois le Sceptre de Neptune, qu'ils avoient usurpé; Elle les a forcés à se soumettre aux loix justes & équitables du droit des gens, qu'ils croyoient pouvoir violer impunément, quand leurs intérêts politiques le demandoient. Une escadre de la flotte Russe, qui a produit ce changement, doit, assure-t-on ici, arriver incessamment dans un de nos ports : si une partie de nos vaisseaux de guerre se joint à Elle, nos vaisseaux marchands ne seront plus insultés, pris & pillés par les Corsaires Anglois. Des Lettres de Londres qu'on a reçues ici, disent, que ces corsaires ont reçus les ordres les plus précis de respecter le Pavillon de la République, & de ne

point troubler la navigation de ses sujets; que s'ils le font, ils seront punis avec la derniere rigueur, & forcés de réparer tous les dommages qu'ils auront causés. On n'entend plus parler de la piraterie des Anglois dans les mers du Nord; tous les vaisseaux neutres y peuvent à présent naviguer avec la plus grande sécurité sous la protection de l'escadre Russe, à laquelle se sont joints les vaisseaux que la Suéde & le Dannemark ont armés pour assurer la navigation de leurs sujets. On m'a hier assuré à la Bourse que plusieurs vaisseaux chargés dans le Port de Dantzick pour le compte des François, devoit sous peu de jours aborder au Texel : leur chargement est tout composé de munitions navales; mais ils portent Pavillon Russe, qui les mettra à l'abri de toute insulte. Deux flûtes ont aussi été expédiées du même Port pour ceux de France : nous verrons si les Anglois s'opposeront à leur marche. Un gros navire Amsterdamois, chargé à Dantzick de chanvre & de fer est à présent en route pour Nantes: car la Russie, la Suéde & le Dannemark n'entendent pas que les mar-

chandises qui ne sont pas munitions de guerre, appartenant à une des Puissances belligérantes, & chargées sur des vaisseaux neutres puissent être saisies par une autre de ces Puissances, sous le prétexte que ces marchandises appartiendroient à son ennemi. De toutes les nations neutres, la nôtre est sûrement la plus intéressée à ce que toutes les Puissances belligérantes admettent la règle que *bâtiment franc affranchit sa cargaison*; & qu'elles abandonnent celle *que la robe d'ennemis confisque celle d'amis*. Si les Anglois consentent aujourd'hui *que bâtiment franc affranchit sa cargaison*, c'est la crainte que leur inspire l'union des Puissances neutres du Nord. La République a accédé à la proposition que lui a faite la Russie d'armer sa neutralité; mais grace aux menaces & aux intrigues des partisans que les Anglois ont dans nos Provinces, cette accession pourra bien ne produire aucun effet pour la liberté de notre navigation.

Quand les Anglomanes ont vu que le vœu général de toutes nos Provinces étoit que la Républipue armât sa neutralité, & qu'elle s'unît avec la

Ruffie, la Suéde & le Dannemark, pour affurer la navigation de toutes les Puiffances neutres, ils ont fenti qu'ils ne pourroient parvenir à faire rejetter la propofition de la Ruffie, & que la feule chofe qu'ils pouvoient efpèrer, c'étoit d'éloigner la conclufion du pacte qui devoit confommer l'union de notre République aux autres Puiffances neutres. Pour parvenir à leur but, ils ont tant inftigué qu'ils ont enfin réuffi à engager toutes nos Provinces, à l'exception de celle de Hollande, à exiger de la Ruffie qu'elle fe rendît garante de toutes les poffeffions de la République dans les quatre parties du monde. A Amfterdam les Hope, Muilman & Wilkinfon ont mis tout en ufage pour que les Etats de Hollande fe départiffent de leur oppofition à ce que défiroient les Etats des fix autres Provinces : tous leurs efforts ont été vains : nos Etats ont perfifté dans la réfolution d'accéder purement & fimplement à la propofition de la Ruffie, fans exiger d'elle aucune efpèce de garantie. Je regrette beaucoup de ne pouvoir vous envoyer, dans ce moment-ci, l'acte de délibération qui contient cette ré-

solution. Tous les bons patriotes sont vivement affecté de l'avantage que remporte le parti Anglomane sur le parti Républiquain : ils gémissent de voir que l'esprit Républiquain n'existe plus que parmi les habitans de notre Province, & que le plus grand nombre de ceux des autres Provinces preferent leurs intérêts particuliers à celui de la République, & vendent son honneur à beau denier comptant. Vous ne sauriez croire combien de guinées les Anglois ont distribués parmi nous depuis trois mois, & surtout en Zélande. Dans les circonstances présentes, qu'avons-nous à craindre des Anglois ? Oseront-ils, dans la position où ils se trouvent former quelque entreprise contre nos possessions d'Asie, ou d'Amérique. A peine y peuvent-ils défendre les leurs. Réunissons nos forces ; ayons dans la Manche une flotte de 52 voiles, & toutes les vaines terreurs que les Anglomanes ont répandu dans nos Provinces s'évanouiroient. Et de quel droit, demanderons-nous à la Russie qu'elle nous garantisse nos possessions ? Dans le vrai que lui importe que nous nous unissions à elle &

aux autres Puissances du Nord. Les Anglois respectent son Pavillon, & il lui doit être fort indifférent qu'ils continuent à insulter le nôtre. L'intérêt même de son commerce, & de celui des autres Puissances du Nord, est, que celui des sujets de la République reste assujetti aux entraves que les Anglois lui donnent. Plus notre navigation sera gênée, plus celle des Puissances du Nord aura d'activité. Les intérêts politiques de la France exigent qu'elle s'unisse étroitement avec ces Puissances: elle l'est depuis longtemps avec la Suéde, & est parvenue à former avec la Russie une liaison qu'elle entretiendra certainement. L'union de la France & de la Russie sera durable parce que la Russie est aussi vivement intéressée à ce qu'elle le soit. Aucun intérêt politique ne peut la troubler : aucune vue ambitieuse ne peut la rompre. Si la France vouloit s'agrandir son agrandissement n'occasionneroit aucun ombrage à la Russie ; & quelque soit l'ambition de la Russie, peu importe à la France que la Russie parvienne à la satisfaire. D'ailleurs c'est aux Puissances d'Allemagne à fixer jusqu'à

quel point la Russie peut, sans leur causer d'allarmes, reculer les bornes de son Empire. La balance de l'Europe ne dépend plus aujourd'hui comme autrefois de l'Angleterre & de notre République : l'un & l'autre ne sont plus pour les autres Puissances que des nations commerçantes qui ne peuvent avoir qu'une très légere influence sur les intérêts des Puissances terriennes : & ces Puissances, si elles sont sages, chercheront moins à s'agrandir qu'à augmenter la valeur de ce qu'elles possédent. Il s'en faut bien qu'aucune d'elles n'ait sur cela rien à desirer. Toutes ont des productions territoriales : mais ces productions sont-elles aussi abondantes qu'elles pourroient l'être : toutes ont des sujets industrieux, mais leur industrie est-elle assez active pour qu'elle ne puisse pas l'être encore davantage : leur pays est peuplé, mais il s'en faut bien que leur population réponde à l'étendue de leur territoire : leurs sujets sont heureux, mais ne le seroient-ils pas encore davantage, si on réformoit les abus énormes qui se commettent dans l'administration de la justice, dans la per-

ception des impôts, dans la police, & en général dans tout ce qui constitue le Gouvernement : ce grand ouvrage est commencé, mais combien ne faut-il pas encore de soins, de tems & de peines pour qu'il soit achevé? même en France, qui des quatre grandes Puissances de l'Europe, est celle qui à tous égards est la plus forte & la plus puissante: & pourquoi? Par ce qu'elle a une grande culture, beaucoup de productions industrieuses, un grand commerce, de grands moyens pour l'étendre encore, une marine marchande & une marine militaire pour la protéger. la Russie a une grande population, mais considérée relativement à l'étendue de son territoire on peut dire qu'elle est très bornée. Ses cultivateurs sont laborieux, & l'industrie de ses sujets est active, mais son commerce est-il assez considérable pour stimuler cette même industrie. Son commerce intérieur est considérable, mais son commerce extérieur est encore très limité. La Prusse formidable par son militaire n'a dans le vrai encore qu'une Puissance précaire; il faut, pour la rendre durable, qu'elle étende son commerce:

elle a une marine qui n'est encore qu'au berceau ; mais ce qu'elle est aujourd'hui annonce ce qu'elle sera un jour & ce sera alors que la Prusse aura véritablement une Puissance réelle : celle de l'Autriche l'est bien plus aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, parce qu'elle a aujourd'hui des armées nombreuses, que ses finances sont bien administrées, que l'industrie de ses sujets se perfectionne, & que son commerce, qui n'existoit pas il y a 50 ans, dans la plus grande partie de ses domaines, devient de jour en jour plus considérable : elle a créé une marine marchande, elle multipliera ses ports & avant peu d'années nous la verrons couvrir toutes les mers de ses vaisseaux. Mais si la Russie, la Prusse & l'Autriche ont un si grand intérêt à étendre leur commerce, il faut qu'elles forment entr'elles des liaisons solides de commerce; il faut qu'elles unissent aussi leurs intérêts politiques de maniere qu'il ne puisse y avoir entr'elles aucune espéce de mésintelligence. Quel sera l'effet de cette grande harmonie ? La ruine d'une partie de notre commerce ; cette idée est affligeante mais elle

n'affecte parmi nous que les vrais patriotes qui gémissent des suites funestes que pourra avoir pour leur patrie la démarche indiscrete que vont faire nos Ambassadeurs à Pétersbourg. Si l'Auguste Catherine s'en offense, comme il feroit naturel que cela arrivât, tous les avantages que notre commerce auroit retiré de la neutralité armée feront perdus. La France fâchée de nous voir sans cesse dominée par l'Anglo-manie ne nous laissera de son commerce que ce qu'elle ne pourra absolument nous ôter. Déjà on donne la préférence aux vaisseaux Russes pour tous les chargemens qui se font pour la France. Le prix de l'assurance à Nerva pour Bordeaux, pour les bois de construction & le chanvre, n'est que de 4 pour cent. Depuis quelques jours on donne ici 40 à 60 ducats pour un matelot.

J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE A LA LETTRE III.

La République des Provinces-Unies est sans motifs de demander la garantie de la Russie ; ses Provinces doivent plus craindre les guinées que les armes des Anglois ; effet que fera sur l'Impératrice de Russie la demande des Ambassadeurs de la République, elle pourra y acquiescer ; les Anglois ont causé la perte des meilleurs sujets de la République. Passages du tableau de l'Histoire de Provinces-Unies.

PARIS ce Août 1780.

JE ne suis pas étonné, Monsieur, que vos Anglomanes ayent tout mis en usage pour empêcher, ou du moins, retarder l'accession de votre République, à la confédération des Puissances neutres du Nord : ils ont vu les suites funestes qu'auroit pour l'Angleterre, cette confédération ; mais ils n'ont pas vu qu'il suffisoit que la Russie, la Suéde & le Dannemark se confédérassent, pour que leur union pro-

duisit tout l'effet qu'elles en attendoient. La conduite de vos Provinces qui s'obstinent à demander que la Russie garantisse à la République ses possessions, est, on ne peut pas plus inconséquente. Nul motif réel ne peut engager votre République à faire cette demande, elle n'a rien à redouter des Anglois : leurs guinées sont plus à craindre pour elle, que leurs vaisseaux, leurs canons & leurs soldats; ces guinées sont un poison subtil, qui donne la mort, dans le cœur de ses sujets, à ce sentiment noble du patriotisme, qu'ils avoient hérité de leurs peres; c'est à l'aide de ces guinées que la discorde distille sur vos Provinces le venin de ses serpens; ce sont ces guinées qui ont fait disparoître parmi vous cet esprit Républiquain qui animoit vos peres, qui les rendoit si sensibles à l'insulte, si ardens à se venger, si intrepides dans les combats, si courageux dans les revers; l'instant n'est peut-être pas éloigné où ces guinées vous donneront un maître; il n'est aucun de vous qui ne doive se dire *timeo Danaos & dona ferentes.*

Toute ridicule que pourra paroître à

Catherine, la demande que lui feront vos Ambaſſadeurs, il pourra bien arriver qu'elle y acquieſce, & même qu'elle engage la Suéde & le Dannemark à vous garantir auſſi vos poſſeſſions, & même, ſi vous les déſirez, vos ſept Provinces, vos digues & vos marais. *La République de la Hollande*, dira-t-elle, *n'eſt plus cette jolie pucelle, dont une foule d'adorateurs briguoient les faveurs; devenue legere & inconſtante, elle les a prodigué ſans vue, ſans motifs, ſans diſcernement, ſouvent par foibleſſe, & toujours ſans en retirer aucun avantage: ſes excès l'ont énervés, & fait tomber dans la décrépitude; elle a la timidité d'un enfant; ſon ombre même lui cauſe de l'effroi; ayons compaſſion de ſon état, & en acquieſçant à ſa demande, forçons-la, malgré elle, à faire un dernier acte de vigueur, qui faſſe voir qu'il lui reſte encore quelque choſe de ſes anciennes vertus.* Il faudra bien alors que votre République agiſſe de concert avec les Puiſſances confédérées, les Anglois en auront été pour leurs guinées, & vos Anglomanes qui les auront reçues, auront au moins quelque choſe, qui les dédommagera de

la honte de les avoir acceptées : ces maudites guinées ont quelquefois été employées pour accélérer la ruine des meilleurs sujets de votre République. Le Chevalier Carleton les prodigua pour faire assassiner juridiquement Barnevelt, & le Chevalier Yorke ne les a sûrement pas épargnées dans l'affaire de Mr. Vanden Capellen...

. . . . *Ulla putatis Dona carere dolis Danaum.* . . . .

En lisant le procès de Barnevelt, dans 5eme. Volume de Mr. Cerisier, j'ai trouvé nombre de choses qui pourroient s'appliquer à celui de Mr. Vanden Capellen : si le sort de l'un a été plus affreux que celui de l'autre, la postérité les placera l'un & l'autre au rang des martyrs, de la liberté de votre Pays. Avez vous fait attention à ce que Mr. Cerisier fait dire à Barnevelt, sur le Comte Maurice. *Ainsi cet étranger*, le Comte Maurice étoit né à Dillenbourg, *ose chasser de respectables Magistrats, nés dans le Pays ! Il ose regner en despôte sur ses Maîtres & sur ses Souverains, dont il n'est que le Lieutenant ! Que dis-je ? Sur ses bienfaiteurs.*

qui l'ont comblé d'honneur malgré la cabale de Leicester, malgré l'emportement des Ecclésiastiques, qui ne parloient de lui qu'avec un Souverain mépris & peignoient son pere comme un Athée! Je l'ai moi-même sauvé des pieges de l'Anglois; sans moi il n'eut jamais acquis ce pouvoir qu'il érige en tyrannie. Il a détruit la constitution : nos maîtres légitimes ne sont plus. A qui nous adresserons nous pour demander le maintien de nos droits & de nos Privileges? Qui sera notre juge? Les nouveaux Etats de Hollande ne me connoissent pas : les Etats-Généraux ne nous tiennent prisonniers qu'en foulant aux pieds tout ce qu'il y a de plus sacré : jamais pareilles tyrannies ne furent exercées dans une République libre. Le Duc d'Albe étoit un monstre qui se jouoit de nos vies & de nos libertés; mais le nom du Souverain servoit à voiler ses cruautés. De quel nom osera-t-on légitimer la révolution actuelle? Les Etats-Généraux ne peuvent l'avoir authorisée, puisqu'ils ne sont pas Souverains. Le Stadhouder n'a donc pû la faire qu'en s'arrogeant la Souveraineté. Ainsi nous n'aurons, au prix de tant de sang, arraché notre liberté au Souverain légitime, que pour la sacrifier à

un Stadhouder. J'avois il est vrai des raisons à craindre qu'il n'aspirât à la Souveraineté; mais je ne pensois pas qu'il auroit eu recours à des moyens si violens.

En lisant dans le même ouvrage que Scriverius avoit été condamné en 1619 en 200 florins d'amende pour avoir terminé le portrait de Hoogerbeets par ce vers : *nunc ubi sunt tanto prœmia digna viro*? Je me suis rapellé les persécutions qu'on a fait essuyer à l'auteur de la piéce de vers faite à la louange de ceux qui s'étoient opposés à la resolution de ne point accorder de convois illimités, & L. Herding pour l'avoir imprimée cette piéce à Leyde l'année derniere; & celle qu'a essuyé un autre homme de lettre de la part d'un certain grand Bailli : si vous connoissez ce grand Bailli engagez le à lire cette réflexion de Mr. Cerisier. *On decrie les hommes de lettres, mais on oublie que c'est leur célébrité qui rend ordinairement leurs fautes plus connues. Il est certain que la culture des arts inspire une louable fierté. On ne trouve dans aucune autre classe d'hommes plus d'exemples de cette fermeté d'ame qui s'éleve contre le crime triomphant, &*

foule aux pieds l'intérêt & la crainte, pour rendre hommage à la vertu, quoique malheureuse. Si quelqu'un s'avisoit aujourd'hui d'écrire pour la liberté des mers, le Chevalier Yorke, soutenu par sa cohorte Anglomane, pourroit bien demander à L. H. P. qu'elles le fissent punir. Cette démarche pourroit peut-être paroître ridicule : elle ne le parut pas en 1619 quand le Chevalier Carleton demanda aux États-Généraux, que Grotius fût puni pour avoir plaidé pour cette même liberté : c'étoit là ce qui avoit rendu Grotius odieux aux Anglois. Si Mr. Vander Cappellen fut persécuté, ce fut à l'instigation des Anglois, qui vouloient se vengerde l'opposition que ce généreux Citoyen avoit apporté, à ce que la République acquiesçât à la demande que lui avoit faite le Roi d'Angleterre, de lui envoyer les Régiments Écossois qu'elle avoit à son service pour être employés en Amérique contre les Colonies confédérées.

Si quelques Anglomanes vous soutiennent que jamais les Anglois n'ont voulu attenter à la liberté de la République, qu'ils n'ont jamais intrigué

pour la rendre dépendante de leur volonté, ouvrez le 5me. volume du Tableau de l'histoire des Provinces-Unies, & faites-leur lire ce passage. *La proposition du Chevalier Carleton, de faire punir Grotius n'étoit pas seulement étrange; elle étoit une injure sanglante pour les Etats: comme si la révolution les eût dépouillés de toute lumiere, de tous sentimens patriotiques, & qu'ils ne fussent plus que de vils esclaves des passions & de la politique de l'Angleterre. En effet Carleton ne désesperoit pas de les amener à ce point. Il ne cessoit d'exciter Maurice à prendre les Renes de l'administration, dans l'espoir d'attacher ce Prince irrévocablement à l'Angleterre par le lien des alliances, & les sept Provinces par celui de la Religion.*

Il ne cessoit d'exciter Maurice &c. Cette dernière phrase m'a frappé: elle peut servir de réponse a cette question: *Est-il utile à la République d'avoir un Chef*: si elle avoit un Chef, ce Chef ne pourroit-il pas, comme l'a fait Maurice, qui l'étoit de fait sans en avoir le nom, faire entrer dans les Etats de vos Provinces des étrangers. Maurice

fit placer dans les Etats de votre Province deux étrangers; l'un étoit né en Hainaut & l'autre en Brabant, & suivant la conſtitution de vos Etats, autre qu'un Gentilhomme né dans la Province ne peut entrer dans le corps des Nobles, quand bien même il ſeroit naturaliſé Hollandois; il faut dire cependant à l'honneur de vos Gentilſhommes que cet étrange innovation ne paſſa qu'à la pluralité de deux voix.

J'ai l'honneur d'être &c.



LETTRE

A l'Auteur des lettres Hollandoises.

UTRECHT ce 1780.

COmme vous, Monsieur, je fais le plus grand cas du tableau de l'histoire de nos Provinces, je connois son Auteur, & j'estime ses qualités personnelles autant que ses talens. Je ne puis cependant m'empêcher de lui reprocher d'avoir dit dans une note (*a*) dont vous faites l'application à l'affaire de Mr. Vanden Cappellen, que c'est un vice de la constitution des petits etats, que les emplois y dépendent d'une espece de chef; je le crois comme lui, pour les emplois de la Magistrature; mais non pas pour ceux du militaire. Quand les emplois dépendoient parmi nous des Magistrats des Villes, ils étoient ordinairement donnés à des hommes qui n'avoient aucun des talens qui constituent un militaire, ni aucune des qualités néceffaires à un citoyen qui se devoue à la défense de la patrie. Cette fermeté d'ame qui fait supporter les plus grandes fatigues, ce courage intrépide qui fait affronter les p us grands dangers, cet amour de la gloire qui fait braver la mort lors même qu'elle est presque certaine, enfin ce sentiment précieux,

(*a*) *Elle est rapportée dans le 2me numero page 46.*

de l'honneur qui caractérise un vrai militaire étoit tout-à-fait étranger au plus grand nombre de ceux qui étoient placés dans cet état par nos Magistrats. Un corps bien constitué de la force & de la vigueur suffisent pour faire un bon Soldat; il ne doit savoir qu'obéir, mais celui qui le commande peut-il le faire s'il n'a reçu dès sa premiere jeunesse une éducation qui le dispose à acquerir les talens sans lesquels il est impossible d'occuper une place dans tel militaire que ce soit. Combien autrefois n'avons-nous pas vu d'emplois d'Enseignes, de Sous-Lieutenans, même de Lieutenans & de Capitaines donnés à des hommes de rien, & de la lie du peuple. Un Bourguemaître avoit-il à sa nomination un de ces emplois, il le donnoit à un ancien domestique, & quelquefois au fils où au parent d'un homme qui lui rendoit les plus vils services. Depuis que la nomination de tous les emplois militaires appartient au Stadhouder, ils sont donnés à des hommes qui par leur fortune ou par leur naissance doivent au moins être présumés avoir des sentimens & des dispositions qu'on ne peut rencontrer dans ceux qui composent la derniere classe des citoyens. Aussi notre militaire est il aujourd'hui composé d'excellens Officiers & de bons citoyens, on n'y souffre point de mœurs corrompues: on y punit avec la plus grande séverité toute action qui n'a même que l'apparence de la bassesse. L'honneur est cher à tous nos Of-

ficiers, mais ils ne s'attachent pas à susciter à un de leurs camarades de vaines querelles sans autre motif que celui d'éprouver son courage & de faire parade de leur propre bravoure. Il seroit cependant à souhaiter qu'on ne donnât les emplois qui le composent qu'à des Gentils-hommes. J'approuve l'usage des François de n'élever que ceux-ci aux grades militaires & d'en exclure les roturiers. C'est en partie à cela que le militaire François doit la grande considération dont il jouit dans toute l'Europe, surtout depuis que par de sages loix on en a banni tout esprit inquiet & turbulent, la débauche & la crapule. J'ai vu avec une sorte de surprise, lorsque j'étois en France dans les garnisons, les Officiers François être reçus avec plaisirs dans tous les meilleurs sociétés, & l'uniforme ne causer aucun ombrage au mari le plus délicat & à la mere la plus sévere. Dans une République, qui, comme la nôtre, ne doit avoir rien de plus précieux que son commerce, il importe beaucoup à la prospérité de ce même commerce qu'il se perpétue dans la famille, & que les fils d'un commerçant ne préferent point un autre état à celui de leur pere. De ce qu'un roturier riche peut obtenir parmi nous un emploi militaire, il arrive souvent que les enfans d'un riche commerçant donnent la préférence à l'état militaire sur l'état du commerce auquel sa naissance l'appeloit. Mais c'est aussi

la faute de leurs parens qui depuis quelques années ont adopté l'usage abusif de donner à leurs enfants une éducation qui n'est certainement pas celle que doivent recevoir ceux qui se destinent au commerce. Un commerçant riche, chez nous, donne à ses enfans un Gouverneur ou tout au moins un instituteur qui n'a aucune connoissance du commerce; il cultive l'esprit de son éleve de maniere même à lui donner du dégout pour toutes les connoissances qu'il faudroit qu'il eût comme commerçant. On l'envoye ensuite dans une Université pour lui perdre, dans le cahos des loix, les dispositions qu'il avoit reçues de la nature pour être un Citoyen utile dans la profession de son pere; enfin l'éducation finit par les voyages, c'est-à-dire par ce qui est le plus inutile pour former un homme pour quelqu'état que ce soit. Voyager avant que d'être un homme fait, c'est aller rassembler des vices, recueillir des ridicules pour les faire circuler ensuite parmi ses concitoyens. Un autre abus que je désirerois beaucoup qu'on détruisit parmi nous, c'est de permettre la vente des emplois militaires; ils doivent être la récompense des services rendus à la patrie & l'encouragement des talens. Je ne voudrois pas non plus que nos compagnies marchandes eussent des troupes à elles; formées sous la protection de la République; c'est à elle à pouvoir à leur défense, mais comme il ne seroit pas juste qu'elle

le fît gratuitement, elle pourroit exiger de chaque compagnie une certaine rétribution qui la mettroit en état d'avoir à sa solde un plus grand nombre de troupes; & ces troupes, qui seroient mieux disciplinées que ne le sont ordinairement celles qui appartiennent à des compagnies marchandes, leur seroient d'un plus grand secours que ne le sont celles qui sont à leur solde. D'ailleurs comme ces troupes leur occasionnent une dépense considérable; il arrive souvent que par économie les compagnies marchandes négligent en tems de paix d'en avoir le nombre nécessaire pour la défense de leurs possessions: la guerre survient, & ces possessions sont envahies avant qu'on ait pu pourvoir à leurs défenses. Si les Anglois vouloient attaquer nos possessions des Indes Orientales; ils s'en empareroient facilement: ces possessions n'ont pas la moitié de défenseurs, qu'il faudroit qu'elles eussent pour se défendre. Si la Compagnie des Indes a pris, il y a quelque temps, la résolution d'envoyer un renfort de 1800 hommes au Cap de Bonne Espérance, cette résolution est restée sans effet: la Compagnie s'est contentée de prendre à son service quelques Officiers Allemands qui se sont engagés à lui fournir chacun une centaine d'hommes. Ce renfort n'ira pas, dit-on, au Cap de Bonne Esperance, il sera envoyé à Ceilan. Nos établissemens de l'Amérique ne sont pas dans un meil-

leur état, que nos possessions des Indes Orientales : cela ne seroit pas, si le soin de pourvoir à leur défense appartenoit aux Etats-Généraux. La parcimonie de notre Gouvernement est grande, mais celle de nos Compagnies marchandes l'est encore infiniment davantage.

J'ai l'honneur d'être, &c.

ERRATA pour le N°. 2.

Page 42 *ligne* 13, *après* on peut appliquer à ceux d'entre eux qui ont envenimé l'esprit de leur Maître, *ajoutez*, contre le genereux Mr. Vanden Cappellen.

LETTRES HOLLANDOISES.

Les Hollandois se taisent, ou du moins les foibles représentations qu'ils se permettent ressemblent plutôt à des gémissemens, à des supplications qu'aux efforts d'une Puissance déterminée à se faire respecter.

Annales Politiques & Littéraires.

LETTRE IV.

La République des Provinces-Unies n'a encore rien fait pour protéger la navigation de ses sujets ; effet funeste de sa politique ; elle est bien différente de celle des Puissances du Nord ; avantages que leurs sujets en ont retirés ; la conduite des Puissances belligérantes & des Puissances neutres prouvent combien peu elles attachent de valeur à l'amitié de la République ; déclaration de la Suède & du Dannemark aux Puissances belligérantes ; la Suède & la Russie fournissent à la France des munitions navales ; liaisons de ces Puissances avec les Etats

Unis de l'Amérique; extrait d'une brochure sur l'Angleterre.

AMSTERDAM 26 Août 1780.

MR. le Comte de Nassau la Leck, Monsieur, est mauvais prophête: il prédisoit, il y a environ un an à Mr. Linguet, que Leurs Hautes Puissances prendroient un parti vigoureux & déployeroient leurs forces: *nous allons faire armer nos vaisseaux*, disoit-il; *les flottes Hollandoises paroîtront dans toutes les mers, non pour déclarer la guerre, mais pour faire respecter notre pavillon; pour tenir en bride & l'Angleterre & la France.* Où sont ces flottes qui devoient paroître avec tant déclat dans toutes les mers? Où sont ces vaisseaux dont la force redoutable alloit en imposer à la France & à l'Angleterre? Quel a été celui de nos vaisseaux marchands qu'ont protégé efficacement ceux de la République? Ce n'a été certainement aucun de ceux qu'escortoit le Comte de Byland qu'on vend présentement à Londres; ni celui dont le Capitaine a été si rudement fustigé: il est pris cet impitoyable *fustigateur* & s'il ne fustige plus

nos marins, c'est aux François qu'ils en auront l'obligation. Grace à ce phlegme raisonné si vanté par nos Anglomanes la République n'a encore rien fait en faveur de la marine marchande de ses sujets: elle a pris des résolutions vigoureuses, mais qu'elle n'a ni soutenues ni effectuées & qu'on doit croire avec juste raison qu'elle ne soutiendra ni n'effectuera jamais. Quel avantage avons-nous retiré de cette grande & sublime politique inconnue de nos peres & qui nous rend si lents si inactifs, si indéterminés, on peut dire même si timides? Que les effets qu'a produit la politique des Puissances du Nord sont bien différents de ceux qu'a produit la nôtre qui lui ressemble si peu! Notre politique a causé la ruine de plusieurs de nos riches maisons de commerce dont les dépouilles ont enrichi les armateurs Anglois; elle a affoibli notre commerce en général & presque desséchées plusieurs de ses branches; elle a fait perdre à notre nation cette considération politique dont elle jouissoit: autrefois on recherchoit notre alliance, on briguoit notre amitié, & si on

nous la demande aujourd'hui c'est avec cette indifférence qui fait assez connoître combien les Puissances qui la demandent se croient peu intéressées à l'obtenir. La conduite de la France, de l'Angleterre & même des Puissances neutres ne prouve que trop à quel point leur façon de penser à notre égard est différente de ce qu'elle étoit autrefois. Si la France eut craint de nous avoir pour ennemis, auroit-elle augmentée les droits que les cargaisons de nos vaisseaux payent dans ses ports, & prohibé nos fromages? L'Angleterre n'a eu pour nous ni égards ni ménagemens; toute sa conduite a été marquée au coin du plus grand mépris: non contente d'insulter notre pavillon, elle a saisi, pillé, vendu nos vaisseaux, violé notre territoire, tant en Europe qu'en Amérique; si elle a daigné écouter nos plaintes l'avons-nous vu changer de conduite, ce fut dans le moment même où elle avoit le plus grand intérêt de nous ménager que nous reçumes d'elle les plus grandes insultes. Si la Russie nous a fait proposer de nous unir à elle, & aux autres Puissances du Nord, elle l'a

fait d'une maniere si froide & si peu pressante, qu'on a pu aisement juger qu'elle ne croyoit pas qu'il fût bien intéressant pour elle & ses alliés, que nous accédassions à sa demande. Ses vaisseaux & ceux de la Suéde & du Dannemark couvrent les mers, & ces Puissances s'inquiétent fort peu si les nôtres iront les joindre.

Lisez avec attention les déclarations (a) que la Suéde & le Dannemark ont fait faire aux Puissances Belligérantes, & vous serez pleinement convaincu que leur intention est d'agir avec la plus grande vigueur pour protéger la navigation de leurs sujets. La réponse des Cours de Versailles & de Madrid sera la même que celles qu'elles ont faites précédemment à la Russie : celle de l'Angleterre sera équivoque, mais aucuns des vaisseaux marchands des trois Puissances confédérées ne seront attaqués ni par les corsaires Anglois ni par ceux de leurs Souverains ; mais pour se dédom-

(a) Comme nous avons rapporté précédemment en entier la déclaration de la Russie, nous avons crû faire plaisir à nos lecteurs de faire imprimer à la fin de ce numéro les déclarations de la Suéde & du Dannemark.

mager de ce menagement forcé, les Anglois continueront leur piraterie contre les vaisseaux des sujets de la République. On m'a assuré que les Suédois avoient présentement en mer 22 vaisseaux & la Russie 15 chargés de munitions navales pour la France & pour l'Angleterre. Par ce début on peut juger du commerce que les Nations neutres du Nord vont faire avec toutes les Puissances du Midi. Quelle perte pour le nôtre! Les Nations du Nord ont déjà aussi formé des liaisons de commerce considérables avec la nouvelle République des Etats-Unis de l'Amérique. Plusieurs de leurs vaisseaux sont arrivés dans les Ports de Suéde & de Dannemark. Trois vaisseaux de la nouvelle Angleterre sont venus dans les Ports de Gottenbourg & plusieurs autres de Mariland & de la Virginie sont arrivés sain & sauve sur nos côtes.

On assure ici que l'armée, que les trois Puissances neutres confédérées auront dans la Manche sera composée de 41 vaisseaux, qui formeront plusieurs escadres qui se repandront dans toutes les mers: de ces 41 vaisseaux, 15 vaisseaux de ligne & 7 frégates seront four-

nis par la Russie; la Suede & le Dannemark en fourniront chacun 10.

Depuis quelques jours on débite ici une petite brochure qui a pour titre, *Lettre sur l'émeute arrivée à Londres le 2 Juin 1780 & sur les Anglois .... Les lumieres du siecle*, dit l'Auteur de cette lettre *ont influé sur l'esprit des Anglois, & n'ont rien opéré sur leur caractere. Des passions ardentes & mélancoliques jointes à des loix justes & modérées ont fait une monstrueuse administration de leur Gouvernement, de sorte que la législation d'Angleterre seroit excellente à bien des égards si elle n'étoit pas exercée par des Anglois: malheureusement pourvus d'une ame envieuse & recalcitrante, ils trouvent plus de satisfaction dans la tempête que dans le calme, plus de volupté dans la haine que dans l'amour, au point qu'il faut être absolument leurs ennemis, si l'on est leurs voisins.*

Commerce, liberté, Gouvernement, Religion, tout sert d'aliment à leur frénésie, quand le desir d'exciter des émeutes vient à les tourmenter. C'est une nation inflammable, qui prend feu sur le moindre incident qui, comme le Lion, a toujours la fievre, & qui, tantôt revoltée

contre les Ministres, tantôt contre les Souverains même, s'exerce à donner des scenes, & se fait un plaisir de les ensanglanter.... On a beau vanter leur énergie, répéter avec enthousiasme qu'on ne trouve des ames vraiment magnanimes que dans cette République, toujours fameuse par ses révolutions, la raison n'y voit que des frénétiques, qui ont continuellement besoin de médecin : que des perturbateurs du repos public. Ce sont de brillans orages dont les éclairs excitent une admiration momentanée, mais dont la foudre cause les plus grands dégats. Des imprécations, des libelles, des révoltes, des Rois massacrés, des Temples profanés, des monceaux de cendres, des rivieres de sang, tel est le résultat de ce Gouvernement que l'enthousiasme préconise comme un chef d'œuvre de sagesse.

L'Auteur comparant Paris à Londres dit, *voilà deux Capitales immenses, Londres & Paris, sur qui le monde entier a les yeux ouverts. L'une, sans inquisition, (par la sagesse d'un seul Magistrat) jouit de la sureté comme du repos, ne montre à toutes les nations qui la visitent que de la douceur & de l'honnêteté, ne retentit que de cris d'allégresse & de l'a-*

mour qu'elle doit à son Roi. L'autre toujours prête à se révolter, laisse l'étranger ainsi que le citoyen dans une crainte continuelle d'être mis en pieces ou d'être incendié, répète sans cesse des propos séditieux, ne respecte enfin ni le profane ni le sacré.

Je ne crois pas, comme l'Auteur de la lettre, que la derniere émeute de Londres ait été excitée par des anti-François; tous les Anglois le sont & doivent l'être dans ce moment. Une autre cause que la haine pour la France l'a produite: l'ambition ou l'amour effréné de la célébrité a porté le Lord Gordon à en ourdir la trame. *Je ne veux qu'une tête échauffée par la vapeur d'une liqueur bachique,* dit l'Auteur de la lettre, *pour mettre Londres à deux doigts de sa perte, surtout dans ces momens où l'on se livre a la fureur de boire. Alors la raison s'éteint, l'imagination s'allume, le fanatisme se reveille, un prétendu patriotisme forme des complots sanguinaires contre les François, &, chose, inouie c'est en buvant leurs vins qu'on leur voue la haine la plus envenimée...... L'excès de la table est funeste aux Anglois. Quand on mange le matin avec voracité, l'ame fait tout le jour abstinence.*

Voilà un passage qui ne plaira pas à nos Anglo-manes. *Les Anglois mobiles comme les flots qui les entourent, sont les êtres les plus inconsequens. Vous les voyez arriver dans un Pays pour y séjourner trois mois, & le quitter trois jours après; nous vanter sans-cesse leur patrie & ne pouvoir y demeurer, prêcher continuellement la liberté, & tenir leurs femmes en esclavage; choisir la France préférablement à tout autre séjour & conserver la plus grande aversion pour les François.* J'ai passé quelques tems chez les Anglois & je n'ai jamais remarqué chez eux cette grande antipathie pour les François. Un François raisonnable à Londres y est accueilli, & le peuple même loin de l'insulter agit souvent avec lui beaucoup plus cordialement que le fait le peuple de Paris. L'Auteur est plus vrai lorsqu'il dit; *Les vertus même de l'Anglois ont quelque chose d'âpre qui ôte le desir de les imiter; ce sont les fruits sauvages d'un arbre qui n'a point été greffé. Les vices des François ne sont que trop aimables. Ils ressemblent à ces feux follets qui trompent un voyageur.*

Je ne crois pas, comme l'Auteur de la lettre que les Anglois ayent la ma-

nie de s'estimer plus que toute autre nation : j'ai remarqué en eux le sentiment de la jalousie, & certainement ce sentiment est une suite de l'estime qu'on a pour une nation rivale.

A l'occasion de la révolte des Colonies confédérées de l'Amérique, l'Auteur de la lettre dit ; *N'est il pas étrange qu'une nation, qui se donne pour abhorrer le despotisme, ait voulu l'exercer contre ses propres Colonies ; qu'elle s'étudie, depuis un tems immémorial à étendre sa tyrannie sur les mers ? On diroit à voir ses manœuvres comme ses entreprises qu'elle voudroit donner à ce fier élement des bornes que le Tout-Puissant lui-même ne lui a point assignées ; & quel abus ne faisoit-elle pas de ce projet, si la France n'avoit opposé des digues à sa ridicule ambition.* Après vient un petit éloge de Louis XVI. *Ce Monarque, dont la jeunesse environnée des hommes les plus sages & les plus éclairés, a toute la maturité des vieillards : ce Prince adoré, qui, dans le beau moment où son courage prit à cœur les intérêts de toutes les nations, parut être leur Roi, ce pere du peuple qui, pour le rendre encore plus heureux, honore de toute sa confiance l'émule de Sully.*

Il étoit naturel de rapprocher la situation actuelle du peuple François de celle du peuple Anglois. *En France la guerre nous paroît absolument étrangere, tant nous sommes tranquilles au sein de nos foyers. Sans haines, sans allarmes, sans impôts, nous ne nous appercevons des hostilités qui se commettent sur les mers que par l'intérêt que nous prenons à nos braves guerriers; que par le vif desir de voir fleurir la justice & la patrie. En Angleterre le trouble est sur tous les visages, comme dans tous les cœurs, & pour signaler son antipathie pour les François on s'abandonne à la fureur. C'est une terrible chose, dit Madame de Sevigné, qu'une haine à soutenir.*

L'Auteur de cette brochure qui est François traite avec trop d'indulgence le peuple de son pays. Par-tout le peuple est a peu de chose près le même; il est bon & humain à Londres comme à Paris, & quelquefois aussi le peuple de Paris est cruel, barbare & féroce comme celui de Londres. Le peuple de Paris ne se fâche pas toujours pour donner des scenes de comédie, & pour fournir à des brochures comme celles de *Vadé*; il a donné plusieurs scenes de la

plus grande atrocité. Comme je suis Républicain je ne croirai jamais comme l'auteur de la lettre *qu'un Gouvernement qui nous maintient entre la servitude & la licence, qui donne tout à la loi sans rien ôter au Souverain, qui rend un Monarque pere & maître de ses sujets soit préférable aux yeux de tout homme qui pense.* Sous un bon Roi tel que Louis XVI, maître de ses sujets, les sujets peuvent être heureux, mais si ce Roi est un Louis II, ses sujets seront-ils heureux? Je conviens avec l'Auteur de la lettre que dans les Républiques il faut employer beaucoup d'intrigues ou de bassesse, de mensonges, & d'argent pour se procurer du crédit, mais dans les Monarchies n'employe-t-on pas les mêmes moyens pour parvenir aux places aux emplois & acquerir de l'authorité & du crédit. Après avoir parlé de la piraterie des Anglois & avoir dit que la France ne le céde en rien dans l'art de se battre sur mer, l'Auteur parle avec exagération de la position actuelle de l'Angleterre. S'il s'étoit borné à dire que l'Angleterre est prête à succomber sous la masse énorme des dettes qu'elle a contractées; s'il avoit dit qu'elle n'a pas

un nombre suffisant de matelots, il n'auroit dit que ce qui étoit, mais avancer qu'elle sera bientôt sans matelots, & que n'ayant pas de ressource sur son propre sol on la verra forcée comme les Réligieux mendians à quitter ses foyers pour aller quêter dans les différentes contrées leur subsistance, c'est assurément quelque chose de plus fort qu'une exagération.

L'Auteur a raison quand il dit, je les vois, (les Américains) faire un commerce florissant sur les ruines de celui de l'Angleterre mais il ne falloit pas ajouter, & gagner chez tous les peuples, par leur loyauté, la confiance qu'on refuse à l'Angleterre. Jamais le commerçant ni même le marchand Anglois n'a manqué de loyauté: Tous ceux qui le connoissent conviennent qu'ils sont droits, vrais, & même ont des manieres plus séduisantes que ceux des autres nations.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. Comme j'allois fermer ma lettre j'apprens que la flotte Russe composée de 13 vaisseaux de ligne & frégates a jetté l'ancre devant le port du Texel.

Nous venons d'apprendre de nouveaux excès commis par les Anglois contre les vaisseaux des sujets de la République. Un de nos navires commandé par le patron Eisse Eysses fut rencontré le 12 du mois dernier par le Nonsuch, vaisseau de guerre de 64 piéces de canons, le même qui vient derniérement de s'emparer de la Belle-Poule. Le Capitaine Wallace commandant ce vaisseau commença ses violences par menacer le patron Hollandois de le conduire dans un port d'Angleterre; ensuite il le fit venir avec ses Officiers à bord du vaisseau, & les y tint tout le tems qu'il fallût pour que l'équipage Anglois pût piller, enlever, & maltraiter les matelots Hollandois qui se virent même dépouillés de leurs habits: on enleva du vaisseau plusieurs marchandises, après quoi il fut permis au navire Hollandois de continuer sa route; mais le Capitaine Wallace ayant pris la sage précaution de débaucher quatre matelots Hollandois, le pauvre Patron se vît presque dans l'impossibilité de faire les manœuvres nécessaires pour naviguer : cependant à force de patience & après avoir été en

proie à beaucoup de dangers & peines, il eut le bonheur de gagner Bordeaux & ensuite de se rendre ici.

Tous les bâtimens qui arrivent dans notre Port, se plaignent egalement des mauvais traitemens qu'exercent les Anglois lorsqu'ils les rencontrent. Quatre de nos vaisseaux marchands ont encore été conduits depuis peu dans les ports d'Angleterre.



DECLARATION.

De Sa Majesté le Roi de Dannemarck aux Cours de Londres, de Versailles & de Madrid.

SI la Neutralité la plus exacte & la plus parfaite, avec la Navigation la plus réguliere, & le respect inviolable pour les Traités avoit pu mettre la liberté du commerce des Sujets du Roi de Dannemarck & de Norvége à l'abri des malheurs qui devroient être inconnus à des Notions qui sont en Paix, & libres & indépandantes, il ne seroit point nécessaire de prendre des mesures nouvelles pour leur assurer cette liberté, à laquelle elles ont le droit le plus incontestable.

Le Roi de Dannemarck a toujours fondé sa gloire & sa grandeur sur l'estime & la confiance des autres Peuples. Il s'est fait depuis le commencement de son Regne la Loi de témoigner à toutes les Puissances ses Amies, les ménagemens les plus capables de les convaincre de ses sentimens pacifiques & de son désir sincere de contribuer au bonheur général de l'Europe. Ses pro-

cédés les plus conformes, & que rien ne peut obscurcir, en font foi. Il ne s'est jusqu'a présent adressé qu'aux Puissances Belligérantes Elles mêmes pour obtenir le rédressement de ses Griefs, & il n'a jamais manqué de modération dans ses demandes, ni de reconnoissance lorsqu'elles ont eu le succès qu'elles doivent avoir. Mais la Navigation neutre a trop souvent été molestée, & le commerce de ses Sujets le plus innocent trop fréquemment troublé, pour que le Roi ne se crût pas obligé de prendre actuellement des mesures propres à s'assurer à lui même & à ses Alliés la sûreté du commerce & de la Navigation, & le maintien des Droits indispensables de la liberté & de l'indépendance. Si les devoirs de la Neutralité sont sacrés, si le Droit des Gens a aussi ses Arrêts avoués par toutes les Nations impartiales, établis par la coutume, & fondés sur l'équité & la raison, une Nation indépendante & neutre ne perd point par la Guerre d'autrui les droits qu'elle avoit avant cette Guerre, puisque la Paix existe pour elle avec tous les Peuples Belligérans, sans recevoir & sans avoir à suivre les

Loix d'aucun d'eux elle est autorisée à faire dans tous les lieux (la Contrebande exceptée) le Trafic qu'elle auroit droit de faire, si la Paix existoit dans toute l'Europe, comme elle existe pour elle. Le Roi ne prétend rien au-delà de ce que la Neutralité lui attribue. Telle est sa regle & celles de son Peuple, & S. Majesté ne pouvant point avouer le principe, qu'une Nation Belligérante est en droit d'interrompre le Commerce de ses Etats, elle a cru devoir à soi-même & à ses Peuples, fideles Observateurs de ses Réglemens, & aux Puissances en Guerre Elles mêmes, de leur exposer les principes suivans, qu'Elle avouera & soutiendra toujours de concert avec S. Maj. l'Impératrice de toutes les Russies, & dont Elle a reconnu les sentimens entierement conformes aux siens.

I. Que les Vaisseaux neutres puissent naviguer librement de Port en Port & sur les Côtes des Nations en guerre.

II. Que les Effets appartenans aux Sujets des Puissances en guerre soient libres sur les Vaisseaux neutres, à l'exception des Marchandises de Contrebande.

III. Qu'on n'entende sous cette déno-

mination de Contrebande, que ce qui est expressément désigne comme telle dans l'Article 3me. de son Traité de Commerce avec la Grande Bretagne de l'Année 1770, & dans les Articles 26me. & 27me. de son Traité de Commerce avec la France de l'année 1742; & le Roi avouera également ce qui se trouve fixé dans ceux & vis-à-vis des Puissances avec qui il n'a point de Traité.

IV. Qu'on regarde comme un Port bloqué celui dans lequel aucun Bâtiment ne peut entrer sans un danger évident, à cause des Vaisseaux de guerre stationnés pour former de près le blocus effectif.

V. Que ces principes servent de regle dans les Procédures, & que justice soit rendue avec promptitude & après les Documens de mer, conformes aux Traités & aux usages reçus.

S. Maj. ne balance point de declarer qu'Elle maintiendra ces principes ainsi que l'honneur de son Pavillon & la liberté & l'independance du Commerce & de la Navigation de ses Sujets; & c'est pour cet effet qu'Elle a fait armer une partie de sa Flotte, quoiqu'Elle desire de conserver avec

toutes les Puissances en guerre, non seulement la bonne intelligence, mais même toute l'intimité que la Neutralité peut admettre ; le Roi ne s'écartera jamais de celles-ci sans y être forcé. Il en connoit les devoirs & les obligations ; il les respecte autant que ses Traités & ne désire que de les Maintenir. S. Majesté est aussi persuadée que les Puissances Belligerantes rendront justice à ces motifs ; qu'Elles seront aussi éloignées qu'elle l'est Elle même de tout ce qui opprime la liberté naturelle des hommes, & qu'Elles donneront à leurs Amirautés & à leur Officiers des ordres conformes aux principes ci-dessus énoncés, quitendent évidemment au bonheur & à l'intérêt de l'Europe entiere.



DÉCLARATION.

Faite aux mêmes Cours par Sa Majesté le Roi de Suede.

DEpuis le commencement de la présente guerre, le Roi a eu soin de faire connoître sa façon de penser à toute l'Europe : il s'est imposé la loi d'une parfaite neutralité ; il en a rempli les devoirs avec une exactitude scrupuleuse ; & il a cru pouvoir jouir en conséquence des droits attachés, à la qualité de Souverain absolument neutre. Malgré cela ses sujets commerçans ont été obligés de réclamer sa protection ; & S. Maj. s'est trouvée dans la nécessité de la leur accorder.

Pour remplir cet objet, le Roi a fait armer un certain nombre de vaisseaux de guerre dès l'année passée : il en employa une partie sur les côtes de son Royaume, & l'autre a servi de convoi aux bâtimens marchands Suédois dans les differentes mers, où le commerce de ses sujets les faisoit naviguer : il fit part de ces mesures aux Puissances Belligérantes ; & il se préparoit à les continuer dans le courant de cette année,

lorsque d'autres Cours, qui avoient également adopté la neutralité, lui firent part des dispositions où elles se trouvoient, conformes à celles du Roi & tendantes au même but. L'Impératrice de Russie fit remettre une déclaration aux Cours de Londres, de Versailles & de Madrid, par laquelle elles les instruisit de la résolution, où elle étoit de défendre le commerce de ses sujets & les droits universels des nations neutres. Cette déclaration portoit sur des principes si justes du droit des gens & des traités subsistans, qu'il ne parut pas possible de les révoquer en doute. Le Roi les a trouvé entiérement d'accord avec sa propre cause, avec le traité conclu en 1666 entre la Suede & l'Angleterre, avec celui entre la Suede & la France; & S. Maj. n'a pu se dispenser de reconnoître & d'adopter ces mêmes principes, non seulement par rapport aux Puissances, avec lesquelles lesdits traités sont en vigueur, mais aussi par rapport à celles qui se trouvent déjà impliquées dans la présente guerre, ou qui pourront le devenir par la suite, & avec lesquelles le Roi est dans le cas de n'a-

voir point de traité à reclamer. C'est la loi universelle; & au defaut des engagemens particuliers celle-là devient obligatoire pour toutes les nations. En conséquence le Roi déclare actuellement de nouveau, " qu'il observera à l'avenir la même neutralité & avec la même exactitude qu'il l'a fait par le passé : Il défendra à ses sujets sous de grièves peines de s'écarter en maniere quelconque des devoirs, que leur impose une pareille neutralité: mais il protégera leur commerce legitime par tous les moyens possibles, lorsqu'ils le feront conformement aux principes ci-dessus mentionnés. "



LETTRES HOLLANDOISES.

Une femme fermera les portes de la guerre.

VOLTAIRE.

RÉPONSE A LA LETTRE IV.

La conduite de la République autorise les excès commis par les Anglois & la vente des vaisseaux de ses sujets : cette vente est une insulte nouvelle faite à la République ; elle n'auroit pas été faite aux Puissances du Nord ; conduite de la République comparée à celle de ces Puissances ; vaisseaux Suédois convoyés efficacement dans le Canal ; l'intention des Puissances du Nord n'est pas qu'on visite leurs vaisseaux ; la République peut faire convoyer ses vaisseaux ; elle ne le fait pas ; sa conduite actuelle est différente de celle qu'elle tenoit autrefois ; intérêt

qu'a la République à joindre ses vaisseaux de guerre à ceux de la Russie; affoiblissement du commerce de la République; il deviendra encore plus grand à la paix; la neutralité armée assure la liberté des Provinces révoltées de l'Amérique; position fâcheuse où se trouve l'Angleterre.

Paris, ce Août 1780.

LEs Russes, Monsieur, sont donc arrivés au Texel; les laisserez vous partir seuls? Toute l'Europe a les yeux sur votre Gouvernement: de la conduite qu'il va tenir dépend la perte ou la conservation de ce qui reste à votre République de considération politique: si elle s'étoit conduite comme la Russie, le Dannemark & la Suéde, les Corsaires Anglois & les vaisseaux de Sa Maj. Brit. n'auroient pas commis contre ceux des sujets de la République les nouveaux excès dont vous me parlez dans votre derniere lettre, & l'amirauté Angloise n'auroit pas fait vendre à l'encan le 31 Juillet & le 1er. de ce mois les 8 vaisseaux convoyés par le Comte de Byland: ces vaisseaux ont été vendus 5280 liv. St.

ou 121,440 livres Tournois. Les Ministres de Sa Maj. Brit. en faisant faire cette vente ont moins considéré son produit que le plaisir de faire une nouvelle insulte à votre République, & pour que cette insulte fût plus marquée ils ont eu grand soin de faire annoncer cette vente dans tous les papiers publics de l'Europe. On m'a assuré que c'étoit de la Haye que le rédacteur de votre gazette avoit reçu les détails qu'il a donnés dans son dernier numéro sur cette vente; ils ne lui ont certainement pas été envoyés par un Hollandois, car il n'est pas naturel de croire qu'on publie sa propre honte: il n'a donc pu recevoir ces détails que de l'Hotel d'Angleterre. Si ces vaisseaux eussent appartenu aux sujets de la Russie de la Suéde & du Dannemark, ils n'auroient pas été vendus, du moins avec cette publicité si humiliante pour votre nation. Si votre République eut parlé à l'Angleterre comme lui ont parlé les Puissances du Nord; si elle eut agi comme ces Puissances ont agi, l'Angleterre auroit tenu à son égard la même conduite qu'elle a tenue à l'égard de ces

Puiſſances : ces Puiſſances lui ont dit, nous allons armer & elles ont armé : nous protégerons le commerce de nos ſujets, & leurs vaiſſeaux de guerre ont couvert les mers pour les protéger & les mettre à l'abri de toute inſulte. Si votre République a dit auſſi à l'Angleterre, j'armerai ma neutralité, cette neutralité eſt encore déſarmée ; ſi elle a paru prendre la réſolution de protéger la navigation de ſes ſujets, la protection qu'elle leur a accordée a été ſi foible qu'elle n'a produit d'autre effet que de perſuader aux Anglois qu'ils n'avoient rien à craindre du reſſentiment de votre République, & de les affermir de plus en plus dans la réſolution de n'avoir pour elle aucun égard & aucun ménagemement. Rapellez-vous, Monſieur, que le 17 du mois dernier, 20 ou 30 vaiſſeaux Suédois eſcortés par un ſeul vaiſſeau de 50 canons ſe trouvans dans le Canal, un ſeul d'eux fut abordé & amariné par un brigantin Anglois, que le vaiſſeau de guerre donna à l'inſtant chaſſe à ce brigantin, lui tira 24 coups de canon & ne ceſſa ſa chaſſe que pour venir au ſecours des autres vaiſſeaux de ſon con-

voi dont plusieurs avoient été abordés par les chaloupes armées d'un vaisseau de Sa Maj. Brit. qui auroit été coulé bas par le vaisseau Suédois, s'il n'eut profité de l'avantage du vent pour se sauver. Cet événement a du achever de convaincre le Ministère Anglois que les Puissances du Nord sont très déterminées à faire respecter leur pavillon, & à ne pas souffrir la visite de leurs vaisseaux marchands qui seront convoyés.

Nombre de vos vaisseaux de guerre sont en état de tenir la mer: leurs équipages sont bien complets; ils sont pourvus de toute espéce de munitions; ceux qui doivent les commander sont même nommés & aucun de vos vaisseaux marchands n'est convoyé, & tandis que les autres Puissances repoussent par la force les excès que les Anglois veulent commettre contre le leurs, votre République se contente de se plaindre, & de réclamer: elle négocie, autrefois elle se battoit, & n'entroit en négociation que lorsqu'elle étoit couverte des lauriers de la victoire; on ne l'insultoit pas impunément; on n'osoit même pas la braver, tant on étoit

persuadé que la vengeance qu'elle en prendroit suivroit de près l'insulte.

On nous assure ici qu'un nombre considérable de vaisseaux sont dans vos ports chargés de munitions navales pour les ports de France. L'Amiral Geary en est sans doute instruit : auront-ils le même sort que ceux que convoyoit le Comte de Bylapd ? Le moyen le plus sûr pour les soustraire à la piraterie des Anglois feroit que votre République fit à la Cour de Londres la même déclaration que viennent de lui faire celles de Stockholm & de Copenhague, & qu'aux 13 vaisseaux Russes qui sont dans le Texel se joignissent 20 à 25 vaisseaux de la République. Si l'intérêt de votre commerce d'Europe exige que vous preniez ce parti celui de votre commerce d'Amérique doit vous déterminer à le prendre promptement : le commerce de votre colonie de St. Eustache, qui est aujourd'hui des plus florissans, souffre beaucoup des excès que les Anglois commettent contre lui. La France rendroit un grand service aux habitans de St. Eustache si elle s'emparoit d'Antigoa : cette Isle est le refuge de tous

les pirates Anglois qui font essuyer aux habitans de St. Eustache les traitemens les moins permis & les plus durs.

Plus votre République, Monsieur, tardera à s'unir aux Puissances du Nord plus elle affoiblira une des branches les plus considérables du commerce de ses sujets. Les vaisseaux des Puissances neutres peuvent naviguer surement, il est naturel que la France, l'Espagne & l'Angleterre les préférent, pour le transport des munitions navales dont aucunes d'elles ne peuvent se passer, aux vaisseaux des sujets de la République qui sont continuellement exposés à être enlevés par les Anglois : la paix se fera : Dieu veuille que ce soit l'hiver prochain ! mais les liaisons de commerce que la France & l'Espagne auront formées avec la Russie, la Suéde & le Dannemark, subsisteront, & elles seront d'autant plus durables qu'aucun intérêt politique ne pourra les altérer. Votre commerce approvisionne encore aujourd'hui le Nord des productions de l'Amérique : à la paix cette branche de commerce se desséchera : la Hollande ne sera plus

l'entrepôt de ces mêmes productions : elles seront portées directement des ports de France, d'Espagne & d'Angleterre, dans ceux de la Suéde, de la Russie & du Dannemark, de Hambourg & de Dantzick. Le Dannemark a un établissement en Amérique : il ne seroit pas impossible que la Russie & la Suéde y envoyassent aussi chacune une colonie : leur commerce est déjà lié avec celui des Etats-Unis : l'effet de cette liaison sera de rendre moins considérable celle que le commerce de votre République pourra former avec ces mêmes Etats. Si les Puissances du Nord n'ont pas encore reconnu la nouvelle République des Etats-Unis pour Etat libre & indépendant, du moins ont-elles, en armant leur neutralité, porté un coup fatal à l'Angleterre dont, les suites pourront par la suite, être, on ne peut pas plus fâcheuses : en rendant la liberté à la Mer; en ôtant à l'Angleterre l'Empire qu'elle en avoit usurpé elles ont assuré l'indépendance de la nouvelle République.

Si vous vous trouvez, Monsieur, avec quelques-uns de vos Anglomanes, assurez les que l'argent est au-

jourd'hui à Londres plus rare qu'il n'a jamais été. Depuis plusieurs mois la Trésorerie n'a rien payé, & le Lord North, tout habile financier qu'il est, se voit réduit à jouer le rôle de ces débiteurs insolvables qui n'ayant ni argent, ni bonnes raisons à donner à leurs créanciers, prennent le parti de leur faire dire par leurs Suisses qu'ils sont à la campagne, malades ou obligés d'assister à des conseils. Depuis 3 ans aucun des billets de l'artillerie n'a été payé; ils perdent à la bourse 25 pour cent. Nous verrons comment le Grand North fera pour avoir des fonds pour achever cette campagne, & commencer celle de l'année prochaine. Je doute que vos Capitalistes viennent à son secours: je crois que dans la position où elle se trouve, l'Angleterre n'a d'autre parti à prendre que de faire la paix & d'afficher son bilan à la bourse de Londres.

J'ai l'honneur d'être &c.



LETTRE V.

Les François pourroient s'adonner à la pêche de la baleine ; ils le peuvent dans les mers moins dures que celles où la font les autres nations ; torts qui en résulteroient pour le commerce de la République ; la guerre d'Amérique changera la politique des commerces ; les François ont un grand intérêt à étendre leurs établissemens de la Zone Torride ; concession que l'Espagne peut faire à la France ; les intérêts politiques de ces deux alliés sont les mêmes ; ils en ont un grand à defendre la République des Etats-Unis ; établissemens utiles que la France pourra faire dans ses Colonies ; retablissement de la compagnie des Indes de France ; idée qu'on peut avoir du commerce qu'elle pourra faire.

AMSTERDAM ce Août 1780.

CE n'est pas seulement, Monsieur, notre commerce du Nord qui doit souffrir une diminution considérable à l'occasion des liaisons de commerce

qui ſe ſont formées depuis le commencement de la guerre préſente entre les nations du Midi & celles du Nord de l'Europe : il eſt encore d'autres branches de notre commerce qui, à la paix, pourront devenir d'un bien moindre rapport qu'elles ne le ſont aujourd'hui. Si malheureuſement pour nous votre Miniſtere étoit alors qu'il doit s'occuper du ſoin d'encourager votre pêche nationale, & cela parce qu'il ſe perſuadera que c'eſt un moyen ſûr d'avoir de bons matelots, il pourra bien parvenir à nous priver de la vente conſidérable d'huile de baleine que nous faiſons tous les ans à vos tanneurs.

Nous faiſons notre pêche de la baleine dans les mers de Groënland & au détroit de Davis (*a*) : mais il eſt dans les environs de Terre-neuve à vingt lieues Sud-Oueſt du Cap Raz (*b*) un banc de Morue très conſidérable,

---

(*a*) Il vient d'arriver aux Texel trente ſix navires de notre nation qui ayant tous été à la pêche de la baleine dans ce détroit en ont pris 90, qui ont rendu juſqu'à 4197 tonnes de lard.

(*b*) Ce Cap, que l'on appelle auſſi quelquefois le *Cap des Rats*, eſt ſitué dans la partie Orientale de l'Iſle de Terre-neuve, où elle ſe courbe vers le Midi, à 80 lieues du grand banc vers l'Occident.

& vers ce banc on trouve une grande quantité de baleines. Si vos armateurs pêcheurs, excités par les recompenses que votre Souverain leur fera promettre par ses Ministres, s'adonnent à cette pêche & réussissent, ils nous enléveront l'approvisionnement de vos tanneries. Les mers où ils iront pêcher sont moins dangereuses que celles où nous faisons la pêche de la baleine; le scorbut nous y tue tous les ans un nombre considérable de marins, & les mers de Terre-neuve sont infiniment mal saines. Les premieres tentatives seront couteuses, mais à la maniere dont s'y prend celui que votre Roi a mis à la tête de ses finances, la France, en tems de paix, aura tous les ans un superflus qui la mettra en état de former les plus grandes entreprises pour étendre son commerce.

Ce qui se passe actuellement dans le Nord du nouveau monde doit nécessairement changer la politique des commerces de l'Europe entiere, & donner surtout plus de sagacité & d'énergie aux réflexions de vos commerçans & de vos Ministres. Jusqu'à présent ceux-ci se sont peu occupés des moyens qu'on

pourroit employer pour étendre votre commerce national; différens de ceux qui les ont précédés depuis Colbert, ils sentiront que de l'accroissement du commerce de leur nation dépend une partie de sa force & de sa Puissance. Les liaisons que votre commerce formera à la paix avec celui du Nord de l'Amérique, pourront être telles, qu'elles produiront le même effet que si ce pays appartenoit à votre Souverain: alors que de raisons le Gouvernement François n'aura-t-il pas pour étendre vos établissemens de la Zone Torride. L'Espagne éclairée sur ses vrais intérêts pourra bien se porter d'elle-même à y contribuer en cedant, si ce n'est la totalité de la partie de l'Isle de St. Domingue qui lui appartient, du moins la portion qu'on appelle Samana. L'intérêt de l'Espagne est de faire cette concession, puisque ce seroit le moyen le plus certain d'assurer la conservation de ses Colonies de Cuba, de Porto-Rico, & de la partie de St. Domingue qu'elle conserveroit. La population de l'Espagne est trop bornée pour pouvoir garder & cultiver ces Colonies & en assurer la defense. Il faut

donc, qu'en sacrifiant Samana elle acquiert la faculté d'augmenter la population de ses autres possessions.

Jamais la France ne s'est trouvée dans des circonstances plus favorables pour s'agrandir en Amérique ; d'un côté c'est un allié puissant qui a le même intérêt qu'elle à cet accroissement, puisque de la force qu'auront les établissemens de son allié, dépend en quelque sorte la conservation des siens propres ; de l'autre côté c'est une rivale affoiblie, qui n'a plus la force ni les moyens de la traverser dans l'exécution de ses projets. Tant que l'Espagne restera étroitement unie à la France, l'Angleterre ne pourra tenter que vainement de les attaquer en Amérique. La France sera pour l'Espagne une amie utile qui assurera par le seul effet de la crainte qu'elle inspirera à l'Angleterre, les possessions de l'Espagne dans le nouveau monde. L'Angleterre pourra lutter & même quelquefois avec avantage avec la France seule : elle aura presque toujours le dessus sur l'Espagne quand elle n'aura pas la France pour alliée, mais il me paroît presque impossible qu'elle puisse

combattre avec succès ces deux Puissances réunies, surtout à présent que la partie du Nord de l'Amérique, loin de combattre à ses côtés comme par le passé, prendra toujours les armes contr'elle quand il s'agira des intérêts de la France. La nouvelle République des Etats-Unis, environnée de ses anciens maîtres & craignant toujours leur haine & leur vengeance, considérera toujours la France comme sa protectrice, qui seule peut la mettre à couvert des entreprises des Anglois. La France de son côté, aura toujours un intérêt sensible à soutenir l'indépendance de la nouvelle République, c'est de tous les alliés qu'elle peut avoir celui dont il est le plus important de conserver l'amitié; soit qu'elle considère ses intérêts politiques, soit qu'elle n'envisage que ses intérêts de commerce. A la paix nous la verrons établir dans chacune de ses Colonies un port franc où le Nord de l'Amérique pourra porter librement ses bois légers, son merain, ses chevaux & ses vivres même quand la métropole se trouvera dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de ses Colonies, qui donneront en échange leurs Sirops & Tafias.

Il eſt un objet important pour le commerce de votre nation, dont je ſuis perſuadé que celui qui eſt à la tête de vos finances s'occupe déjà ſérieuſement : à la paix vous le verrez propoſer le rétabliſſement de votre Compagnie des Indes : il s'eſt oppoſé à ſa ſuppreſſion ou plutôt à ſa ſuſpenſion avec trop de chaleur & de zèle pour qu'on puiſſe douter de ſa façon de penſer. J'ai lû dans le temps le Mémoire qu'il a fait pour répondre à celui de Mr. Boutin, ſon antagoniſte, ou plutôt de l'Abbé Morelet, le ſalarié de Mr. Boutin, & il m'a parû qu'il étoit entierement perſuadé des avantages conſidérables que la France pouvoit retirer de ſon commerce des Indes Orientales & en même temps de l'impoſſibilité qu'il y avoit que des particuliers fiſſent ce commerce utilement pour l'état & même pour eux-mêmes, parce que ces particuliers n'ont ni les forces, ni les moyens de donner dans les Indes à ce commerce le ton qu'il doit avoir pour y figurer à côté de celui de nôtre Compagnie & de celle d'Angleterre.

Le commerce des Indes Orientales,

j'en conviens, eſt purement paſſif pour la France, ce commerce heurte l'induſtrie de ſes habitans : il conſomme une partie de ſon numéraire, mais conſidéré par rapport à l'état, il lui eſt d'un très-grand avantage; le plus grand de tous, c'eſt celui de lui procurer d'excellens marins, & aujourd'hui que la France paroît décidée à avoir une marine qui puiſſe lutter avec celle de ſa rivale, il lui importe plus que jamais d'employer tous les moyens qu'elle peut avoir pour parvenir à ſon but : ſes liaiſons avec le Nord lui aſſurent la vente d'une grande partie des productions des Indes Orientales que lui fournit préſentement notre Compagnie & celle des Anglois : ſon alliance avec la nouvelle République des Etats-Unis de l'Amérique, lui offre un débouché aſſuré en Amérique de ces mêmes productions. Ces deux nouvelles branches de Commerce que la France ſe procurreroit, en rétabliſſant ſa Compagnie des Indes, ſuffiroient ſéules pour le rendre auſſi floriſſant, auſſi actif qu'il a été languiſſant, on peut même dire en quelque ſorte ruineux; mais il le ſeroit encore ſi, après

son rétablissement, on remettoit votre Compagnie dans la dépendance du Gouvernement, comme il l'étoit autrefois. Le commerce doit être libre, & il ne prospère que quand ses opérations sont dirigées par des commerçans. L'Etat doit le protéger, mais jamais ses Ministres ne doivent le Gouverner, & ordinairement la manie des Ministres, est de vouloir être tout-à-la-fois guerriers, marins, législateurs, commerçans & financiers. Toute idée de gêne allarme le commerce, & la plus légere contrainte rend le commerçant inactif & indolent. Tout corps de négocians ne doit connoître que le pouvoir des loix, & dans une compagnie marchande il faut que chaque actionnaire soit persuadé qu'il peut parler librement sans craindre ni l'autorité, ni le ressentiment de qui que ce soit. Mr. Neker étoit un des principaux actionnaires de l'ancienne compagnie, il seroit le créateur de la nouvelle & sans paroître en être l'administrateur il pourroit en être le Conseil. Tous les abus qui se commettoient dans l'administration de cette compagnie lui étoient connus : il pourra, en

lui rendant la vie, réformer tous ces mêmes abus. Donner moins de pouvoir aux administrateurs de la nouvelle compagnie & sur-tout leur ôter le moyen de s'occuper plus de leur fortune particuliere que du bien général; laisser à un comité formé d'hommes intégres, d'habiles marins, & d'anciens commerçans, le choix des places & des emplois, sans que les directeurs y prissent aucune part; diminuer le nombre de ces places & de ces emplois; avoir de grands établissemens & de riches possessions, mais sans qu'elles soient trop éloignées les unes des autres; n'avoir point d'armée afin de pouvoir avoir un grand nombre de vaisseaux, & être défendues par les troupes du Prince, sans être mises sous la loi arbitraire du Général des troupes; voilà, Monsieur, ce que Mr. Neker pourra faire & fera probablement, s'il est le restaurateur de votre Compagnie des Indes. Comme Hollandois, je désire que cet événement n'ait pas lieu, il nous priveroit d'une partie considérable de commerce, & nous ôteroit les grandes espérances que peuvent nous donner les besoins futurs des habitans du Nord de l'Amérique.

Enfin notre flotte sera en état de mettre à la voile à la fin de ce mois-cy. Nous verrons quand elle sera en mer, si les Anglois continueront leurs vexations à l'égard des sujets de la République. Mais je crains bien qu'on ne divise trop nos forces.

J'ai l'honneur d'être, &c.



RÉPONSE
A LA LETTRE V.

Le départ de la flotte de la République & la conduite qu'elle tiendra pourront faire connoître les véritables dispositions de son Gouvernement ; Ministres du Prince Repnin ; les discours de Sa Maj. Brit. sont dans les plus grand embarras ; moyens odeux dont on se sert en Angleterre pour se procurer des matelots.

PARIS, ce Août 1780.

JE ne croirai, Monsieur, au départ de votre flotte, que vous m'avez annoncé par votre derniere, comme très prochain, que quand vous m'aurez assuré qu'elle a mis à la voile ; & quand j'aurai appris qu'elle aura foudroyé les vaisseaux Anglois qui voudront visiter ceux de votre République qu'elle convoyera, je ne douterai plus que votre Gouvernement s'est enfin déterminé à suivre l'exemple des Puissances du Nord. Je serois moins incrédule si un Membre de votre Conseil national, ou votre Stadhouder avoit dit, comme le Prince Repnin l'avoit dit avant, dans le Conseil de Sa Souveraine ; *l'orgueil & l'ambition de la Cour Britannique, & surtout de son Ministère, exigent de nous la plus grande attention, & nous provoquent à faire tous nos efforts pour châtier, ou du moins réprimer l'ambition aussi insolente, que peu mesurée de leur nation. Les Ministres de Sa Maj. Brit. se sont*

imaginés qu'ils avoient le droit de régenter, de défier & d'insulter toutes les autres Puissances de l'Europe : il n'est d'autre moyen de faire cesser les outrages qu'ils font à ces Puissances, que de former une confédération générale de toutes les Puissances neutres ; proposons la, & je crois qu'elle sera bien reçue de toutes les nations qui ont embrassé, comme nous, le partie de la neutralité.

Les Ministres de Sa Maj. Brit. sont trop vains, trop ambitieux, même trop insolens : ils ont un amour pour la domination qui les a rendus odieux, même à la plus saine partie de leur nation, & insupportables aux autres Pays. Il n'y a que l'armement d'une flotte combinée des Etats neutres, qui puisse les mettre à la raison ; protéger le commerce des autres & rétablir l'équilibre du pouvoir en Europe, & surtout sur les mers. Au surplus, je crois devoir m'expliquer, parce que je serois fâché d'être mal entendu : mon vœu n'est pas pour la destruction de l'Angleterre ; mais ce que je désire ardemment avec tous les hommes sages, c'est l'humiliation d'un Ministère ambitieux, insolent & despotique.

Les Ministres Anglois font encore bonne contenance, mais je crois qu'ils voudroient que quelque Puissance charitable s'entremît pour obtenir de la France & de l'Espagne un accommodement qui ne fût pas aussi humiliant, que celui qu'ils prévoient qu'il faudra qu'ils fassent dans quelque temps. Ce n'est pas seulement en Europe que les finances des Anglois sont épuisées, elles ne sont pas plus abondantes en Amérique ; les Gou-

verneurs de leurs Isles, pour se procurer l'argent nécessaire pour les mettre en état de défense, ont tiré des lettres de change sur la Trésorerie de la Métropole; ils ont escompté ces lettres aux gens à argent de leurs Isles: ces lettres sont échues, & elles ont été présentées à Londres au noble Lord grand Trésorier, qui les a laissé protester & renvoyées aux pauvres diables, qui ayant donné leur argent, pour être employé pour le public, ne croyoient qu'il dût être perdu pour eux: à la paix ils jetteront les hauts cris: on leur dira; demandez votre argent à ceux à qui vous l'avez prêté: on fera revenir en Angleterre les Gouverneurs emprunteurs; ils seront privés de leur place, mais leurs créanciers n'en seront pas plus avancés.

Mais si le Lord North ne sait pas de quel bois faire fléche, le Lord Sandwich est au moins ainsi embarassé que lui: il n'a pas encore pu parvenir, & cela faute d'hommes, à faire équiper les vaisseaux pris aux Espagnols par l'Amiral Rodney. *Les matelots sont si rares à la Jamaïque*, disent les Papiers Anglois, *qu'on y a donné* 14 *guinées aux matelots pour le voyage d'Angleterre, ce qui revient à* 8 *liv. Sterl. par mois pour chaque homme. Avec un échiquier épuisé*, disent encore les mêmes papiers, *& un pays appauvri, nos Ministres sont accablés d'affaires dont le nombre accroit tous les jours. Dans ce moment-ci ils intriguent, & c'est ce qu'ils apellent négocier dans les différentes Cours de l'Europe, & ce désordre dans la partie des dépenses secrettes est beau-*

coup plus grand qu'on ne se rapelle peut-être l'avoir jamais vu dans aucune période des Annales Angloises. C'est assurement bien en pure perte qu'ils se sont donnés, & qu'ils se donnent peut-être encore tant de mouvement. Excepté votre pays, Monsieur, où leurs guinées ont produit quelque effet, il ne paroît pas que celles qu'ils ont semées dans les autres nations, aient produit quelque changement qui leur ait été favorables. La presse, ce moyen terrible qu'on n'employeroit présentement qu'avec la plus grande répugnance dans les pays soumis au pouvoir absolu d'un seul, est le seul qui reste aux Anglois pour se procurer des matelots : le 31 Juillet ils l'ont mis en usage à Gosport, & ont enrolé 800 malheureux : on a enlevé, le 2 de ce mois, sur la Tamise tous les matelots qui se sont trouvés sur les vaisseaux marchands, de maniere qu'il ne reste sur chacun de ces navires que son Capitaine. On est effrayé quand on lit dans les papiers Anglois ce qui est passé à Portsmouth le premier de ce mois; plus de cent bâtimens, tant cutters, qu'alleges & batteaux, y ont été employés à enlever les équipages de tous les vaisseaux de commerce qui se trouvoient dans ce port : ces vaisseaux étoient au nombre de 300; les corsaires mêmes ont essuyé le mêmes sort; en même tems toutes les maisons de la ville ont été visitées indistinctement. Le nombre des matelots qu'a produit cette presse, a été de plus de 3000.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRES HOLLANDOISES.

Tel est le droit de la guerre parmi les peuples savans, humains & polis de l'Europe. On ne se borne pas à faire à son ennemi tout le mal dont on peut tirer du profit; mais on compte pour un profit tout le mal qu'on peut lui faire à pure perte.

J. J. ROUSSEAU.

LETTRE VI.

Les Puissances du Nord sont bien gouvernées; maniere de penser de ceux qui les gouvernent; éloignement de toutes les nations pour la guerre; il a toujours été de la politique de l'Angleterre de la fomenter; elle en a retiré de grands avantages; la politique de l'Angleterre a toujours été la même; il en a résulté un grand changement dans celle des autres Puissances; la guerre pour la succession de Baviere a tourné à l'avantage de la France; la conduite de l'Angleterre l'a privée de tous ses alliés; du Morning-Post; *conseil sin-*

gulier que l'Auteur donne à ses Concitoyens ; sa façon de penser sur les nations du Nord ; il attache peu de valeur aux pertes que l'Angleterre a faites en Amérique ; jugement que les Anglomanes portent de la Russie.

PARIS, ce Août 1780.

DE toutes les Puissances neutres, Monsieur, nous sommes la seule que les Anglois insultent encore & nous avons cependant plus de moyens de nous venger qu'aucune des autres en particulier, & même que n'en ont les Puissances réunies du Nord, mais elles sont gouvernées par des hommes inaccessibles à la corruption : ils rejetteroient avec indignation l'offre que le Roi d'Angleterre leur feroit, pour leur fille, de la main du Prince de Galles, pour les engager à trahir les intérêts de leur patrie : ce sont ces intérêts qu'ils ont vus en grand ; c'est l'honneur & la gloire de leurs Souverains qui les ont fait agir ; ils ont connu tous les avantages que leurs nations pouvoient retirer du parti de la neutralité qu'elles avoient embrassée ; mais ils ont senti, que pour que ces avantages

fussent réels, il falloit soutenir les droits de cette même neutralité, non par de vains écrits & de froides négociations, comme nous l'avons fait, mais par les armes: ils ont vu que l'humiliation de l'Angleterre, & sur-tout son affoiblissement, devoient en bannissant de l'Europe le fléau de la guerre, assurer sa tranquillité: les succès de la France & ceux de l'Espagne ne leur ont causé aucun ombrage: *la France*, ont-ils dit, *cherche moins à s'agrandir qu'à ôter aux Anglois les moyens de tout envahir dans l'Amérique, & de mettre dans la dépendance du leur, le commerce de l'Europe.*

Tous les Souverains de l'Europe veulent la paix: ils sentent aujourd'hui que la guerre est un fléau qui écrase également les vaincus & les vainqueurs; ils sont persuadés que le commerce est l'âme des tous les Etats; l'Angleterre le croit comme eux, mais elle voudroit que le commerce de toutes les autres nations fût dans la dépendance absolue du sien: si elle n'a pas l'ambition de s'agrandir en Europe, elle voudroit être la seule Puissance Européenne qui eût des établisse-

mens dans les autres parties du monde : c'eſt pour parvenir à ſon but qu'elle a voulu avoir l'Empire des mers ; & ça été pour conſerver cet Empire uſurpé qu'elle a toujours ſuſcité la guerre aux Puiſſances dont elle a craint la rivalité. La France ſeule pouvoit lui porter ombrage ; elle ſeule pouvoit s'oppoſer à l'exécution de ſes projets ambitieux ; l'Angleterre ſentoit bien qu'elle ne pouvoit pas écraſer la France ; elle n'en avoit pas conçu le projet ; il lui ſuffiſoit que la France fût dans un état d'affoibliſſement qui la mît dans l'impoſſibilité d'avoir tout-à-la-fois une force de terre & une force de mer redoutable. Les reſſources de la France ſont plus grandes que celles de l'Angleterre ; elle a une force réelle que n'a pas l'Angleterre ; mais l'Angleterre, au moyen des guerres de terre qu'elle avoit l'adreſſe de ſuſciter à la France, mettoit cette Puiſſance dans l'impoſſibilité de la combattre avec avantage ſur mer. Les Puiſſances de terre qui combattoient contre la France & avec leſquelles l'Angleterre s'allioit toujours, ne voyoient pas que c'étoit moins pour leur propre intérêt

qu'ils combattoient que pour ceux des Anglois: si elles avoient l'avantage, elles en profitoient moins que les Anglois: c'est en Allemagne que ceux-ci ont conquis le Canada & la Grenade, tandis qu'il n'est resté au Roi de Prusse que la gloire d'avoir gagné quelques batailles: mais les succès de la politique n'ont qu'un tems; ils cessent du moment que ses projets sont connus: à peine le voile qui couvroit ceux de la politique Angloise fut-il tombé que la Maison d'Autriche est devenue l'amie vraie & sincere de la Maison de France, & dès ce moment toute espérance de susciter des guerres de terre à la France se sont évanouies, & depuis il n'est resté à l'Angleterre d'autre moyen que de provoquer aux combats les Grandes Puissances de l'Allemagne, afin d'engager la France dans les querelles qu'elles se feroient. Avec quelle joie les Anglois ne virent-ils par commencer la guerre pour la succession de la Baviere? Ils se flattoient qu'elle occasionneroit une diversion heureuse pour eux; mais leurs espérances furent trompées, & cet événement qui auroit pû être funeste pour

la France, lui devint avantageux. Agissant de concert avec la Russie, la France parvint à terminer cette querelle : il se forma alors une liaison étroite entre les Puissances médiatrices, qui tourna au désavantage de l'Angleterre, qui, par la conduite qu'elle tint à l'égard de toutes les Puissances neutres, les rendit indifférentes sur la position critique où elle se trouvoit. L'Angleterre n'eut pas un allié en Europe, & toutes les Puissances éclairées sur leurs véritables intérêts, furent persuadées qu'elles étoient sans motifs de s'opposer à l'humiliation & à l'affoiblissement de l'Angleterre; non seulement elles n'ont rien fait pour s'y opposer, mais elles ont, quoique indirectement, favorisé autant qu'elles l'ont pû les Puissances qui en avoient conçu le projet.

Vous ne lisez certainement pas, Monsieur, le *Morning-Post* que compose à Londres l'honorable Bâte : c'est bien cependant de tous les papiers Ministériels qui paroissent en Angleterre le plus curieux par la singularité des projets, par l'inconséquence des raisonnemens & par l'absurdité des con-

féquences. Quand cette feuille n'eſt pas une diatribe contre la France, c'eſt une diſſertation ſur les intérêts politiques des différentes nations ; & Dieu ſait où l'honorable Gazetier puiſe ſes principes : ce n'eſt ni dans Grotius, ni dans Puffendorf, encore moins dans Burlamaqui : c'étoient, ſuivant lui, des ignorans, des raiſonneurs impitoyables qui avoient fabriqué un droit des gens à leur maniere, que toutes les nations avoient adopté à l'exception de la nation Angloiſe, qui n'avoit jamais reconnu d'autre droit des gens que la raiſon d'état, à laquelle elle devoit ſes ſuccès, ſes conquêtes & ce tas de victoires qu'elle à remportées ſur ſes ennemis. Pourquoi, diſoit le Brave Bate à ſes Concitoyens, vous épouvantez vous de l'arrivée des vaiſſeaux de guerre de la Ruſſie? Tombez deſſus ; ils ſont ſi fort chargés des munitions navales & de guerre qu'ils portent à vos ennemis, qu'il vous ſera auſſi aiſé de vous en emparer, que ſi c'étoient des vaiſſeaux de tranſport, qui par la peſanteur de leur charge, ne peuvent ni combattre ni fuir ; ces vaiſſeaux ſerviront contre vos ennemis, & vous n'au-

rez pas la peine d'en conſtruire & de les équiper. Que craignez vous de la Ruſſie ? C'eſt un grand coloſſe qui éleve ſa tête altiere dans le Nord de l'Europe, mais qui, comme la ſtatue de Nabuchodonoſor, (le Gazetier Bate fait ſa bible) n'a que des jambes & des pieds d'argile. Pierre le Grand a tiré ce coloſſe de la pouſſiere, Eliſabeth l'a ébauché, Catherine l'a perfectionné, mais il faut encore bien du tems & du travail pour qu'il ſoit redoutable, & ait une véritable ſolidité. Suivant l'honorable Bate, l'Angleterre n'a rien perdu en perdant la Dominique, St. Vincent & la Grenade, nouveau Pangloſs, il voit tout en bien : *ces Iſles, étoient* dit-il, *onéreuſes à l'Angleterre* ; comment cela : il eſt certain que depuis 1763 ces Iſles ont quadruplé leur produit & par conſéquent procuré à l'Angleterre une exportation & une importation conſidérable, qu'elle n'avoient pas auparavant.

Rien n'eſt plus divertiſſant que d'entendre raiſonner nos Anglomanes ſur la Ruſſie. Que peut-elle faire à l'Angleterre, diſent-ils : elle n'a encore que de grands déſerts ; il faut qu'il ſe

passe bien des siècles pour qu'ils soient peuplés. Les Russes sont des esclaves, & des esclaves savent-ils se battre? Ils ne connoissent d'autre sentiment que celui de la crainte, celui de l'honneur leur est inconnu; ont-ils quelque idée de gloire? Ont-ils quelques notions de renommée? Leurs campagnes sont peuplées de paysans, qui, gémissant sous le servage féodal, cultivent sans motifs, approchant comme les animaux, qui partagent avec eux leurs travaux. Les Russes appellent à grands frais chez eux tous les arts des autres Pays, mais aucun d'eux n'y prend racine. Le sol de la Russie est ingrat pour toutes les plantes que cultive l'esprit, le génie & le goût, & son commerce, comment peut-il dévenir florissant; il a mille entraves qui le gênent, & le Souverain est le premier marchand, ou plutôt le seul de son état, tout les autres ne sont que ses facteurs. Quand dans un Pays les grands Seigneurs sont tous Puissans; & que le peuple y est dégradé, il ne peut avoir, ni industrie, ni activité. Quand Catherine aura effacé tous ces défauts, quand elle aura donné un nouvel être à son Pays, alors

nous croirons que la Russie pourra être à redouter pour l'Angleterre. Le temps est encore bien éloigné où la Russie, aura une influence réelle dans les affaires politiques de l'Europe, & des liaisons de commerce avec le Midi de l'Europe : si elle précipite trop sa marche; si elle forme de trop grandes entreprises, elle y succombera : sa navigation de la mer noire devroit seule l'occuper; elle la néglige pour se livrer à sa navigation de l'Océan & de la Mediterranée : c'est une faute énorme qu'elle ne pourra pas réparer. Pourquoi n'a-t-elle pas abandonné le Port d'Asoph qui n'est pas commode, elle auroit pû en établir un à Tangarow, qui lui auauroit été plus avantageux. Le Don & le Dnieper lui offroient d'assez grands avantages; qu'avoit-elle besoin de vouloir approvisionner la France, & les autres Pays du Midi de chanvre & de fer ? Nos Anglomanes, loin de blâmer la Suéde de la conduite qu'elle tient, semblent l'approuver. *Enfin*, disent-ils, *elle a jetté les yeux sur le Midi de l'Europe, & sur les Indes; elle a proscrit de son sein le luxe & ses superfluités & s'enrichit en exportant chez*

l'étranger les provisions de son sol. Son Souverain n'ambitionne pas, comme Gustave-Adolphe de donner des loix à l'Allemagne, ni la vaine gloire des combats, comme Charles XII. : il a délivré son Pays de l'anarchie sénatoriale, & en rétablissant le pouvoir Monarchique, il a rendu aux loix toute leur force, & toute leur puissance. Le Dannemarck, suivant eux, est un ingrat qui a plus d'adresse que de droiture; il sait profiter des démêlés de l'Angleterre; ses Ports sur la Baltique sont devenus autant de sources abondantes de richesses qui, distribuées par mille & mille canaux, vivifient insensiblement la masse si longtemps engourdie de cet Empire; mais cette opulence sera-t-elle durable? Les besoins de la France enrichissent aujourd'hui la Suéde, le Dannemarck & la Russie; mais la France, par son luxe ne parviendra-t-elle pas dans la suite à repomper les richesses qu'elle envoye aujourd'hui au Nord? Cette réflexion me paroît fort juste. La France a toujours sû & saura toujours communiquer aux autres nations la contagion de son luxe, & c'est par ce moyen qu'elle a toujours fait

revenir à elle les masses énormes de richesses qu'elle avoit été obligée de leur faire passer : c'est une ressource que n'ont pas les autres nations de l'Europe.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On vient de me remettre la Copie d'une Requête que Mrs. Texier & compagnie, négocians de cette Ville ont présenté le 9 de ce mois aux Etats-Généraux : je vous en envoye la traduction (*a*). Je ne sais quel effet fera cette requête sur ceux qui sont à la tête de notre Gouvernement. La Ré-

---

(a) *Que la perte considérable que le Commerce & la Navigation de la République ont dû subir depuis quelque tems par la conduite arbitraire de la Couronne d'Angleterre, étoit trop bien connue de L. H. Puissances, pour qu'il fût nécessaire que les Supplians en fissent un Exposé ample & détaillé. Qu'en particulier l'interception & la prise des Navires chargés de Chanvre, Cuivre & autres matériaux destinés pour la France, dont le transport libre & non interrompu est distinctement stipulé par les Traités, ruinoit totalement une Branche de Commerce si importante & nécessaire à ce Pays. Que les supplians en souffroient beaucoup en leur particulier, & avoient été réduits à la nécessité de paroître à la tête des Adresses successives, que divers Négocians ont pris la liberté de présenter à L. H. Puissances. Qu'en attendant, diverses Branches de leur Commerce, & en particulier les Commissions pour le Chanvre, le Cuivre languissoient, que le transport par mer en étoit devenu si dangereux, qu'on craignoit non sans raison de s'y risquer, & que les suites notoires en seroient infaillibles : que dans le tems qu'on en avoit un besoin indispensable en France, les Habitans de ce*

publique peut protéger le commerce de ses sujets &, ses sujets, pour se soustraire à la piraterie d'un peuple qu'elle a toujours combattu avec avantage, sont obligés de confier le transport de leurs marchandises à des voisins qui, par la

Pays se trouveroient hors d'état d'exécuter les Commissions de leurs Correspondans & qu'en conséquence toute cette Branche de Commerce considérable dépériroit au préjudice de nombre de Marchands, & enrichiroit d'autres Nations qui s'empresséroient de s'en emparer. Que l'expérience, à l'égard d'autres Branches de Commerce, a suffisamment prouvé, que lorsque des Habitans commerçans d'autres Pays, avoient pu par leur industrie se frayer une fois une voie directe de débiter leurs Productions sans l'intervention de Commissionnaires, il a été difficile & même impossible d'en faire revivre dans la suite le Commerce. Que dans cette circonstance les Supplians avoient résolu, afin de se mettre en état d'exécuter les Commissions de leurs Amis dans l'étranger, d'envoyer par terre en France par la route du Brabant les parties importantes de Chanvre & de Cuivre qui leur étoient ordonnées, & qu'ils continueroient de se servir de cette voie quoique sujette à des frais bien plus considérables, jusqu'à ce que les Forces navales de ces Provinces fussent mises en état de donner une liberté non limitée au commerce de cette République. Qu'en conséquence divers Navires Hollandois, que les Supplians avoient fait charger de ces sortes d'effets à St. Petersbourg & à Hambourg, devoient en arriver dans peu de jours en ce Pays, d'où le Supplians étoient d'intention de les expédier par des Barques pour Gand, & de là par terre pour la France. Par les raisons alléguées dans ladite Requête, les Supplians demandent *qu'il plaise à L. H. P. d'exempter des droits d'entrée, de sortie & de Transit les charges de chanvre & de cuivre, que les Supplians attendent par les Navires susdits & qu'ils sont d'intention d'expédier directement par le Brabant pour la France, sous les restrictions que L. H. P. trouveront convénable, suivant leur sagesse, de devoir avoir lieu.*

suite, peuvent dévenir leurs rivaux: cette rivalité des Pays-Bas Autrichiens n'est pas aussi éloignée qu'on le pense. L'Octroi que sa Maj. Imp. & Royale vient d'accorder au Comte de Proli, pour l'érection d'une Compagnie des Indes Orientales, fait assez connoître combien la Cour de Vienne s'occupe des moyens d'augmenter le commerce de ses sujets. Le siége de cette compagnie sera à Trieste, mais ses magazins & son véritable marché sera à Ostende, d'où les productions des Indes seront envoyées dans une partie très-considerable des Pays que nous approvisionnons présentement. Je ne considère pas sans effroi l'étendue de commerce que faisoient autrefois les Provinces des Pays-Bas Autrichiens, sans beaucoup de soin, même sans beaucoup de dépense, ce commerce peut lui être rendu, si ce n'est dans sa totalité du moins dans ses parties principales. O ma Patrie, que vas-tu dévenir! Le commerce de toutes les autres nations a formé contre le tien une ligue d'autant plus rédoutable qu'elle a été fomentée & qu'elle est soutenue par la politique de ces mêmes nations!

J'ai l'honneur d'être, &c.

RÉPONSE A LA LETTRE VI.

Les délais qu'apporte le Gouvernement des Provinces-Unies à entrer dans la confédération des Puissances neutres, nuisent beaucoup à leur commerce; le but de la confédération est de protéger le commerce en général; testament politique de l'Angleterre.

PARIS, ce Août 1780.

Si votre République, Monsieur, eût dit à l'Angleterre comme les trois Puissances du Nord confédérées, *noli me tangere*, Mrs. Texier & compagnie ne seroient pas dans la dure nécessité de faire passer leurs marchandises par le Canal de Gand : ces marchandises sont du Cuivre & du Chanvre, jamais elles n'ont été considérées comme marchandises dont le transport fût prohibé aux nations neutres; les Anglois eux-mêmes ne les ont pas placées au rang des munitions navales, même quand ils ont enterpêté à leur maniere le Traité de 1674. Si vos négocians sont obligés de prendre la même voie que Mrs. Texier pour faire passer à la France leurs marchandises, la France préférera de

tirer les marchandises de la même espéce des nations dont les vaisseaux pourront les lui porter directement par mer. Habitués à s'approvisionner dans d'autres magazins que les vôtres, les Négocians François continueront pendant la paix à entretenir les liaisons qu'ils auront formées pendant la guerre.

Le but de la confédération des Puissances du Nord n'est pas seulement de protéger la navigation de leurs sujets, mais elle se propose d'assurer la libre navigation aux vaisseaux marchands de toutes les nations; elles excepterons, sans doute, les vaisseaux marchands de votre République; je suis même étonné qu'elles ne se soient pas déjà expliquées sur cette exception fatale, qui mettroit dans son plus grand jour l'inconséquence de la conduite que tient votre Gouvernement à l'égard des Puissances confédérées & principalement de la Russie, qui, à ce qu'il me paroît, doit regarder comme une espéce d'insulte, les retardemens qu'apporte votre Gouvernement à acquiescer à la proposition qu'elle lui a fait d'entrer dans la confédération que son amour pour la justice & l'intérêt général du commerce des Puissances neu-

tres, l'ont engagé à former. Si, comme il y a lieu de le croire, la marche des escadres des confédérés est dirigée de façon que ces escadres forment une espéce de chaîne, elles seront, non seulement en état de se secourir l'une l'autre, mais encore de faire jouir tout le commerce maritime de toutes les nations neutres de la plus grande liberté. Ce qui rend plus inconcévable le peu d'empressement que votre Gouvernement a fait paroître jusqu'à présent pour acquiescer à la proposition de la Russie, c'est qu'il est impossible que cette proposition lui ait été faite, sans que la Russie se soit expliquée sur la conduite que devoient tenir les Puissances confédérées relativement les unes aux autres. *La confédération dans laquelle je vous propose d'entrer*, a dû dire la Russie à votre République, *doit tendre à établir d'une maniere précise, & irrévocable des loix certaines pour assurer la liberté du commerce & les droits de chaque nation neutre; ainsi ce sera une obligation pour chaque nation confédérée & en particulier & pour toutes en général, de faire cause commune toutes les fois que ces loix seront violées par les Puissances belligérantes, & que le*

commerce des neutres sera troublé. Que pouvoit demander de plus votre République; du moment qu'elle seroit entrée dans la confédération, les insultes qu'elle auroit reçues des Anglois seroient devenues communes à toute la confédération qui n'auroit pû se dispenser d'en demander raison à la Puissance belligérante qui auroit commis l'insulte.

J'ai lu, il y a quelques jours, une petite Brochure, qui a pour titre : *Testament Politique de l'Angleterre*; l'Auteur lui fait dire, *un peuple dont le terrein est ingrat, ne peut jamais s'élever à un dégré stable de gloire dans le commerce. La Hollande ressent aujourd'hui la vérité de ce principe. Elle est née par un miracle, & se soutient par des miracles continuels; sans fonds, elle est dévenue propriétaire, sans richesses primitives, elle est la Puissance la plus opulente de l'Europe. Humble à son berceau, elle fut favorisée par tous ses voisins : elle les combattit quand le temps eut fortifié son bras, parce que l'ingratitude n'est point un crime dans le Code Politique; son éclat éblouit, lors de ses premieres conquêtes dans les Indes. Triomphante de tous ses rivaux, elle attira tout*

le commerce dans son sein. Mais il n'est qu'un temps pour le prestige. Son existence politique tend vers son déclin. Toutes les Puissances de l'europe s'éclairant sur leurs intérêts, n'empruntent plus la main de l'adroit Hollandois pour acheter & pour vendre. La France va partager avec elle l'impôt qu'elle tire des Européens pour les épices, dont elle croyoit être la propriétaire exclusive. Sans le capital immense dont elle jouit, sans son économie, sans son adresse à diminuer ses gains pour conserver toujours son commerce de factorerie, les Provinces-Unies n'existeroient déjà plus. Les vices essentiels, qui naissent de la combinaison defectueuse de leurs pouvoirs, accéléreront leur chute. Sans Stadhouder, elle tend à l'oligarchie: avec un Stadhouder, elle tend vers l'esclavage. Entourée de Puissances jalouses & surveillantes, elle se voit arracher chaque jour un fleuron de sa Couronne, & mourir lentement. Plus sage que moi dans ses succès, elle aura vécu plus longtemps que moi, graces à sa modération.

Voici comment s'exprime la Testatrice sur le projet qu'elle à conçu de faire banqueroute : *au surplus la banqueroute que je médite pour le bien de mes enfans, peut-elle appauvrir les Hol-*

landois? C'est forcer le coffre d'un avare sur le point de mourir, & qui, quand il vivroit, n'en a aucun besoin. En effet qu'ont-ils besoin du plus immense capital, ces mangeurs de légumes & de fromages, ces jeûneurs simpiternels, qui auroient défié en austérité, en sobriété, les plus braves Anachorettes de la Thébaïde? Du moins, mes délicats voisins de la Seine boivent à grands flots les vins les plus délicats du Midi, s'habillent des fourrures les plus récherchées du Nord, prodiguent l'or & les diamans dans leurs ameublements; ils jouissent, en un mot, à grands frais, & une banqueroute en tarissant la source de leurs richesses, tarit la source de leurs plaisirs. Mais les harpagons Hollandois, en perdant leur chere cassette, ne perdent que des plaisirs imaginaires........ Qu'ai-je besoin enfin de tant d'excuses auprès d'une nation, qui n'existe que par moi? Asservis par moi, n'osant penser, agir, parler que d'après mes ordres, si les Hollandois respirent, c'est parce que leur joug m'est utile. Ce ne sont plus des rivaux, mais des esclaves que j'entretiens en eux. Un Maître doit-il compte à son esclave de l'argent qu'il trouve dans sa poche?

Parmi les legs que l'Angleterre fait,

il y en a plusieurs qui ne plairont pas aux légataires. *Je légue au brave Macartney, pour le récompenser d'avoir ménagé si précieusement le sang des Anglois à la Grenade, l'excellent livre de l'*Ami des hommes

Quant à son beau-pere, le Lord Bute, l'ami de la liberté à la maniere Ecossoisse, je lui légue les ouvrages de Machiavel. Une nouvelle édition corrigée par lui, n'éclairciroit pas peu le Gouvernement Anglois.

Je légue à mon Ministre de la Marine, Lord Sandwich, un Traité d'Arithmétique, pour apprendre à calculer le nombre de ses vaisseaux.

Je légue à Lord North....ou plutôt je ne lui légue rien; bien persuadée que le bon homme, par affection pour moi & mes reliques, s'empressera d'en faire la plus nombreuse collection possible.

Je vous invite à lire en entier cette petite Brochure qui ne plaira ni aux Anglois, ni aux Anglomanes.

La réponse que notre bon Roi a fait à la Déclaration du Roi de Suéde, différe peu de celle qui a été faite à la Russie. Je vous en envoie une copie.

J'ai l'honneur d'être, &c.

RÉPONSE

De Sa Majesté Très-Chrétienne à la déclaration de S. M. Suédoise.

LE Roi a constamment désiré, que les Puissances neutres ne reçussent aucun dommage de la guerre, dans laquelle Sa Maj. est engagée; ses ordres ont assuré aux bâtimens appartenans à ces Puissances, la jouissance de toute la liberté que les Loix de la mer leur accordoient & si quelques navigateurs particuliers ont eu à se plaindre d'avoir souffert par le fait des Sujets de Sa Majesté, Elle leur a rendu prompte & bonne justice.

Sa Maj. a vu avec satisfaction dans la Déclaration, qui lui a été remise de la part du Roi de Suéde, que l'intention de ce Prince étoit de continuer à protéger la navigation de ses Sujets contre toute violence; que même Sa Maj. Suédoise avoit resolu de prendre des mesures de concert avec d'autres Cours, & notamment avec l'Impératrice de Russie, pour parvenir plus efficacement à cet but. Le Roi ne peut que souhaiter, que la réunion de Sa Majesté

Suédoise avec ces Puissances opere le bien qu'elles s'en sont promises, que la mer soit libre, conformement au droit des gens & aux traités reconnus, pour n'être que l'explication de ce droit; qu'enfin toutes les nations, qui n'ont point de part à la guerre, n'en ressentent pas les maux.

Sa Maj. a renouvellé depuis peu aux Officiers de sa marine & aux Corsaires, qui portent son Pavillon, des ordres entierement conformes aux principes, sur lesquels doit reposer la sureté & la tranquillité de tous les bâtimens neutres; à plus forte raison les Sujets du Roi de Suéde doivent-ils être assurés de n'éprouver aucun contretems de la part de ceux de *Sa Majesté*, puisqu'il n'est aucun François qui ignore l'alliance & l'amitié qui subsistent depuis si longtems entre les deux Couronnes.

Les précautions, que S. Maj. Suédoise a prises, devant contenir les navigateurs Suédois dans les bornes de la plus exacte neutralité, ce sera pour eux un nouveau motif de réclamer l'exécution des loix, dont leur maitre se montre le zélé défenseur; loix que

le Roi souhaite ardemment voir adopter par le concours unanime de toutes les Puissances, de maniere, que nul n'ait à souffrir de la guerre, si son Souverain n'y prend point de part, dès qu'il se sera conformé aux regles prescrites pour prévenir *tout abus du pavillon neutre.* A Versailles, le 4 Août.



LETTRES HOLLANDOISES.

Libertas quæ sera tamen respexit inertem,
Respexit tamen & longo post tempore venit.

VIRGILE.

LETTRE VII.

But qu'ont eu les Puissances du Nord en se confédérant; idée qu'on doit avoir de la conduite que tiennent ces Puissances à l'égard de l'Angleterre; il s'est formé en Angleterre un parti Anti-Russe; conseil qu'il donne au Gouvernement; la conduite de la Russie est autorisée par les traités; effet que produiroit l'accession de la Hollande à la confédération des Puissances du Nord; la Russie pourroit se venger des violences que les Anglois commettroient contre elle.

AMSTERDAM ce Août 1780.

IL n'est pas douteux, Monsieur, que le projet des Puissances du Nord

qui se sont confédérées ne soit d'agrandir leur commerce. Je les crois même plus occupées des moyens de parvenir à ce but, que de la protection du commerce actuel de leurs sujets. On peut donc penser que l'indépendance de la République des Etats-Unis les intéresse plus qu'on ne le croit ; & s'il arrivoit que l'Angleterre triomphante de l'Espagne & de la France, fût prête à écraser la nouvelle République, les Puissances du Nord ne balanceroient pas à se déclarer contre l'Angleterre.

Les Anglois n'ont pas tout-à-fait tort de considérer les mesures prises par les Puissances du Nord comme peu différentes de celle que ces mêmes Puissances prendroient si elles s'étoient ouvertement déclarées pour la France l'Espagne & les Etats-Unis. Dans le vrai il y a peu de différence entre donner à une Puissance les moyens d'en combattre une autre, & la combattre soi-même. Les armes les plus redoutables dont les Puissances belligérantes peuvent se servir dans la guerre présentes, sont des vaisseaux, & ce sont les Puissances du Nord qui ont rendu la vie à la marine Françoise : si en y

contribuant nous avons considéré les intérêts présens de notre commerce, les Russes, les Suédois & les Danois ont envisagé les intérêts futurs du leur.

Un parti plus nombreux que puissant s'est déclaré à Londres contre la Russie; il voudroit qu'on arrêtât tous les vaisseaux convoyés par les Puissances neutres & même qu'on attaquât & qu'on prît, ou détruisît l'escadre de la Russie. *Que feroit-elle*, disent ceux qui voudroient qu'on commît cette violence, *privée des vaisseaux qui sont présentement aux Dunes? Pourroit-elle nous faire repentir de la conduite vigoureuse que nous aurions tenue à son égard? Que l'Amiral Geary vienne avec ses 27 vaisseaux de ligne envelopper l'escadre Russe, il s'en emparera, & notre marine se trouvera tout-à-coup plus forte de 19 vaisseaux, qui, réunis à ceux de l'Amiral Geary le mettroient en état de combattre avec avantage la flotte combinée de nos ennemis.* Le parti opposé, plus sage & plus modéré, soutient que si l'Angleterre tenoit cette conduite, elle deviendroit l'objet de la haine de toutes les nations de l'Europe, qui se-

roient autorisées à lui reprocher d'avoir violé le droit des gens de la maniere la plus révoltante. Il est certain que suivant les traités que la Russie a fait avec l'Angleterre elle peut escorter & même transporter le chanvre, le fer & les bois de construction destinés pour le ports de France & d'Espagne, puisque ces traités ne déclarent point ces articles contrebande. *Ces traités*, disent les Anti-Russes, *n'existent plus qu'en apparence. Ils étoient un lien qui avoit uni la Russie à l'Angleterre. La Russie a brisé ce lien en se déclarant tacitement pour nos ennemis. Ceux-ci peuvent nous combattre sans le secours de la Russie, mais la Russie les sert plus essentiellement que si elle combattoit pour eux. Elle a dit dans sa déclaration que les effets des nations belligérantes seroient libres à bord des vaisseaux neutres & par là elle a voulu assurer à nos ennemis la liberté de faire un commerce aussi sûr & même plus florissant que s'ils étoient en pleine paix. La Russie n'a certainement pas en vue le commerce des Anglois; car elle ne pouvoit pas ignorer que ce commerce se faisoit aussi sûrement en tems de guerre qu'en tems de paix.*

Tous ces beaux projets de vengeance s'evanouiront à l'instant où notre République aura accédé à la confédération du Nord & que ses Ambàssadeurs auront signé à St. Pétersbourg le traité qui doit en assurer la durée ainsi que les effets. Une escadre de notre République réunie à celles de la Russie, de la Suéde & du Dannemark formeroient une flotte redoutable contre laquelle l'Angleterre n'oseroit paroître : d'ailleurs quand les Anglois s'empareroient aujourd'hui des vaisseaux Russes qui sont aux Dunes, n'auroient-ils pas à craindre qu'une armée de 50,000 hommes ne vînt fondre sur les Etats héréditaires de Sa Majesté Britannique? Seroit-il plus difficile aux Russes de faire présentement le Siege d'Hannovre qu'il leur fut de faire celui de Berlin pendant la guerre qu'a terminé le traité de 1763. Le Roi de Prusse ne s'opposeroit certainement pas à cette invasion, qui pourroit même dans la suite tourner à son avantage; en lui assurant le payement de ce que lui doit l'Angleterre, la Russie le mettroit dans ses intérêts. Quand le Maréchal d'Estrées s'empara de l'électorat d'Hannovre,

ce pays ne rapporttoit que 20 millions. L'habileté de vos Financiers porta ce revenu à 26 millions : il est encore aujourd'hui le même. Deux années de possession suffiroient à la Russie pour la dédommager de la dépense qu'elle auroit faite pour faire cette conquête, & de la perte des vaisseaux que lui auroient enlevés les Anglois. Les Ministres de Sa Majesté Britannique sont trop bons courtisans pour exposer leur maître à être privé d'une retraite plus honnête que ne le fut celle de Jacques II. Il vaut mieux vivre dans une chaumiere dont on est possesseur que dans le palais d'autrui.

J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE A LA LETTRE VII.

Perte considérable faite par les Anglois; de ce que feront les Ambassadeurs de la République dépendra le sort du commerce de ses sujets; les ports d'Angleterre sont pleins de vaisseaux Hollandois; les Anglois sont devenus l'objet de la haine de toutes les nations; toutes ont à se plaindre des excès commis par les Anglois; ils ont violé le territoire d'Alger; les Anglois respecteront le pavillon des Puissances confédérées; la conduite de la Russie est conforme aux dispositions de ses traités avec l'Angleterre; les Anglois se sont trompés dans le jugement qu'ils ont porté des Ministres de Sa Maj. T. C.; les Américains sont moins disposés que jamais à se réunir à l'Angleterre.

PARIS, ce Septembre 1780.

LE Hazard, Monsieur, nous a bien servi; il nous a vengé de la prise des 11 vaisseaux venans de nos Isles

dont le Anglois se sont emparés il y a quelque tems ; 56 des leurs sont passés au pouvoir de notre flotte combinée, qui certainement quand elle sortit de Cadix ne pensoit à rien moins qu'à enlever ces vaisseaux destinés pour ravitailler l'escadre de l'Amiral Rodney, pour Madere, la Caroline, la nouvelle Yorke & les Indes Orientales. Nous ne tenons encore cette bonne nouvelle que des papiers Anglois ; du *London-Evening-Post* & du *Général Evening-Post* : ces papiers ne sont pas suspects ; leurs Auteurs sont salariés des Ministres de Sa Maj. Britannique : on évalue cette perte à un million sterling ou 23 millions Tournois, & je le crois, vu que de ces 56 vaisseaux étoient destinés pour les Indes Orientales. Je ne plains point la compagnie des Indes; cette compagnie peut faire de plus fortes pertes encore sans que cela puisse produire une grande sensation pour chacun des actionnaires ; mais ce qui m'inspire de la pitié ce sont les honnêtes familles dont une partie de la fortune se trouvoit sur les vaisseaux destinés pour les Indes Occidentales.

Le sort de votre commerce est à pré-

sent décidé. Vos Ambassadeurs doivent être arrivés à St. Petersbourg ; s'ils ont accédé à la confédération, s'ils ont signé le traité qui donnera à cette confédération une véritable consistance, les Anglois respecteront le Pavillon de votre République. Les Ports d'Angleterre sont pleins de vaisseaux de votre nation qu'y ont conduit non-seulement les corsaires Anglois, mais encore les vaisseaux de sa Maj. Britannique. Votre gouvernement peut-il douter que ces derniers ne soient spécialement chargés d'exercer tous les droits de la guerre indistinctement sur tous les vaisseaux portant Pavillon Hollandois. Le Chevalier Wallace Commandant le vaisseau le Nonsuch rencontre le 12 de ce mois le navire Hollandois, *la Vierge*, il l'arrête, mande à son bord le Capitaine Hollandois & tous ses Officiers, les retient pendant 5 heures afin que son équipage ait le tems de piller les effets du navire dont les pauvres matelots furent laissés presque nuds. Si le Chevalier Wallace permit ensuite au navire de continuer sa route, c'est qu'il ne le trouva pas d'une assez grande conséquence pour qu'il

prît la peine de l'amariner & de le faire conduire en Angleterre. Qu'auroit pu faire de plus le Chevalier Wallace, si la République se fût auparavant déclarée pour la France & l'Espagne.

On peut appliquer aux Anglois ce que Tacite disoit des Chretiens de son tems; *odio humani generis convicti*. Il n'y a pas une nation dans les quatre parties du monde qui n'ait à se plaindre de leurs excès. Alger a vu le trente du mois dernier violer son territoire, & attaquer par les Anglois, dans un mouilliage dependant de sa régence, une de nos frégates nommée la *Montréal* de 26 canons en batterie & 6 sur ses Gaillards: elle escortoit 6 bâtimens marchands destinés pour le Port d'Alger qui y sont entrés sains & saufs. deux frégates Angloises & trois corsaires de la même nation s'étoient réunis pour les enlever: ces cinq vaisseaux ennemis portoient 81 canons. Les Anglois diront-ils encore qu'un de leurs vaisseaux peut combattre avec avantage 5 vaisseaux François? Si le 10 de ce mois, ils se sont emparés de la frégate Françoise, *la Nymphe*, ce fut moins à l'habileté de leurs Marins &

à la bravoure de leurs soldats qu'à la supériorité de leur artillerie, qu'ils durent cet avantage. Leur frégate avoit 44 canons dont 26 de 18, la Nymphe n'en avoit que 32 dont 26 de 12 & 6 de 6: la Nymphe eut 55 hommes tués & 7 blessés. Je ne crois pas que l'histoire de la marine Angloise leur fournisse un exemple d'une défense aussi vigoureuse & aussi longtems soutenue.

Les Anglois, Monsieur, ne toucheront point aux vaisseaux Russes, ni à ceux de la Suéde & du Dannemark. Les Anglois n'ont pas crû que le projet d'une neutralité armée pût se réaliser. A présent qu'ils la voyent prête à fondre sur eux, s'ils lui font le moindre outrage, ils auront pour elle les plus grands égards. Tout ce que leurs papiers ont dit des procédés de la Russie à l'égard de l'Angleterre est bien foible: ce sont des injures, & des injures ne font pas des raisons. Il est incontestable que le traité d'amitié (a),

(a) Les sujets de l'une ou l'autre Puissance pourront passer librement, repasser, voyager dans tous les pays qui sont actuellement ou seront ci-après en inimitié avec l'autre Puissance; à l'exception des places bloquées ou assiégées; pourvu qu'ils

de commmerce & de navigation conclu à St. Pétersbourg, le 2 Décembre 1734 entre la Grande-Bretagne & la Russie, autorise celle-ci à porter à la France & à l'Espagne toutes especes de denrées & de marchandises qui ne sont pas munitions de guerre, & dans le cas même où les vaisseaux Russes seroient trouvés chargés de munitions de guerre, les Anglois, aux termes du traité, pourroient, après avoir saisi & confisqué lesdites munitions, retenir les vaisseaux; *mais ni les navires, ni les passagers, ni le reste des effets ne seront retenus pour cette raison, & on ne les*

---

ne portent à l'ennemi aucunes munitions de guerre; à l'égard de tous autres effets, leurs vaisseaux, les passagers & marchandises seront libres & ne pourront être molestés. Art. II de ce traité.

Les canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grenades, boulets, balles, fusées, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, souffre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, gibecieres, porte-cartouches, selles & brides, chargés en plus grande quantité qu'il n'est nécessaire pour l'approvisionnement du vaisseau, & au-delà de ce qui peut raisonnablement appartenir & être jugé nécessaire à chaque homme de l'équipage & à chaque passager, seront réputés munitions de guerre, & lorsqu'on en trouvera, elles pourront être saisies & confisquées conformement à la loi; mais ni les navires, ni les passagers, ni le reste des effets ne seront retenus pour cette raison, & on ne les empêchera pas de continuer leur voyage.

empêchera pas de continuer leur route. Ces dispositions sont formelles ; elles ôtent aux Anglois toute espèce de droit de s'opposer à ce que les Russes nous approvisionnent de fer, de chanvre, de bois de construction, de goudron, &c. : c'est leur faute si en 1734 ils n'ont pas prévu que la Russie & la France, formeroient dans la suite des liaisons de commerce, & que les intérêts politiques des deux nations exigeroient d'elles qu'elles fussent étroitement unies : ayant mis la Russie dans leur dépendance ils n'imaginoient pas que la France parviendroit un jour à persuader à la Russie que la prospérité de son commerce dépendoit des liaisons quelle formeroit avec celui des autres nations de l'Europe : ils se sont trompés également dans le jugement qu'ils ont porté de notre administration : jugeant du présent par le passé, ils ont crû que la France ne parviendroit jamais à rétablir ses Finances & sa marine, & que quand même elle auroit une marine formidable, il leur seroit facile de la détruire comme ils l'avoient fait dans la derniere guerre : s'ils connoissoient la Puissance de

la France, son inconduite passée les rassuroit. *Les François*, disoient-ils, *savent se battre, mais ils n'ont personne pour les conduire au combat; ils pourront avoir autant de vaisseaux que nous, mais ils manqueront toujours d'habiles marins; s'ils peuvent nous combattre avec avantage sur terre, ils ne nous vainqueront jamais sur mer.* Je crois aujourd'hui les Anglois détrompés, & je suis persuadé que les Ministres de leur Souverain voudroient n'avoir pas provoqué la France à prendre les armes en faveur des Américains.

Je crois ces braves Américains plus éloignés qu'ils ne l'ont jamais été, de se réunir à l'Angleterre: leur position n'est pas aussi fâcheuse que le disent les Ministres Anglois & leurs partisans. Les ordres cruels & atroces qu'ont donné les Anglois de brûler les Villes des Colonistes révoltés, de massacrer indistinctement leurs habitans, hommes, femmes & enfans, & le soin qu'ils ont pris de lâcher contr'eux les sauvages, leurs voisins, ont séparé pour toujours l'Angleterre des Colonies de l'Amérique Septentrionale. La prise de Charles-Town n'a pas produit

sur les Américains tout l'effet qu'en attendoit le Ministère Anglois : ils ont crû qu'aussitôt après la reddition de cette Ville, toutes les Colonies confédérées demanderoient à se réunir à leur ancienne Mere-Patrie. J'ai vu plusieurs Lettres de Philadelphie qui n'annoncent pas ces dispositions : on n'y lit pas une phrase qui annonce le découragement, pas un mot qui puisse faire croire que les Américains sont au désespoir d'avoir rompu le lien qui les unissoit à l'Angleterre. *Nous l'avons vu*, disent-ils, *Maîtresse des Capitales de cinq de nos Provinces, de celles de Massachuset's-Bay, de Rhode-Island, de la Pensylvanie, de la Nouvelle-Yorke, & de la Georgie, sans que cela lui ait procuré la possession d'aucunes de ces Provinces. Il en sera de même de celle de la Caroline-Méridionale qui, ayant* 20,000 *hommes de milice, peut, comme auparavant défendre sa liberté.* Qu'ont fait les Ministres de Sa Maj. Britannique, aussitôt après la prise de Charles-Town? Ils ont parlé comme en 1776 & 1777. *Il faut*, ont-ils dit, *ou que les Américains se soumettent sans rien exiger, ou s'ils persistent dans leur*

rébellion, qu'on détruise toutes leurs places qui sont sur les côtes de la mer, qu'on passe tous les jeunes gens au fil de l'épée, & qu'on transporte en Afrique les vieillards, les femmes & les enfans. Ce ton insolent & barbare a révolté plus qu'il n'a effrayé les Américains, & les a affermis dans la résolution de préférer la mort à la servitude, car c'est ainsi qu'ils ont toujours appellé la dépendance dans laquelle l'Angleterre les tenoit. Si les Américains étoient disposés à se soumettre, liroit-on dans tous leurs papiers publics, les extraits de nombre de Pamflets, dans lesquels l'Angleterre, & sur-tout les Ministres de son Roi ne sont pas ménagés. De tous ces pamflets, le plus accrédité même en Angleterre, est celui, qui a pour titre, *la crise adressée au peuple Anglois. Vous vous étonnez*, dit ce Pamflet aux Anglois, *de ce que l'Amérique ne se joigne pas à vous pour s'imposer une partie de vos taxes, & pour acquiescer à une soumission sans réserve. Vous êtes surpris que les Puissances Méridionales de l'Europe ne vous aident pas à conquérir un Pays, qui ensuite tourneroit ses armes contre elles, & que les Puissances du Nord ne con-*

courent pas à vous rétablir dans le continent de l'Amérique, qui, depuis qu'il est séparé de vous, est dévenu un marché pour toutes sortes de munitions navales. Enfin vous paroissez dans le plus grand étonnement de ce que la Hollande ne vient pas à votre secours pour vous conserver l'Empire de la mer, tandis que son commerce est gêné par votre acte de navigation, ou de ce que tous les Pays sont occupés de leurs propres intérêts, lorsqu'il est question des vôtres.— Il est plusieurs fausses notions auxquelles vous devez une partie de vos malheurs, & qui, tant qu'elles subsisteront, suffiront pour augmenter vos inquiétudes & vos pertes. Vos membres de l'opposition sont tous persuadés que l'Amérique chériroit sous leur Ministère certaines mesures qu'elle abhorre actuellement, parce qu'elles viennent des Ministres en place. Mais soyez sûr que le Lord Chatam auroit échoué lui-même contre cet écueil, s'il eût pris en main le timon des affaires, & que ses successeurs suivissent le même chemin. Ces distinctions eurent quelque espèce de fondement dans l'origine de la dispute; mais aujourd'hui elles ne servent qu'à prolonger une guerre, dans

laquelle les bornes de la querelle étant fixées par le sort des armes, & garanties par les traités, ne peuvent point être changées ou altérées par de triviales circonstances. —— Le Ministère & l'opposition perdent leur temps à disputer sur une question qu'ils ne peuvent résoudre; savoir si l'Amérique sera indépendante ou non, tandis que la seule question sur laquelle ils puissent délibérer, est de savoir s'ils adhéreront ou non à l'indépendance de l'Amérique. Ils confondent une question militaire avec une question politique, & ils tâchent de regagner par une vôte, ce qu'ils perdent par une bataille. Dire que l'Amérique ne sera pas indépendante, cela ne signifie pas plus, que si l'on vôtoit contre un arrêt du sort, & dire que l'Amérique sera indépendante, ne la rendra pas plus indépendante qu'auparavant. A quoi sert de délibérer sur ces questions dont on ne peut effectuer l'exécution, sinon à manifester la folie de la dispute, & la foiblesse des disputans? —— Comme depuis longtemps vous avez pris l'habitude de dire tout haut que l'Amérique vous appartient, vous supposez qu'elle se gouverne d'après les mêmes préjugés & le

même système que vous avez adoptés pour votre Gouvernement. Parce que vous avez établis une espèce particuliere de religion à l'exclusion de toutes les autres, vous vous imaginez que l'Amérique doit faire la même chose, & parce que vous avez la petitesse de chérir votre esprit d'insociabilité contre la France & l'Espagne, vous supposez que l'alliance de l'Amérique avec ces Puissances ne peut être fondée sur une véritable amitié. L'Amérique n'avoit ci-devant que les notions que vous lui aviez transmises sur les autres peuples de la terre; elle ne pensoit que d'après vous, & les instructions que vous lui aviez données; mais aujourd'hui qu'elle se sent libre, & qu'elle s'est dépouillée de tout préjugé, elle pense, elle agit d'après un système tout différent. Il arrive souvent que plus on nous a inspiré de mépris pour certaines gens, ou pour certaines nations, sans savoir pourquoi, plus nous nous sentons d'estime pour elles quand nous déchirons le voile qui nous aveugloit. Il semble alors que nous nous croyons obligés à quelque réparation, & que nous nous livrons plus volontiers à tous les devoirs de l'amitié pour expier l'injustice de notre pre-

miere erreur. —— Peut-être aussi qu'en général, l'étendue d'un Pays communique une sorte d'étendue à l'esprit. L'ame d'un insulaire s'arrête au rivage de la mer, qui circonscrit le Pays où il est né, & tout ce qui est au-delà, est pour lui un objet de profit ou de curiosité, & ne lui paroît point digne de son attachement. Son Isle est pour lui l'Univers, il y trouve tout, & ne trouve rien hors d'elle. Ceux au contraire, qui habitent un continent, mesurant de l'œil un un champ beaucoup plus vaste, y acquerent des qualités intellectuelles, bien plus étendues, & communiquant de plus près avec l'Univers : l'atmosphère de leurs idées se ratifie d'avantage, & leur générosité se développe dans un plus grand espace. Enfin nos esprits semblent être mésurés, par le Pays où nous sommes, de même que par les lieux où nous ne sommes que des enfans, & jusqu'à ce qu'une circonstance heureuse vienne nous débarrasser du préjugé, nous sommes ses esclaves sans nous en appercevoir. —— J'observerai en outre que les hommes qui étudient quelque science universelle, dont les principes sont généralement connus, ou admis & appliqués sans distinction à

l'avantage commun de tous les Pays, s'acquierent par cette étude une dose plus forte de Philosophie, que ceux qui se livrent aux Arts nationnaux. La Philosophie naturelle, les Mathématiques & l'Astronomie transportent l'homme du petit coin de la terre où il est né, jusqu'au sources de la création, & elles donnent à son esprit la faculté de s'étendre. Ce qui a fait la gloire de Newton, ce n'est pas d'avoir été Anglois, mais Philosophe. Le Ciel le sauva des préjugés d'une Isle, & la Science étendit son ame aussi loin que ses études.

Quand une nation, est dans un état de détresse aussi effrayante, que l'est présentement, suivant les Anglois, la République des Etats-Unis de l'Amérique, cette nation s'occupe de sa défense, & non du soin de former des établissements pour les Arts & pour les Sciences. A l'exemple de l'Etat de Pensylvanie, qui a formé & établis *une Société Philosophique & Américaine*, l'Etat de Massachuset vient d'ériger *une Académie des Arts & des Sciences.*

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Dit-on, Monsieur, à Amsterdam comme à Paris que 12 vaisseaux partis d'Angleterre pour Quebec dans le mois de Juin dernier ont été enlevés par une frégate Américaine de 44 canons & deux armateurs de la même nation qui s'étoient joints à elle pour cette expédition ? Si cette perte est réelle Quebec doit être dans une situation aussi critique que les Isles Angloises : cette flotte composée de 17 navires portoit des munitions de guerre dont manquoient absolument les Canadiens. Cette prise a, dit-on, été faite le 12 Juillet près du banc de Terre-Neuve. Cette perte n'est considérable que par raport à la situation actuelle du Canada, au lieu que celle que les Anglois ont faite de leurs flottes destinées pour les Indes Orientales & Occidentales leur a porté un coup terrible dont les suites doivent être pour eux on ne peut pas plus funestes. Je ne considere point cette perte (*a*) rélativement à l'argent: mais la perte réelle est dans les hommes. L'Angleterre manque de matelots; il y en avoit 560 sur les vaisseaux de la Compagnie des Indes & 624 sur ceux destinés pour les Indes Occidentales. Ces matelots sont presque tous étrangers & presque tous aussi ont déjà passé

(*a*) On l'évalue à Cadix à 1, 500, 000 liv. sterl. ou 34, 500, 000 liv. Tournois & dans les papiers publics Anglois à 1,278, 003 liv. sterl. ou 29, 394, 000 liv. Tournois.

au service de la marine Espagnole. Leur perte est de celles qu'on ne répare ni par l'argent ni par la violence. On fait aisément des soldats : ce sont des machines qui n'agissent que par impulsion : mais le matelot doit non seulement avoir le courage du soldat, mais, plus que lui, de l'expérience & même une sorte de connoissance de presque toutes les choses qui ont rapport à l'art de la navigation. Il y avoit sur les vaisseaux de la Compagnie des Indes 300 soldats, qui, s'ils ne passent pas au service d'Espagne, seront échangés contre ceux que l'Espagne & la France ont en Angleterre. Il étoit de la plus grande importance pour les Anglois de renforcer leur armée d'Amérique : aussi avoient-ils embarqué sur la flotte 860 volontaires destinés pour la Jamaïque, & 800 Hessois pour New-York : cette perte doit leur être d'autant plus sensible qu'il est plus que proble que le Comte de Guichen en quittant la Martinique n'a eu d'autre dessein que de se porter contre la Jamaïque, qui, quoique disent les Anglois, n'est pas en état de faire une longue résistance. Mr. de Ternay de son côté s'est porté vers New-port dans Rhodes-Island, & y est arrivé le 10 du mois de Juillet. La fortune n'est plus favorable aux Anglois du côté de Gibraltar ; Don Barcelo s'est emparé de quatre navires qui vouloient s'échapper de la Baie de ce colombier ; ces navires portoient les

familles de ses habitans les plus considérables : elles avoient fait embarquer avec elles toutes leurs richesses : on peut en tirer la conséquence que cette place se trouve aujourd'hui dépourvue de subsistance. Ste. Hélene n'en est pas mieux pourvue : elle devoit en recevoir par la flotte, dont la nôtre s'est emparée ; la perte que cette prise occasionne à la Compagnie des Indes Angloises est évaluée par les Anglois à 500,000, liv. sterl. ou 11, 500,000 liv. Tournois : il lui en coûtera autant pour la réparer : comment sa caisse pourra-t-elle l'Hiver prochain venir au secours du Gouvernement ?



LETTRES HOLLANDOISES.

Combattre & vaincre sans justice,
De tous les Rois être ennemi ;
C'est être héros par caprice,
C'est n'être héros qu'à demi.

GRESSET.

LETTRE VIII.

Situation actuelle de l'Angleterre dans les deux Indes & en Europe ; effet qu'a produit l'enlevement du convoi destiné pour l'Amérique ; les Etats-Unis projettent de s'emparer du Canada ; les Anglois doivent faire la paix ; il est de la politique de ses ennemis de prolonger la guerre ; les Anglois tenoient toute leur force de leur commerce ; cause principale de son affoiblissement ; enlevement d'un navire Russe par un Corsaire Anglois ; conduite que tiendra la Russie pour s'en venger ; les Puissances neutres confédérées peuvent traiter comme pirates les Puissances belligérantes ; combien l'Impératrice de

Russie doit être offensée de l'enlevement du senaut Russe ; nouveaux excès des Anglois contre les Hollandois ; ce qu'on doit penser de la politique de leur Gouvernement : comme les partisans de l'Angleterre veulent la justifier ; quel sera le commerce des Hollandois à la paix ; motifs puissans que ceux-ci ont de s'unir avec les autres nations de l'Europe.

AMSTERDAM ce Septembre 1780.

LA position des Anglois, Monsieur, devient de jour en jour plus allarmante, & je ne vois pas quelles pourront être leurs ressources, si la guerre n'est pas terminée l'hiver prochain. Sur quelque point du globe qu'on jette les yeux, on y voit les affaires de l'Angleterre dans le plus mauvais état. Dans les Indes Orientales ses alliés l'abandonnent : un nombre considérable de Marattes & de Sipayes quittent le service de sa compagnie dans un moment où cette compagnie a un besoin réel de réunir de plus grandes forces. Dans les Indes Occidentales ; ses escadres sont dans un état de

délabrement qui les force à rester dans l'inaction, tandis que celles de France & d'Espagne tiennent la mer, & forment peut-être à présent quelque entreprise contre ce qui reste aux Anglois d'établissemens principaux dans cette partie du monde. La prise du convoi qui est tombé entre les mains de la flotte combinée de la France & de l'Espagne a privé New-Yorke & Charles-Town des approvisionnemens qu'elles attendoient avec l'impatience du besoin; Clinton du renfort de troupes, sans lequel il ne pouvoit agir, & la Jamaïque, de défenseurs sans lesquels il lui sera impossible de résister aux premiers coups qu'on voudra lui porter. Le Port de New-Yorke est à présent probablement fermé. Les Américains n'attendoient que l'arrivée de l'escadre de Mr. de Ternay pour former cette entreprise, après laquelle il est probable qu'ils feront quelques expéditions dans les parties Septentrionales. Le Canada, Monsieur, soyez-en sûr, deviendra membre de la République des Etats-Unis: il est même de l'intérêt de la France de ne faire la paix avec l'Angleterre qu'à la condition que le Ca-

nada sera réuni aux colonies confédérées, qui de leur côté ne doivent faire de traité avec l'Angleterre qu'autant qu'elle consentira à abandonner le Canada. Le sacrifice sera grand, mais dans les circonstances où se trouve l'Angleterre, pourroit-elle balancer un moment à faire de plus grands sacrifices, encore, si ses ennemis les exigeoient d'elle. L'Angleterre seroit perdue sans ressource si la guerre duroit encore deux ans. Si ses ressources de finances ne sont plus aujourd'hui qu'idéales, si elle manque de soldats pour défendre ses possessions & de matelots pour équiper ses flottes, que sera-ce dans six mois, dans un an? La France, l'Espagne & les Américains le prévoient; ils temporisent & veulent laisser au temps le soin d'écraser leurs ennemis: cette conduite est, on ne peut pas plus sage; elle est la seule qu'ils doivent tenir contre une nation qui n'a, & ne peut avoir qu'une force précaire, dont la source est plus d'à moitié tarie. Cette source, c'est le commerce, délaissé, pour ainsi dire de toutes les nations de l'Europe, il s'étoit réfugié dans les Isles Britanniques, & dans nos marais. Toutes les

autres nations ont connu le prix de ses bienfaits, & ont mis tout en usage pour les mériter. Il n'est pas aujourd'hui un petit Prince en Enrope qui ne s'occupe des moyens de rendre ses sujets industrieux. Tous veulent augmenter les productions territoriales de leurs Pays, & en avoir d'industrieuses. Le commerce a rapproché tous les Pays les uns des autres, & en donnant aux hommes plus de besoins, il leur a donné aussi les moyens de les satisfaire. Il s'est formé des productions de tous les Pays, une masse générale où chaque Pays a pu puiser ce que son sol ou son climat lui refusoit.

J'interrompt ces réflexions pour vous faire part d'une nouvelle intéressante que je reçois à l'instant par une lettre de Londres. Mon correspondant me mande qu'un corsaire de sa nation vient de conduire dans le Port de Falmouth un sénaut, portant pavillon Russe, chargé à Riga pour Nantes de 220 ballots de chanvre, & de 550 barres de fer. La Russie se plaindra, mais comme elle est armée, il pourroit bien arriver qu'en attendant que l'Angleterre lui donne satisfaction, elle fasse

enlever par ses escadres tous les vaisseaux marchands & autres, appartenans aux Anglois qu'elles rencontreront. Une personne, qui est à portée d'être bien instruite, m'a assuré que les commandans des escadres Russes avoient ordre d'user de représailles toutes les fois qu'ils auroient acquis la certitude qu'un vaisseau portant le pavillon de leur nation auroit été enlevé ou seulement arrêté dans sa navigation même, sous le prétexte de le visiter. Un moyen plus sûr encore de rendre les corsaires Anglois plus circonspects à l'avenir, seroit de faire pendre au mât de son vaisseau, celui d'entr'eux qui seroit pris, commettant quelques excès & quelques violences contre un vaisseau Russe, Suédois ou Danois. Ces trois Puissances faisant dans ce moment-ci cause commune pour défendre les vaisseaux de leurs sujets de la piraterie des Anglois, elles sont authorisées par le droit des gens à traiter comme pirates tous ceux qui insulteront leur navigation. Elles ont fait notifier leur neutralité aux trois Puissances belligérantes: elles leur ont déclaré qu'elles alloient protéger par les armes cette même neu-

tralité, leur déclaration a été rendue publique, & en conséquence de cette déclaration, tous les Capitaines des vaisseaux corsaires, & autres des Puissances belligérantes ont dû recevoir de leur Souverain l'ordre de respecter le pavillon des trois Puissances confédérées. Si cet ordre leur a été donné, leurs Souverains ne pourront se plaindre lorsqu'on traitera ces réfractaires comme pirates; car les lettres de marque qui leur auront été données, ne devront avoir d'effet que de Puissance belligérante à Puissance belligérante; à l'égard des Puissances neutres, tout corsaire est un pirate, qui peut être traité comme tel, toutes les fois qu'il exerce un excès ou une violence contre un vaisseau portant pavillon neutre.

Nous attendons ici avec la plus vive impatience quelles seront les suites de l'enlevement du senaut Russe. Les uns croient que le Ministre de l'Impératrice se retirera, les autres que les Ministres de Sa Majesté Britannique previendront sa retraite par des excuses, la restitution du Senaut & la punition du corsaire. L'Impératrice doit être d'autant plus offensée, que jusqu'à

présent aucun corsaire Anglois n'a commis un tel excès contre les vaisseaux de ses sujets. Si le corsaire n'est pas pendu ce sera une preuve certaine qu'il avoit des ordres secrets d'agir comme il a agi, & alors les Puissances neutres confédérées seront en quelque sorte forcées de déclarer la guerre à l'Angleterre; elle réuniront leurs forces, & ce ne sera plus pour protéger leurs vaisseaux marchands qu'elles les employeront, mais pour venger l'honneur de leur pavillon. La Russie qui n'a aujourd'hui que 19 vaisseaux de guerre en aura 31 au primtems, qui joints à ceux de la Suéde & du Dannemark, formeront une armée qui seule suffira pour occuper les Anglois en Europe. Laisserons-nous échapper cette belle occasion de nous venger aussi des excès que les Anglois continuent d'exercer contre notre marine marchande? Chaque jour on nous apprend qu'ils nous ont fait de nouvelles prises; ils viennent de s'emparer de trois de nos navires. C'est une preuve non équivoque du mépris que leur inspire la conduite pusillanime que nous tenons à leur égard & à l'égard des

Puissances confédérées. Ceux qui nous gouvernent ont embrassé un sistême de politique qui deshonore la République & ruine le commerce de ses sujets. Les partisans des Anglois n'en conviennent point. *Les pertes*, disent-ils, *que nous faisons, ne sont pas comparables aux gains énormes que nous avons fait depuis le commencement de la guerre. Si la République se déclaroit contre les Anglois, ceux-ci, n'ayant plus aucun ménagement à garder avec la République, feroient encore plus de mal à ses sujets qu'ils ne leur en font aujourd'hui. Tout le commerce que ses sujets font aujourd'hui avec l'Angleterre seroit suspendu : ce commerce enrichit la Zélande ; c'est elle qui fait dans ce moment tout le commerce que Dunkerque Calais & Boulogne font pendant la paix avec les contrebandiers Anglois. A la paix une partie de ce commerce restera aux Zélandois, qui par la maniere dont ils traitent aujourd'hui ces contrebandiers Anglois, se les attachent ; ils les accueillent, ils les caressent, & leur donnent à bas prix leurs denrées. Ces contrebandiers avoient d'abord pris la route d'Ostende ; ils s'en détournerent pour*

prendre celle des ports de la Zélande. Nous devons aussi, ajoutent-ils encore, *considérer l'augmentation de dépense que la guerre occasionneroit à la République: il faudroit qu'elle surchargeât le commerce de ses sujets, car c'est de leur commerce seul qu'elle tient sa richesse: plus elle demandera au commerce plus elle l'affoiblira: il n'est plus aujourd'hui ce qu'il étoit autrefois, & une des principales causes de son affoiblissement a été l'augmentation des droits qu'il a fallu faire pour subvenir aux fraix qu'ont occasionnées à la République les guerres auxquelles elle a inconsidérement pris part.* Je ne puis disconvenir que ces raisons sont puissantes; mais faut-il que l'amour des richesses nous les fasse préférer à l'honneur? D'ailleurs est-ce notre commerce que nous devons considérer; celui que nous faisons aujourd'hui, & que nous avons fait jusqu'à présent, ne sera pas à la paix celui que nous ferons. Le commerce d'économie qui nous a rendu si riches & si Puissants n'existera plus pour nous. Les productions des deux Indes & surtout les épiceries, les les fruits de notre pêche & de notre industrie, le frêt & la construction des

vaisseaux, & surtout le numéraire abondant que nous possédons, nous formeront encore de riches branches de commerce; mais plusieurs de ces branches, telles que celles du frêt, de la pêche, des Indes, & de l'industrie ne nous seront d'aucun avantage par rapport aux Anglois; pour tous ces objets l'Angleterre est notre rivale, nous avons donc moins de raison de la ménager aujourd'hui relativement à l'avenir que nous n'en avons d'avoir pour amies toutes les autres nations de l'Europe. L'Angleterre, affoiblie comme elle le sera à la paix & depouillée d'une partie de ses possessions de l'Amérique sans lesquelles elle ne peut subsister, nous fera, comme l'on dit, quelques querelles d'Allemand, afin d'avoir l'occasion de nous faire la guerre dans l'espérance de nous dépouiller de nos possessions des deux Indes; c'est un événement que nous devons prévoir, & pour nous mettre à l'abrit de ses injustice le seul partie que nous ayons à prendre, c'est de lier aujourd'hui tellement nos intérêts à celui des autres nations, qu'elles deviennent notre soutient contre les entreprises que les Anglois pourront

former contre nous. La maniere dont nous nous sommes conduits jusqu'à présent, à l'égard des Puissances belligérantes & des Puissances neutres, ne peut être réparée que par une accéssion pleine & entiere à la confédération du Nord. Rien ne transpire encore ici de ce que font nos Ambassadeurs à St. Pétersbourg. Je crois que le but de notre Gouvernement en envoyant cette ambassade, a été de gagner du tems. *Ne rejettons point*, a-t-il dit, *la proposition de la Russie, mais différons aussi longtems que nous le pourrons à nous déclarer ouvertement. Faisons naître des difficultés, & pour les lever il faudra négocier. Nous gagnerons l'hiver & pendant l'hiver on parviendra peut être à faire un traité de paix dans lequel nous entrerons comme médiateurs. Par ce moyen nous parviendrons à nous procurer tous les mêmes avantages que les autres Puissances neutres auront recueillis de leur confédération.* Tout cela est admirablement bien pensé: c'est de la politique la plus fine & la plus adroite; mais ne pourroit-il pas arriver que les Puissances belligérantes refusassent notre médiation; & que les autres Puis-

sances médiatrices rejettassent la proposition de nous joindre à elles ? Ce seroit pour nous le comble de l'humiliation.

J'ai lhonneur d'être &c.



RÉPONSE
A LA LETTRE VIII.

Moyens ſurs d'empêcher les nations belligérantes, & ſurtout les Anglois, d'attaquer les vaiſſeaux neutres; acceſſion de la Porte à la confédération; idée qu'on peut ſe former de la politique du Gouvernement Hollandois; effet qu'elle doit produire; la conduite du Portugal peut être juſtifiée; état floriſſant du commerce du Portugal; il eſt ſans motif d'entrer dans la confédération des Puiſſances du Nord; l'Eſpagne pourroit ſe venger du réfus que fait le Portugal d'y accéder.

PARIS, ce Septembre 1780.

POur mettre fin à la piraterie que les Anglois exercent contre les vaiſſeaux neutres, il ne faut, Monſieur, ni pendre les Capitaines de leurs corſaires, ni s'emparer de leurs vaiſſeaux: une armée navale de 40 à 50 voiles que les Puiſſances neutres auroient dans la Manche, produiroit beaucoup plus

d'effet que tout ce qu'elles pourroient faire pour inſpirer de la terreur aux armateurs Anglois : s'ils ne ſont autoriſés par leur Souverain, ou ſes Miniſtres à commettre les excès qu'ils ſe ſe permettent, c'eſt à leur Roi & à ſes Miniſtres à les punir de leur déſobéiſſance ; ne pas les punir, ce ſeroit s'avouer leur complice, & autoriſer les nations neutres à prendre par les armes vengeance de leur complicité.

On aſſure ici que la Porte va entrer dans la confédération des Puiſſances du Nord ; & que Sa Hauteſſe fera notifier, ſi cela n'eſt déjà fait, ſon acceſſion, à tous les Miniſtres des Puiſſances belligérantes qui ſont à ſa Cour ; & que cette démarche ſera ſuivie d'une autre non moins intéreſſante pour le commerce de toutes les nations de l'Europe : ce ſera de faire ſignifier aux Puiſſances barbareſques qu'elles aient à l'avenir à s'abſtenir de toute eſpèce de piraterie, ſous peine d'encourir l'indignation de Sa Hauteſſe : cela ne plaira certainement pas à ceux d'entre vous qui achettent des paſſeports des Algériens & des Tuniſiens pour les vendre aux Hambourgeois & aux Oſten-

dois. Ce commerce est affreux : ceux qui le font osent-ils l'avouer? Il seroit honteux pour votre nation qu'on les connût & qu'on les fréquentât.

La politique de votre Gouvernement me paroît bien petite : les suites n'en peuvent être que funestes : elle doit faire perdre à votre nation toute espéce de considération politique. Le seul moyen qu'il falloit employer pour la conserver, étoit de faire craindre aux Puissances belligérantes le ressentiment de la Républipue : pour celà il falloit la faire agir avec fermeté, la faire parler avec dignité & lui conserver cet air fier, & imposant qui convient si bien à une Puissance qui connoît ses forces & l'usage qu'elle en peut faire: au lieu de cela, on lui a fait prendre un ton larmoyant; on lui a donné des manieres timides, qui l'ont rendue méconnoissable à toute l'Europe : toute sa conduite n'a été qu'une suite d'inconséquences : il falloit l'armer ; c'étoit le seul moyen de la faire jouir des avantages de la paix au milieu des horreurs de la guerre, & on l'a tenue désarmée pour la mettre dans la dépendance des caprices des Puissances

belligérantes. Pouvant protéger le commerce de ses sujets, elle l'a vu avec une sorte d'indifférence dévenir la proie des fureurs & de la voracité des Anglois. Une grande Puissance, mais qui lui est inférieure, comme Puissance maritime, lui a donné un grand exemple de fermeté qui l'a fait rougir, mais qu'elle n'a pas eu le courage de suivre. L'effet d'une telle conduite a dû être, de persuader à l'Europe entiere, que votre République ne savoit plus combattre que par Ambassadeur. Cessant alors de la craindre, on a eu pour elle cette indifférence, qui presque toujours est inséparable du mépris. Il est assez indifférent aux Puissances belligérantes, & aux Puissances neutres, que vos Ambassadeurs accédent ou n'accédent pas à la confédération du Nord: dans l'un ou dans l'autre cas les Anglois continueront, comme auparavant, à vous enlever vos vaisseaux marchands; la France recevra de vos magazins les mêmes approvisionnemens, & les Puissances confédérées sauront, sans le concours de vos flottes, faire respecter leurs pavillons. Vos plitiques disent sans doute que le Gou-

vernement Portugais tient la même conduite que le votre? Mais il y a une grande différence entre la position du Portugal & celle de votre République. Votre République ne peut être envahie par aucune Puissance; le Portugal pourroit l'être par l'Espagne. Toutes les Puissances ont un égal intérêt à ce que votre République conserve son indépendance; l'Angleterre est la seule Puissance qui soit véritablement intéressée à ce que le Portugal ne devienne pas une Province d'Espagne. D'ailleurs le Portugal est sans motifs réels d'entrer dans la confédération des Puissances du Nord. Ni les Anglois ni les François ne troublent la navigation des Portugais : jamais leur commerce n'a été aussi florissant qu'il l'est à présent. Le port de Lisbonne est aujourd'hui le rendez-vous général de toutes les nations : on y voit flotter librement toute espéce de pavillons. La guerre que le Commodore Johnstone fait au commerce François, Espagnol, Hollandois & Suédois tourne à l'avantage de Lisbonne. On ne conçoit pas ici comment ce Commodore qui n'a à ses ordres qu'un vaisseau de 50. canons

& quelques frégates est resté si long-tems dans sa station sans que l'Espagne se soit occupée du soin de l'enchasser. Deux vaisseaux Espagnols de 60 à 70 canons qui seroient venus se placer dans le Port de Lisbonne & qui auroient suivi constamment le Commodore, auroient suffi pour mettre fin à ses succès. Le Portugal, n'étant pas en guerre avec l'Espagne, ne pourroit refuser à ses vaisseaux l'entrée de ses ports: étant ouverts aux vaisseaux Anglois ils ne peuvent être fermés aux vaisseaux Espagnols.

L'Espagne a des droits certains sur le Portugal & jamais il ne s'est présenté un moment plus favorable que celui-ci pour les faire valoir: si elle vouloit en tenter la conquête, je ne vois pas quelles seroient les resource du Portugal pour s'y opposer; ce ne seroient pas certainement pas les Anglois qui viendroient à son secours; réduit à ses propres forces le Portugal seroit bientôt forcé de se soumettre: mais pour former cette entreprise, il faudroit, dira t-on, une armée, & l'Espagne n'en a pas d'assez considérable pour soutenir en même tems une guer-

re de terre & une guerre de mer. Mais en ſuppoſant que cela fût vrai, qui empêcheroit qu'elle ne tirât de la France une armée de 30 à 40 mille hommes; cette armée qui, ne lui ſeroit pas refuſée, pourroit au primtems prochain être à portée d'agir ſur les frontieres du Portugal.

Comme j'allois fermer ma lettre, une de mes amis eſt venu m'annoncer qu'on avoit reçu une lettre de Bayonne qui marquoit que le Commodore Johnſton avoit attaqué dans le port de Lisbonne un vaiſſeau de votre nation qui s'y étoit réfugié. Si cette nouvelle eſt vraie, cet acte de violence n'eſt qu'une répetition de celle que les Anglois ont commis en 1665 dans le port de Berg. (a)

J'ai l'honneur d'être &c.

(a) *L'Amiral Hollandois Bitter commandant une flotte marchande de* 11 *vaiſſeaux richement chargés qu'il ramenoit des Indes Orientales prit le parti, lorſqu'il fut à la hauteur de 66 & demi dégrés de pouſſer juſqu'à la vue des côtes de Norvege pour retourner de là vers la Hollande Il eſpéroit qu'en tenant cette route il éviteroit la ren-*

contre des Anglois avec lesquels il avoit appris que sa Republique étoit en guerre; l'avis que Bitter reçut de plusieurs navires de sa nation que 24 gros vaisseaux de guerre Anglois le cherchoient sur les côtes de Norvege, lui fit prendre le parti de se refugier dans le port de Berg, où il croyoit que sa flotte seroit en sûreté sous la protection du Roi de Dannemark qui avoit embrassé le parti de la neutralité.

La flotte Angloise étoit arrivée à Batrefond, où n'ayant pas trouvé sa proie, le Commandant de cette flotte résolut de s'arranger en attaquant la flotte Hollandoise dans quelque endroit qu'elle se trouvat, l'Amiral Anglois sut bientôt que la flotte Hollandoise étoit à Berg & il résolut de l'y aller chercher & de s'en emparer. Cependant Caspel de Silignon Gouverneur de Berg reçut bientôt une lettre fiere & menaçante de la part de l'Amiral Anglois : elle portoit sommairement que les Anglois étoient beaucoup étonnés & se trouvoient fort offensés qu'il eut reçu dans son port une flotte marchande Hollandoise chargée des richesses de l'Orient, & qu'il eut entrepris d'enlever au Roi de la grande Bretagne, des vaisseaux qui lui appartenoient par les droits de la guerre. *La réponse du Gouverneur Danois loin d'être favorable aux Anglois leur ôtoit toute espérance de s'emparer des vaisseaux Hollandois tant qu'ils seroient dans le port dans lequel il commandoit. Il leur dit cependant que comme Berg étoit une ville neutre &*

ouverte à tous les vaisseaux quelconques, les Anglois pouvoient y entrer sous la condition toutes fois qu'il n'entreroit dans le port que six vaisseaux à la fois. Ils y consentirent. Deux jours se passerent sans aucune altercation de part & d'autres, mais on vit bientôt s'avancer vers le port le reste des vaisseaux Anglois qui jetterent l'ancre à deux lieues de la ville, & une chalouppe bien armée portant le pavillon de la Grande Bretagne fut députée vers le Gouverneur. Le Seigneur Anglois qui la montoit ayant mis pied à terre au bas de la forteresse, alla trouver le Gouverneur & lui déclara de la part de son maître qu'il avoit ordre de poursuivre les vaisseaux Hollandois, qu'il tenoit renfermés, dans quelque endroit qu'il les trouvât. Le Gouverneur répondit qu'il n'avoit aucun droit sur les vaisseaux Hollandois, que loin de les chasser de son port, il lui étoit ordonné d'accorder sa protection à tous les vaisseaux amis du Dannemark que le hazard ou leur propre inclination y pourvoit amener; & qu'il sauroit défendre & la ville & le port contre tous ceux qui entreprendroient d'y commettre quelque violence.

Les Anglois voyant qu'ils n'avoient rien à gagner demanderent d'un ton plus doux qu'il leur fut permis de faire mouiller tous leurs vaisseaux dans le port : on le leur permit. Arrivés près des barrieres de la ville ils y firent former une espece de croissant à leurs vaisseaux qui tinrent enfermés les navires Hollandois & présenterent leur flanc

garni du plus gros canon. Le Chef d'escadre Hollandois étonné d'une pareille manœuvre demanda au Gouverneur la permission de repousser l'attaque si le cas l'exigeoit ; ce qui lui ayant été permis, il distribua ses huit vaisseaux, les seuls qu'il eut propres à combattre, dans le même ordre que les Anglois & les amarra les uns aux autres, beaupré sur poupe. Il alla ensuite sur chacun de ses vaisseaux encourager les équipages de ne pas perdre courage à la vue d'un ennemi si supérieur en force ; que le Gouverneur de Berg lui avoit promis des secours si les Anglois en venoient à quelqu'extremité. Ceux-ci y étoient bien résolus, mais avant de le faire, ils envoyerent encore quelqu'un auprès du Gouverneur lui faire la même priere que les deux précédentes : elle ne fut point écoutée, & on se prépara de part & d'autre à se battre. Le lendemain à six heures du matin, les Anglois firent sur les vaisseaux Hollandois une décharge générale de toute l'artillerie, L'Amiral Hollandois lâcha aussi toute ses bordées contre les Anglois & le combat devint général. Le Gouverneur qui avoit ordonné aux matelots de la ville de monter les vaisseaux Hollandois fit sonner l'allarme & tous les Bourgeois se mirent sur les armes. Cependant les matelots Danois presque surs de succomber sous le nombre se retirerent de dessus les vaisseaux Hollandois : ce qui allarma si fort le Commandant, que croyant que le Gouverneur même l'avoit trompé, il alla lui demander si c'étoit par son ordre que s'étoit

faite cette fuite précipitée. Le Gouverneur irrité lui-même de la violation que faisoient les Anglois du droit des gens & du peu de respect qu'ils marquoient pour le territoire d'une ville neutre, calma l'Amiral Bitter & lui dit qu'aussitôt il alloit faire jouer les batteries du chateau & du fort de Nordenes sur les vaisseaux Anglois, ce qui ayant été exécuté, les Anglois couperent leurs cables & se retirerent loin de la ville; ils perdirent dans cette action près de 500 hommes, 82 ancres qui ne leur furent pas rendus, deux chalouppes & un canot, & n'emporterent que la honte d'avoir échoué dans leur entreprise.



LETTRES HOLLANDOISES.

LETTRE IX.

Sangaride ce jour, est pour vous un beau jour.

Opera d'Atis.

Les intérêts des Puissances Belligérantes soumis à l'arbitrage de la Russie; ce qui a pu déterminer ces Puissances à choisir pour arbitre la Souveraine des Russies; ce que la Russie étoit sous Pierre le Grand ne ressemble en rien à ce qu'elle est aujourd'hui; étendue de cet empire; l'ambition de la Russie ne peut effrayer; ce qui peut favoriser l'ambition de cette Puissance; but qu'avoit Pierre Premier; la Russie ne se contentera point de l'excuse que lui donneront les Anglois pour les prises qu'ils ont fait sur ses sujets; requête présentée aux Etats-Généraux; effet qu'aura cette requête; nouveaux excès des Anglois en Amérique; effet que doit avoir la conduite du Portugal.

AMSTERDAM, ce Septembre 1780.

PLus de guerre, Monsieur, plus de guerre! ce fléau terrible va disparoître de dessus la terre : une femme, dit-on ici, rendra à l'humanité ce service le plus grand qu'on puisse lui rendre. On va voir ce qui ne s'est jamais vu; les intérêts différents des Puissances Belligérantes conciliés sans le secours des pourparlers & des conférences & sans l'entremise d'aucunes Puissances médiatrices. La Souveraine d'un peuple, qui au commencement de ce siecle étoit encore barbare, & dont l'existence étoit à peine alors connue, va prononcer sur les prétentions réciproques de trois grandes Puissances, avec chacune desquelles elle pourroit à peine lutter : du jugement qu'elle portera dépendra l'existance ou l'anéantissement de la nouvelle République des Etats-Unis. Catherine, choisie pour arbitre par la France, l'Espagne, & l'Angleterre, va jouer sur la grande scene politique de l'Europe le rôle le plus éclatant qu'aucun autre Souverain y ait jamais joué. On assure que le compromis a été signé à Madrid, à

Versailles & à Londres & que M. Franklin l'a signé à Paris pour le congrès de Philadelphie. On va plus loin : on nomme l'Ambassadeur que chacune de ces Puissances chargera du soin d'aller à Petersbourg discuter ses intérêts devant le Tribunal arbitre qui doit y décider de leur sort. Le Duc de la Vauguion sera chargé de ce soin pour la France, le Chevalier Yorke pour l'Angleterre, le Duc d'Aranda pour l'Espagne, & Mr. Franklin pour la République des Etats-Unis. Mais pour que rien n'arrête la conclusion de cette grande affaire, nul autre Ambassadeur que ceux des Puissances Belligérantes ne seront admis devant le Tribunal de l'arbitre, qui prononcera sa sentence sans l'avoir communiqué auparavant à qui que ce soit, Puissances Maritimes ou Puissances Terriennes. Tout ceci n'est peut-être que le rêve de quelques Politiques désœuvrés, mais il ne peut pas y avoir un ami de l'humanité qui ne souhaite que ce soit une réalité. Mais, dira-t-on, pourquoi aller au fond du Nord chercher l'arbitre de ce grand différend ? Parce que cet arbitre a mérité de l'Europe entiere cette considération que

donnent les grandes qualités, & le concours des vertus qui caractérisent un grand Roi. Quel seroit l'étonnement de Pierre le Grand, si rendu à la lumiere, il voyoit aujourd'hui son peuple, si différent de ce qu'il étoit de son tems. La Russie est le plus vaste Empire de l'Univers; l'espace qu'il occupe d'Occident en Orient est de plus de 2000 lieues communes de France, & de plus de 800 lieues du Sud au Nord. Ce qui est compris sous le nom des Russies est plus vaste que tout le reste de l'Europe & que ne le fût jamais l'Empire Romain, puisqu'il comprend onze cent mille lieues quarrées de France. Cet énorme corps politique n'a & n'aura jamais une force & une vigueur proportionnée à sa grandeur & à son étendue. S'il pouvoit l'acquérir, son ambition pourroit être effrayante; elle ne l'est pas & ne peut l'être, parce que pour en arrêter les effets il suffira de la Maison de Brandebourg ou de celle d'Autriche. La rivalité de ces deux maisons feroit la seule chose qui pourroit favoriser l'agrandissement de l'Empire de Russie du côté de l'Allemagne. Quand Pierre le Grand forma le projet de bâtir

la Ville de Pétersbourg à l'embouchure de la Neva sur le golphe de Finlande, son but fut de rapprocher son Empire de l'Allemagne, non pour en reculer les bornes, mais afin de procurer au commerce de ses sujets une communication plus facile avec celui des autres Pays de l'Europe. Les premiers fondemens de cette Ville furent jettés en 1703 & depuis ce moment la Russie a eu un commerce & une marine marchande qui lui ont donné les moyens d'en avoir une militaire. La Russie est aujourd'hui une Puissance maritime qui dans quelques années pourra, sans le concours des autres Puissances maritimes du Nord, maintenir l'équilibre sur les mers comme elle le maintient maintenant sur terre.

Des lettres que je reçois de Londres m'apprennent que l'Alexandre vaisseau Russe qu'avoit pris un vaisseau de la marine Royale d'Angleterre, vient d'être relâché par ordre des Ministres de Sa Majesté Britannique : mais le senaut Russe dont l'armateur l'Alligator s'est emparé est resté au pouvoir de ce corsaire. *Il n'est pas au pouvoir de notre Gouvernement*, me mande mon correspondant, *de décider du sort d'une cap-*

ture faite par un particulier : il n'appartient qu'à la justice ordinaire de prononcer si elle est de bonne prise: je ne crois pas que l'Impératrce de Russie reçoive cette excuse : *Si V. M.*, pourra-t-elle répondre au Roi d'Angleterre, *n'a pas le pouvoir d'empêcher la piraterie de ses sujets à l'égard des Puissances neutres, les Puissances neutres suppléeront à cette impuissance, & traiteront comme pirates tous ceux de la nation Angloise qui commettront quelques excès sur mer contre les vaisseaux portant Pavillon neutre.* Si nôtre Gouvernement eut parlé ainsi au Ministere Anglois après l'enlevement des vaisseaux convoyés par le Comte de Byland, ces vaisseaux n'eussent pas été déclarés de bonne prise par l'Amirauté Angloise, & à la honte de la République, on ne les auroit pas vendu publiquement avec leurs cargaisons. La requête que viennent de présenter à L. H. P. quelques-uns des propriétaires de ces vaisseaux embarrassera un peu notre Gouvernement. Je vous envoye cette piece (a) :

(a) *A Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies.*

Donnent respectueusement à connoître Gerben Jans Kingsma, demeurant à Workum, comme Co-Propriétaire & Teneur de Livres du navire le Jonge

elle vous fera connoître à quel point les Anglois nous méprisent; non contens

---

Siebrecht, commandé par le Patron Albert Ariens; Albert Billings, demeurant à Dockum, comme Co-Propriétaire & Teneur de Livres du navire Sibellina-Hillegonda, commandé par le Patron Jan Gerrits Tal; Gaele Foekles, demeurant à Workum, comme Co-Propriétaire & Teneur de Livres du navire le Jonge Gerben Kingsma, commandé par le Patron Willem Acses; Albert Baukes Wartna, demeurant à Leeuwarden, comme Co-Propriétaire & Teneur de Livres du navire le Michel-&-Agatha, commandé par le Patron Willam Pieters de Vries; & Wyger Annes Visser, demeurant à Woudsend, comme Co-Propriétaire & Teneur de Livres du navire le Jonge Imkema, commandé par le Patron Paulus Ypes Hoeksma; tous Propriétaires ou participans: étant les susdits navires chargés de Chanvre & d'une quantité de Fer pour servir de Lest, (à l'exception du navire la Sibellina-Hillegonda, qui étoit aussi chargé d'une petite quantité de Lin,) destinés pour divers ports de France, tels que Rochefort, Nantes, l'Orient & Bordeaux; lesquels se sont rendus, au mois de Decembre, au Texel, pour se mettre sous le Convoi des vaisseaux de la République, commandés par Mr. le Comte de Byland, afin de se trouver à l'abri des insultes & hostilités des navires munis de commissions & autres vaisseaux des Puissances Etrangeres, & pouvoir arriver en sûreté dans les ports de leur destination: que les navires des Supplians, avant d'être admis sous convoi, avoient subi une visite rigoureuse & exacte, par laquelle il avoit été constaté, que loin d'être chargés d'effets de contrebande, ils l'étoient seulement de ceux qui, selon la teneur positive du Traité de marine, conclu en 1674 entre la Couronne de la Grande Bretagne & cet Etat des Provinces-Unies, sont, par l'Article IV déclarés ne pas être de contrebande. Sur quoi, les Patrons des navires susmentionnés ont été pourvûs par le Chef d'Escadre de Lettres de signaux

de saisir nos vaisseaux, ils insultent, ils injurient, ils maltraitent leurs équi-

---

ordinaires, pour preuve convaincante qu'ils étoient admis sous la protection immédiate & notoire de cet Etat, & conséquemment de Leurs Hautes Puissances même. En conséquence de quoi, les Supplians auroient cru que leurs navires jouiroient de la directe protection susmentionnée & seroient exemptés de toute insulte, de traitemens illégaux, & particulierement de toute saisie quelconque. Cependant, malgré un espoir aussi bien fondé, les Supplians s'en sont vûs cruellement frustrés, puisqu'il est de notoriété publique, que le 31 Décembre 1779, le convoi de vaisseaux de guerre de la République a été attaqué a la hauteur de Portland par une Escadre de Sa Majesté Britannique, sous les ordres du Commodore Fielding, qui s'en est emparé & a fait conduire en Angleterre les navires des Supplians, mentionnés en tête de cette Requête où ils ont été détenus pendant l'espace de sept mois; pendant lequel tems les Patrons & leurs Equipages ont essuyé de la part des Anglois quantité d'insultes les plus graves, & des desagrémens infinis, soit en les injuriant brutalement, ou en leur jettant même des pierres.

Ce n'est pas tout, les Anglois, non contens de tous ces mauvais traitemens, ont chassé le 30 Juillet dernier, les Patrons & les Equipages de leurs navires, avec le plus grand mépris, en les frappant chacun d'un coup de la Barre du Roi, & en leur enlevant tout ce qu'ils possédoient à l'exception de leurs habits, qu'ils n'oserent même aller chercher à bord que le lendemain. Enfin, les Anglois ont jugé à propos de vendre arbitrairement & à un prix fort bas les navires des Supplians & d'autres Propriétaires. Les Patrons & leurs Equipages respectifs se voyant donc malheureusement privés de tout, sont revenus dans leur Patrie, où, fondés sur d'aussi justes motifs de plainte, ils se sont adressés aux Supplians, qui trouvant eux mêmes le cas très embarrassant, ont recours à Vos Hautes Puis-

pages. Je crois que si le parti Anglomane eut été instruit de la résolution

---

fances, en se plaignant du tort inoui qui leur a été fait, & en mettant sous les yeux de Vos Hautes Puissances une action qui a causé l'étonnement du monde entier, attendu que personne ne pouvoit s'imaginer que des navires pussent être ainsi soustraits & arrachés à la protection de l'Etat, & si cruellement maltraités ; action diamétralement opposée à la liberté naturelle, aux Loix & aux Traités, qui blesse le droit des nations, & entraînera infailliblement la ruine des habitans commerçans de la République : action, enfin, qui occasionneroit aux Supplians & aux Co-Propriétaires de ces navires une perte allant au-delà de 150 mille florins, en ce non compris les fraix énormes de procédure entamée en Angleterre, s'ils étoient obligés de la supporter, & qu'elle ne leur fût pas bonifiée.

Hauts & Puissans Seigneurs, le respectueux sentiment des Supplians est, qu'ayant acquitté le double droit de Lest, & celui de Vente Extraordinaire, établi pour subvenir aux fraix Extraordinaires ; qu'ayant payé les Lettres de Signaux, & ayant rempli les conditions stipulées du convoi annoncé, & passé un contrat, qui, de leur côté, avoit été exactement suivi, afin de préserver leurs bâtimens de toute attaque ou saisie de la part des Puissances Etrangeres, & moyennant cela, les voir rendus dans les différens ports de leur destination respective ; les Supplians avoient tout droit de l'exiger, comme un accomplissement de la convention faite avec ceux qui avoient contracté, & que la perte soufferte dût leur être bonifiée.

Le but des Supplians est seulement de mettre sous les yeux de Vos Hautes Puissances, que leurs plaintes sont des mieux fondées, & que le droit & l'equité plaident en leur faveur ; espérant que Vos Hautes Puissances, qui s'intéressent si vivement au bien-être des habitans, du commerce, de la navigation, liés immédiatement au bonheur de

prise de présenter cette requête, il auroit mis tout en œuvre pour empêcher qu'elle ne fut présentée. On dit même ici que le chef du parti Anglo-mane n'a rien négligé pour que cette requête fut retirée. Malheureusement ceux qui l'ont présentée n'ont aucune ambition: ils n'aspirent à aucune place; ils préfèrent le titre de commerçant à tout autre titre, & leurs enfans n'ont pas conçu le ridicule projet de quitter le tablier du marchand pour prendre le baudrier

---

la République, écouteront & examineront les plaintes des Supplians, & qu'après les avoir trouvé bien fondées, elles les soutiendront. Les Supplians demandent donc respectueusement, tant pour eux que pour leurs Co-Propriétaires, qu'il plaise à Vos Hautes Puissances de les indemniser, d'après une estimation faite par des personnes entendues, de la perte qu'ils ont essuyée par la saisie & la confiscation de leurs navires, naviguans sous la protection de cet Etat, sous le convoi commandé par Mr. le Comte de Byland, enlevé & amené en Angleterre par le Commodore Fielding; ainsi que le tout est plus amplement spécifié dans la Requête; ou, à défaut de ce, que Vos Hautes Puissances daignent en cela prendre telles mesures, que, selon leur sagesse, elles trouveront être les plus propres, tant à procurer, aux Supplians & à ceux ayant droit, une indemnité proportionnée, qu'à l'utilité du commerce & à la protection de la navigation en général.

(*Au bas étoit*) Q. F. &c.

(*Signé*) ALBERT BALLINGS, GERBEN JANSZ. KINGMA, WIEGEN ANNES VISSER, GALLE FOKKES, A. B. WALTMA.

du militaire. Personne ne peut prévoir quelle sera la réponse de L. H. P. à cette requête : si elles accordent l'indemnité, quelle multitude de requête leurs seront présentées ! si elles la refusent, que que de nouvelles plaintes se feront entendre ! les uns diront que les intérêts des sujets de la République touchent moins ceux qui la gouvernent que les intérêts de leur ambition, ou de leur avarice ; les autres leurs reprocheront les places, les emplois qu'auront obtenus depuis l'expédition du Commodore Fielding, leurs fils, leurs neveux, leurs cousins, leurs amis : la liste en sera longue : cette requête que verra, sans doute, le Roi de Suede, pendant le séjour qu'il fera ici lui fera connoître le peu de fond que les Puissances neutres confédérées peuvent faire sur notre Gouvernement : si ce Prince confere avec ceux qui sont à la tête de notre Gouvernement & surtout avec celui qui le dirige, il saura combien le sentiment du patriotisme leur est étranger.

Mais ce n'est pas seulement en Europe que les Anglois nous bravent & nous insultent. Le 28 Mai dernier J. Edzès capitaine d'un des navires marchands

fut arrêté à la hauteur de St. Eustache par un vaisseau de guerre Anglois. Le Capitaine du vaisseau fit venir à son bord J. Edzés, & voulut à force de menaces l'obliger à avouer & à signer que sa destination étoit pour un port d'Espagne ou pour un des Etats-unis. Sur son refus, Edzès ne fut pas jetté à fond de cale comme on l'en avoit menacé, mais on le maltraita de coups, on lui enleva ses compas, aprés quoi on le relâcha, & on lui permit de continuer sa route. Le même Capitaine Edzès un jour avant son arrivée à St. Eustache, fut attaqué par un corsaire Anglois qui lui enleva beaucoup de ses provisions, & tous ses cordages neufs & agrêts.

Nous ne sommes pas mieux traités à Lisbonne que nous le sommes à Londres, les Portugais, ou plutôt ceux qui les gouvernent n'ont aucun égard aux plaintes que leur portent le Ministre de la République : ils sont les premiers à exciter les Anglois à enlever nos vaisseaux qui tous sont vendus à vil prix avec leurs cargaisons dans le port de Lisbonne. Je ne conçois pas ce qui peut engager la France & l'Espagne à user de ménagement avec le Portugal.

elles sont sans motifs de tolérer cette conduite, & elles en ont même un très-pressant de forcer les Portugais à se déclarer pour ou contre l'Angleterre. Si le Portugal se décide en faveur de celle ci, cette préférence augmentera l'embarras des Anglois; si au contraire le Portugal se range du côté des ennemis de l'Angleterre, l'Angleterre perd la plus riche branche de son commerce, & un azile pour ses corsaires. Le Portugal doit considérer qu'en préferant les intérêts de l'Angleterre à ceux de ses ennemis elle fournit à l'Espagne un grand motif d'être ambitieuse. Jamais il ne s'est présenté une occasion plus favorable de se ressaisir d'un pays sur lequel l'Espagne a des droits aussi bien fondés que ceux qu'elle a sur Gibraltar. Si l'Espagne tente la Conquête du Portugal quelle sera la Puissance qui s'y opposera? L'Angleterre ne le peut: nous n'avons aucun intérêt à le faire: nous en avons même un très grand, surtout dans ce moment-ci à ce que le commerce des Portugais s'affoiblisse: pour les autres Puissances neutres, elles sont toutes sans motifs de s'opposer à l'agrandissement de l'Epagne. Les trois Puis-

sances du Nord confédérées ne pourront voir qu'avec une sorte de satisfaction le Portugal puni du refus qu'il fait d'accéder à leur confédération.

J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE
A LA LETTRE IX.

Les Hollandois n'ont pas dégénéré, ils sont aujourd'hui ce qu'étoient leurs peres; fanfaronades de Rodney; projet du Comte de Guichen; belle défense d'un petit détachement de l'armée Continentale; extrait de l'article 9 de la Crise.

PARIS ce Septembre 1780.

PErsonne, Monsieur, ne doute de la bravoure & du courage de votre nation; elle en a trop souvent donné des preuves pour qu'on puisse l'accuser d'en manquer aujourd'hui: on ne lui attribue pas la conduite foible & pusillanime qu'elle tient présentement: c'est sur ceux qui vous gouvernent, ou plutôt sur celui qui les gouverne tous, que tombe le blâme que mérite l'insensibilité que votre République paroît avoir pour les insultes continuelles qu'elle reçoit des Anglois. Il est bien question, quand on ne veut bas se battre, d'es-

ſayer des canons depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures après-midi : cela a l'air d'un jeu d'enfant ; & que vous importe que des boulets percent à trois cents pas avec une charge de 4 livres de poudre, auſſi facilement que le feroit une charge de ſix à huit livres. Cela pourroit être utile à la marine de France, d'Eſpagne & d'Angleterre, mais à la vôtre, c'eſt ſe mocquer, Monſieur, que de vouloir la placer au nombre des Marines Militaires ; elle n'en a que le nom, & ſon plus grand mérite eſt de fournir les moyens à celui qui pourroit la commander, & ne la commandera jamais, de ſoudoyer ſes courtiſans & ſes très humbles & très obéiſſants ſerviteurs.

Rien de plus plaiſant que les fanfaronnades de Rodney ; né ſur les bords de la Garonne il ne s'exprimeroit pas autrement qu'il ne le fait dans ſes lettres à l'Amirauté de Londres. *Je vous rendrai bon compte*, avoit-il dit d'abord, *de l'eſcadre de Solano :* cette eſcadre arrive, & ne rencontre pas ſur ſon paſſage le Matamort Rodney. *Que le Commodore Walſingham me joigne & je vous ferai une*

bonne capilotade des François & des Espagnols. Walsingham arrive en bon état & le Comte de Guichen dirige tranquillement sa route vers la Jamaique : car personne ne doute que son projet ne soit de tenter la conquête de cette Isle. Il est vrai que le prévoyant Sir George Rodney a détaché 10 vaisseaux de ligne aux ordres de Sir Rowley pour aller se battre pour lui. L'attaque de la Jamaique sera formée par 26 vaisseaux de ligne & 80 vaisseaux de transport, portant au moins 10 à 12000 hommes. L'Amiral Sir Peter Parker n'a que 4 à 5 vaisseaux : la jonction de l'Amiral Rowley ne portera sa force de résistance qu'à 15 vaisseaux au plus ; il est plus que probable que ces 15 vaisseaux prendront la fuite à l'approche des 26 vaisseaux du Comte de Guichen.

Je lis tous les papiers qui s'impriment en Amérique & je n'ai pu lire sans une sorte d'étonnement la conduite qu'a tenue la milice des Jerseys. Léodinas & ses Lacédemoniens n'ont pas au détroit des Thermophiles combattu avec plus de courage que ne l'ont fait les 24 braves de cette milice qui defen-

doient le paſſage important d'un pont dont s'efforcoit de s'emparer une partie de l'armée de Knyphauſen. 21 de ces braves gens ayant été tués ou mis hors de combat, les trois qui reſtoient voyant approcher du renfort, éleverent leurs chapeaux en ſigne de joie & continuerent à combattre juſqu'à ce que le renfort les eut joint & les eut mis en état de répouſſer l'ennemi & de rendre inutiles les efforts qu'il faiſoit pour les déloger du poſte important qu'ils défendoient. Ce n'eſt certainement pas ainſi que ſe comporte un peuple découragé au point où les Anglois prétendent que le ſont les Américains.

Dans le N°. 9 *de la Criſe* ſon Auteur s'exprime ainſi :

L'Amérique en ſe réſolvant à entrer en guerre n'a fait qu'une guerre de ſenſation naturelle. On l'a vue aſſoupie dans le loiſir, calme dans ſes ſuccès, brave dans ſes revers; & jamais éloignée d'en venir à une paix heureuſe. Suivant les circonſtances qui ſe ſont préſentées, on y voyoit ſe ſuccéder le zèle élevé au ſolide, de l'héroiſme & de l'habileté. Pour vaincre, l'Amérique a employé & mis en uſage toutes

les passions, excepté celle d'un déséspoir qui l'auroit perdue; & notre mere patrie fut si grossiérement trompée par rapport à nos facultés & à notre façon d'agir, qu'elle nous voyoit nous relever vainqueurs au moment où l'on croyoit notre perte infaillible. La varieté des ressources de l'Amérique Septentrionale, l'universalité de sa cause, parce qu'elle étoit bonne, l'opération rapide de ses sensations, & les rapports parfaits des sentiments de ceux qui l'habitent ont produit souvent en peu de moments ce que n'auroit pu accomplir la plus meurtriere campagne. Loin de rechercher la victoire après de fortes délibérations, nous l'avons ravie à nos ennemis, & dans une heure nous avons leurs projets d'une saison entiere. Il dit ensuite. *Loin de nous décourager, la prise de Charles-Town & les revers que nous avons essuyés en 1776 n'ont fait qu'enflammer notre ardeur, & peut-être falloit-il ces évenemens pour produire le courage & la fermeté générale qui s'en sont suivies. Si l'ennemi a fait circuler un mensonge, son imprudence nous a sauvés, si au contraire il nous dit la verité, il nous a obligés. Avant la reddition de Charles-Town,*

nous revenions les bras croisés des fatigues de la guerre, & nous nous reposions nonchalemment : la prise de cette ville nous a fait sortir de ce dangereux assoupissement. Nous regardions l'affaire comme terminée, ou du moins nous croyons qu'elle se termineroit sans avoir de nouveaux récours à l'effusion du sang. Dans cette fatale assurance aucun danger commun ne prévenoit notre attention & cette noble ardeur qui au commencement de la guerre avoit embrasée tous les cœurs, s'éteignoit insensiblement, & nous avions presque transmis à nos ennemis cette vertu qui nous a si bien defendus jusqu'à ce jour. Quelqu'attristante que doive être la perte de la Capitale de la Caroline Meridionale, elle ne changera rien à l'état des choses, & l'Amérique sera toujours maitresse de son sort, c'est-à-dire de vaincre ou de succomber. La perte de quelques villes, de quelques garnisons ne peut entraîner la ruine d'un pays aussi vaste que le nôtre : les efforts d'une partie qui n'a souffert aucuns revers adoucissent les maux qu'a entraînés la guerre dans une autre partie.

Nous ne combattons plus seuls, dit l'Auteur, comme nous le faisions en 1776:

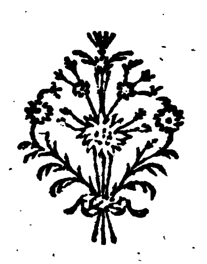
par une feinte de son animosité contre l'Amérique; non seulement l'Angleterre n'a pas déclaré la guerre à la France & à l'Espagne, mais pour mieux poursuivre ici l'objet de ses ressentimens elle n'a fourni à ces Puissances aucun objet militaire. Elle les évite pour nous persécuter: elle souffrira que la France parcoure en triomphe les Isles des Indes-Occidentales, & que l'Espagne lui enleve ses établissemens méridionaux plutôt que d'abandonner l'objet qui promet de satisfaire sa vengeance: cette conduite de la part de la Grande Bretagne a indiqué combien il étoit convenable que la France détachât des forces de terre & de mer pour co-opérer sur les lieux avec l'Amérique; l'arrivée de ces forces ne peut être éloignée; & les ravages de l'ennemi ne peuvent durer longtems. En attendant il seroit superflu d'indiquer le parti que nous avons à prendre: recruter l'armée, lui procurer les choses nécessaires, voilà les deux points principaux: si l'on réussissoit à prendre une des deux divisions de l'ennemi ce coup rendroit à l'Amérique la paix & l'Abondance.

Ce Numero finit ainsi: *Abondante en productions & féconde en Patriotisme,*

jamais les Etats-Unis ne seront dépourvus ni de défenseurs ni des choses de première nécessité. La lenteur avec laquelle s'opere la recette des impôts à raison de l'entendue du territoire sur lequel s'est fait la perception ; le déchet que cette recette éprouve avant qu'elle soit versée dans le trésor, sont des inconvéniens qui dans plusieurs cas ont jetté le Gouvernement dans un embarras que l'ennemi a eu l'adresse de représenter comme procédant d'un déclin général dans toute l'étendue de ce pays : on peut pourtant porter remede à ces inconvéniens, qui à la premiere vue paroissent considérables : on peut même en tirer un avantage immédiat, car il est à peu près égal qu'un certain nombre d'hommes, que certaine compagnie de milice soit obligé par la loi de fournir une recrue à ses fraix, ou qu'en lui imposant une certaine taxe pour ce même objet, ce soit le Gouvernement qui enrôle les hommes. S'il y a quelque différence dans ces deux façons, la premiere est sans contrédit la plus avantageuse, parce qu'elle sauve les frais de la perception des taxes & augmente de jour en jour les recrues, & les conduit plus promptement au champ de ba-

taille, que ne le feroient les manieres dont on se servoit antérieurement ; c'est d'après ce principe qu'il a été passé dans cet état une loi aux fins de récruter deux hommes dans chaque compagnie de milice, ce qui ajoutera plus de mille soldats aux forces de notre Patrie.

J'ai l'honneur d'être, &c.



LETTRES HOLLANDOISES.

Ille & nefasto te posuit die
Quicumque primum, & sacrilega manu
Produxit, arbos, in ne potum
Perniciem, opprobriumque pagi.

HORACE.

LETTRE.

D'un Patriote à l'Auteur des Lettres Hollandoises.

LA HAYE ce Septembre 1780.

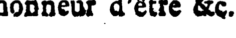
POurquoi, Monsieur, laissez-vous ignorer à votre correspondant l'état fâcheux où se trouve le pauvre Lyon Belgique? à la voix de la Sémiramis du Nord il étoit sorti du profond assoupissement ou l'avoient plongé les somniferes que les bons amis du Leopard Britannique lui avoient fait avaler à grande dose. Rappellez-vous la sensation que produisit son reveil sur nos bons parriotes, & le chagrin qu'en ressentirent les Pinto, les Yorke, les

Grands Baillis, toute la cohorte Anglomane, & furtout leur Chef: au maintien qu'avoit notre brave Lyon & à fon regard fier & impofant, il étoit aifé de s'appercevoir qu'il avoit quelques réminifcences de ce qu'il avoit fait anciennement contre ceux qui l'avoient voulu infulter ou attaquer; mais cela n'a duré qu'un moment, & à l'inftant qu'on s'y attendoit le moins, il eft tombé en léthargie: fon état actuel eft peu différent de celui de la mort, & nous fommes fans efpérance, d'autant plus qu'il eft fous la garde de gens qui ont un intérêt fenfible à ce qu'aucun de ceux qui lui font véritablement attachés n'approchent de lui. A la voix du patriotifme qu'ils lui feroient entendre, on le verroit fe ranimer & pouffant des rugiffemens terribles, il feroit trembler le Léopard Britannique & fuir de nos heureufes contrées ces ennemis de la patrie qui la trahiffent: ils ont appris avec la plus grande indifférence l'enlevement que les Anglois ont fait dans le port de Lisbonne de plufieurs de nos matelots: un d'eux qui a trouvé le moyen de s'échapper a procuré la liberté à fes

camarades; elle leur a été rendue par ordre du Gouvernement Portugais, qui, probablement se plaindra amèrement au Ministère Britannique de cette violation insultante de son territoire: mais que produiront ces plaintes? de legeres excuses, mais les presseurs ne seront pas punis: ils l'auroient été à Lisbonne, si le Gouvernement Portugais eût préferé l'honneur du Souverain à son intérêt particulier; car il est à croire que ceux qui le composent ne sont pas insensibles aux caresses & aux promesses que leur font les Anglois: si ceux-ci commettoient de semblables excès dans le port de Pétersbourg, celui qui auroit eu cette audace n'en seroit pas *bon marchand*, car il y a à la tête du Gouvernement Russe un certain Comte Panin *qui ne se mouche pas du pied.* Je ne sais s'il a une fille, mais je suis persuadé, comme vous, que l'offre de la main du Prince de Galles pour cette fille ne lui feroit pas trahir les intérêts de sa Souveraine. Si celui de ceux qui nous gouverne (bon Dieu! quel mot pour un Republiquain) pensoit comme lui, notre nation ne seroit pas, comme elle,

eſt aujourd'hui l'objet de l'indifference, par amour propre, je ne dis pas du mépris de toutes les nations. Quel role nous fait-on jouer ſur la ſcene politique de l'Europe. Celui *du cocu battu & content* : à force d'avoir été fuſtigée & *croquignolée*, notre nation ne ſait plus rougir d'être devenue le jouet des autres nations. Je ne ſais le pays que vous habitez; mais ſi vous réſidez à Amſterdam, ſuivez mon exemple; & refugiez-vous, comme je vais le faire, ou ſur les terres de l'Impératrice Reine, ou ſur celles de Louis XVI. Ne vous aviſez pas de vous dire Hollandois, ce ſeroit le moyen de prévenir contre vous tous ceux qui vous verroient. Avant un demi ſiecle notre pays ſera deſert. C'eſt le ſort que doit attendre celui où l'influence d'un ſeul produit le même effet que la réunion de tous les pouvoirs dans un ſeul. Je ne connois pas d'état plus fâcheux que celui d'une nation dont on a projetté de changer la conſtitution. Depuis que notre République exiſte on n'a pas ceſſé un inſtant de conjurer contre ſa conſtitution. Il faut, ou l'anéantir tout-à-fait, ou reduire ceux qui peuvent

avoir quelques intérêts à son anéantissement au point de perdre l'espérance de parvenir à leur but. Je suis bon Republiquain, j'en chéris le titre, mais j'ai en horreur l'état d'incertitude où nous réduit l'ambition jusqu'à présent impuissante, d'une maison qui, sentant cette même impuissance, sacrifie tout pour parvenir à ses fins. Cessons d'être Republiquains, ayons un Souverain, mais ne soyons dans la dépendance d'aucun Souverain : à cette condition je conserverai le titre de Hollandois : sinon je l'abjure : je veux bien être le sujet de celui que j'aurai choisi pour maître, mais non pas l'esclave, prétendu libre, d'une nation dont la mienne a toujours été, & sera toujours l'égale, quand elle le voudra.


J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE
A LA LETTRE PRECEDENTE.

Amsterdam, ce Septembre 1780.

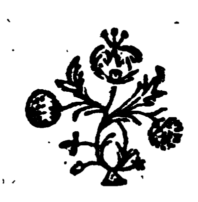
JE suis Hollandois comme vous, Monsieur, & comme vous, bon Républiquain; j'ai en horreur l'autorité d'un seul; mais je la préfere à celle que masque l'influence: cédons à l'impulsion à laquelle nous n'avons plus le pouvoir de résister? Soyons sujets? Et peut-être qu'alors nous ne le serons plus d'une nation orgueilleuse, qui n'a sur la nôtre d'autre avantage que celui que lui donne la séduction. Otez lui ses guinées, & à son Souverain le moyen d'étouffer le patriotisme par l'offre séduisant de partager un jour le trône ébranlé qu'il occupe; alors notre République redeviendra, ce qu'elle étoit au temps de sa naissance, l'égale des Puissances indépendantes, & ce qu'elle fut ensuite, la rivale souvent victorieuse des nations qui oserent la braver. Si les affaires politiques de notre pays restoient dans l'état où elles sont aujourd'hui, je ne balancerois

pas, je suivrois votre exemple, & suirois la honte de me dire Hollandois: je porterois chez l'étranger ma fortune & le regrét de n'être plus le sujet d'une République. J'aimerois mieux être soumis à un seul qu'à une troupe d'enragés d'ambition qui, pour satisfaire leurs désirs immoderés, n'ont rien de sacré. Notre République, Monsieur, honie & villipendée, comme elle l'est aujourd'hui, est sans aucune espèce de considération. Elle envoye des Ambassadeurs à l'Impératrice de Russie; ils ont pris, dit-on, un hôtel à Petersbourg; cela me paroît bien inutile. *Vos Maîtres veuillent-ils, ou ne veuillent-ils pas, leur demandera Cathèrine, accéder à la confédération que j'ai formée? Ont-ils résolus de signer le traité que j'ai fait avec la Suéde & le Dannemark? S'ils ne veuillent y accéder que conditionnellement, il ne failloit pas que vous vinssiez ici m'en apprendre la nouvelle; je n'ai rien de plus à vous dire; vous pouvez rester à ma Cour ou en partir quand vous voudrez.... Mais votre Majesté doit considérer que notre République a des ménagemens à garder... Mais que moi, dont les sujets font un très-*

grand commerce avec ceux de Sa Majesté Britannique... Mais nos possessions des deux Indes... Que votre armement de 52 vaisseaux s'effectue, & que vos vaisseaux se joignent aux miens & à ceux de mes alliés, & les Anglois n'oseront pas plus attaquer vos colonies de St. Eustache ou de Curacao que celle de Ste. Croix, à laquelle, certainement ils n'oseront toucher.

Voilà à quoi se réduira cette grande négociation à laquelle il étoit assez inutile d'employer deux Ambassadeurs. Si on a voulu par ce grand étalage en imposer aux Anglois, on s'est lourdement trompé. On nous apprécie à St. James à notre véritable valeur.

J'ai l'honneur d'être, &c.



LETTRE X.

La constitution de l'Angleterre est menacée d'une ruine prochaine; ce qui peut la prévenir; elle doit se résoudre en Monarchie absolue; conduite des Rois de France & d'Angleterre; effet que produit l'élection des membres du Parlement; les Ministres du Roi trompent le peuple, ils lui cachent ce qui se passe en Amérique & l'état de Gibraltar; façon de penser des Hollandois sur les Américains; cause de ce changement; les Etats-Unis seront sans motifs d'unir leur commerce à celui de l'Angleterre; combien les Hollandois sont différents de ce qu'ils étoient autrefois.

AMSTERDAM, ce Septembre 1780.

LA constitution nationale des Anglois, Monsieur, est à toute extremité; son salut dépend d'une crise qui se terminera par une grande révolution; le temps où elle arrivera n'a pas encore été prédit, mais je crois qu'on peut en fixer l'époque à la fin de la guerre présente : alors les Anglois connoi-

tront leur véritable situation ; ils ne la connoissent pas encore : l'effervescence où ils sont, leur ôte la faculté de voir : les Ministres de leur Roi ont répandu au tour d'eux un nuage épais qui leur cache la verité ; le nuage se dissipera à la paix, ce sera alors que les Anglois connoîtront l'abyme affreux dans lequel ces mêmes Ministres les auront plongés: ils verront que les trois pouvoirs que leur constitution avoit réuni aux murs de Westminster sont refous en un seul pour être exercé par un seul. Il faudra au peuple des victimes : lui livrer le cher North & ses camarades, où se retirer à Hernaussen, & peut-être voudra-t-on aussi la retraite du maître & le sacrifice des valets. Ce qui est arrivé, peut arriver encore ; mais si cette révolution ne s'opere pas à la paix, la prophétie de Hume s'accomplira ; la constitution Angloise se refondra en une Monarchie absolue. Il faut si peu de chose pour que cela arrive, qu'il est impossible que cela n'arrive pas. L'épithete de limité convient-elle présentement au pouvoir qu'exerce le Souverain des Anglois ; il ressemble si fort à celui qu'exerce le Souverain des François qu'on peut les placer tous

deux sur la même ligne : la constitution le donne à celui-ci, l'usurpation la donné à celui-là ; l'un le conserve par la corruption, l'autre le recevroit de l'amour de ses sujets, s'il ne lui appartenoit pas. Le Monarque Anglois appauvrit son peuple pour enrichir ses Ministres, & leur faire des créatures; le Monarque François s'appauvrit lui même pour ne pas appauvrir son peuple. Le peu qui reste de patriotes en Angleterre, s'étoient flatté que la dissolution du Parlement rendroit à ce corps représentatif toute son intégrité : leurs espérances ont été trompées. Une demi douzaine de nouveaux Pairs ont été jettés dans la Chambre Haute pour y assurer la préponderance au parti Ministériel; tous les Membres de la Chambre-Basse ne sont pas encore élus, mais ceux qui l'ont été sont tous connus pour les très-humbles serviteurs du Lord North.

L'élection des Membres du nouveau Parlement produit parmi ce peuple une heureuse diversion pour le Lord North & sa séquelle : le peuple qui s'en occupe, ignore ce qui se passe en Amérique : on lui a dit que si la prise de Charles Town a couté 1700 hom-

hommes à l'Angleterre, elle en a été amplement dédommagée par les prisonniers que son Général a fait sur les Américains; mais on s'est bien gardé de rendre public, que quand le Général Leshies avoit reçu ces prisonniers du Général Lincoln, il lui avoit dit, *sans doute que c'est là votre premiere division?* & que le Général Américain lui avoit repondu, *elle est tout à la fois ma premiere, ma seconde & ma troisieme.* On a dit au peuple Anglois qu'il ne devoit rien craindre des François ni des Espagnols en Amérique, & que le Général Vaughan avoit fait mettre les places de Ste. Lucie, Tabago, la Barbade, Antigoa & St. Christophe dans le meilleur état possible de défence; mais on lui a caché que dans l'Isle de St. Lucie il mouroit 30 hommes chaque semaine.

Vous croyez bien, Mr. que le Ministere Anglois ne neglige rien pour rassurer la nation sur le sort de Gibraltar, mais malgré leurs soins on sait à Londres, à ce que me mandent mes correspondans, que cette place ne peut tenir encore longtemps; que Barcelo s'est emparé, dans l'espace de quinze jours, de quinze navires chargé de vi-

vres & de munitions, qui vouloient se glisser dans la rade de Gibraltar; que cinq deserteurs avoient appris aux Espagnols que le pain devenoit rare dans la place; que la viande commençoit à s'y corrompre, & qu'on ne distribuoit plus aux soldats de la garnison ni Vins, ni Bierre, ni Eaux de Vie: que six autres deserteurs, lors qu'on leur avoit demandé comment ils avoient pu s'exposer à une mort presque certaine, vu le grand nombre de coups de fusil qu'on avoit tiré sur eux, avoient répondus *qu'il avoient mieux aimé risquer leur vie, que de faire plus longtemps un service fatiguant & intolerable.*

Les détracteurs des braves Américains commencent à changer de ton; parmi nous on prétend même que certain grand Bailli, qui rougissoit, il y a dix huit à 20 mois, pour la République, lors qu'on l'assimiloit à celle des Etats-Unis, commence à croire que sa nation pourroit sans rougir contracter une alliance avec cette nouvelle République. Ce grand changement a sans doute été produit par la nouvelle qui s'est repandue ici depuis quelques jours, que la Russie, la Suéde & le Dannemark avoient resolu de re-

connoitre l'indépendance de la République des Etats Unis, & de faire avec elle un traité de commerce. Nous sommes, Monsieur, si sages & si prudents, que nous nous laisserons prévenir par toutes les autres nations, même par l'Angleterre, qui pourroit bien, en traitant avec les Américains, exiger d'eux de ne contracter avec nous aucune alliance rélativement au commerce; & les Américains, qui se ressouviendront de la façon dont nous aurons agi avec eux, ne se refuseront pas à une demande qui, dans le fond, les intéressera fort peu. S'ils ont besoin aujourd'hui, pour s'approvisionner, des secours de nos Colonies, à la paix ils pourront s'en passer, & comme ils seront en liaison de commerce avec tous les pays de l'Europe, & que le nôtre n'a aucune production qui lui soit propre, ils n'auront aucun motif de lier leur commerce au nôtre. Tout ce qu'ont fait ces braves Américains, tout ce qu'ils font encore aujourd'hui, nos Peres l'ont fait pour s'affranchir du joug de la Tyrannie. Si notre timidité nous a empêché jusqu'à present de devenir leurs alliés, ayons du moins le courage de payer à leurs vertus le tribut d'éloges qu'el-

les méritent : de toutes celles qu'avoient les fondateurs de notre République, une seule nous reste, la patience : il faut avouer que nous l'avons au suprême dégré. Jamais Chrétien n'a enduré l'insulte avec plus de résignation que notre République : si on donne lui donne un soufflet, vite elle tend l'autre joue pour en recevoir un second : si elle se plaint quelquefois, c'est avec une modération & avec une douceur vraiment admirable. Qu'elle est différente aujourd'hui de ce qu'elle étoit dans sa jeunesse ; encore au berceau, elle avoit un ton, un air, des manieres qui la faisoient respecter de tous ses camarades, plus elle acqueroit de force, plus elle leur inspiroit de respect ; elle eut des revers, mais elle conserva la considération dont elle jouissoit, & elle en jouiroit encore si elle ne se fut pas livrée aux Conseils pernicieux de ceux en qui elle avoit mis sa confiance ; elle est devenue timide jusqu'à l'excès, son ombre même lui fait peur : on lui a ôté jusqu'au sentiment de la honte, & l'outrage le plus atroce ne produit plus chez elle la plus legere sensation.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. Nous venons de recevoir la copie du discours que Mr. de Wassenaar Starrenburg, l'un de nos Ambassadeurs, a adressé à l'Impératrice de Russie, lorsqu'il fut admis à son audience. Ce discours a produit ici la plus grande sensation : il a causé la joye la plus vive à tous les bons patriotes, & le chagrin le plus amer à tous les Anglomanes; ce discours n'est pas long il ne contient que trois phrases. La premiere contient une espece d'accession à la conféderation. *Madame, les Etats Généraux nos maîtres ayant reçu avec une vive reconnoissance l'invitation que V. M. Imp. a bien voulu leur faire, pour prendre de concert avec elle, les moyens les plus propres & les plus efficaces au maintient des droits de leurs sujets respectifs & de la dignité de leurs Etats, ont cru ne pouvoir y répondre avec plus d'accéleration, qu'en nous ordonnant de nous rendre à sa Cour, afin de chercher à conclure un projet aussi grand que juste & équitable, dont l'honneur seul est dû à V. M. Imp. & qui semble devoir mettre le comble à la gloire de son regne, déjà fameux par tant d'évenemens éclatans, & immortalisée à ja-*

mais son nom, en se rendant l'appui, le soutient & la protectrice des droits les plus sacrés des nations. La seconde est une espèce de promesse, que font Leurs Hautes Puissances de se conformer aux désirs de l'Impératrice. *L. H. P. s'estimeront heureuses, si elles peuvent dans cette occasion resserrer encore davantage, par des liens indissolubles, l'union qui subsiste déjà entre son Empire, & leur République, & se faire regarder par elle, comme ses plus fidèles & sincères alliés, tandis qu'elles mettront toujours un véritable honneur à lui donner des marques de leurs égards respectueux, & de la parfaite vénération qu'elles ont pour sa personne, & ses qualités éminentes.* La troisieme & derniere, est un compliment fort joli & fort galand *Nos vœux seront comblés, Madame, si en parvenant à servir nos maîtres dans un objet aussi desiré, & sur lequel ils fondent la plus grande espérance, notre Ministère pouvoit lui être agréable, & nous attirer l'approbation, & la haute bienveillance de Votre Majesté Impériale.* La réponse de l'Impératrice a été courte & un peu froide; elle pourroit faire croire que Sa Majesté doute encore que leurs Hautes P. se conforment à ses vues. *Il m'est fort agréable que Leurs Hautes Puissances considérent le projet sur ce pied; j'agirai dans cette affaire, de maniere à les convaincre de la droiture que j'ai montré dans toutes mes actions.*

roit la pitié la plus touchante, mais la sensibilité de son cœur ne fut pas moins douloureusement excitée en arrivant à l'endroit où existoit la maison de Mr. Caldwel qu'on avoit brulée. Ce crime eut été moins noir si l'assasinat de Madame Caldwel ne l'eut pas précedé, & comme si la rage des ennemis n'avoit pas du avoir été assouvie par là, ils vouloient encore y ajouter le comble en faisant bruler ce respectable Corps avec la maison qui le renfermoit. En effet les paysans lui avouerent qu'ils avoient eu toutes les peines du monde à enlever cette triste victime de la haine la plus injuste & la plus atroce, pour lui rendre les derniers honneurs. Il a vu aussi dit-il quantité de femmes & de pauvres Veuves qui cherchoient les retraites les plus cachées pour se mettre à l'abri d'une cruauté dont les peuples les plus barbares ne nous ont pas donné d'exemple.

Dans une des feuilles de Philadelphie, je n'ai pu lire sans fremir une lettre écrite & adressée au Général Knyphausen dont voici aussi la traduction. En qualité d'Officier, & de brave Citoyen, je crois pouvoir vous ecrire, sans compromettre la dignité du rang où l'on vous a elevé. Je suis homme, & cette qualité nous rapprochant, j'ai certainement le droit de vous mander combien je suis surpris que des Anglois aient pu s'abandonner aux excès abominables que vous avez exercé dans

le malheureux pays où vous venez d'éterniser la fureur la plus condamnable. Je ne vous cacherai pas qu'en assistant aux funerailles d'une Mere respectable, je me suis sentis pénétré d'une douleur si amere, que ne pouvant tenir à mon indignination, j'oubliai la distance que le rang a mis entre nous & je detestai l'horrible dévastion que vous avez faite dans cette triste contrée. Sans doute vous ne vous êtes pas représenté le desespoir des neuf orphelins que vos cruautés privent de la mere la plus tendre & la plus douce : son Epoux est votre ennemi, il est vrai, mais croyez qu'il n'eut pas été capable d'un trait qui caracterise l'ame la plus féroce. Qu'elle gloire vous procurera la mort d'une femme, dont le seul tort a été d'avoir trop de confiance en un ennemi impitoyable qui ne la méritoit pas : si vous vous êtes flatté que cette atrocité demeureroit ensevelie dans la tombe où vous avez fait descendre la femme la plus vertueuse, vous vous êtes trompé ; vous l'avez écrite en caracteres de sang, & les traits en demeureront gravés sur la tombe même de cette victime infortunée. En même temps qu'ils manifesteront à l'univers indigné votre barbarie, ils lui apprendront les malheurs de cette digne mere ; & alors les larmes qu'on versera sur son tombeau, en honorant ses vertus, feront la honte éternelle de l'Angleterre.

De deux expéditions que vous avez faites

en Amérique, quel intérêt pensez-vous retirer pour la Grande-Bretagne ? Vous avez immortalisé vos fureurs dans des Provinces où les fastes inaltérables les publiront. En voulant ébranler la fermeté & la constance des États-Unis, vous l'assurez & rendeтiez à ce peuple libre une bravoure à toute épreuve, s'ils étoient capables de se relacher.

Croyez qu'on est revolté, dans les cantons où vous vous êtes emportés, sans motif & sans raison, à des atrocités d'autant plus noires, que vous avez tout mis à feu & à sang, sans l'espoir d'en retirer le plus leger avantage.

Autant votre conduite vous couvre de confusion, autant la nôtre est courageuse: loin de rallentir notre ardeur, la sensibilité que nous éprouvons, ne nous rend que plus vigoureux; oui, notre courage nait de vos injustices, & nous nous élevons par notre constance héroïque, autant que vous vous dégradez par des procedés indignes d'un brave militaire. Pour vous en convaincre j'aurois souhaité que vous eussiez été temoin des transports où se sont abandonnées les femmes de nos Américains, lorsque leurs maris venoient de vous chasser, & vous avoient forcé de chercher votre salut dans une fuite honteuse & précipitée. Votre défaite les dédommagea des maux que vous veniez de de leur faire ; & ne songeant plus à des douleurs passées, elles se réjouirent avec

avec leurs époux de la vengeance qu'ils venoient de tirer. La révolution du papier-monnoié, m'a donné des craintes, je l'avoue. Si un événement malheureux peut engourdir l'ardeur la plus vive; des injustices criantes la piquent & lui rendent la valeur nécessaire pour les repousser. Ainsi qu'il y a de faux braves, il y a de faux politiques, & ceux d'Angleterre se sont lourdement trompés, lorsqu'ils ont pris pour une maladie mortelle, une indisposition périodique; ils ont pensé que la réduction de Charles-Town seroit le dernier coup qu'on put nous porter, & sur des conjectures si bien fondées, ils vous ont engagé à évacuer New-Yorck. Cette fausse démarche, en nous rassurant, n'a pas peu contribué à vous détromper vous même. Enfin, je vois nos braves Américains à un période d'héroïsme & d'enthousiasme, où ils n'étoient pas encore montés; mais ces cruautés les ont déterminés à vous faire éprouver leur juste ressentiment. Ils ne veulent plus de Toris, ni de neutres parmi eux. Vous avez dans la Grande-Brétagne des Villes sans défenses : les Officiers, & les refugiés qui sont dans votre armée, ont des femmes & des enfans parmi nous; eh bien! barbares, ne pouvons-nous pas nous venger? Soyez rassurés; nous avons autant d'humanité que vous avez de cruauté; il n'y a que des Anglois qui soient capables de telles réprésailles. Je pourrois vous

rappeller John le Peintre dont on avoit tout ruiné au premier débarquement d'Amboy; sans Conseil, pauvre, & sans aucun sécours, il a cependant tiré une vengeance éclatante : n'avez-vous pas encore des arsenaux, des magazins, des chantiers : eh bien! Ce seroit une vengeance plus promte? Car recourir à votre raison ou à votre honneur seroit un soin inutile, on a perdu l'une & l'autre, quand on s'emporte aux excès que l'humanité & la politique condamnent également. Un calcul juste, c'est que vos efforts deviendront vains, pour réduire l'Amérique; car si vous avez sacrifié plus de 400 hommes pour avancer deux fois dans un Pays, où vous n'avez pas fait huit milles, que les habitans aidés des 3 à 400 cents hommes de troupes reglées, vous en ont fait déguerpir au bout de 24 heures; combien faudra-t il que vous exposiez de troupes pour achever la conquête de 5 à 6 cens lieues?



LETTRES HOLLANDOISES.

Nos numerus sumus, & fruges consumere nati,
Sponsi penelopes, nebulones, Alcinoique
In cute curanda plus æquo operata juventus,
Cui pulchrum fuit in medios dormire dies, &
Ad strepidum citharæ cessantem ducere somnum.

HORACE.

LETTRE XI.

Les Portugais ont accédés à la confédération des Puissances du Nord; motifs puissans qui les y ont déterminés; leur commerce y étoit fortement intéressé; le Portugal retirera de grands avantages de son alliance avec les Etats-Unis; ce qui a occasionné le changement du Portugal; excès commis par les Anglois dans le port de Lisbonne; la conduite de la République en est la cause; celle des Anglois à l'égard de la République; les Anglois ont plaisanté des Ambassadeurs envoyés à l'Impératrice Reine de Russie; fausse espérance des Hollandois, dont les Anglois ont enlevé les vaisseaux; conduite des Anglois en

Amérique comparée à celle des Espagnols dans le Mexique : c'est au Ministre, de son Roi que l'Angleterre doit tous les malheurs qu'elle éprouve.

PARIS, le [illegible] Septembre 1780.

DEpuis quelques jours, Monsieur, il se debite ici une nouvelle qui a jetté la consternation parmi tous nos Anglomanes. On assure qu'il y a à Roterdam plusieurs banquiers qui ont reçus des lettres de leurs correspondans de Lisbonne & de Cadix qui leur annoncent que le Portugal accède à la neutralité, & qu'en conséquence les ordres ont été donnés d'armer avec la plus grande célérité, six vaisseaux de guerre, & qu'on rappelle tous les matelots Portugais qui sont au service des Puissances étrangeres ; on a même promit une gratification à tous ceux qui seront rendus dans les ports dans un certain temps. Cette accession prouve que les Anglois n'ont plus à la Cour de Portugal l'influence qu'ils y ont toujours eu. Les Portugais ont enfin ouvert les yeux sur leurs véritables intérêts ; ils ont connus qu'en mettant leur commerce dans la dépendance de celui d'Angleterre, ils s'étoient rendus, en quelque sorte, tributaires

de celui des Anglois. *La vraie maxime*, dit Montesquieu, *est de n'exclure aucune nation de son commerce, sans de bonnes raisons.* Cette exclusion donnée par les Japonnois à toutes les nations en faveur des Chinois & de notre nation, porte à mille pour cent les benefices que nous faisons avec eux. Ceux que les Anglois font avec les Portugais ne sont pas aussi considerables, mais ils sont cependant tels, qu'il ne seroit pas possible que le Portugal put fournir encore longtemps, la somme annuelle d'especes monnoyées qu'il a fait passer jusqu'à présent à l'Angleterre, pour s'acquitter envers elle de ce que son commerce se trouvoit lui redevoir chaque année. Si le Portugal renonce au traité de commerce qu'il a fait avec l'Angleterre, & qu'il retablisse les choses sur le pied où elles étoient avant ce traité de commerce, toutes les autres nations de l'Europe formeront avec le commerce du Portugal des liaisons, dont l'effet sera d'accroitre son exportation, & dès lors d'augmenter ses productions, en stimulant l'industrie & l'activité de ses habitans. Si les François vendent leurs Draps

& leurs Étoffes de Lain aux Portugais; les Portugais leurs vendront leur Laine & leur Indigot. Si les vaisseaux des sujets de notre République portent, dans les ports de Lisbonne & de Porto, des Grains & autres productions dont manque le Portugal, surtout des Bœufs sallés & fumés, ils en rapporteront des Vins & des Fruits. Le Portugal a de plus grands motifs encore que nos Provinces de reconnoître l'indépendance des Américains : il a des productions naturelles qui sont étrangeres au sol & au climat de l'Amérique Septentrionale : le traité de commerce qu'il feroit avec la République des États-Unis, lui en assureroit la vente dans ces contrées.

Que peut faire aujourd'hui l'Angleterre contre le Portugal, unis avec les Puissances du Nord ? Rien autre chose que de l'accuser d'ingratitude, ainsi qu'elle en accuse la Russie. Le Portugal seul ne pourroit lutter avec l'Angleterre ; mais ses forces, unies à celles des Puissances du Nord Confédérées, produiront le même effet que si elles étoient égales à celles de l'Angleterre. D'ailleurs quand le Portugal ne seroit pas uni, à ces Puissances, n'auroit elle

pas pour soutien la France, l'Espagne & les Etats-Unis. Le changement subite de ses dispositions a été, dit-on ici, accéléré par la conduite du Capitaine Anglois qui s'est rendu maître de la frégate des Etats d'Artois. Ce Capitaine avoit formé l'équipage de sa prise de matelots Portugais & des nations neutres, dont il s'étoit emparé par force. Le Gouvernement les avoit redemandé, & non content de refuser de les rendre, il a eu l'audace de menacer d'opposer la force des armes aux violences qu'on pourroit lui faire. La Reine, instruite de ce procedé, a donné des ordres pour qu'on ne laissât sortir de ses ports, aucun vaisseaux appartenant aux Anglois; & même de les couler à fond si leurs Capitaines refusoient d'obéir aux ordres qui leur seroient donnés.

Nous sommes donc aujourd'hui la seule Puissance neutre, qui soit isolée, la seule qui tremble devant l'Angleterre, & qu'elle peut outrager impunement. Tout ce que notre Gouvernement a fait jusqu'à présent, a été marqué au coin de la timidité, & ç'a été cette timidité pusillanime, qui a pro-

voqué les procédés outrageans que l'Angleterre a eu à l'égard de notre République. L'Ambassade que nous avons envoyé à l'Impératrice de Russie, n'a pas dû peu contribuer à affermir les Anglois dans la résolution de n'avoir aucun égard aux cris plaintifs, & lamantables que lui envoyoit, par son Ministre, notre dolente République, quand elle y étoit, en quelque façon, forçée, par les plaintes multipliées de ses sujets. Quand on vint dire au Lord North, que Leurs Hautes Puissances avoient pris la résolution d'envoyer deux Ambassadeurs à la Cour de Russie, il se frotta, dit on, les mains, demanda une bouteille du vin de Champagne, & but à la santé de Leurs Excellences, & depuis ce moment-là, à la Cour, comme à la Ville, à la table du Roi, comme à celle du plus petit Bourgeois de la Cité, à chaque repas on boit largement au bon voyage des Ambassadeurs de la bonne République des Provinces Unies. On a parié, dit-on aussi, dans plusieurs caffés de Londres, que Leurs Excellences Hollandoises seroient, immédiatement après leur premiere audience, attaquées l'une d'une goutte & l'autre d'un catâre, qui

les forceroient toutes deux de garder la chambre pendant les mois de Septembre & d'Octobre : que leurs Médécins leur défendroient, même d'être visibles, & surtout qu'ils leur interdiroient l'usage de la parole ; que leur convalescence seroit longue, & qu'elle dureroit tous les mois de Novembre & de Décembre, & qu'alors se trouvant affoiblis de corps & d'esprit, ils conjureroient leurs bons maîtres de vouloir bien les rappeller, & que leur demande seroit octroyée : mais que pour ménager leur petite santé, on leur conseilleroit de prendre la route de terre, & que ce ne seroit qu'après qu'ils auroient rendus compte de leur mission ; que Leurs Hautes Puissances, s'occuperoient du soin de leur nommer des successeurs ; lesquels pourroient bien partir vers le mois de Mai prochain : que ces nouvelles Excellences, arrivées à leur destination, assureroient Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, du desir ardent, qu'auroient leurs maîtres, de lui prouver qu'ils ont pour elle une grande vénération, & que pour répondre avec plus *d'accéleration* aux grandes vues de sadite Majesté, ils

leur avoient ordonné de se rendre en toute diligence & célérité à sa Cour, pour y concerter avec elle les moyens qu'il faudroit prendre pour maintenir les droits de leurs sujets respectifs, & la dignité de leurs états. Ces mauvaises plaisanteries des Anglois font assez connoître leur façon de penser à notre égard, & les dispositions où ils sont de continuer à nous traiter, comme ils l'ont fait jusqu'à présent. Il y a, ce qu'on nomme parmi nous de bonnes gens, qui veullent bien croiré que les Anglois vont nous rendre tous les vaisseaux qu'ils nous ont pris; leur espèrance est fondée sur la nouvelle qui s'est répandue ici que Jonhstone & son escadre avoient été rappellés : pourquoi ce rappel dit-on ? Si ce n'est pour le punir des excès qu'il a commis contre nos vaisseaux, que le Gouvernement Britannique a sans doute prit la résolution de nous faire rendre : il y auroit une espèce d'inhumanité de détrompe ces bonnes gens ; ils ne le feront que trop tôt. Jamais l'Angleterre ne leur rendra aucun des vaisseaux qu'elle leur a prit ; les ports de l'Angleterre sont pour les vaisseaux neutres, ce qu'étoit jadis l'antre du Lion ;

rien de ce qui y entre n'en sort. On évalue à 3,000,000, florins de notre argent les vaisseaux avec leurs cargaisons, appartenans aux sujets de la République, dont les Anglois se sont emparés. Les sujets du Roi de Dannemark, revendiquent aussi 300,000, Rixdalher, pour ceux que les Anglois leur ont volé : le terme n'est pas trop fort; je ne vois nulle différence entre le rôle, que jouent sur mer les armateurs Anglois, & celui des voleurs de grands chemins.

La conduite des Anglois en Amérique à l'égard des habitans de leurs colonies confédérées, fait horreur : qui commet de tels excès, est indigne de porter le nom d'homme : le Général Knyphausen, qui commande ces barbares dans les Jerseys, est lui-même un monstre, que l'Angleterre doit rougir d'avoir produit : si c'est par ordre des Ministres de son Roi qu'il agit, ces Ministres doivent être en exécration à l'Univers entier. Ce qui m'étonne, c'est qu'il ne soit pas encore paru dans le Conseil national des Anglois, un homme qui ait réslamé, au nom de l'humanité, contre la barbarie, & la

cruauté de ces satellites du Lord North.

L'Espagne a eu un Las-Casas, & ce Las-Casas étoit le protecteur d'un peuple étranger à sa nation, que la superstition & le fanatisme pouvoient lui rendre odieux : les Américains sont les freres des Anglois, & ceux-ci souffrent que leurs troupes, & ceux qui les commandent, exercent contre ces freres les mêmes excès qu'ont commis les Espagnols contre les Mexicains, & les Péruviens.

Quand une nation a la foiblesse de souffrir que ceux qui la Gouvernent soient barbares & sanguinaires, toutes les autres nations doivent renoncer à avoir avec elle aucune liaison. Le Roi d'Angleterre a toutes les vertus, & les qualités qui font aimer les Rois, mais il manque de celles qui les placent au rang des bons Rois : c'est celle de Gouverner lui même. Le plus grand malheur qui puisse arriver à un Roi, c'est de se laisser gouverner ; car le mal qu'il fait alors lui étant imputé, la posterité le rend responsable de tous les maux que ses sujets souffrent. Henri VIII. & Elizabeth ont gouverné en despôtes, & jamais les Anglois n'ont

été plus heureux que sous leurs regnes : c'est aussi sous leurs regnes que l'Angleterre a joué le plus beau rôle sur la scène politique de l'Europe. Toutes les nations alors briguoient son alliance ; aujourd'hui il n'en est pas une qui ne lui réfuse la sienne : aux yeux de ses propres sujets, le Roi d'Angleterre n'est aujourd'hui qu'un fantôme de Roi, qui ne parle, n'agit, & ne pense que d'après ses Ministres qui, tous occupés de leurs intérêts particuliers, immolent à leurs petites passions l'intérêt de la nation. Ce sont eux qui ont enlevés la barriere qui separe aujourd'hui & pour toujours l'Amérique Septentrionale de l'Angleterre ; qui ont donnés pour soutien à leurs colonies confédérées de cette partie du monde, la France, & l'Espagne ; ce sont eux qui ont ourdi la trâme de cette confédération célèbre, formée par les Puissances neutres ; ce sont eux qui ont affoiblis le lien qui unissoit l'Irlande & l'Angleterre ; ce sont eux enfin qui, à force d'insultes ont forcé ceux qui pouvoient être les plus utiles à leur patrie, à préférer la retraite à la gloire de la défendre contre ses ennemis.

J'ai l'honneur d'être, &c.

RÉPONSE
A LA LETTRE XI.

Ce sont les excès des Anglois qui ont determiné la Cour de Lisbonne à accéder à la confédération du Nord. L'ordre de la Reine de Portugal a été donnée uniquement contre les Anglois ; partialité de l'Empereur de Maroc ; il s'est déclaré pour l'Espagne ; conduite de la Turquie à l'égard de l'Angleterre ; les Anglois ont violé le territoire de la République dans le port de St. Martin ; parti que doit prendre la République ; elle se couvre de honte si elle dissimule ; extrait des papiers publics de Pensylvanie.

PARIS ce Septembre 1780.

PErsonne ne doute ici, Monsieur, de l'accession des Portugais à la confédération du Nord : l'armement de quatorze vaisseaux auxquel on travaille dans les ports de Sa Majesté très fidele, annonce que son intention est d'agir de concert avec les trois Puissances confédérées pour faire respecter sa neutralité. Les dispositions de la Cour de Lisbonne ne sont plus équivoques : mais ce sont moins les sollici-

tations de la France & de l'Espagne, que les excès de l'Angleterre qui ont determiné le Portugal à interdire l'entrée de ses ports aux vaisseaux de guerre & aux corsaires Anglois : car l'Ordonnance que Sa Majesté très-fidèle vient de rendre, ne porte vraiment que sur l'Angleterre ; parce que les vaisseaux François & Espagnols auront des aziles assurés dans ces parages, & que ceux des Anglois n'en auront plus, du moment que le port de Lisbonne leur sera fermé. En fermant ses ports aux vaisseaux de guerre, & aux corsaires Anglois, le Portugal porte au commerce des Anglois & à leur piraterie un coup plus funeste, que ne feroient ceux que leurs ennemis pourroient leur porter. Les motifs qui ont porté le Portugal à prendre le parti qu'il prend aujourd'hui, sont expliqués dans l'Ordonnance (a), *il étoit juste*, dit-elle,

(a) L'expérience ayant démontré que plusieurs corsaires des nations présentement en guerre, abusoient des commissions & lettres de marque, dont ils étoient munis, malgré les égards & le bon accueil, avec lesquels ils étoient admis dans les ports de notre Royaume, par une suite du systême de l'exacte neutralité que nous avons resolu de suivre dans les circonstances présentes ; & étant juste d'aviser aux moyens de faire cesser les désordres qui sont souvent résultés, lorsque nos loix à cet égard n'ont pas été convénablement respectées, non plus que la franchise souveraine de notre territoire : nous avons cru nécessaire d'ordonner, *que dans les ports de ces Etats, ou de ces Domaines il ne sera plus admis aucun corsaire de quelque Puissance que ce soit, de même que les prises que lesdits corsaires, navires, ou*

de faire cesser les désordres qui sont souvent résultés du peu de respect que les vaisseaux des Puissances belligérantes ont eu pour les franchises Souveraines du territoire. Le territoire du Portugal n'a point été violé par les vaisseaux de la France, ni par ceux de l'Espagne; ce n'est donc que contre les Anglois que le Gouvernement Portugais a jugé nécessaire de prendre des mesures pour empêcher qu'à l'avenir on ne commît dans ses ports aucun acte contraire aux droits des gens & surtout à ceux de la neutralité.

L'Empereur de Maroc s'est expliqué d'une maniere peu équivoque sur la préférence qu'il donne aux ennemis de l'Angleterre; le Consul Anglois s'étant plaint de la conduite que tenoient les vaisseaux Espagnols, tant dans le port de Tanger que

---

frégates de guerre auroient fait ou feront, sans autre exception que dans le cas où le droit des gens rendroit l'hospitalité indispensable, avec cette condition toutes fois, qu'il ne leur sera pas permis de vendre, ou décharger lesdites prises qu'ils ameneroient dans le cas susmentionné, & qu'ils ne demeureront que le temps nécessaire pour éviter le péril, ou pour obtenir les secours innocens, dont ils auroient absolument besoin, & quand aux corsaires qui se trouveroient présentement dans les ports, on leur notifiera qu'ils aient à en sortir dans le terme de vingt jours à compter de celui où cette notification leur aura été faite. Que le Conseil de guerre l'entende ainsi: & en conformité de ce, le fasse exécuter, en expédiant sur le champ les ordres nécessaires aux Gouverneurs & Commandans de nos Provinces, Isles, Forteresses, & Places Maritimes.

Au Palais de Lisbonne, le 30 d'Août 1780.

sur les côtes de l'Empire de Maroc, le Souverain de cet Empire a marqué, le 30 du mois dernier, aux Gouverneurs de Ceuta, qu'il ne prenoit aucune part à la guerre que se faisoient l'Angleterre & l'Espagne, & qu'en conséquence, il défendoit à tous ses sujets de chercher la moindre querelle, ni de faire la moindre insulte aux Espagnols, lors même qu'ils attaqueroient les Anglois dans ses ports, ou sur ses terres; que cependant il vouloit bien que les vaisseaux Anglois approchassent des côtes de son Empire, mais sans vouloir être garand de ce qu'il pourroit leur arriver : que Sa Majesté Maroquaine avoit défendu aux Maures, sous peine de son indignation, de faire feu sur aucun navire Espagnol, & leur avoit ordonné, au contraire, de laisser agir librement les Espagnols : qu'au surplus, le Consul Anglois, pouvoit, s'il le jugeoit à propos, se retirer partout où il voudroit, si ce que Sa Majesté ordonnoit ne lui convenoit pas.

Voilà certainement une neutralité d'une nouvelle espèce, elle ne ressemble en rien à celle du droit des gens d'Europe. L'Empereur permet aux Espagnols d'attaquer les Anglois dans ses ports, & défend aux Anglois de se défendre, si on les attaque ; car si l'Empereur défend aux maures de faire feu sur aucun navire Espagnol, à plus forte raison trouvera-t-il mauvais que des étrangers, les Anglois, tirent sur ces mêmes Espagnols. Il prend ceux-ci sous

sa protection, & la refuse aux Anglois, puisqu'il dit que s'ils viennent dans ses ports, comme il le leur permet, il ne leur garantit pas qu'ils y seront en sûreté.

Les Anglois ne sont pas mieux traités par le Souverain de la Turquie : si ce Prince n'a pas encore permit à leurs ennemis de les attaquer dans ses ports ; il leur fait un bien plus grand mal en ne voulant pas souffrir, que leurs vaisseaux, venants des Indes Orientales, reprennent la route qu'ils suivoient autrefois ; ce qui rend leurs navigations beaucoup plus longues.

Les Anglois, Monsieur, auront ils encore violé dans le mois d'Avril dernier, le territoire de votre République, dans l'Isle de St. Martin, sans que cet acte soit consideré par votre Gouvernement, comme une veritable hostilité : pour tout autre Gouvernement, moins ami de la paix que le vôtre, cet excès seroit regardé comme équivalant à une déclaration de guerre : ce ne sont pas des corsaires qui ont enlevés dans le port de votre Colonie, les vaisseaux Américains qui s'y étoient refugiés, ce sont les vaisseaux de Sa Majesté Britannique, & autorisés par elle, qui ont fait cette insulte à votre République : le Commendant de ces vaisseaux étoit muni d'ordres qu'il a produit au Gouverneur de l'Isle, & c'étoit en vertu de ces ordres qu'il agissoit : comme le Gouverneur de St. Martin a eu copie de ces

ordres il les aura sans doute envoyé à Leurs Hautes Puissances, mandez moi, je vous prie, l'effet quils auront produit dans votre Conseil national; je crois vos Anglomanes fort embarassez, car je ne vois pas qu'ils ayent d'autres moyens de justifier leurs bons amis, que de dire que ces ordres étoient supposés, & n'avoient point été envoyés par le Gouvernement au Commandant des vaisseaux, qui les a produit. Si de semblables ordres n'avoient pas déjà été donés plusieurs fois, à d'autres Commandans des vaisseaux de Sa Majesté Britannique, on pourroit croire à cette supposition. Il ne doit plus être question aujourd'hui de savoir si votre République accédera à la confédération du Nord; il n'est plus question d'assurer les droits de la neutralité de votre République, elle est insultée, & l'espece d'insulte qu'elle a réçue, est de celle qu'une nation ne peut dissimuler sans se couvrir de honte, & de même qu'on aime pas a vivre en societé avec un homme qui a souffert une insulte sans s'en vanger, de même les Puissances du Nord ne peuvent pas admettre présentement votre République dans leur confédération. La guerre est le seul parti qui lui reste à prendre, & je suis persuadé que le Comte de Welderen a déjà reçu l'orde de se retirer sans prendre congé, & le Chevalier Yorck de déloger sans tambour ni trompette.

Les braves Américains étoient tombés

dans une espece d'assoupissement, mais la prise de Charles-Town les en a fait sortir. Ils étoient de bons Citoyens, le danger les a rendu d'intrepides soldats : que l'insulte que vous venez de recevoir vous rende au patriotisme : soyez bons Citoyens, hommes libres & craignez l'avilissement. La liberté & l'avilissement sont incompatibles. Un peuple libre doit être un peuple de héros, quand il s'agit de l'honneur comme de la liberté de son pays.

Voici ce qu'on lit dans les derniers papiers publics de Pensylvanie. Il y a peu d'Etats libres où chaque Citoyen, vraiment devoué pour la cause commune, ne regarde, dans une circonstance critique, le bien public comme le sien propre. Si cet Etat est tranquile, alors le Magistrat seul a le maniement des affaires, & tout rentre dans l'ordre & le repos : cependant son pouvoir est borné par une espece de jalousie, bien naturelle à tout Gouvernement démocratique : c'est ce qui cause beaucoup de relâchement dans des occasions où il faudroit de l'activité, souvent même de grands efforts, quoiqu'assez ordinairement ils ne soient pas de la derniere necessité. S'il survient des incidens critiques, alors le Républiquain devient soldat & son courage augmente avec les difficultés qu'on lui fait. Il se soumet au Gouvernement qui sait tellement l'encourager, que l'ardeur & l'énergie la plus

agissante se répend parmi le peuple; on prend des résolutions violentes & certaines, & toute la République animée par l'espoir d'une juste récompense, qui est la liberté, se porte aux actions les plus héroiques; qu'elle execute avec succès, qui dans des circonstances moins pressantes, passeroient pour l'excès de la témérité & de la folie, il n'est pas de jour, où ces remarques judicieuses n'aient été prouvée par l'expérience que nous avons malheureusement acquis dans cette guerre injuste que l'insolence Angloise nous oblige de soutenir. Comptant trop sur la bonté de notre camp, nous avons facilement pardonné à des ennemis qui en s'éloignant, éloignoient aussi le danger, & nous croyant plus sûrs, nous avons été moins méfians: mais le peril nous a-t-il paru plus pressant, nous avons renouvellé nos efforts & le desir de la liberté a prouvé que nous craignons la servitude. Depuis peu la Pensylvanie a donné plusieurs exemples qu'elle s'est toujours conduite & qu'elle se conduit encore d'après cette généreuse résolution. S'il est quelques politiques qui tombent en pâmoison, nous les laissons revenir & courons décider la question pour laquelle on nous demande; qui étant résolue en notre faveur, nous donne le loisir de discuter les différends domestiques.

J'ai l'honneur d'être &c.

LETTRE XII.

Changement qui s'est operé sur les Anglomanes; les Ministres de S. M. B. ont perdu l'espoir de soumettre les Américains; situation des Anglois en Amérique; L'Angleterre demandera la paix; c'est le seul parti qu'elle peut prendre; Eloge de la nation Angloise; idée qu'on doit se former des Ministres de ses Rois.

AMSTERDAM, ce Septembre 1780.

LA nouvelle insulte, Monsieur, que nous ont fait les Anglois dans l'Isle de St. Martin a produit, ici & dans toutes nos provinces, la plus vive sensation : plusieurs Anglomanes sont même redevenus Républicains : autant ils prenoient auparavant avec chaleur le parti des Anglois, autant ils se déchaînent aujourd'hui contr'eux ; ils demandent à grands cris la guerre : ils voudroient qu'on mit un embargo sur tous les vaisseaux Anglois qui sont dans nos ports : qu'on ordonna à tous les Anglois qui sont parmi nous de sortir des terres de la domination de la République ; qu'elle joignit ses armes à celle de la France & de l'Espagne ; qu'elle reconnu l'indépendance de la République des Etats-Unis, & qu'elle fit avec elle, non un traité de commerce, mais une alliance offensive & défensive. Les autres Anglomanes gardent

le silence, aucun d'eux n'ose paroître en public : on dit même qu'il y en a eu plusieurs d'insultés à La Haye par le peuple, enfin, Monsieur, la fermentation me paroit telle, qu'il sera bien difficile, cette fois-ci, aux partisans de l'Angleterre d'empêcher que la République ne prenne le parti de la vengeance.

Les Anglois, & même les Ministres de leur Roi, commencent, à ce qu'on me mande de Londres, à perdre tout espoir de soumettre les Américains : Clinton demande des sécours, & ceux qu'il a envoyé pour les solliciter, disent que si l'on tarde à les envoyer, l'Angleterre perdra pour toujours le peu de possession qui lui reste dans l'Amérique Septentrionale. *Le Canada privé en entier du convoi qu'on lui avoit envoyé, n'attendra pas*, disent-ils : *que les Américains & les François, réunis, viennent l'attaquer; manquant de tout, il sera forcé d'abjurer son Souverain, & de se ranger sous la domination de la République des Etats-Unis.* L'armée Royale se trouve dans New-York, dans la situation la plus critique; l'armée de Washington, à laquelle se sont joint vingt mille hommes de la nouvelle Angleterre, & un corps de François s'est probablement rendu maître à présent de New York. L'Amiral Graves a touché à New York, mais en est reparti presqu'aussitôt, pour aller croiser devant Rhodes-Island : son dessein étoit d'y bloquer Mr. de Ternay : mais un coup de vent l'a

forcé d'abandonner sa station. A l'union qui règne entre les François & les Américains, on les croiroit de la même nation. Mr. de Ternay a fait publier une proclamation dans laquelle il annonce que son maître a pris la ferme résolution d'aider la nouvelle République pour qu'elle puisse faire la conquête du Canada. On peut croire, d'après cela, qu'une nouvelle escadre Françoise ne tardera pas à passer en Amérique. On ne sait à Londres que fort peu de chose de ce qui s'est passé dans la Caroline Méridionale, mais on est persuadé que la position des Anglois y est aussi triste qu'elle l'est dans les autres Provinces. Les troupes Angloises ont été repoussées plusieurs fois, par la milice de la Caroline Septentrionale, & le plus grand nombre des partisans que les Anglois avoient dans la Caroline méridionale, se sont déclarés en faveur du congrès.

Dans une situation aussi déplorable, le seul parti que l'Angleterre doit prendre, est de faire la paix, n'importe même à quelle condition : tarder plus longtems seroit le comble de l'imprudence. Si la paix ne se fait pas cet hiver, il pourroit bien arriver que l'Angleterre se vît réduite au printems prochain, à ses possessions d'Europe. Il est des circonstances auxquelles il faut céder, vouloir y résister, ce n'est plus courage, c'est témérité, & inconsidération : il faut convenir cependant, Monsieur, que si la guerre présente est la plus

malheureuse de toutes celles que l'Angleterre ait fait, c'est aussi celle où les Anglois ont montré le plus de courage & de fermeté : on peut leur appliquer ce que Voltaire a dit de notre fondateur : *il y a des esprits fiers, profonds, & d'une intrépidité tranquille, & opiniâtre qui s'irritent par les difficultés*. L'Angleterre s'est livrée à de grands excés ; elle a donné dans de grands écarts, & ce qui rend plus étonnant ce qu'elle a fait, & ce qu'elle fait encore. Elle a eu de bons, & même de grands Rois, mais aucun d'eux n'a eu de grands Ministres ; & si l'Angleterre a fait de si grandes choses sous ces Rois, c'est que ces Rois gouvernoient par eux-mêmes. Depuis la Reine Anne, les Ministres des Rois d'Angleterre, n'ont été que des agioteurs d'argent, d'adroits corrupteurs, qui connoissant parfaitement l'art de l'intrigue, n'avoient d'autres principes que ceux qu'ils se faisoient à eux mêmes. En place, ils sacrifioient les intérêts les plus chers de leur nation, au desir de l'asservir à leur volonté ; disgraciés, ils s'efforcoient d'arracher de la main du Souverain, la partie du pouvoir qu'ils lui avoit fait usurper ; dans la faveur, ils acqueroient de grandes richesses, & dans la disgrace, une grande célébrité : s'ils étoient alors les idoles du peuple, ils étoient la terreur du Souverain qui, pour enchainer leur prétendu patriotisme, les accabloit de nouveaux bienaits. Ce grand North, qui est aujourd'hui

le favori de son maître, & en exécration à tous ses concytoyens, sera, peut-être demain, traîné dans son carosse par ces mêmes concitoyens; il n'a qu'à devenir membre du parti de l'opposition : autant il est aujourd'hui prodigue des trésors de sa nation, autant il en sera alors avare. Il a un grand exemple à suivre, celui de Pitt : mais si Pitt avoit appauvri sa nation, il l'en avoit dedommagé en étendant ses possessions dans le nouveau monde.

J'ai l'honneur d'être, &c.



LETTRES HOLLANDOISES.

Carthage avoit un singulier droit des gens ; elle faisoit noyer tous les étrangers qui trafiquoient en Sardaigne, & vers les Colonnes d'Hercules.

MONTESQUIEU.

LETTRE XIII.

C'est par ordre de Sa Majesté Britannique que les Anglois ont violé le territoire de St. Martin ; cet ordre justifie la conduite du Gouverneur Hollandois ; les Anglois ne traitent pas avec plus d'égard les autres nations neutres ; ils leur ont enlevé plusieurs vaisseaux ; les Anglois ont pû confisquer ceux des Suédois ; réponse du Roi d'Angleterre à la Suéde ; les Puissances neutres cessent de réunir leurs forces ; mauvaises plaisanteries des Anglois.

AMSTERDAM, ce .. Octobre 1780.

C'Est par les ordres de Sa Maj. Britannique, Monsieur, que le territoire de la République, dans l'Isle de St. Martin, a été violé. Le Comman-

dant des cinq frégates Angloises, qui ont enlevé les vaisseaux Américains, qui s'étoient refugiés dans ce port, en a donné sa déclaration au Gouverneur de l'Isle, qui l'a fait passer à Leurs Hautes Puissances. Cette déclaration porte, que l'Amiral Rodney, en conséquence des ordres qu'il avoit reçu de Londres, lui avoit enjoint *de détruire, & de réduire en cendres, la Ville & les Fortifications, si le Gouverneur de St. Martin lui opposoit la moindre résistance, ou s'il faisoit tirer un seul coup de fusil sur ses gens, ou sur ses vaisseaux.* Le Commandant Anglois avoit fait mettre à terre deux cent Soldats, & s'étant mis à leur tête, il s'étoit avancé jusqu'à la Ville sans rencontrer aucun obstacle; s'étant rendu chez Mr. Heyliger, qui en est le Gouverneur, il lui avoit demandé, au nom de Sa Majesté Britannique, de lui livrer, non seulement les vaisseaux, & les marchandises appartenants aux sujets rebelles de Sa Majesté, mais aussi leurs personnes. *Je ne puis, Monsieur,* répondit Mr. Heyliger, *acquiescer à votre demande; j'ai ordre de mes maîtres de défendre & de protéger les gens, aussi bien que les effets*

des Bâtimens qui se retireront dans les ports de mon Gouvernement, sans considérer de quelles nations ils sont.... Et moi, Monsieur, j'ai ordre de l'Amiral Rodney, de détruire les Fortifications de votre Ville, & de la réduire en cendres, si vous faites la moindre résistance, & si vous faites tirer sur mes vaisseaux un seul coup de fusil. Mr. Heyliger n'eut d'autre parti à prendre, que de demander au Commandant Anglois, une déclaration signée de lui, qui contint ce qu'il venoit de lui dire; le Commandant Anglois lui remit cette déclaration, & se rendît ensuite maître de tous les navires Américains, qui se trouverent dans la baie de l'Isle.

Cette expédition nous en fait craindre une semblable contre Curaçao, & St. Eustache, les Anglois nous bravent avec une audace qui prouve a quel point ils nous méprisent: nous ne pouvons nous en plaindre; la conduite que nous avons tenus depuis le commencement de la guerre, & surtout celle que nous tenons présentement à l'égard des Puissances du Nord confédérées, leur a fait connoître à quel point nous sommes devenus insensibles à l'outrage. Il

faut cependant convenir que les Anglois ne traitent pas avec plus de ménagement les autres nations neutres: elles sont armées, leurs escadres sont en mer, & la conduite des Anglois, à leur égard, differe peu de celle qu'ils tiennent avec nous. Ils ont enlevés des vaisseaux Russes, qu'ils n'ont pas encore rendu; ils ont peut-être à présent violé le territoire du Dannemarck à St. Thomas & à Ste. Croix, comme ils l'ont fait à St. Martin; ils retiennent dans le port de Mahon un navire Danois, chargé à Cette, & destiné pour Ostende, qui certainement n'ira pas à sa destination; sa cargaison sera confisquée & vendue à Mahon, ainsi que celle d'un autre navire de la même nation, chargé pour Malthe de marchandises innocentes & emballées; & sur lequel se trouvoient plusieurs passagers Malthois avec leurs effets. Deux navires Suédois sont aussi retenus dans le port de Mahon: leurs cargaisons ont même été déclarées de bonne prise; l'un, parti de Bordeaux, étoit destiné pour Ancone & Trieste, l'autre venant de Gênes, chargé de chanvre, alloit à Carthagène. La confisquation de ces deux navires est fondée sur cette pré-

tendue règle, *que la robe ennemie, confisque celle de l'ami.* La Suéde, par sa déclaration du mois de Juillet dernier, conforme à celles que venoient de faire à la Cour de Londres, celles de Petersbourg & de Coppenhague, avoit fait connoître qu'elles n'entendoient pas admettre *que la Robe ennemie confisqua la Robe d'ami.* La confiscation des deux vaisseaux Suédois, dans le port de Mahon, fait assez voir que l'Angleterre n'a tenu aucun compte de cette déclaration, & si l'on en juge sans partialité, l'Angleterre a raison de soutenir qu'elle a été en droit de confisquer les vaisseaux Suédois; car dans le traité qu'elle a fait avec la Suéde en 1661, il est dit, article douzieme, *que lorsque des effets ennemis sont trouvés dans le navire d'un allié, ce qui appartient à l'ennemi doit être regardé seul comme de bonne prise, tandis que ce qui appartient aux alliés, doit être immédiatement restitué.* C'est aussi d'après cet article que le Roi d'Angleterre vient de faire sa réponse (*a*) à la déclaration que le Roi de Suéde lui avoit fait faire en Juillet.

(*a*) Cette Réponse se trouve à la fin de ce No.

La Russie a dit, dans sa déclaration aux Puissances Belligérantes qu'elle entendoit que les effets appartenants aux sujets de ces mêmes Puissances, fussent en sureté sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande; la Suéde & le Dannemarck se sont expliquées de même, mais l'effet de cette déclaration a-t-il pu être d'anéantir les engagemens que les Puissances, qui les auroient faites, avoient contractées précédemment avec l'Angleterre : ou cette déclaration a anéanti les engagemens, ou ces engagemens subsistent encore: s'ils subsistent, il est certain, qu'au terme du traité de 1661, les Anglois ont pu saisir, confisquer & faire vendre dans le port de Mahon, les vaisseaux Suédois, chargés à Bordeaux pour Ancone & Trieste, pourvu cependant que la cargaison ait appartenu à l'habitant de Bordeaux; car si cette cargaison eut éte véritablement vendue à l'habitant de Trieste & d'Ancone, cette cargaison auroit du être considerée comme appartenant bien réellement à l'habitant de Trieste & d'Ancone, & non à celui de Bordeaux: du moment qu'une marchandise est vendue, elle n'est plus au vendeurs, elle

appartient à l'acheteur, & elle est à ses risques : de ce même principe il s'ensuivroit que la saisie des vaisseaux chargés à Genes pour Carthagene, seroit bonne & valable : mais doit-on argumenter avec les Puissances d'après les principes du droit civil, & même du droit des gens : chez elles *la raison du plus fort est toujours la meilleure.* Les trois Puissances du Nord confédérées peuvent le prouver aux Anglois, mais ce ne sera pas certainement en éparpillant leurs escadres, comme elles le font ; si les Puissances confédérées en eussent formé une armée formidable qui fut venue dans la Manche, jamais Angleterre n'eut osé s'écarter des principes de neutralité admis par ces Puissances.

Les Puissances du Nord, ont dit les Anglois, arment leur Neutralité : elles ont déclarées qu'elles protegeront les vaisseaux marchands, c'est-à-dire qu'elles les convoyeront, mais elle ne nous annoncent point qu'elles se vengeront, si nous nous emparons de ceux qui ne seront point convoyés : elles ne disent pas que si nous nous en rendons maitres, elles viendront, les armes à la main, nous en demander la

restitution. Soyons tranquiles, & contentons nous de leur répondre que nous nous renfermans dans les dispositions des traités que nous avons fait précédemment avec elles, nous ne ferons rien qui puisse être contraire à ces mêmes dispositions. Relisez, Monsieur, avec attention, les réponses de Sa Majesté Britannique aux déclarations des trois Puissances confédérées, & vous verrez qu'elles ne contiennent pas, en substance, autre chose que l'assurance d'observer, avec la plus grande exactitude, les traités. Cela n'auroit pas été, & n'auroit pu être, si les trois Puissances confédérées eussent annoncé à l'Angleterre qu'elles alloient mettre en mer leurs vaisseaux, non pour protéger la navigation de leurs sujets, mais pour tirer vengeance des Puissances belligérantes qui troubleroient cette même navigation. Aucun des vaisseaux, que les trois Puissances du Nord ont fait convoyer, n'a été enlevé par les Anglois : l'occasion s'est souvent présentée de le faire avec autant de facilité qu'ils en eurent, quand ils enleverent nos vaisseaux convoyés par le Comte de Byland. Que prouve cette différence de conduite de la part des Anglois? Sinon

qu'ayant parmi nous un parti considérable, & Puissant, ils étoient assurés que la République souffriroit avec une sorte d'indifférence toutes les insultes qu'ils voudroient lui faire.

On a affiché, à la Bourse de Londres, mille Guinées à gagner, pour celui qui donnera à Mr. Simolin des nouvelles de la flotte Russe, qui est venue parader, le mois dernier à la vue des Isles Britanniques. On donnera une Guinée à celui qui indiquera la route qu'elle tient & enseignera aux corsaires des trois Royaumes celle qu'ils doivent tenir pour ne pas la rencontrer, & pouvoir ramener surement au marché les vaisseaux Russes, Suédois & Danois, dont ils se feront empaiés. *Comme les Puissances neutres*, dit un papier Anglois, *savent supérieurement prévoir les accidents, leurs Ministres en cette Cour, ont signé hier avec ceux de Sa Majesté, un Cartel, au moyen duquel Sa Majesté Britannique s'est engagée de rendre dix Russes, cinq Danois, & quatre Suédois pour un Anglois, cinq Ecossois, ou dix Irlandois, & de faire mettre en liberté tout Hollandois, pourvu que Leurs Hautes Puissances donnent un fromage, ou six harangs, & tout Portugais, moyennant qu'il livrent une bouteille de Vin de Porto.* Ce sont là de mauvaises plaisanteries, que ni Pope, ni Swisft, n'auroient pas avoué ; mais qui font connoître le peu de cas que les Anglois font du ressentiment des Puissances neutres.

J'ai l'honneur d'être, &c.

RÉPONSE AUX DEUX LETTRES PRECEDENTES.

Inutilité de la confédération des Puissances du Nord; vaisseaux Hollandois amenés par les Anglois à Mahon; le juge de l'Amirauté destitué pour n'avoir pas voulu les déclarer de bonne prise; l'Angleterre doit faire la paix; la France & l'Espagne doivent-elles la lui accorder; Affoiblissement de son commerce; conditions auxquelles la France & l'Espagne doivent consentir à faire la paix; idée qu'on doit avoir de l'Empire des mers; projet singulier de pacification; examen de ce projet; la conduite de la France & de l'Espagne a été autorisée par celles des Anglois; intérêts qu'ont les autres nations à ce que toutes les colonies de l'Amérique soient indépendantes.

PARIS, ce Octobre 1780.

IL étoit assez inutile, Monsieur, que les Puissances du Nord se confédérassent : la navigation de leurs sujets ne me paroît pas plus libre aujourd'hui,

qu'elle l'étoit avant la confédération. Si les Anglois vous enlevent vos vaisseaux, ils enlevent de même ceux des sujets de l'Impératrice de Russie, & des Rois de Suéde & de Dannemark: les Ministres de ces Puissances à la Cour de Londres se plaindront; mais on leur répondra que les juges de l'Amirauté les ont déclaré de bonne prise. En parlant de ces vaisseaux, pourquoi ne m'avez vous rien dit des sept de votre nation, pris & menés aussi par les corsaires Anglois dans le port de Mahon? La réponse, au maître de celui qui étoit chargé de Tabac pour un de nos ports, prouve bien à quel point les Anglois font peu de cas de votre nation! *Ce tabac est contrebande en France*, a dit le corsaire, *faites le décharger? Il sera ici en sûreté.* Il auroit pû ajouter, *en vous forçant de décharger votre navire, c'est vous rendre un service essentiel, & vous me devez recompense.* Tous les Anglois, au reste, n'approuvent pas la conduite que leur nation tient avec la vôtre, puisque le juge de l'Amirauté de Mahon, qui occupoit ce siege avant celui qui le remplit aujourd'hui, n'a été forcé, de le quitter dans le mois d'Août der-

nier, par le Gouverneur, que parce qu'il ne vouloit déclarer confiscables, aucun navire, ni cargaisons appartenant à votre nation. Son successeur a tenu une conduite opposée, & pour mériter les bontés du Gouverneur, il a toujours, depuis qu'il est en place, déclaré de bonne prise, tous les navires & cargaisons Hollandois tombés au pouvoir des corsaires Mahonnois.

Je ne veux pas de mal à votre nation, je l'aime, vous le savez, mais j'apprendrois avec une sorte de plaisir la nouvelle d'une descente que les Anglois auroient faite à St. Eustache, ou à Curaçao : peut-être que cette derniere insulte feroit sortir votre Gouvernement de l'Etat d'apathie où il est depuis si longtemps. Il est vrai que dans l'état où est à présent l'Angleterre, il est assez inutile de prendre les armes contre elle : on peut s'en rapporter au Comte de Guichen en Amérique, & au Comte d'Estaing en Europe ; ils lui porteront probablement le coup de grace, avant la fin de cette campagne. Une seule chose peut la sauver; c'est de demander la paix : mais la France & l'Espagne ne devroient la lui accorder qu'à des conditions qui

la mettroient dans l'impossibilité de leur faire la guerre, aussitôt qu'elle sera rétablie : il est vrai qu'elle ne peut jamais l'être au point de devenir aussi redoutable qu'elle l'a été par le passé : son commerce est considérablement diminué depuis la perte de ses colonies de l'Amérique Septentrionale : vous en jugerez par l'état, de ce qu'il étoit, avant la formation de la République des Etats-Unis, que je vous envoie, & que me fournissent leurs papiers publics.

Colonies.	*Vaisseaux.*	*Matelots.*	*Exportation de la Gr. Bret.*	*Exportation des Colonies.*
La baie d'Hudson	4 -	130 -	16,000	29,300
Labrador 120 vaisseaux Américains, 2000 chaloupes de Terre-Neuve . . .	380 -	20,540 -	273,600 -	345,000
Canada . . .	34 -	408 -	105,000 -	105,500
Nouvelle Ecosse .	6 -	72 -	26,500 -	38.000
Nouv. Angleterre	46 -	553 -	395,000 -	370,000
Rhode-island, Connecticut & Nouv. Hamsphire	3 -	38 -	12,000 -	114,000
New York . .	30 -	330 -	531,000 -	526,000
Pensylvanie .	35 -	390 -	611,000 -	705,500
Virginie & Maryland	330 -	3,900 -	865,000 -	1,040,000
Caro- (Septentr.	33 -	408 -	18,000 -	68,350
line (Meridion.	140 -	1,680	365,000 -	395,666
Georgie	24 -	240 -	49,000 -	74,000
Saint Augustin . .	2 -	24 -	7,000 -	. . . . .
Pensacola . . .	10 -	120 -	97,000 -	63,000
Total . . .	1,078.	28,833.	3,371,100	3,874,516

Je suis persuadé que les Américains chasseront leurs ennemis du Canada; mais je ne crois pas que la France exige d'eux qu'ils lui cedent ce pays: elle n'a aucun intérêt à s'en ressaisir? Elle pourroit en avoir, s'il restoit aux Anglois; mais passant sous la domination de la République des Etats-Unis, elle aura la liberté d'y commercer, & ses Colonies en tireront tous les secours qu'elles en retiroient avant qu'il fut devenu la proye de l'Angleterre. La Grénade lui conviendroit beaucoup mieux, elle pourroit demander que cette Isle lui soit rendue, ainsi que Ste. Lucie. L'Espagne a des prétentions plus étendues: Port Mahon & Gibraltar sont deux possessions qu'elle doit obtenir en signant la paix. Les Isles de Jersey & Guernesey sont tellement à la convenance de la France, que je crois qu'elle en exigera la cession: je la préfererois même en sa place à celle de la Grénade.

Le rétablissement du port de Dunkerque sera sans doute aussi stipulé dans le traité: cette stipulation est aujourd'hui assez indifférente à l'Angleterre, qu'elle sait que l'intention de la Fran-

:e est de faire construire un port à l'en-
:rée de la Manche. Quant à l'Empire
de la Mer, c'est une Chimere; la Mer
est libre & n'appartient à aucune na-
tion en particulier. Aucun n'a le droit
d'y donner la loi; mais ce sera tou-
jours la nation dont la marine sera la
plus Puissante, qui exercera sur cet
élement une espèce de domination,
plus ou moins Tyrannique, selon que
la marine de la nation, sa rivale, sera
plus ou moins redoutable. La France
a rétabli sa marine; elle doit, après la
paix, la maintenir dans l'état où elle
est aujourd'hui: c'est l'intérêt de l'Eu-
rope entiere, comme celui de la Fran-
ce: par là, elle forcera sa rivale à res-
ter armée; & par là aussi, elle empê-
chera qu'elle ne se rétablisse au point
de ne pouvoir recommencer la guerre:
d'ailleurs, le commerce maritime de
l'Angleterre étant diminué, l'effet na-
turel de cette diminution doit être de
la priver d'une partie des moyens de
se procurer dans la suite une force de
Mer aussi considérable que celle qu'el-
le a eu jusqu'a présent. Ce projet de paci-
fication est bien différent de celui
que certain Gazettier, salarié du Che-

valier York, donna il y a quelques jours, *comme l'ayant tiré d'une lettre qui partoit d'une main qui devoit le rendre respectable*. Ce pacificateur respectable de l'Europe entiere, regarde son plan, *comme le plus sage & le plus généreux, pour faire renaître & rétablir une paix générale & durable, d'une maniere qui n'a jamais été imaginée*. Il a raison, car jamais une absurdité semblable n'a existé dans la tête d'aucun politique. Il voudroit que l'Angleterre, *consentit à reconnoître l'indépendance de ses Colonies revoltées en Amérique, & à ce qu'elles jouissent d'un commerce direct & général, avec toutes les nations de l'univers; mais à la condition*, qu'il appelle la seule équitable, *que les autres Souverains de l'Europe, accorderont la même liberté à leurs Colonies respectives en Amérique. Il n'est pas croyable*, dit-il, *que la France & l'Espagne puissent opposer une vraie difficulté à cette condition; vu qu'il seroit hautement injuste & déraisonnable de chercher à rendre commun, à d'autres nations, les avantages des Colonies Angloises, devenues indépendantes, & de se réserver en même temps à elles seules en entier, les avan-*

tages des leurs. Cela auroit pu n'être pas déraisonnable ni même injuste, lorsque les Colonies Angloises de l'Amérique Septentrionale étoient encore dans la dépendance de leur métropole, & même, lorsqu'il étoit encore douteux, si elles conserveroient leur indépendance. Depuis quatre ans, l'Angleterre n'a pu les remettre sous le joug: ces Colonies, dans le vrai, ne leur appartiennent pas plus aujourd'hui, qu'elles n'appartiennent à la France, ou à l'Espagne: pourquoi la France & l'Espagne payeroient-elles, par la condescendance qu'on exigeroit d'elles, l'aveu que l'Angleterre feroit de l'impuissance où elle seroit de remettre ces mêmes Colonies sous son joug? D'ailleurs, si la France & l'Espagne rendoient libres pour toutes les nations, le commerce de leurs Colonies, ne faudroit-il pas que les autres nations, & l'Angleterre même, fissent la même chose? A quel titre l'exigeroit-on de votre République, du Portugal, & du Dannemarck? L'Angleterre, elle même, voudroit-elle consentir à ce que ses Colonies des Isles pussent librement commercer avec toutes les nations de

l'Europe ? Si elle le faisoit, que deviendroit son commerce? Celui qu'elle fait aujourd'hui avec ces mêmes Isles passeroit, presqu'en entier, aux François qui, peuvent donner leurs productions industrieuses à 15 p% meilleur marché que les Anglois ne peuvent donner les leurs; les François auroient donc certainement sur les Anglois la préférence pour l'approvisionement de ces mêmes Isles. La France a des productions territoriales que l'Angleterre n'a pas, tels sont ses Vins & ses Eaux-de-Vie : en temps de paix elle les vend à l'Angleterre, qui les réexporte & les vend aux habitans des Isles. Les profits qu'ils font sur cette réexportation seroient pour la France. Il en seroit de même de l'Espagne & du Portugal : leurs Vins & leurs fruits passeroient directement aux Isles Angloises. Si le commerce d'interlope, qu'ont fait jusqu'à présent les Colonies Angloises, avec celles de la France & de l'Espagne, a enrichi l'Angleterre, çà été parce que les gains énormes que faisoient les Colonistes, leur procuroient les moyens d'importer de l'Angleterre une plus grande quantité de

ses productions : c'étoient même ces productions, qui faisoient les principaux objets de ce commerce d'interlope. Le commerce de l'Angleterre ne peut subsister, qu'autant qu'il est étroitement lié à celui de ses Colonies ; & leur lien seroit brisé par l'article du traité qui rendroit libre, le commerce de ces mêmes Colonies, à toutes les nations.

C'est un fait incontestable, dit l'Auteur du projet, *que ces établissemens étrangers ont été fondés, avec beaucoup de soin & d'attention, ainsi qu'à des frais immenses en hommes & en argent, par ceux qui en ont été regardés jusqu'ici comme les propriétaires légitimes & exclusifs. Mais non obstant ces prétentions, si longtemps reconnues & respectées par l'Europe, si ces établissemens, par les efforts des unes & l'acquiescement des autres Puissances venoient à être enlevées à la nation Britannique, sans la compensation d'un commerce libre avec les Colonies de l'Amérique Méridionale, il sera de son intérêt, & desormais sa politique future & invariable doit être d'embrasser & de profiter de chaque occasion pour avancer & effectuer leur li-*

berté & leur indépendance. Voilà bien des mots pour dire *que l'Angleterre, forcée de faire la paix, sans obtenir l'Indépendance des Colonies Françoises & Espagnoles, devra exciter sous main ces mêmes Colonies à se révolter.* La France ni l'Espagne n'ignorent pas tout ce qu'a fait l'Angleterre pour engager leurs Colonies à se révolter. Si la France & l'Espagne se sont declarées en faveur des Colonies Angloises, elles y ont été autorisées par l'exemple de l'Angleterre. N'avoit elle pas projetté (a) en 1767 de rendre indépendans le Mexique & le Pérou : le projet en avoit été conçu à Madrid par le Marquis d'Obaret : il fut proposé & adopté à Londres, & auroit réussi, si un jeune homme de Lyon, nommé Durand, ne l'eut decouvert au Prince de Masseran. Je vous en parle avec certitude; j'étois alors à Londres : Durand revint en France avec moi, pour éviter que les Ministres de Sa Majesté Britannique ne se vengeassent de son indiscrétion. Je crois avoir déjà parlé de cette entreprise.

(a) On donnera dans le Numero prochain, un mémoire sur ce projet.

L'Auteur du projet voudroit faire adopter son plan de pacification à toutes les autres nations de l'Europe : elles se trompent, suivant lui, en considérant comme très grands, les avantages qu'elles retireroient de l'indépendance des Colonies de l'Amérique Septentrionale & elles ne voyent pas qu'elles en retireroient de bien plus grands, de l'independance des Colonies de l'Amérique Méridionale. *Les avantages qu'on attend*, dit-il, *d'un commerce ouvert avec l'Amérique Septentrionale, dont les productions sont semblables, & même nuisibles à celles de l'Europe, ne sont nullement en proportion de ceux que fourniroient une rélation intime & libre avec les vastes régions près de l'équateur, qu'elle diversité, quelle masse prodigieuse de de matériaux précieux pour l'exportation : les manufactures, le luxe, la convenance & l'utilité, ne trouve-t-on pas au Mexique, au Pérou, à la Guyanne, au Brésil, Paraguan, Chili, Cuba, St Domingue &c. C'est le commerce de ces Pays seuls qui est capable de satisfaire aux plus grandes attentes.*

Les gens intelligens & à réflexions s'étonnent quand ils considérent l'aveuglement & l'insensibilité des peuples à ces grands & importans objets, & sont surpris de les voir en même temps se prometttre de si grands avantages d'un commerce libre avec l'Amérique Septentrionale.

Il seroit sans doute essentiel à l'avantage, au repos & au bonheur du genre humain, que toutes entraves, mises au commerce, les monopoles &c. fussent levés & abolis; en effet toutes les abondantes richesses de l'univers seroient alors recherchées, developpées & connues; l'habileté, l'industrie & l'activité tiendroient lieu de toute convention; les nations s'entremêleroient, sans crainte, ou empêchement, & par leurs efforts réunis, avanceroient leur bonheur & leur prospérité mutuelle.

Mais qu'elles sont les Puissances de l'Europe qui peuvent avoir un si grand intérêt à ce que ces colonies de l'Amérique Méridionale soient déclarées indépendantes? Ce n'est certainement pas votre République, ni le Dannemarck, encore moins le Portugal: est ce la Russie ou la Suède? Qui ne pourroient offrir aux colonistes de l'Amérique Meridionale, que les mêmes productions qu'ils pourroient se procurer des colonies de l'Amérique Septentrionale? Qu'ils payeroient a celles ci avec leurs caffés, leurs sucres, & leurs tafiats? La Russie, & la Suéde ont besoin de ces productions; mais pouvant les avoir en échange, de la France, de l'Espagne, & surtout de la Hollande, il ne seroit pas de leurs intérêts de les tirer de l'Amérique, à laquelle il faudroit qu'elles les payassent en espèce. La Russie, & la Suède ont des productions industrieuses; elles en auront même dans la suite une plus grande

quantité, qu'elles n'en ont présentement ; mais ces mêmes productions balanceront-elles celles de la France, de l'Angleterre, & de la Hollande ? Quelqu'efforts que fasse l'industrie des habitans du Nord de l'Europe, elle ne suivra que de très loing celle des habitans du Midi. Une colonie est un pays où regne l'abondance ; on y est riche, parce qu'on a de grands moyens de l'être ; il faut donc que le luxe s'y établisse, & que tous les objets du luxe ayent la préférence sur ceux de premiere nécessité. J'en appelle à l'expérience de votre nation : vos mœurs existent-elles encore dans vos colonies ? Y voit-on encore des traces de cette sage œconomie qui caractèrisent les habitans de vos provinces ? Aucune nation ne peut le disputer à la France, dans tous les arts agréables, & si elle a la préférance dans tous les marchés d'Europe, pour tous les objets qui tirent leur perfection du goût, quelle sera la nation qui pourra la lui disputer dans les marchés de l'Amérique ? Ce sera donc pour elle, & non pour les autres nations, que les marchés de l'Amérique seroient ouverts, si l'on rendoit indépendantes les colonies de l'Amérique.

J'ai l'honneur d'être, &c.

RÉPONSE

De Sa Majesté Britannique à la déclaration de Sa Majesté Suédoise.

DUrant le cours de la guerre où la Grande Bretagne se trouve enveloppée par l'aggression réunie de la France & de l'Espagne, le Roi a toujours suivi les principes d'équité qui reglent toute sa conduite. Il a scrupuleusement rempli tous ses engagemens avec les Puissances alliées & neutres. Le pavillon de ces mêmes Puissances & le négoce de leurs sujets ont toujours été respectés, selon la teneur de ses traités. Ceux qui subsistent entre la Grande Bretagne & la Suède, sont clairs & précis, & fournissent conséquemment des moyens faciles de faire une réponse directe à la déclaration qu'a remise le Baron de Nolcken, par ordre de sa Cour. Tels sont les engagemens qui unissent les deux nations, & que l'on ne peut gueres enfreindre, sans blesser l'amitié depuis si longtemps subsistante entre elles, & dont les traités sont le fondement & l'appui. Sans un consentement mutuel des deux parties contractantes, ils ne peuvent donc être altérés, & aussi longtemps qu'ils existent, ils sont dans tous les cas quelconques, obligatoires pour l'une, aussi bien que pour l'autre. En conséquence, le Roi observera ses engagemens avec la Suède, comme une loi sacrée & inviolable, & son intention est de les maintenir comme tels.

LETTRES HOLLANDOISES.

Il faut dire que l'esclavage est contre la nature, quoique dans certain Pays, il soit fondé sur une raison naturelle.

MONTESQUIEU.

LETTRE XIV.

Combien les Américains sont intéressans pour toutes les nations de l'Europe; sentimens des François pour eux; conduite généreuse des soldats François à l'égard des Américains; désintéressement de leurs soldats; combien leur conduite est opposée à celle des hommes puissans; réflexion sur l'histoire; disposition du Roi de France à l'égard des Américains; continuation de l'examen du nouveau projet de paix; la France peut balancer la Puissance maritime de l'Angleterre; celle de la France ne peut effrayer les autres nations; ligue formée contre la France.

PARIS ce Octobre 1780.

POur une ame sensible, Monsieur, c'est un beau spectacle que la li-

berté luttant avec la Tyrannie! les efforts généreux que fait un peuple foible, pour se soustraire au joug d'un peuple puissant qui l'opprime, rendent ce peuple intéressant à toutes les nations : il n'y en a pas aujourd'hui, une en Europe, qui ne prenne part aux bons & aux mauvais succès des braves habitans de l'Amérique Septentrionale. Les Anglois, eux mêmes, ont en horreur les cruautés & les barbaries que les Ministres de leur Roi font exercer contre ces Américains, chez qui s'est refugiée la liberté Angloise, chassée d'Europe par ces mêmes Ministres qui, sans paroître vouloir la détruire, ont conjuré sa ruine. Jamais, la lime sourde de la corruption n'a été employée contre elle, avec plus de succès, que depuis que George III. occupe le Trône Britannique. Ses Ministres ont essayé vainement d'en faire usage en Amérique; & c'est ce qui les rend si cruels & si barbares à l'égard des braves Américains : la politique a pu donner à ceux-ci la France pour soutien; mais ce sont leurs vertus & leur courage qui leur ont assuré l'amitié de notre bon Roi, & l'estime

de toute la nation Françoise. Il n'est pas un François qui ne regarde les braves habitans de l'Amérique Septentrionale comme ses freres. Le Vicomte de Noailles est détaché avec un bataillon du Régiment de Soissonnois, & vient avec son détachement, se camper dans l'Isle de Connecticut : un bataillon Américain marche pour se joindre à lui & arrive dans l'Isle à dix-heures du soir : le Commandant de ce renfort demande au Vicomte de Noailles s'il peut faire donner du pain à sa troupe, exténuée de peine & de fatigue : *je n'ai encore aucune provision*, répond le Vicomte, *& mes soldats n'ont de pain, que ce qu'il leur en faut pour passer la journée de demain*. Le Commandant Américain porte cette réponse à ses soldats, aucun ne se plaint, pas un ne murmure; *hé bien* ; disent-ils; *si nous n'avons rien à manger, allons dormir*. Le Vicomte entend cette réponse; il est étonné de la fermeté, & touché de la patience de ces braves gens; il va aussitôt en faire part à ses soldats, qui sur le champ, viennent tous avec le plus grand empressement, offrir aux Américains tout ce qu'ils

ont de subsistance : leur offre est reçue avec sensibilité, mais refusée avec une fermeté, qui ne cede qu'à l'opiniâtreté des soldats François, qui n'étant pas encore satisfait, retournent à leurs tentes, en vuident la moitié, & obligent les Américains, qu'ils appellent leurs freres, leurs amis à venir les occuper ; & ce sont des soldats, Monsieur, qui donnent à l'univers le spectacle imposant & attendrissant de la plus grande fermeté d'ame & de la plus grande bienfaisance ! les uns bravent la faim & la soif pour défendre leur liberté, les autres sont leurs défenseurs, & sans autre motif que celui d'adoucir les peines de leurs amis, s'exposent eux mêmes au danger effrayant de manquer de subsistance. Quelle leçon pour ces hommes durs & inhumains qui, dans le sein de l'abondance, voyent sans émotion, les maux de l'humanité souffrante ! mis par le hazard de la naissance dans la premier classe des citoyens, ils ont le ridicule préjugé de croire que les autres citoyens, & sur tout ceux qu'ils qualifient de lie du peuple, ne peuvent avoir, ni vertu, ni sentimens,

encore moins ces grandes qualités de l'ame que la plûpart d'entre eux ne connoit que de nom. Voici encore un trait qui fera connoitre, à certain grand Bailli, que votre République pourroit, sans rougir, briguer l'alliance de celle des Etats-Unis, & que si les fondateurs de la République des Provinces-Unies ont été des héros, ceux de la République des Etats-Unis n'ont pas moins d'héroïsme qu'en avoient vos peres. Le Comte de Rochambeau veut faire élever une redoute; il a besoin de travailleurs, il le fait savoir aux Américains, & aussitôt trois cens de leur milice se rendent à ses ordres: Monsieur de Rochambeau leur fait offrir du Pain, de la Viande, de l'Eau-de-Vie & de l'Argent, ils refusent tout & ne travaillent qu'avec plus d'ardeur: *vous venez*, disent-ils aux François, *combattre pour-nous, nous ne pouvons, nous ne devons recevoir de vous, ni recompense, ni salaire*: on les presse, mais rien ne peut les engager à changer de résolution. Pendant trois jours ils travaillent avec un courage, & même une gaité qui fait connoître à quel point le sentiment de

la reconnoissance & l'amour de la liberté agissent sur eux. Malheur aux historiens qui trouveront ces petits détails peu dignes d'être conservés à la postérité. L'histoire ne sera vraiment utile aux hommes que quand elle sera les annales de l'humanité : elle n'est encore aujourd'hui que le dépot des passions des grands, & des vices des Souverains, dont l'adulation a fait des vertus.

Lisez ma lettre, Monsieur, à tous vos Anglomanes, aux grands Baillis, aux Pinto, même à son Excellence Angloise, à ses salariés, & surtout à votre .... Si ce n'est pour leur persuader que les François & les Amériquains vivent entre eux dans la plus grande union, du moins pour les convaincre, qu'excepté eux & leurs amis les Ministres de George III. personne ne croit que la France soit dans l'intention d'abandonner ses nouveaux alliés. A Londre même, on est persuadé que Louis XVI. ne quitera les Armes qu'après que l'Angleterre aura réconnu l'indépendance de la nouvelle République, & qu'elle aura traité, avec elle d'égal à égal.

Quelque soit la main respectable qui a donné au Gazetier salarié du Chevalier York ce grand projet de paix, dont ce Gazettier a bien voulu faire part au public, les gens sensés regarderont toujours ce merveilleux projet comme une production pitoyable de l'Aglomanie.

Suivant l'Auteur du projet, la guerre présente n'est qu'une contestation avec la Grande Brétagne, pour l'Empire des Mers. Ce n'est pas l'Empire des Mers que la France dispute à l'Angleterre : la France ne prétend pas à cet Empire ; elle veut que les Mers soient libres, c'est-à-dire, que toutes les nations puissent naviguer sur toutes les Mers, sans avoir à craindre, qu'une nation orgueilleuse de sa Puissance, s'arroge le droit de troubler cette navigation, suivant ses caprices ou ses intérêts ; elle veut, en affoiblissant l'Angleterre, la forcer à adopter les vues pacifiques de toutes les Puissances, qui toutes n'ont abandonné l'Angleterre, que parce qu'elles ont vu qu'elle seule pouvoit troubler la paix & la tranquillité dont elles désiroient que l'Europe jouit à l'avenir.

L'idée dont on amuse l'Europe, dit l'Auteur du projet de paix, & *qui est d'établir une distribution égale de Puissance navale, est absolument impraticable & ridicule; car le pays qui possede la plus grande quantité de marchandises exportables, possédera toujours aussi le plus grand nombre de navires marchands; ceux-ci dressent des matelots, qui sont la base réelle d'une puissante marine.* Établir une distribution égale de Puissance maritime, n'est pas une chimere, car si la force maritime d'une nation dépend de l'étendue du commerce que fait cette même nation, je ne vois pas ce qui pourroit empêcher que la France n'ait une Puissance maritime capable de balancer celle de l'Angleterre. La France a de plus grands moyens, que l'Angleterre, de faire un commerce immense; elle a nombre d'objets d'exportation que n'a pas, & que même ne peut avoir l'Angleterre, sans que l'Angleterre en ait un seul dont la France soit privé; d'ailleurs, ses liaisons avec l'Amérique Septentrionale vont lui donner de nouvelles branches d'exportation & d'importation, qui, auparavant, étoient dans la dépendance absolue de l'Angleterre.

Si le Trident de Neptune eſt le ſceptre du Monde, il eſt de l'intérét de toutes les Puiſſance qu'il ne ſoit au pouvoir d'aucune d'elles: l'Angleterre & la France peuvent bien aujourd'hui prétendre à ſa poſſeſſion; l'Angleterre l'a uſurpé, la France peut le lui arracher, mais il ne ſera jamais en ſon pouvoir d'en conſerver la poſſeſſion: elle n'en a pas conçu le projet, mais quand elle l'auroit formé, il lui ſeroit impoſſible de l'exécuter. Toutes les Puiſſances maritimes, & même les Puiſſances Terreſtres, ſe réuniroient à l'Angleterre, pour empêcher la France de parvenir à ſon but : il n'en eſt pas de même de l'Angleterre, la réunion de toutes les Puiſſances de l'Europe ne la priveroit pas de l'Empire des Mers, ſi la France refuſoit de s'unir à ces mêmes Puiſſances pour l'en dépouiller: ce ſeroit bien autre choſe ſi la France devenoit l'amie & l'alliée de l'Angleterre; cette alliance, que l'Angleterre auroit du former, ſi elle avoit connu ſes véritables intérêts politiques, lui auroit aſſuré cet Empire des Mers, dont elle a toujours été ſi jalouſe. Elle pourroit le partager avec

la France, ainsi que le commerce du monde entier. Cette alliance ne peut plus se former aujourd'hui, & c'est ce qui pouvoit peut-être arriver de plus heureux pour la tranquillité de l'Europe: elle sera parfaitement assurée, du moment que l'Angleterre aura reconnu que l'Empire des Mers n'appartient à aucune nation.

Mais, dit l'Auteur du projet, *si l'Angleterre venoit à perdre sa supériorité navale, ce n'est pas l'Espagne, & encore moins les petits Etats maritimes qui l'acquéreront; mais cette supériorité tombera en partage à la France, qui vraisemblablement ne l'exercera pas avec plus de moderation que la Puissance qui l'avoit avant elle. L'Europe auroit certainement alors beaucoup plus à redouter que jusqu'à présent, lorsqu'elle la verra dans les mains de la plus grande & la plus formidable Puissance par Mer & par Terre, unie aux plus amples revenus.*

Vanter la modération de l'Angleterre, dans l'exercice de sa supériorité navale, c'est insulter à toutes les Puissances de l'Europe, qui jamais n'ont eu tant de raisons de se plaindre de

l'usage que l'Angleterre fait à leur égard de cette même supériorité.

Les autres Etats, dit encore l'Auteur du projet, *ne doivent pas être jaloux de la supériorité navale de l'Angleterre, il n'étoit pas de sa politique ou de son intérêt de tenter des conquêtes sur le continent; ses opérations navales ont résulté naturellement de sa situation isolée, & de la constitution de son Gouvernement. Avec une forte armée par terre, la liberté nationale ne pourroit être maintenue, & sans une marine supérieure l'indépendance de l'Etat, eu égard aux autres Puissances, ne pourroit subsister longtemps; sa liberté & son existance dépend donc de ses flottes; elles n'ont nul autre fondement; une nécessité physique & morale l'y ont placé, & non dans la vanité étourdie & sterile de dominer sur l'Océan.*

Je crois que l'Angleterre n'auroit plus, comme anciennement, la prétention de faire des conquêtes dans le contient, mais ne pourroit-elle pas favoriser, par le moyen de sa grande supériorité navale, les entreprises ambitieuses que d'autres Puissances voudroient faire dans le continent. Si la

Maison d'Autriche, par exemple, vouloit rejoindre vos Provinces à celles qu'elle possede dans les Pays-Bas, la conquête n'en seroit elle pas assurée, si l'Angleterre vouloit la favoriser de toute sa supériorité maritime? *Mais la France*, dira l'Auteur, *devenue supérieure à l'Angleterre sur Mer pourroit favoriser, comme elle, l'ambition de la Maison d'Autriche*? Non, 1°. parce qu'il ne seroit pas de son intérêt de faciliter l'agrandissement d'un voisin qui, son allié aujourd'hui, pourroit dans la suite devenir son ennemi: 2°. parce que l'Angleterre venue au secours de vos Provinces, & joignant ses forces maritimes à celles de votre République, les porteroit contre la France.

L'Auteur du projet en attribue un au Roi de Prusse dont, suivant lui, la réussite assureroit pour toujours le repos de l'Europe. *Il s'est formé*, dit-il, *& établi entre les plus grandes Puissances de l'Europe une puissante ligue qui, venant à réussir dans l'objet qu'elle paroit avoir en vue, contribuera vraisemblablement au repos & à la tranquilité permanante de l'Europe. Ce plan a été, dit-on, formé par le Roi de Prusse: ce fut l'ob-*

jet de son voyage en Russie : ce fut le but de celui de l'Empereur, & l'on dit que la Grande Bretagne a été invitée à y accéder. Suivant ce projet, la France seroit, privée de cette alliance qui l'a souvent mise à portée de troubler le repos de l'Europe. L'Allemagne seroit arrachée aux dévastations & ravages de la guerre, & il seroit formé des barrieres pour la défense de chaque Etat, lesquelles nous affranchiroient de ces subites commotions excitées si souvent par l'ambition & la dissention.... C'est peut-être aussi l'objet de la confédération navale. Cette reverie ne merite pas qu'on s'y arrête : les dispositions pacifiques de la France sont conues de toutes les Puissance ; & je crois qu'il n'y en a pas une présentement qui n'ait, comme elle, le desir le plus sincere de vivre en bonne union avec tous ses voisins.

J'ai l'honneur d'être &c.



MÉMOIRE

Fait à Londres en 1768.

IL eſt des poſitions ſi malheureuſes, qu'elles rendent en quelque façon excuſables, les actions les plus condamnables. Mr. le Marquis d'Obaret, d'une des plus Illuſtres familles de France, avoit été forcé, par les circonſtances critiques, où il s'étoit trouvé, de quitter ſa patrie, & de ſe retirer en Eſpagne. La nature lui avoit donné un eſprit étendu, une imagination vive & ardente; remuant & audacieux, il avoit une ame ferme, hardie & décidée: l'ambition rempliſſoit ſon cœur; il avoit une intrépidité à l'épreuve des plus grands dangers: il ſavoit les braver & aucun obſtacle ne lui paroiſſoit inſurmontable, lorſqu'il s'agiſſoit de ſa fortune, & de ſon ambition. Jamais homme ne fut plus difficile que lui à pénétrer; toujours maître de lui, tous les mouvemens de ſon ame échappoient à l'œil attentif de l'obſervateur pénétrant. Mr. d'O-

barret aux mœurs les plus douces, aux manieres les plus prévenantes, soignoit le discours le plus séduisant, le plus plein de candeur & d'aménité; la langue de la probité, de l'honneur, de la vertu, & du sentiment lui étoit tellement propre, qu'on ne pouvoit se défendre de prendre en lui la plus grande confiance, personne enfin ne possédoit mieux que lui, l'art de séduire, de toucher & de convaincre.

Un homme, de la trempe du Marquis d'Obaret, est peu propre pour les petites critiques de Cour : la Cour est pour lui une carriere encore trop resserrée; ses idées y sont trop comprimées; elles le pressent & le poussent vers des objets plus grands, qui l'attachent d'autant plus, qu'ils lui sont offerts par l'imagination, avec un appareil imposant, & sous les formes les plus séduisantes. La Cour d'Espagne avoit pu donner quelque mécontentement au Marquis d'Obaret, elle lui avoit peut-être refusé du service : il avoit quitté celui de France, & sa naissance lui donnoit le droit de prétendre en Espagne au grade de Colonel, qui étoit celui où il avoit été élevé

dans sa patrie. Il est plus que probable, que ce fut le désir de se venger, qui lui fit concevoir le projet d'enlever le Mexique aux Espagnols; c'est-à-dire la source de leur richesse actuelle, & peut-être de leur véritable force, d'autant que la perte du Mexique devoit naturellement être suivie de celle du Pérou & de toutes les autres possessions de l'Espagne dans la partie Méridionale de l'Amérique.

Il y avoit alors à Madrid plusieurs Mexicains qui étoient venus implorer la justice du Roi, contre ceux qui les Gouvernoient. Leurs plaintes étoient fondées, elles avoient percées, le public en étoit instruit, & peut-être les croyoit-on dans des dispositions que Mr. d'Obaret consideroit comme très favorables à la réussite de son projet. Il vit donc ces Mexicains, les caressa, & en flattant leurs douleurs, il obtint d'eux des éclaircissemens sur leurs Pays, sa situation, & enfin sur tout ce qui pouvoit être rélatif à ses vues. Comme il étoit fort lié avec le Marquis de la Croix, Vice-Roi de la Corogne, dont la femme étoit Françoise, comme lui, il put dans les entretiens fré-

quens qu'il eut avec lui, acquérit des connoissances sur l'état réel & actuel de l'Espagne, & au moyen de ces connoissances, se mettre en état de diriger la conduite que l'Angleterre devroit tenir pour réussir dans l'entreprise qu'il vouloit lui proposer. En ayant dressé le plan, le Marquis d'Obaret se rendit à Londres, y prit le nom de Bernard, & ayant eu accès auprès du Sécretaire d'Etat, chargé du département du Sud, il se fit connoître à lui pour ce qu'il étoit véritablement, lui communiqua son projet qui fut agréé, après avoir été examiné par tous les Ministres. Le Roi lui donna le Brevet de Colonel, & lui assura une pension de quinze mille livres de France, & on lui promit aussi qu'il auroit la conduite de l'entreprise.

Les Mexicains, avoit dit le Marquis d'Obaret, *sont fatigués du joug Espagnol; je connois leurs dispositions, & pendant mon séjour à Madrid, plusieurs d'entre eux que j'ai pratiqués, m'ont assuré que la crainte seule de ne pouvoir réussir, les rétenoit, & les empêchoit de tenter de rompre leurs fers. Si les Anglois veulent se déclarer pour eux, cette*

crainte s'évanouira, l'espérance d'être libres, leur donnera de l'audace; douze vaisseaux de ligne & douze milles hommes de débarquement qui se présenteroient sur les côtes du Mexique, détermineroient sûrement tous ses habitans à lever l'étendart de la révolte.

Les vaisseaux stationnaires que les Anglois ont en Amérique, peuvent aisément se rassembler; ils peuvent y embarquer les troupes qu'ils ont dans leurs colonies, sans que les Espagnols en soient instruits, & ils ne l'apprendront qu'en apprenant la réussite de l'entreprise.

Tout doit engager les Anglois à la tenter, avoit ajouté le Marquis d'Obaret, *non seulement parce qu'elle est d'une facile exécution, mais encore par les avantages considérables qui en reviendroient à l'Angleterre. Accablée sous le poids énorme de sa dette nationale, elle touche au moment de voir tarir toutes les sources de son commerce; il dépérit tous les jours, tandis que celui de ses voisins devient plus florissant. C'est en affoiblissant le leur, que l'Angleterre peut rendre au sien son ancienne vigueur; ôter aux Espagnols les mines du Mexique, c'est tout-à-la-fois la ruiner & appau-*

vrir la France, puisque c'est enlever à cette derniere Puissance une branche de commerce très-considérable, que ses liaisons avec Cadix lui procurent.

Si dans la position où sont présentement les Anglois, avoit encore ajouté le Marquis d'Obaret, *la saine politique ne veut pas qu'ils augmentent leurs possessions dans le nouveau monde, elle exige qu'ils mettent tout en œuvre pour attirer à eux tout le commerce de cet hémisphère, & ils y parviendront, non en soumettant à leurs loix les Mexicains, mais en leur rendant la liberté, en les défendant, en les protégeant. Ces peuples à la vue de la flotte Angloise, sachant par les placards qu'on aura fait répandre parmi eux, qu'elle ne vient point pour les conquérir, mais pour les délivrer de l'oppression, sous laquelle ils gémissent, n'hésiteront point à prendre les armes. Les Espagnols occupés du soin de les combattre, ne pourront pas s'opposer au débarquement des Anglois, ils le feront surement, & s'étant joint aux naturels du Pays, ils en chasseront entierement les Espagnols*

Si les Anglois, fideles à leurs promesses, laissent ensuite les Mexicains

maîtres de leur sort ; former eux-mêmes un plan de Gouvernement qui leur soit propre ; se donner des loix, se choisir des Magistrats pour les conduire ; si sans exiger aucune espèce de tribut de ces peuples, les Anglois defendent gratuitement leur Pays, gardent leurs places, & leur apportent toutes les denrées d'Europe, à un prix beaucoup plus modique que celui que leur faisoient payer les Espagnols, il est indubitable que les Péruviens, & les habitans de la Louisiane ne tarderont pas à suivre l'exemple des Mexicains. Ces trois peuples réunis en une même confédération, formeront alors un corps de République rédoutable, sous la protection de l'Angleterre, & que l'Espagne quelqu'aidée qu'elle soit de la France, ne pourra subjuguer. Dès-lors tout le commerce de ces peuples se fera par les Anglois, tout l'or du Pérou & du Mexique réfluera à Londres, & les Anglois regorgeant de richesses, liquideront facilement toutes leurs dettes, & n'auront plus rien à craindre des entreprises de la France & de l'Espagne.

Le Marquis d'Obaret avoit encore donné, comme raison de probabilité, la révolte de toutes les autres colonies

Espagnoles, & de celles des Isles Françoises, dont la désunion devoit naturellement être suivie de celle du Mexique. Il étoit évident de penser que l'effet de la désertion générale des colonies Françoises & Espagnoles dans le nouveau monde, seroit de donner à l'Angleterre tout le commerce que la France & l'Espagne y laissoient; & par une suite nécessaire, la vente presqu'exclusive du caffé, du sucre, du coton & de l'indigo.

Dans le plan que le Marquis d'Obaret avoit remis aux Ministres Anglois, l'ancienne *Vera-Crux* & *Alverado* étoient marquées pour le point d'attaque: il les avoit préferé à *Tempico*, qu'il savoit être plus fortifié que ces deux autres.

Les pertes que les Espagnols avoient faites pendant la derniere guerre, leur avoient fait connoître de quelle importance il étoit pour eux d'avoir une marine respectable, & de mettre leurs colonies en état de défense: ils s'en étoient serieusement occupés depuis la paix; mais il s'en falloit bien, lorsque le Marquis d'Oobaret proposa à l'Angleterre l'entreprise sur le Mexique, que

cette Colonie fut dans l'état de défense où elle fut mise, peu de temps après que les desseins de l'Angleterre eurent été connus de l'Espagne, c'est-à-dire depuis le mois de Janvier 1768. à cette époque l'Espagne y envoya des troupes bien disciplinées, une grande quantité de munitions de guerre, un grand nombre de bons Officiers, & surtout des Ingénieurs très habiles. Toutes les fortifications des places furent rétablies, de nouveaux forts furent construits dans tous les endroits les plus exposés à la descente ; le côté le l'anciene *Vera-Crux* & *d'Alvarado*, qui avoit été désigné par le Marquis d'Obaret pour faire le debarquement, fut fortifié & mis en aussi bon état de défense que le côté de *Tempico*.

L'activité avec laquelle l'Espagne travailloit à mettre hors de toutes insultes, ses Colonies du Mexique & surtout celle du Pérou, fît connoître aux Anglois & au Marquis d'Obaret que leurs desseins étoient découverts, ou que s'ils ne l'étoient pas, il falloit en remettre l'exécution à un autre temps. l'état de foiblesse où étoit alors l'Angleterre, que la derniere guerre avoit

presqu'épuisée, ne lui permettoit pas de tenter une entreprise dont le succès ne feroit pas certain, en s'exposant au risque de recommencer la guerre avec la France & l'Espagne. L'Angleterre n'ignoroit pas que la paix s'étoit faite contre l'avis du principal Ministre du Roi de France, & dès lors ceux du Roi d'Angleterre pouvoient croire que la France & l'Espagne, s'ils les provoquoient, ne balanceroient pas à recommencer la guerre.

Le Marquis d'Obaret, pendant le sejour qu'il avoit fait à Madrid, avoit vu chez le Marquis de la Croix, un François nommé Duran; il étoit de Lyon, & étoit venu à Madrid pour des affaires de commerce: quoique Durand n'eut qu'environ 30 ans, il avoit la prudence, la circonspection, & surtout, toute la discrétion de l'âge mûr: son esprit étoit vif, son imagination ardente; il plut au Marquis d'Obaret qui se lia avec lui; s'il ne lui donna point toute sa confiance, du moins désirat-il de la lui donner toute entiere. Les mêmes affaires de commerce qui avoient conduit Durand à Madrid, le firent aller à Londres au mois de Dé-

cembre 1767: il ignoroit les projets du Marquis d'Obaret; il le croyoit même encore à Madrid: son étonnement fut extrême quand il le reconnu à Batersca, Village auprès de Chelsea, dans une maison de campagne que le Marquis d'Obaret y avoit loué, qu'il occupoit sous le nom de Bernard. Le projet d'ôter le Mexique à l'Espagne étoit alors admis par le Gouvernement d'Angleterre, mais son exécution avoit été remise à un temps plus éloigné, par la seule raison qu'il falloit que l'Angleterre fît les préparatifs nécessaires avant que de la tenter. Le Marquis d'Obaret supportoit ce retard avec impatience: il auroit voulu que les Anglois eussent moins de prudence, & que se livrant à ses conseils, ils tentassent, sans delais, l'entreprise qu'il leur avoit proposée, & à laquelle ils avoient acquiescé: il crut qu'il parviendroit à son but, s'il pouvoit échauffer leur imagination, & considéra Durand comme très propre à seconder ses desseins: *vous n'êtes pas riche*, lui dit-il, *& je puis vous fournir l'occasion d'acquérir dans ce pays-ci une fortune considérable.* La suite au N°. suivant.

LETTRES HOLLANDOISES.

Mais fuyez sur ce point un ridicule excès,
Et n'allez pas toujours d'une pointe frivolle
Aiguiser par la queue une épigrame folle.

BOILEAU.

SUITE

Du Mémoire fait à Londres en 1768.

JE connois votre prudence, & l'idée que je me suis formé de votre caractere, me donne la confiance de m'ouvrir à vous sans reserve. Il lui fit part alors de ses projets & de ses vues, & ne lui cacha rien de ce qu'il avoit fait depuis qu'il étoit à Londres. *Par les avantages que j'ai su retirer moi-même, vous pouvez juger*, ajoute-t-il, *de ceux que vous devez attendre des soins que vous prendrez pour me seconder : confirmez seulement au Sécretaire d'Etat tout ce que je lui ai dis ; présentez-lui l'entreprise*

que je lui ai proposé, comme très facile à executer, & surtout assurez-le que vous avez été témoin de toutes les conférences que j'ai eues à Madrid avec les habitans du Mexique, & des dispositions, favorables où vous les avez vus. Il est aisé de concevoir l'étonnement que ce discours produisit sur Durand : peu fait aux manéges de l'intrigue, il ne pouvoit imaginer qu'un François, de la naissance du Marquis d'Obaret, put concevoir le dessein de trahir les alliés de sa patrie : il fut cependant assez maître de lui même, pour cacher l'effet qu'avoit fait sur lui, la proposition du Marquis d'Obaret, de s'unir à lui & d'agir de concert pour déterminer les Ministres Anglois à ne plus apporter aucun delai à l'exécution de son projet. Durand, ayant donc accepté les propositions du Marquis d'Obaret, se laissa conduire par lui chez le Secretaire d'Etat, qui le reçu très-bien ; il le vit plusieurs fois en particulier, & dans toutes les conférences qu'il eut avec lui, Durand lui confirma tout ce que le Marquis d'Obaret lui avoit dit. Celui-ci n'usa plus alors d'aucune réserve avec Durand : il lui communiqua jus-

qu'au plan de l'entreprise, & lui offrit sa bourse, que Durand refusa toujours, en même temps que pour ne point donner d'ombrage aux Ministres Anglois, il les sollicitoit de lui assurer un sort; mais cependant sans marquer trop d'empressement, ni sans faire aucune demande qui l'eut mis dans la nécessité de recevoir quelque récompense qui auroit pu l'obliger à la réconnoissance. Cette conduite noble de Durand, à l'égard du Marquis d'Obaret, & adroite à l'égard des Ministres de Sa Majesté Britannique, fit que l'un & l'autre eurent en lui la plus grande confiance: ils le voyoient souvent; ils lui parloient sans réserve; de maniere que Durand eut bientot acquit toutes les lumieres qu'il pouvoit desirer, pour exécuter le projet qu'il avoit conçu de faire connoître à l'Espagne, par l'entremise de la France, ce que l'Angleterre projettoit contre elle.

La France n'avoit pas alors d'Ambassadeur à la Cour de St. James. Monsieur Durand en remplissoit les fonctions; il avoit le titre de Ministre Plenipotentiaire; Durand fut le trouver, & lui fit part de tout ce qu'il avoit ap-

pris concernant les projets que l'Angleterre avoit formé contre l'Efpagne. Le Miniftere Efpagnol avoit encore alors cette petite morgue miniftériel qui le rendoit exeffivement jaloux de ce qu'il appelloit fes droits, & le Miniftre de France, qui favoit à quel point les Miniftres d'Efpagne étoient chatouilleux & minutieux, dit à Durand que les chofes, dont il venoit de lui donner connoiffance, n'intéreffoient la France qu'indirectement, & qu'il falloit qu'il allât trouver le Prince de Mafferan, qui pour lors étoit Ambaffadeur de Sa Majefté Catholique auprès de George III.: Durand fut le trouver, & l'on peut juger de la furprife de fon Exeellence & de la Cour de Madrid en apprenant ce qui fe tramoit à Londres.

On n'a pu découvrir quel motif avoit engagé la Cour de Madrid à faire connoître qu'elle en étoit inftruite en portant de très vives plaintes au Comte de Gratham Ambaffadeur de Sa Majefté Britannique. Le Miniftere Anglois nia tout, comme l'avoit fait à Madrid le Comte de Gratham & malgré tout ce que le Miniftere Efpagnol put alleguer pour faire connoître au

Ministere Anglois qu'il étoit parfaitement instruit de tout, celui-ci persista toujours dans sa denégation.

Les soupçons des Ministres de Sa Majesté Britannique, sur celui qui les avoit trahi, ne pouvoient tomber que sur Durand, parce qu'il n'étoit pas présumable que le Marquis d'Obaret, qui avoit un si grand intérêt à ce que l'entreprise réussît, eut lui même découvert la trame qu'il avoit ourdi. D'ailleurs les Ministres de Sa Majesté Britannique avoient su que Durand avoit été nuitamment à l'Hôtel d'Espagne; mais ils n'en avoient pas la preuve, & en Angleterre il faut, pour attenter à la liberté d'un homme, des preuves de son delit; ainsi Durand continua à jouir de sa liberté comme auparavant: il eut même l'art de persuader aux Ministres de Sa Majesté Britannique, qu'il ne les avoit pas trahi, & que la visite nocturne qu'il avoit rendu au Prince de Masseran, n'avoit eu d'autre but que de servir l'Angleterre. *Aussi-tôt* dit-il au Ministre de Sa Majesté Britannique, *que j'ai été instruit que la Cour de Madrid étoit informée des projets de l'Angleterre, j'ai*

cherché à la détromper ; les Ministres de France & d'Espagne, m'ont fournis eux mêmes les moyens de les tromper & de servir l'Angleterre : ils m'ont tous deux fait appeller, & m'ont fait plusieurs questions rélatives à ce qui regardoit le dessein que l'Angleterre avoit formé d'ôter à l'Espagne, la possession du Mexique. Aux détails qu'ils m'ont mis sous les yeux, j'ai vu qu'ils n'ignoroient rien de ce qui s'étoit passé précedemment relatif au projet, j'ai tout avoué, par ce qu'il m'a paru que cet aveu seroit utile à l'Angleterre, en ce qu'il porteroit les Ministres de la France & de l'Espagne à m'engager à continuer mes liaisons avec le Marquis d'Obaret, & avec vos Seigneuries, afin de pouvoir, au moyen de cette liaison, acquérir une connoissance parfaite de tout ce qui pourroit interesser l'Angleterre, relativement au Mexique, & en tenant cette conduite, j'ai gagné la confiance du Prince de Masseran ; j'ai endormi la prévoyance de l'Espagne avec d'autant plus de facilité, que tout ce que j'ai dit n'a tendu qu'à rassurer son Ministre surtout ce qui s'étoit passé auparavant.

Par ce discours adroit Durand se

conserva la confiance des Ministres de Sa Majesté Britannique, au point qu'on crût à la Cour de Londres, qu'il étoit entierement devoué à ses intérêts, de façon qu'elle continua de se servir de lui comme auparavant. Le point le plus essentiel étoit d'empêcher les Espagnols de prendre de trop grandes précautions, & de les detourner de porter tous leurs soins du côté par lequel on se proposoit de les attaquer. Pour cela Durand fut chargé par le Ministre Anglois de faire au Prince de Masseran de fausses confidences, comme par exemple, de lui insinuer adroitement que si l'Angleterre formoit quelqu'entreprise sur le Mexique, ce ne seroit plus vers l'ancienne *Vera-Crux*, ni *Alverado* qu'on se porteroit, mais vers *Tempico*; & lorsque l'on vit que malgré ces avis, l'Espagne faisoit fortifier ces postes du Mexique, Durand fut chargé, par le Ministere Anglois de dire que les Anglois ne projettoient plus l'attaque du Mexique, mais celle du Pérou; que ses Ministres avoient même eu des conférences secretes sur cela, avec un certain Comte de Compusans, & qu'en même temps on avoit

chargé un Juif nommé Roble de Castro d'aller au Mexique pour y assurer les partisans de l'Angleterre que quelque chose qu'il pût arriver, elle ne les abandonneroit pas : mais que pour le moment il falloit user de déguisement & cacher leurs véritables dispositions.



LETTRE XV.

La détention du Miniſtre des Etats-Unis envoyé à la République des Provinces Unies nuira beaucoup aux Hollandois ; ce qui engage ceux-ci à ne pas ſe vanger des inſultes qu'ils recoivent des Anglois ; procès des trois Rois ; *jugement qu'on peut porter de cet ouvrage ; extraits de cet ovrage.*

AMSTERDAM, ce Octobre 1780.

S'Il eſt vrai, Monſieur, que Mr. Laurens, qui a eu le malheur de tomber au pouvoir des Anglois, étoit envoyé à Leurs Hautes Puiſſances comme Miniſtre de la République des Etats-Unis, pour traiter avec celle des Provinces Unies, les Anglois ne manqueront pas de nous en faire un crime : ils ſe croiront, plus que jamais, en droit d'exercer contre nos navigateurs les plus grands excès ; ils ne nous déclareront point la guerre, mais ils agiront comme ſi nous la leur avions déclarée ; & nous, bonnes gens, à peine oſerons nous nous plaindre ! nous

n'aurons jamais le courage de nous venger. Le Cousin ne veut pas désobliger le Cousin ; & la petite Cousine que deviendroit-t-elle ? Si sa bonne Maman la République alloit se brouiller avec son bon Papa le Fabriquant de Boutons.

Marion pleure ; Marion crie ;
Marion veut qu'on la marie.

Auriez vous jamais imaginé que ce bon Papa, Fabriquant de Boutons, fut Georges III. Souverain de l'Empire Britannique, Seigneur Suzérain de Hanover, & qui plus est, Electeur du St. Empire. Un mauvais plaisant, qui se dit Anglois, & qui pourroit bien être un habitant de nos Provinces, a imaginé, pour faire connoître cette nouvelle fabrique de boutons, de donner une brochure de 192 pag. in 8°. qui a pour titre *le procès des trois Rois :* beaucoup de gens voudrons lire cette brochure, beaucoup de gens l'acheteront, parce qu'elle se vend 3 liv. 12 sols de France aux libraires, qui la vendent 6 liv. aux particuliers, parce qu'elle est fort méchante, & qu'il y a, à la tête, une estampe médiocrement gravée, pitoyablement dessinée, qui répresente le tribunal où doivent être jugés les trois

Rois litigeans, c'eſt-à-dire, les Rois de France, d'Angleterre & d'Eſpagne. L'Auteur de cette brochure ſe bat les flancs pour être méchant : ſes épigrammes ſont toutes à la grecques ; elles manquent de ſel & de fineſſe. Depuis la premire ligne juſqu'à la derniere, c'eſt une monotonie ſoporative dont l'effet eſt plus ſûr que celui de l'Opium, pris à la plus grande doſe poſſible. L'Auteur a voulu, à toute force, être plaiſant ; mais il n'y a pas de plaiſanterie ſans fineſſe, & ſurtout ſans cette gaité aimable & naturelle des Amilton, des Voltaire & des Greſſet : il a celle des Paliſſot ; mais celle des Suifts & des Pope lui eſt étrangere : mordant comme Lucile, il a l'aigreur d'Horace, ſans avoir ſon enjouement ; obſcur comme Perſe, il n'eſt ni preſſant ni ſerré comme lui : il dit ſouvent de grandes vérités, c'eſt de ce ton *qui conduit triſtement le plaiſant à la Greve.*

Les trois Rois ſont cités au tribunal des Puiſſances Européennes, & c'eſt le grand Seigneur qui y préſide : l'Empereur eſt Vice Préſident, le Roi de Pruſſe Avocat Général, l'Ecteur

Palatin & le Grand Duc de Toscane sont les Greffiers, le Langrave de Hesse Cassel & notre Stadhouder les huissiers de cet auguste tribunal. On ne reprochera certainement pas à l'Auteur de cette brochure d'être, ni Stadhouderien ni Anglomane : il donne gain de cause au Roi de France, & parle très cavalierement du Prince d'Orange, même d'une façon indécente : on ne m'accusera pas d'être partisan de ce Prince, jamais je n'ai approuvé sa partialité pour l'Angleterre, encore moins m'accusera-t-on de prétendre à ses bienfaits, mais je ne puis voir qu'avec une sorte d'indignation, le role ridicule qu'on lui fait jouer sur cette scene, qui n'a été imaginée que pour tourner en ridicule les chefs des nations qui en cette qualité doivent être respectable pour tous hommes sensés. Quoique l'Auteur de cette brochure ne soit pas Stadhoudérien, n'y l'ami des Anglois; je ne pense pas cependant que sa diatribe fasse fortune à Paris : les grossieretés n'y font pas rire, & les mauvaises plaisanteries y font bailler.

Après avoir fait haranguer le Grand Seigneur, l'Empereur, le Roi de Ma-

roc & l'Impératrice Reine l'Auteur fait faire un petit sermon à la Reine de Portugal, dire quelques platitudes au Roi de Dannemarck, & d'assez bonne choses à celui de Suéde. L'Auteur fait entrer en scene le Prince d'Orange qui dénonce au tribunal la fustigation du pauvre Capitaine d'un de nos vaisseaux.

Le Prince d'Orange, dit-il, *porta plainte de ce qu'un vaisseau Hollandois, dans le Golfe de Gascogne a été arrêté, & de ce que l'équipage les Anglois ont fessé; que c'est contre civilité de Graves Hollandois sur des canons liés, de leurs gros derriers à l'air du Ciel exposés, que leurs culs pouvoient s'enrhûmer, & à tour de bras en cette posture les étrivieres leur donner.* Son Altesse a ajouté: *que les Anglois ont si peu d'honnêteté qu'ils n'ont pas même daigné, après avoir ses compatriotes bellement fessés, sur le cul un emplâtre leur appliquer.*

Le Roi de Suéde aux Chiaoux Prince d'Orange a demandé s'il étoit donc si hébeté pour à un fait grave une sottise comparer; que si la chose est avérée, les fesseurs pour la premiere fois sont dignes d'être loués: que tous les Hollandois ont mérité d'être fessés: qu'ils sont

pour la lie du genre humain par tout le monde réputés, & pour ne rien autre chose que l'argent aimer : que lui Roi de Suéde voudroit bien en question poser, si pour chacun un ducat, ils ne voudroient pas tous être fessés : qu'eux Hollandois par leur lacheté, & lui Orange par ses sots préjugés vont la guerre de plus de dix ans prolonger, mais qu'à la fin heureusement tous les pots cassés devront payer.

Le Prince d'Orange à Sa Majesté ingénument a exposé qu'il étoit par un vieil eunuque comme par le Lie-Col mené : qu'il ne pouvoit pas faire sa volonté : que sa leçon chaque jour lui étoit par cet eunuque dictée : que cet eunuque étoit comme lui du Roi d'Angleterre allié : que tous deux étoient intéressés de George ménager, & de sa cause épouser : que lui Guillaume avoit depuis dix ans cent mille hommes demandé pour commander, & que la République les lui avoit refusés : qu'avec cent mille hommes, il se faisoit fort de la France conquêter, de le Roi à Versailles faire prisonnier, & dans la géole de sa vielle cour de la Haye l'amener pour tou'e sa vie l'y enfermer, & par ainsi la guerre au desir de toutes les Puissances terminer : que lui Guillaume a du courage plus que l'Eurppe ne peut penser : qu'il a la niéce du Roi de Prusse épousé : que depuis qu'avec Fréderique il a couché, le sang prussien il a succé : que ce sang de la bravoure beaucoup lui a inspiré : qu'encore depuis que la Cour de Berlin il a visi-

te: que les bottes, le grand chapeau & le grand sabre de Fréderic il a adopté, il est un Alexandre tout formé: qu'il veut un jour les colomnes d'Hercule plus loin que Gibraltar porter, & dans la carrière militaire cent Rois de Prusse surpasser: que chaque année au mois de Mai, il a un camp dans les Dunes formé: que toute l'Europe vient ses manœuvres admirer; la célérité, la légerté, la vivacité de ses troupes préconiser, surtout l'habileté de ses Canoniers louer: qu'il prend la liberté de toutes les Puissances, pour l'an prochain inviter: qu'il est sûr qu'elles seront toutes enchantées: que par les plans qu'il est occupé avec son mentor eunuque à rédiger, il veut des cornes d'âne à Fréderic faire porter.

L'Auteur supposant le Roi des deux Siciles aussi entiché de ses troupes que le Prince d'Orange l'est des siennes, lui fait dire *qu'il est continuellement en guerre avec Don Vésuve*, le Prince d'Orange lui dit *qu'il n'a pas vu dans l'almanach ce Don Vésuve au nombre des têtes couronnées*. Ce Dialogue est interrompu par le Roi de Dannemarck, qui pour donner occasion à l'Auteur de tirer sur notre Militaire, propose au Prince d'Orange de lever & d'envoyer à la République, en qualité de troupes auxiliaires, un Régiment *de Hussards de la mort*: sur ce un membre du tribunal objecte, *que de la mort on ne devoit pas parler, que les troupes Hollandoises à ce mot étoient capables de cent lieues de la de-*

reculer. Sur ce Guillaume s'est emporté, & en frappant sur ses bottes, avancé que ses troupes étoient capables de l'enfer avec lui assiéger, & de Lucifer détrôner. Il est vrai, a un autre membre du tribunal rispostê, que dans le dernier camp aux Dunes formé, tous les lapins ont été d'une si forte terreur panique frappés, que tous, les Dunes ont déserté: son Altesse sur une alezanne cavalle monté, de son grand sabre armé, de son grand feutre affublé, de pied en cap bien barnaché, bien caparaçonné, pour un autre St. Michel pouvoit avec raison passer, qui le diable va chercher, pour de sa lance le ventre lui percer. Tout ce que l'Auteur fait dire au Roi de Pologne est fort pathétique: mais ce n'est pas l'éloge des Rois. *Les Rois sont corrompus*, dit-il, *& les peuples trompés, voilà le mot: de là le malheur, la ruine de l'homme; de là la terre devastée; les nations dispersées; les peuples affoiblis; leurs domaines perdus; leur Puissance réelle anéantie. Les peuples toujours opprimés, toujours infortunés, du tableau de leurs malheurs toujours environnés: les Rois toujours abusés, toujours aveuglés, toujours au mal provoqués: & ainsi toujours du monde la félicité éloignée. Le soleil de la vérité du trône toujours eclipsé: les Rois pour le bonheur de leurs peuples sur le trône placés: & les peuples par leurs Rois, ou plutot au nom de leurs Rois toujours tirannisés: ô fatalité!* Stanislas parle ensuite des malheurs qu'il a essuyés,

de son assasinat, & surtout du partage de la Pologne.

Tout ce que dit le Roi de Sardaigne est d'un Prince pacifique & ami de l'humanité : *c'est en vain qu'un bon Prince pour la paix des vœux peut former : la terre est toujours au monstre de la guerre livrée, & plus que jamais le théatre de nos jours est agité. Les Etats sont ébranlés : les Royaumes partagés : les nations déchirées, les peuples des Rois secouent l'autorité. Par-tout troubles, factions, divisions, confusions, révolutions, mouvemens, secousses, agitations ; les Puissances se défiant les unes des autres, s'armant les unes contre les autres. L'Univers presque entier devenu une place d'armes : chacun cherchant de son côté à se dépouiller, se ruiner, dans le sang de son voisin se baigner. C'est un spectacle nouveau dans le monde de voir la politique moderne guerre entamer, sans la déclarer, de terres s'emparer, sans avoir droit de les posséder : partout les Souverains occupés à se déposséder, ensemble leurs forces mesurer, & partout du sang des mortels la terre arroser, & aussi occupés à des chaînes aux peuples apposer, & les peuples travaillant à les briser : quelle manie du monde s'est emparée ! Il y a parmi les Puissances une morale, mais c'est celle des loups : il y a parmi les Souverains des loix, mais ce sont celles des lions : Cette morale, & ces loix ne sauvent point les agneaux. Autrefois, on comptoit parmi les hommes, & ceux qui menent les hommes,*

de la raison, des règles, des procédés, de l'équité; aujourd'hui c'est temps perdu d'en parler : on peut de tout abuser : toute morale à son gré interprêter, toutes loix impunement boulverser, quand on a trois cent mille hommes à commander. Après avoir annoncé aux nations que l'Empereur, se modelant sur le Roi de Prusse, suivroit un jour son exemple, le Roi de Sardaigne fit ce petit compliment à Sa Majesté Prussienne; *j'ai pour Frédéric grande vénération, & respect très profond : il a de très bonnes qualités que dans un Roi, on doit louer, & qui dans tous les siécles seront exaltées; mais si Frédéric ne fut pas né, peut-être que le genre humain n'eut pas été si infortuné, des guerres sûrement à l'Europe il eut épargné : & moins de sang eut été versé : ou si un génie moins guerrier, moins au démon de la guerre porté, la nature lui eut donné, avec justice pour le second Salomon, Frédéric eut pû être comparé.*

Au Roi de Prusse l'Auteur a opposé Paoli Ambassadeur de Corse. Paoli reproche à Sa Majesté Prussienne d'avoir permi à son Academie de proposer l'année derniere pour sujet d'un prix, *s'il étoit utile au peuple d'être trompé*, & s'étend beaucoup sur l'absurdité de cette question qui, suivant lui, n'a pas pu être proposée que par les Esclaves d'un despote. Pour peindre la passion du Roi de Prusse pour la guerre, l'Auteur lui fait dire, *qu'elle injustice atroce! toutes les calamités, tous les fléaux du monde à moi sont imputés : & ma Philosophie*

de celle de Julien raprochée ; ma sagesse à celle du plus sage des Rois comparée ; ma valeur à celle du plus grand héros assimilée, n'ont pu du reproche me sauver d'avoir à tous les Rois des leçons donné, pour leurs peuples plus vîte, & plus adroitement tuer ! C'est un jeu que la guerre, ce n'est pas moi qui l'ai apporté en terre : il y avoit guerre avant moi, & il y en aura après moi. Il faut bien guerroier, batailler, pour les Rois amuser, & le temps agréablement leur faire passer : il faut faire la guerre pour former des militaires : le monde est d'ailleurs trop peuplé, il faut en tuer, pour que le pain soit à bon marché. Cinquante mille hommes par le fil de l'épée passés, cinquante mille par bayonettes enfilés, cent mille par le canon emportés, cent mille dans la mer en vaisseaux noyés, trois cens cinquante mille en sus assassinés, & trois cens cinquante mille encore égorgés ; n'est pas si grande affaire. Un million d'hommes tués, ou noyés est peu de chose auprès de cent millions d'ames que peut contenir l'Europe. Tuer des hommes ou des mouches, c'est le même : qu'on en tue tant qu'on veut, ça vient tout seul, & ne coûte rien. Un cheval ereinté est bien plus à regretter que cent mille hommes tués.

L'Electeur de Mayence, fit une motion; il demanda qu'on jugea le procès des trois Rois, & on eut égard à sa demande. *Pour être introduit Benjamin Franklin s'est préprésenté : à ce dernier le Roi de Suéde la parole a porté, & dit qu'il pouvoit, sans dif-*

ſculté, ſa place, au rang des repréſentans occuper.

Le Landgrave de Heſſe-Caſſel, le Duc de Brunſwick, le Marcgrave d'Anſpach, le Comte de Hannau, le Prince d'Hanhält-Zerbſt, le Prince Waldeck, que l'Auteur nomme Maîtres & Garçons Bouchers, parce qu'ils ont vendu la vie de leurs ſujets à l'Angleterre, s'oppoſent à ce que Franklin ſoit admis ſur les Bancs au nombre des repréſentans des Républiques. *Les gros Potentats de l'Europe*, dit le dernier des Garçons Bouchers, *font parbleu de la belle beſogne : nous autres petits Princes, nos ſujets nous écorchons, tant que nous pouvons, nous les vendons même dans l'occaſion, mais nous en avons permiſſion, ce ſont nos ſujets; nous n'empiétons par pour ça ſur nos confrères les autres Princes.*

Franklin cependant fut admis : il parla peu parce que les Bouchers l'interrompirent, & employerent forte raiſons, bonnes ou mauvaiſes, pour s'excuſer d'être devenus marchands de chair humaine : la meilleure de leurs raiſons m'a paru celle du Boucher de Heſſe-Caſſel : *vendre bœufs ou vaches*, dit il, en finiſſant ſon Appologie, *femmes ou hommes, ſaumons ou cochons, quand ça nous appartient, ça revient au même.*

Vint enſuite la requête de George III qui, après l'avoir préſentée, ajouta de vive voix, *certains animaux appellés Américains, ayant comme nous deux pieds & deux*

mains, ayant osé défier mon autorité à Boston, Pays fripon, ont, ô triste récordation! terrible commémoration! ont diffamé, dégradé ma Majesté, avec excès, sans pudeur ni équité; mes Gouverneurs sur ce, les ayant querellés, dans la mer un vaisseau de Thé ont jetté, de sabres & de pistolets se sont armés, & mes soldats au diable ont chassé. Soudain alerte, guerre aux champs, guerre à la ville, guerre en toutes les Colonies. Un Congrès de singes formé, l'indépendance a déclaré & l'Amérique au nez m'a chié. Sur ce j'observerai qu'ayant pendant trois ans, guerroié, le Roi de France Soldats & canons lui a prêté. C'est comble de perversité, de noirceur, d'iniquité, & grace à Dieu, le diable ne l'a pas emporté. Un docteur de profession a été reçu en ses états en légation, sous prétexte d'inoculation, puis avec lui a passé un traité de navigation; puis la guerre méchamment m'a déclaré, le Roi d'Espagne dans son parti traiteusement a entraîné; puis de mes Colonies ensemble veuillent me dépouiller. Jugez, Messieurs, la grand'affaire qui m'a mis en affliction, en désespoir, en consternation.

Après quoi ses Avocats le Lord Butte & le Lord North se présenterent, & le premier parle pour tous deux. Son plaidoyer est le précis de tout ce qui a été imprimé parmi nous par les salariés du Chevalier d'York, & des mémoires présentés par cette Excellence à leurs Hautes Puissances.

Vous croyez bien, Monsieur, que North n'a pas épargné vos Ministres, voi-

ci un échantillon de sa verbeuse éloquence. *C'est la France qui a fait mouvoir la Porte Ottomane contre la fenêtre Russe, qui a fait ruer le Roussin du Grand Turc contre la Mule de la Czarine.... Si Machiavel est-mort, la France a ses Reliques : elle les conserve plus précieusement que celles de St. Denis, que celles de la Pâtrone de Paris. Machiavel est le grand Saint, le grand Pâtron de la Maison de Bourbon. C'est, c'est la France qui, qui... mon cœur se fend, il faut que ma langue s'arrête.*

Le Lord North ayant mis sur le Bureau le traité de la France avec les Etats-Unis, l'a commenté : mais comme ce commentaire n'est pas tout à fait aussi agréablement fait que celui de Témiseul de St. Hyacinte, (chef d'œuvre d'un inconnu) je vous en ferai grace à l'exception cependant de ce passage.

Ces Etats encore un coup vous avez menti, ce ne sont pas des Etats, *ayant fait proposer au Roi de consolider, par une convention formelle, les liaisons qui se sont établies entre les deux nations.* Encore ici, point d'interrogation ? Messieurs les droles qui vous a permit de former Cette liaison? Par aucune loi, par aucune constitution, lorsqu'on est soumis à un Gouvernement, on ne peut s'allier avec un autre, sans son contentement: si non on tombe en délit flagrant, & on risque d'être pendu sur le champ.

Les Avocats du Roi de France ont pris

la parole & *Mr. Maurepas portant la parole a dit : Tant va la Cruche à l'eau, qu'enfin elle se brise. L'Anglois a donné chasse aux François dans la derniere guerre par toute la Terre. Moi, étant Ministre de France ai connu leur insolence : ils n'ont ni foi, ni loi, ni probité, ni douleur, ni humanité. Toujours guerre sont prêts à déclarer, pour le monde opprimer & sur l'Océan dominer. Louis & son Conseil étoient disposés à la paix conserver, tous troubles appaiser, toutes dissentions calmer, la félicité par tout le genre humain consolider; mais ces Anglois sont des faquins qui se conduisent comme des faquins. Toute l'Europe connoît de mon Roi la franchise, & combien Sa Majesté est eloignée de vouloir le sang des hommes verser. C'est un jeune Souverain qui à la paix est toujours prêt à donner la main. Mais ces Anglois sont des damnés qui aucune bonne raison ne veulent écouter; l'Amérique s'est révoltée; Louis étoit déterminé à toutes propositions de sa part rejetter ;... Mais ces Anglois, flottes, escadres ont armé, & de sinistres desseins contre la France ont projetté : Louis pour sa dignité conserver, ses possessions assurer, s'est vu forcé de marine remonter, & l'oreille aux avances du Congrès prêter. En cela Louis peut-il être blamé? Et celui à qui un coup d'épée on veut porter, peut-il être condamné d'avoir le coup anticipé ? peut-il encore être vitupéré d'avoir de son épée le ventre de son adver-*

faire percé? Choiseul a ajouté *en politique n'est pa hérétique qui, d'un croc en jambe, son ennemi peut faire tomber, ou d'un coup de jarnac, en l'autre monde en poste le dépêcher. Entendez-vous, Messiurs,* a repris North, *voila comme raisonnent tous ces Ministres de Versailles: d'après de tels principes, peut-il y avoir de la sureté pour les Puissances du monde? & un Roi peut-il sur sa Couronne compter, sur son septre se réposer, & esperer de pouvoir les transmettre à sa postérité? Quand j'ai avancé qu'un jour à venir les Ministres de la Maison de Bourbon feroient toutes les Puissances par le trou d'une bouteille passer, je ne me suis pas trompé. Que vos Seigneurs attendent encore cinq ou six siecles, & elles diront si je suis bon prophête! à voir l'arbre de la Maison de Bourbon par tout se ramifier, ses branches par tout étendre, allonger, il est aisé de deviner, sans être sorcier, qu'un jour il va tous Empires & Monarchies de l'univers écraser. Vos Majestés & Altesses doivent craindre pour leurs enfans, & enfans de leurs petits enfans, au moins jusqu'à la centième génération.*

La suite au N°. suivant.

LETTRES HOLLANDOISES.

Les cruels oppresseurs de l'Asie indignée,
Qui violant la foi d'une paix dedaignée
Forgoient déjà les fers qu'ils nous avoient promis
De leur coupable sang ont lavé cette injure.

J. B. ROUSSEAU.

SUITE

DE LA LETTRE XV.

ON ne peut rien de plus agréable que la maniere dont l'Auteur fait louer le Lord North par le Lord Butte, *Tête Bleu! c'est un grand homme ce North! jamais l'Angleterre, les trois Royaumes, n'en ont produit de pareil: c'est surement le fils de quelque maquerelle Angloise, ou de quelque sybille Ecossoise. Il a tant d'esprit que, je crois, s'il vouloit, les Tombeaux ouvrir il pourroit, & aux morts commander dans leurs linceuls se lever, & dans les rues de Londres se promener & sauter. Quand North mourra, l'Angleterre grand dommage fera. Jamais Ministère Anglois n'a été en de si bonnes mains placé. Il faut que North ait dans une bonne Académie étudié, ou qu'il soit né coiffé.* Mr. Meaurepas ayant repris

la parole, établi tous les griefs de la France. Je vous en fais grace ainsi que du plaidoyer des Avocats du Roi d'Espagne, Mr. d'Aranda & Mr. Blanca, du discours des Rois de France & d'Espagne, & du plaidoyer du Docteur Franklin qui n'est qu'une répetition de tout ce qui à été dit jusqu à présent pour prouver le droit qu'ont eu les Amériquains de lever l'étendart de la révolte.

Les parties entendues, le Roi de Sardaigne a rapporté l'affaire & puis Mr. North de parler encore, & quand il eut cessé de verbiager, un des Membres du Tribunal prit la parole en faveur de George, & le peignit comme un Roi ami de la paix, & le Roi de France comme un Prince ambitieux qui avoit formé le projet de tout écraser, pour sur tout dominer. Un autre Membre prit le parti de la France, & taxa hautement le défenseur de George, d'avoir reçu de George des Guinées. *Des garçons Bouchers ont de George le parti vivement appuyé, & le Prince d'Orange hautement l'a sécondé, & fermement déclaré, que George ne seroit pas condamné: que c'étoit son Cousin sous-germain, qu'il avoit juré de lui prêter la main.* Le Roi des deux Siciles, *protesta que George seroit condamné, & d'autres Membres d'alléguer que tous les Anglois par leur insolence avoient mérité d'être une bonne fois joliment frottés, étrillés, rossés, pour s'être de toutes les nations joué, avoir tous les*

peuples avec ignominie traité, & s'être impertinemment imaginé qu'eux seuls le soleil devoient éclairer, & que pour eux seuls le créateur l'Océan avoit creé.

L'Avocat Général Fréderic, trouvant la question fort compliquée, conclut à ce que chacun des Membres du tribunal donna son avis, sur quoi Sa Hautesse prononça qu'il feroit fait ainsi qu'il étoit réquis.

L'Empereur fut le premier qui opina; son avis fut, que George fut condamné aux frais & dépens. Le Lord North voulu recuser Sa Majesté Impériale, mais on n'eut point d'égard à sa demande. L'Empereur de Maroc donna aussi son avis en faveur des Bourbons, de même que l'Impératrice Reine & celle de Russie, mais la Reine de Portugal dit, comme Pilate, qu'elle s'en lavoit les mains: mais le Roi de Dannemarck se déclara sans hésiter contre son beau Frere: *& le Prince d'Orange à son Cousin Christian de reprocher, qu'ayant la sœur de George épousé, & ainsi les intérêts de son Beau-frere abandonner pour des étrangers, c'est un fort vilain tour lui jouer, que lui Christian doit avoir le cœur & l'ame glacés, pour n'avoir pas plus de fraternité.*

Tous les autres Membres du tribunal se sont déclarés contre le Roi d'Angleterre. *O pauvre George! que tu es donc infortuné! s'est George lui-même écrié, d'un ton de*

componction qui vraiment fait pitié. Misericordia! misericordia!

A quoi servent tous ces hélas, & tous ces misericordia, a dit à George, Bute son Pere, d'un ton d'indignation? *Vous n'êtes pas encore pendu, ni noïé: & il n'est pas encore assuré que l'Huissier viendra vous exécuter.*

Un des Membres proposa aux trois Rois de s'accommoder; ils ne s'y refuserent pas; mais l'Avocat Choiseul proposa pour préliminaire: 1°. *Que les Américains soient indépendans déclarés.* 2°. *Que la cité de Dunkerque ne soit plus par les Brétons inspectée:* 3°. *Que le commerce des Indes & de l'Afrique ne soit plus gené.* 4°. *Que la pêche de Terre-Neuve soit équitablement reglée. La premiere de ces conditions*, a dit Me. Choiseul, *est un devoir, le Roi ne peut s'en désister, sans honteusement sa foi violer; la seconde est de convenance, & interesse la dignité de la France; la troisième & la quatrième sont dans l'ordre de l'équité, & ne présentent pas la moindre difficulté.* Et l'Avocat d'Aranda comme par supplément au nom de sa partie d'ajouter, *que Mahon & Gibraltar soient réstitués, qu'aussi la Castillanne dignité est à cela interessée.*

Et l'Avocat North de repliquer *que ce qui intéresse de la France, & de l'Espagne la dignité, intéresse de l'Angleterre la sûreté: que c'est le bon sens choquer, & de George vouloir se moquer, que de telles conditions pour base d'accommodement lui pre-*

poser : qu'à la premiere, & plus terrible des conditions, l'indépendance des Américains, George par honneur n'y donneroit jamais les mains : que pour la seconde, George pourroit d'un droit se désister qui lui est assuré par les traités : que pour la troisième & quatrième aux Indes & en Afrique pourroit commercer, & à Terre-Neuve Morue pêcher qui en auroit la faculté : quand à la cession de Gibraltar & Mahon, que c'étoit sans ombre de raison qu'on mettoit sur tapis pareille proposition.

Avant que de faire prononcer le jugement, l'Auteur de la Brochure donne encore quelques coups de patte au Prince d'Orange : il lui fait dire par exemple, *laissez dormir le Chat qui dort : laissez le temps passer, laissez ma quenouille filer : je file, mais savoir quoi : je ne dis pas mon secret à tout le monde : je suis plus malin qu'on ne pense au moins : quand le Coq l'heure marquée aura chanté ; alors je ferai une explosion comme un coup de canon.* Survient un incident, c'est le projet de partager la Turquie Européenne, dont le Grand Seigneur est instruit par un Estafette, que lui avoit envoyé son Grand Visir, & le Sultan aussitot va aux voix, les compte & prononce cet arrêt.

Les Nobles Hautesses Majestés & Altesses, & leurs Excellentes rotures les représentans des Républiques, en tribunal extraordinairement assemblés, pour le procès juger en-

tre Louis & Charles Bourbon, & George fabricant de Boutons.....

Ont déclarées & déclarent que Louis & Charles ont leur cause avec dépens, intérêts & dommages gagnée; qu'ils sont de toute accusation, inculpation de félonie, perfidie, trahison, dissimulation, déchargés, & que les mémoires des Avocats de la partie George resteront supprimés; que pour, qu'une tache noire ne puisse sur le corps des Bourbons rester, & être en quelque coin de l'univers mal famés; de l'ordre & par l'ordre des Nobles Puissances Louis sera sur une Haquenée monté, la tête de Lauriers couronnée & d'un bout du monde à l'autre en fanfares promené; que Charles sera monté sur une Rossinante, la plus belle Rossinante qu'on pourra trouver, qu'une cornie de bouc lui sera donné, pour en chemin les bêtes appeller, & en être complimenté; que George sur un Ane sera placé, la face vers la queue tournée, & qu'à la place de la jarretière, honni soit qui mal y pense, une longue queüe de singe lui sera baillée; enfin que Franklin a de son Amérique indépendance gagné, qu'elle est des Nobles Puissances hautement déclarée, pourvû que du nouveau monde les Anglois soient bellement chassés, & que le présent arrêt sera aux quatre portes du monde affiché, afin que personne ne puisse cause d'ignorance prétexter.

Il a paru à l'Auteur qu'il seroit assez plaisant de faire interjetter appel de ce

jugement au Pape, dont on bruloit encore il y a quelques années, la figure à Londres.

Je ne crois pas, Monfieur, que l'Auteur de cette brochure fe faffe connoître : on n'en a debité ici, & dans nos Provinces, que peu d'exemplaires : je la crois imprimée à Liege, ce qui peut le faire croire, c'eft que fon Evêque n'y eft pas nommé : il a cepandant fix cens hommes de troupes reglées, il peut, par conféquent, jouer fon role parmi les potentat de l'Europe.

J'ai l'honneur d'être &c.



RÉPONSE A LA LETTRE XV.

Jugement qu'on doit porter du Procès des trois Rois; *suite funeste qu'auroit la condamnation de Mr. Laurens; le traitement que les Anglois font aux Américains, qui tombent entre leurs mains, les affermit dans leur rebellion; les avantages que les Anglois ont eu en Amérique, leur a fait prendre la résolution de continuer la Guerre dans cette partie du Monde; c'est de tous les partis le plus mauvais qu'ils pouvoient prendre; ses Ennemis ont plus de moyen qu'elle de continuer la guerre; des marchands d'hommes; idée qu'on doit en avoir; maniere de penser des patriotes Anglois; extraits des papiers Anglois.*

PARIS, ce Octobre 1780.

NOus n'avons pas encore ici, Monsieur le procès des trois Rois: je vous suis très obligé de me l'avoir fait connoître; l'extrait que vous avez pris la peine d'en faire, me sauvera l'ennui de lire en entier cette brochure: elle ne fera pas fortune parmi nous: la mechanceté, sans le sel attique, n'amuse pas; lui seul excite le sourire aimable du plaisir & de la gaieté. Avec plus d'esprit, de finesse & du goût, l'Auteur du *Procès des trois Rois* auroit

pu faire une brochure agréable, & qu'on auroit lu avec plaisir: maniant avec art l'arme terrible du ridicule, il auroit fait rire ses lecteurs, & rougir ceux qu'il vouloit frapper. Les noms de *Maître & de Garçons Bouchers*, sont d'une grossiereté rébutante : son Lord North est un bavard impitoyable, qui fait des phrases sans jamais dire une de ces platitudes ingénieuses qui, inventées par l'auteur, ne rendent que plus ridicule celui qui les dit. Je ne trouve rien de si plat que le Don Vésuve, si ce n'est l'usage que votre auteur en fait pour rendre ridicule votre Stadhouder. Cette plaisanterie est du plus mauvais ton; elle est révoltante parce que tout le monde sait que ce Prince a des connoissances, & qu'il ne peut pas meme être supposé; qu'il ignore l'existance de ce volcan célebre. Ces lapins qui fuyent à l'approche de vos soldats, ne sont rien moins que plaisans; quand les troupes Hollandoises sont bien conduites, elles bravent les plus grands dangers: toutes les fois qu'elles ont combattus pour la liberté, elles ont fait des prodiges de valeur: toutes les fois qu'elles ont pris les armes pour la défense de la République, elles ont donné des preuves du plus grand courage. Si quelques fois elles ont paru moins intrépides, ç'a toujours été quand leur bravoure a été arrêtée, ou pour mieux dire, enchaînée par le petit intérêt de ceux qui les commandoient.

Si les Anglois, Monsieur, font le procès

à Mr. Laurens, & qu'ils le fassent pendre comme coupable de haute trahison, ils commettront de toutes les imprudences la plus grande; les Américains vengeront sa mort, en immolant à ses mânes tous les Anglois qui tomberont en leur puissance: des flots de sang couleront, la terre sera jonchée de cadavres, partout ce ne sera que ravage & dévastation: on se massacrera par représailles. Tous les Américains seront altérés du sang des Anglois, & plus ceux-là opposeront d'obstacles à leur fureur, & plus dans leur fureur ils seront cruels & barbares. L'homme le plus doux & le plus humain, devient féroce, quand la vengeance, ou le désespoir, arment son bras. Rien n'est plus inconsideré que l'usage que le Comte de Cornwallis a fait de la victoire que ses troupes ont remporté à Camden, sur les troupes des Etats-Unis: il a fait pendre 12 des prisonniers qu'il avoit dans cette affaire, il en a envoyé trente autres à St. Augustin, qui, a-t-il dit, auront le même sort que les premiers. En voilà assurément beaucoup plus qu'il n'en faut pour décider tous les Américains à ne mettre jamais bas les armes, dans quelque position qu'ils se trouvent: ils mourront tous ou vaincront; pas un d'eux ne voudra à l'avenir confier sa destinée à un ennemi féroce, qui, au mépris des loix de la guerre, respectées même par les peuples les plus barbares, livrent à la mort des prisonniers, sur la liberté seule desquels ils ont des droits, sans en avoir sur leur vie.

Le gain de la bataille de Camden, ont dit les Ministres de S. M. Britannique, nous assure les deux Carolines & peut-être le Maryland & la Virginie; continuons la guerre avec les Américains, & ne cessons de les combattre que lorsqu'ils cesseront d'être rebelles. Voilà assurément de tous les partis le plus mauvais que pouvoit prendre l'Angleterre, aussi n'est il approuvé que par les partisans des Ministres: Si l'Angleterre peut envoyer en Amérique dix vaisseaux de ligne, comme on dit qu'elle le projette, ses ennemis pourront sans peine y en faire passer vingt: si elle y fait transporter dix à douze mille hommes de troupes reglées, la France pourra sans un grand effort, augmenter son armée de terre en Amérique de vingt & même de trente mille de ses troupes, qui ne lui sont même d'aucune utilité en Europe, & l'Angleterre ne peut faire passer en Amérique un seul homme, qui ne soit pour elle un surcroit de dépense. Les marchés de l'Allemagne, où elle s'est approvisionnée jusqu'à présent d'hommes, comme l'on va dans les autres marchés s'approvisionner de Bœufs, de Vaux & de Moutons, ne sont pas inépuisables; & d'ailleurs, ces marchands de chair humaine, affamés d'argent comme ils le sont, pour satisfaire leurs petites passions, ne sont pas gens à leur faire long crédit. Et puis, ces animaux baptisés ne peuvent-ils pas eux-mêmes se lasser d'être vendus? ils peuvent

avoir quelque réminiscence qu'ils sont des hommes, jetter les hauts cris qui, parvenant jusqu'au chef de l'Empire, leur en assureroit la protection; Joseph & Marie-Therese, peres de leurs sujets, n'imaginent pas qu'on puisse en être les tyrans. Il est inoui que dans le 18me. siecle il y eut des Souverains qui trafiquent du sang de leurs sujets. Le plus grand malheur qui puisse arriver à un homme, c'est de naître sujet d'un de ces petits phantômes de Souverain, qui n'ont d'autre force, ni d'autre puissance que celle d'être impunément les oppresseurs de ceux qu'ils nomment leurs sujets, & qui dans le vrai ne sont que leurs esclaves. J'ai vu un de ces petits sultans Européens, faire attacher nud sur un cerf, un malheureux, qui avoit osé tuer dans son jardin un lievre qui mangeoit ses choux; ce cerf chassé & poursuivi, porta cet infortuné à travers les bois les plus épais & on continua à le chasser ainsi jusqu'à que le malheureux qu'il portoit eut les bras & tous les membres fracassés. Il n'y a pas trente ans que dans les environs du pays où cette scene horrible s'est passée, on a entendu, un de ces petits despotes Allemands, dire, dans un hiver très rigoureux, qu'il falloit que la subsistance de ces cerfs & de ces biches soit assurée, & donner en conséquence une loi pour défendre à ses sujets de fermer leurs Vergers, afin que ces bichces & ces cerfs pussent venir manger leurs choux & leurs pommes de terre

On a vu les Anglois, pour de pareils excès, lever l'étendart de la rebellion, & obliger leur Roi à leur donner cette celebre chartre des forêts qu'ils ont consideré, ainsi que la grande chartre, comme les fondemens solides de leur liberté; & aujourd'hui les mêmes Anglois sont ses alliés, & n'ont pas même d'autres alliés que des Princes mille fois plus despotes & même plus tyrans que ceux de leurs Souverains contre lesquels ils leverent l'étendart de la rébellion, pour les forcer à leur donner cette chartre des forêts. Mais si les Anglois ne sont plus aujourd'ui ce qu'ils étoient autrefois, il y a encore parmi eux des hommes qui gémissent de l'asservissement dans lequel les Ministres de leur Roi tiennent leur nation. Rien ne fait mieux connoître ce que pensent encore le peu de vrais patriotes qu'il y a à Londres que ce que je lisois hier dans un des papiers publics de cette ville, sur la résolution subite du dernier Parlement, en voici la traduction.

Pour concevoir une juste idée de la nécessité de conserver les membres du dernier Parlement, ou du moins de choisir des représentans qui puissent apporter un changement général de mesures, il suffit d'en lire l'Histoire. En les conscrivant, les Ministres auroient trouvé trop d'obstacles à leurs desseins; il a donc fallu qu'ils fissent une dissolution subite ainsi qu'imprévue de ce Parlement, afin que forcés d'en former un autre avec précipita-

tion, le peuple, sans réflexion, & sans choix, fit une élection conforme aux desirs des Ministres, c'est à dire, absurde & révoltante. Quand le dernier Parlement fut créé au mois d'Octobre 1774, l'Angleterre étoit en paix, non seulement, avec tous les Potentats de l'Univers, mais encore ne craignoit aucune dissention intérieure, du moins ses Ministres en faisoient l'aveu public. Les petites mutineries qui s'éléverent dans quelques parties de l'Amérique, & surtout à Boston, auroient sans doute, été avantageuses à l'Angleterre, si elles avoient été sues; mais les Ministres les ont toujours caché, & même les ont nié; l'indolence du Parlement, favorisant cette dissimulation, le Gouvernement dédaigna de lui demander le moindre avis, pas même la plus légere assistance, pour rendre à l'Amérique la tranquillité, & y éteindre les étincelles de la discorde, que le mécontentement y avoit allumé, jusqu'en Avril 1775, où elles devinrent un embrasement inextinguible par les duretés du Gouverneur militaire, qui aliénerent tellement les esprits, qu'ils leverent l'étendart de la révolte, au point que le 19 Avril il y eut une action sanglante entre les habitans de la Baye de Massachussets & les Troupes du Roi. A peine cette nouvelle fut parvenue aux Ministres, qu'ils publierent cette rébellion, & apporterent autant de soins à la rendre plus grave & plus considérable, qu'ils en avoient pris d'abord pour en cacher les semences. Dès ce moment, à l'imitation du Gouvernement,

tout le Parlement répeta, avec des cris affreux, rébellion, rébellion, & ce mot passant de bouche en bouche, étouffa tellement les esprits, qu'il n'y eut pas un membre de ce Parlement, qui ne vint offrir à ce Prince son sang & ses biens, avec le même empressement, que si des Puissances formidables eussent été déterminées à former quelqu'entreprise contre l'Angleterre.

Leurs services furent acceptés, aussitôt qu'offerts, & les Ministres reçurent tout l'argent qu'ils demanderent, sans qu'on ait pensé même pour quel sujet on avoit fait cette demande. Mais ce n'étoit qu'un legér échantillon de ce qui devoit suivre: car le Lord North, satisfait d'avoir obtenu cet argent, & se contentant pour le moment d'envoyer au secours du Général Gage, les Généraux Clinton, Burgoyne & Howe, il oublia cette expédition, qui eut des commencements d'autant plus désagréables, qu'on n'avoit qu'une poignée de monde à combattre. Cependant quelques mal disciplinés qu'ayent été les insurgens qui avoient pris les armes, il n'en est pas moins vrai, qu'à leur arrivée en Amérique, les Généraux eurent l'humiliation de voir le Général Gage bloqué, & peu de temps après, la malheureuse affaire de Bunkershill, où il périt un grand nombre d'Anglois, sans qu'on ait jamais pu en savoir la raison.

Le Parlement s'étant encore assemblé vers le commencement de l'hiver de 1776, chacun n'y eut qu'une voix pour demander de

l'argent, afin qu'en faisant rentrer l'Amérique dans le devoir, on vengeât l'honneur de la Grande Bretagne Sans nulle contradiction, l'argent a été donné; mais ce qui surprendra plus, c'est que pour ramener une poignée de monde à l'obéissance, le Ministre fut autorisé à faire des levées d'hommes dans l'Allemagne, & à envoyer des étrangers combattre dans le nouveau continent, où ils n'étoient pas plus nécessaires que dans l'Indostan, comme si les deux tiers des Puissances Européennes eussent menacé l'Angleterre d'une irruption prochaine. Aussi cette marche, si contraire à la politique, en caractérisant l'imprudence & l'étourderie du Ministre, fut aussi dangereuse à l'Angleterre, qu'utile aux insurgens. Elle leur donna une certaine considération près des Souverains de l'Europe, elle dégrada la dignité Britannique; mais le coup le plus pernicieux qu'elle porta, fut d'éclairer la France & l'Espagne sur la foiblesse de l'Angleterre, & conséquemment d'engager ces Puissances à des spéculations, & de là à des manœuvres qui, à la fin opéreront sa ruine, d'autant plus facilement, que cette conduite mécontenta les bons patriotes, & qu'en divisant leurs opinions sur les causes de cette guerre, elle a retardé les secours qu'on pouvoit en attendre pour la soutenir. D'ailleurs, l'Angleterre ne pouvoit qu'éloigner davantage les Américains, en les exposant aux couteaux d'une nation étrangère; elle les a même autorisés, par cet exemple, à implorer la pro-

tection des Puissances étrangeres ; ainsi c'est donc à cette infernale conduite que la Grande Bretagne doit la perte de l'Amerique qui, après s'être bien defendue, auroit vecu tranquillement avec nous, si le Gouvernement n'avoit pas pu la ramener sous son autorité avec ses propres forces, sans se faire assister par des étrangers.

Ce qu'il y a de plus vrai, c'est que le Parlement, sans égard pour la dignité, ni pour sa probité, approuva tout, & ne s'inquiéta de rien.

Le Ministère en 1776, employa tout l'été à lever de l'argent, à faire venir des troupes Allemandes, & à les faire partir avec celles de l'Angleterre, qui formerent ensemble une Armée assez considérable, pour effrayer celle des rébelles de Long-Island, & même la faire prisonniere, & terminer par là la guerre. Mais cette opération eut fait tort au trafic même de la guerre, qui, pour être avantageux, veut être entretenu & nourri de même que les autres commerces. Cependant l'armée Angloise poursuivit les rebelles, depuis Long-Island jusqu'à New-York, d'où elle les chassa encore, & y prit ses quartiers d'hiver.

Les Americains, Monsieur, ont aussi leurs Ecrivains qui certainement ne le cedent en rien à ceux de la Métropole. Dans la Gazette de Pensylvanie du mois de Juillet dernier, il se trouve un petit Dialogue qui prouve qu'il y a dans cette partie du monde des hommes de génie, d'esprit, &

de goût. Les interlocuteurs sont Penn, Montgomeri, Chatham, & cette Femme des Jerseys, que les Soldats Anglois ont massacré de sang froid. La scène se passe dans les champs Elisées : Penn y rencontre Montgomeri, & lui dit : *je suis charmé, ami, de te rencontrer, es tu parvenu à faire changer d'opinion à Chatam? Lui as-tu enfin persuadé que la nation Angloise n'est pas la premiere nation du monde? Et qu'il y a dans ce monde, des hommes aussi braves, aussi Philosophes, & aussi humains, on pourroit même dire plus que les Anglois? Quant à la bravoure*, répond Montgomery, *Chatham est à présent persuadé qu'elle n'est plus une des qualités distinctives des habitans de l'Angleterre; les ombres Angloises qui sont arrivées ici dernierement de l'Amerique, l'ont persuadé du contraire; & je l'ai entendu avouer, qu'un Americain, un Espagnol, un François, étoit maintenant aussi brave qu'un Anglois.* Chatham qui entendît ce dernier mot, les aborde, & leur dit, *j'étois sincère, lorsqu'habitant de la terre, je soutenois qu'aucun homme ne pouvoit le disputer pour le courage à un Breton, & que la nation Bretonne n'avoit pas son egale dans l'Univers entier. Les degoûts que j'essuyai à la Cour ne m'ont point gueri de cet enthousiasme, il m'a suivit jusques dans le tombeau?*

Penn, (à part,) *il avoit encore d'autres préjugés, voyons si le tombeau l'en a depouillé*, à Chatham, *comme individu, & comme*

législateur, j'ai toujours tenu pour maxime, que je devois faire aux autres, ce que j'aurois desiré qu'ils me fissent. Chatham, *si l'Angleterre adoptoit cette belle maxime, elle se trouveroit bientôt au-dessous de toutes les autres Puissances : le peuple Anglois se doit à lui-même la justice de détruire tout ce qui lui porte ombrage ; d'attaquer toute Puissance qui prend de l'essor, sans autre motif que les avantages qu'elle peut en résulter, ou la crainte que cette même Puissance ne lui dispute l'Empire de la mer, où la supériorité du commerce, ou ne veuille un jour etablir le dangereux principe d'egalité ou d'independance reciproque ; d'enlever les possessions de ces rivales dans le moment où elles s'y attendent le moins, qu'elles sont sans defense, & que se livrant à une douce securité, elles croyent qu'elles n'ont rien à craindre, parce qu'elles se renferment dans les limites de cette justice chimerique, vertus des simples, des lâches, & des foibles.*

Penn, *quoi Chatham ! vous conservez, dans le séjour de la verité & de la paix éternelle, ces odieux principes ! ce sont eux, qui, adoptés par les Anglois, les ont précipité dans un abîme dont ils ne sortiront point, si leurs ennemis manquent de modération. Ce sont ces principes qui leur ont ôté tous leurs alliés, & qui les ont réduit à l'état effrayant où ils sont aujourd'hui. C'est l'orgueil & l'injustice de l'Angleterre qui ont soulevé contre elle toutes les Puissances, & l'ont privé des secours qu'elle pouvoit en*

attendre, & qu'elle étoit même en droit de leur demander; c'est sa politique atroce qui a blessé tous les peuples; qui a formé le lien qui uni aujourd'hui ses anciennes Colonies à la France; qui a reduit à une poignée d'individus, les Membres de ses partisans en Amérique; Chatham, si je retournois au séjour des mortels, tu me verrois me joindre sans balancer contre l'Angleterre, & passer du côté de ces braves Américains, c'est-à dire, du côté de la liberté, de la vertu, de la valeur, & du patriotisme.

Montgomeri. *O Penn! pacifique Penn! que ne peuvent ces expressions sacrées être entendues, & parvenir jusques dans les assemblées augustes des Quakres de la Pensylvanie!*

Chatham. *Jamais nation n'a été ni plus moderée ni plus humaine que la nation Angloise: si quelques uns de ceux qui ont fait pour elle des conquêtes dans les Indes orientales, ont été avides & cruels, les excès qu'ils y ont commis ne doivent priver leur nation de la gloire d'avoir adouci les rigueurs de la guerre: partout où les heros Anglois ont porté leurs armes victorieuses, ils ont appris à leurs ennemis que, si leur nation savoit vaincre, elle n'abusoit jamais de la victoire. . . . Mais d'où vient ce bruit etonnant? Quelle foule d'ombres s'assemble autour de la barque de Caron? Quel spectacle nouveau peut les y attirer?*

Montgomeri. *C'est une femme; elle est vêtue en deuil; elle porte une echarpe teinte*

de sang ; sa tête est inclinée, elle est plongée dans la plus profonde douleur ; allons à sa rencontre.... Je desire de savoir si ma patrie est entierement libre ?

L'Americaine. *Oui elle l'est, & si dans ce moment, les tyrans dechirent son sein, c'est qu'ils veulent rendre leurs derniers momens terribles à leurs vainqueurs : les excès auxquels se portent les Anglois, elevent le courage de nos braves compatriotes : ils m'ont percé le sein, je leur devrai beaucoup, si ma mort peut hâter la delivrance de l'Amerique !*

Chatam. *Qui sont les monstres qui ont trempés leurs mains dans le sang d'une femme ?*

L'Americaine. *Des Anglois.*

Chatam. *Comment ont ils pu commettre cette horrible cruauté ?*

L'Americaine. *J'etois habitante des Jerseys ; les Anglois y firent une invasion, & dirigerent leur marche vers mon habitation ; devastant, ravageant, detruisant tout ce qu'ils trouvoient sur leur route ; j'etois mere, & ma tendresse pour mes enfans m'empêcha de fuir loin de cette scene d'horreur. J'avois neuf enfans, & il m'eut été impossible de pouvoir les soustraire tous à la fureur d'un ennemi cruel qui marchoit vers nous avec une rapidité extrême : je pris donc le parti de rester avec tous mes infortunés enfans, plutôt que d'en abandonner un seul, & de le laisser en proye à la fureur d'un ennemi barbare alteré de sang & de carnage. Les excès que je voyois commettre me remplissoient d'effroi ; j'etois entourée de devastation & d'in-*

condies; une foule de soldats, semblables à des sauvages furieux, rodoit sans cesse autour de ma maison; je les voyois armés de torches ardentes; je les voyois contempler avec une joie cruelle les bâtimens, les granges que dévoroient les flammes: le danger que je courois suspendit pour un moment ma tendresse maternelle, & j'allois craintive, tremblante & éperdue, chercher un asile pour fuir; lorsque les cris perçans de mes enfans rendirent à la nature tous ses droits, je m'oubliai moi même, je ne vis plus qu'eux, pressés autour de moi, leurs mains innocentes élevées vers le ciel, leurs caresses & ce tendre nom de mere, qu'ils me prodiguoient, tout fit disparoître de devant moi le peril qui me menaçoit, je ne vis que celui auquel ils etoient exposés: les flammes m'entouroient, nombre de Bayonnettes étoient dirigées vers moi, j'avois dans mes bras le plus jeune de mes enfans, je le pressois contre mon sein, mes autres enfans m'entouroient quand tout-à coup une voix terrible se fit entendre, c'est elle, tuons la! au même instant un Anglois me porta le coup mortel, & priva neuf enfans de la plus tendre des meres.

Chatam. *O ma patrie! je n'ai plus de patrie! les Anglois ne sont plus des hommes, leur caractere national est fletri; je rougis d'être Anglois.*

Montgomeri. *Ma patrie est libre!*

Penn. *O combien mon pays va être heureux! il réunira les douceurs de paix à celle de l'indépendance.*

Quel effet, Monsieur, ne doit pas avoir produit sur tous les Américains, la lecture de ce petit dialogue: tous périront plutôt que de devenir Anglois.

J'ai l'honneur d'être &c.



AVIS.

CARDON Graveur de Bruxelles, vient de mettre en vente une Estampe qu'il a gravée d'après WAVERMANS; elle a pour titre *la Jeune Pélérine*, prix 2 liv. 10 sols de France. Cette Estampe est très agréable; elle est très bien gravée & fait honneur au Burin du Graveur déjà connu par nombre d'autres gravures fort estimées des Amateurs. On trouve des Exemplaires de *la Jeune Pélérine* chez Vanclef, Libraire à la Haye.

LETTRES HOLLANDOISES.

Mes présages s'accomplissent,
Il commence à chanceller.

BOILEAU.

LETTRE XVI.

Les Ambassadeurs de la République à Pétersbourg sont d'une activité incroyable; ils ont expédié un Courier à Leurs Hautes Puissances; il n'est pas encore arrivé; entêtement de la Russie; suite funeste de l'influence du Cousin; les États de Hollande se sont déclarés contre la demande de la Garantie; Puissance d'Allemagne qui doit accéder à la neutralité; l'Echec qu'ont reçu les Américains, ne les a pas découragé; secours que la France se propose de leur envoyer; les Anglois ont cessé de payer; enormité du subside de l'année prochaine; cette suspension a jetté l'epouvante parmi les Capitalistes des Provinces Unies; re-

quête présentée à Leurs Hautes Puissances; elles doivent une indemnité à ceux dont les vaisseaux ont été enlevés par les Anglois; passage de la requête; effet qu'elle doit produire; parti que pourroit prendre la Province de Hollande.

AMSTERDAM, ce Octobre 1780.

S*Ois prompt à te juger toi même, mais sois lent à juger les autres*, a dit je ne sais quel auteur. Si nous eussions, vous & moi, Monsieur, suivi cette maxime nous n'aurions pas à nous reprocher aujourd'hui d'avoir taxé les Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, à Pétersbourg, d'indolence & d'inactivité. Ce qu'ils ont fait, depuis leur arrivée dans cette ville, prouve nôtre injustice à leur egard! Leurs Excellences doivent être sur les dents; leur zèle les a emporté; Leurs Excellences, sont infatigables; mais, si elles n'y prennent garde, elles succomberont à la fatigue. En arrivant elles ont loué un Hôtel, puis elles ont rendu visite au Comte Panin; puis fait leur petite harangue de trois phrases à Sa Majesté; puis leur petit compliment au Grand

Duc & à la Grande Ducheſſe; puis conféré avec le premier Miniſtre, & le Grand Chancelier; puis expédié un Courier à leurs bons maîtres, & tout cela dans l'eſpace de moins de trois mois: quelle activité! une Excellence Françoiſe, ou Angloiſe, auroit elle fait tant, & de ſi grandes choſes, dans une eſpace de temps auſſi court? Leur Courier n'eſt pas encore arrivé, & l'on craint bien qu'il n'ait éprouvé quelqu'accident en route, qui aura retardé ſa marche; de mauvais plaiſans prétendent, qu'il ne ſera à la Haye que dans les mois de Janvier ou de Fevrier: il y en a d'autres qui ſoutiennent ſavoir de bonne part qu'il a été aſſaſſiné, & qu'en conſéquence, Leurs Hautes Puiſſances vont mettre en déliberation, ſi dans ces circonſtances, il ne conviendroit pas d'expédier un Courier pour faire part de cet accident à Leurs Excellences, afin qu'*en toute diligence*, elles faſſent paſſer *le plus promptement poſſible*, le réſultat de leurs conférences. Sur l'envoy de ce Courier, il ſera bon de conſulter les Provinces: les neiges, les glaces, viendront, & le printemps ſera de retour

avant que Leurs Excellences puissent faire de nouvelles propositions au Cabinet Russe. Ce Cabinet Russe est d'un entêtement extrême; il ne veut pas démordre de l'accession, pure & simple, à la confédération. Vous verrez, Monsieur, que si Leurs Excellences se restraignent à demander la garantie, seulement des possessions de l'Amérique, on leur répondra avec beaucoup de politesse, qu'on ne le peut; que l'Impératrice & ses alliés ont fait un traité dans lequel il n'est pas question d'aucune garantie territoriale; que la République peut accéder ou ne pas accéder au traité; que son refus ou son accession intéresse peu les confédérés; que les confédérés ont une politique franche, ferme & décidée, qui se conduit par les principes de l'honneur, & qui rejette loin d'elle tous les petits ménagemens de l'intérêt particulier. En Suéde en Russie & en Dannemarck, il n'y a ni Cousin, ni Cousine, qui influent sur les délibérations de l'Etat: cette influence, qu'on nous reproche sans cesse, & dont dans le vrai, nous n'avons pas sujet de nous louer, nous auroit été fort utile, si le Cousin avoit

eu autant de goût pour la guerre de Mer, qu'il en a pour la guerre de Terre, & si aulieu de vouloir porter la terreur dans les cœurs des pauvres lapins de nos Dunes, il lui avoit pris la fantaisie de jetter l'épouvante parmi ceux des Dunes Angloises; si cela eut été, nous aurions à présent une centaine de vaisseaux en Mer, & nos commerçans auroient dans leurs coffres une trentaine de millions qui, en bonnes denrées & marchandises, sont passés dans les magazins des Anglois. La République n'auroit pas été dépouillée de cette considération politique qu'elle avoit autrefois, & le plus grand nombre de ses sujets seroit aujourd'hui ce qu'il étoit jadis, de vrais Républicains, & de bons patriotes.

Vous rapellez-vous, Monsieur, que quand il fut question parmi nous, de prendre une résolution sur la proposition que faisoit la Russie d'accéder à la neutralité armée, toutes les Provinces alors reçurent, avec une forte de transport, cette proposition; mais que l'influence du Cousin, agissant déjà sourdement, parvint à éloigner l'ac-

ceſſion de la République à la confédération que vouloit former l'Auguſte Catherine, pour ſoutenir les droits des Puiſſances neutres. Le moyen que le Couſin employa, fut de faire demander par les Provinces, que la Ruſſie garantît les poſſeſſions de la République dans les quatre partie du monde. La Ville d'Amſterdam ſeule, s'oppoſa à ce qu'on fit cette demande ridicule; elle ſoutint qu'il falloit accéder purement & ſimplement à la confédération; elle s'oppoſa même à l'envoy de cette ſolemnelle Ambaſſade, qui, ſuivant elle, étoit tout-à-fait inutile, puiſqu'on pouvoit remettre aux Miniſtres de Sa Majeſté Ruſſe, à la Haye, l'acceſſion de la République. Les Etats de notre Province conſulterent les Amirautés & ces Amirautés, à ce qu'on m'a aſſuré hier, ont remis aux Etats leur réponſe qui eſt tout-à-fait conforme à l'avis de la Ville d'Amſterdam, c'eſt-à-dire, *qu'on doit accéder à tous les points qui ont été propoſés par la Cour de Péterſbourg, ainſi que l'ont fait les Cours de Stokholme & de Coppenhague, & comme il eſt très probable que le fera avant peu celle*

de Lisbonne. Cette propoſition des Amirautés a ſouffert cependant quelques difficultés, mais enfin l'influence du Couſin a cédé au patriotiſme, & la propoſition a été adoptée d'un contentement unanime. Puiſſent les Etats des autres Provinces prendre le même parti! quand elles apprendront que l'Impératrice de Ruſſie a déclaré, comme on dit déjà qu'elle l'a fait, qu'elle ne vouloit pas ſe départir en la moindre choſe du plan qu'elle a propoſé.

On parle ici d'une Puiſſance d'Allemagne qui doit auſſi accéder à la neutralité : mais quelle eſt cette Puiſſance, c'eſt encore un miſtere : cependant comme il n'y a que le Roi de Pruſſe, & l'Impératrice Reine qui puiſſent avoir quelques intérêts à ce que la navigation des nations neutres ſoit libre, il eſt probable que cette acceſſion ſe fera par l'Impératrice Reine, à cauſe du commerce de ſes ſujets des Pays-Bas & d'Italie. D'ailleurs, ſon territoire vient d'être violé à Blackenberg par les Anglois. *Mais*, diſent les Anglomanes, *l'Impératrice Reine n'a pas de marine militaire*? Cela eſt vrai, mais

elle a des armées de terre formidables, qui peuvent venger sur l'Hanover, les insultes qui seront faites à son pavillon: d'ailleurs qui l'empêcheroit d'envoyer aux Américains un secours d'hommes, qui à titre d'auxiliaires, se batteroient contre celles de ces petits marchands de chair humaine titrés, sans lesquels il y auroit longtemps que l'Angleterre auroit été obligée d'abandonner le projet de soumettre les Américains.

Ces braves Américains n'ont pas été decouragés par la victoire que le Lord Cornwalis a remporté sur eux à Camdem. Nous avons ici plusieurs lettres de l'Amérique, qui démentent ce que les papiers Anglois, & surtout celui que composent les salariés de la Cour de Londres, ont dit de cette grande victoire. La perte des Royalistes a été, à peu de chose près, la même que celle des Républicains, & ce qui prouve que cette grande victoire n'est pas aussi importante pour les premiers, que l'avoient dit leurs amis, c'est que le Général Gates a rassemblé dans la Caroline des forces beaucoup plus nombreuses que celles qu'il avoit

avant l'affaire de Camden : plus de 5000 Virginiens l'ont joint, & les milices de la Caroline Méridionale, loin d'avoir été découragées par cet échec, n'en sont que plus animées à tenter l'avanture d'un nouveau combat. Ce qui donne le plus d'ardeur aux Américains, c'est, me mande un de mes correspondans de Philadelphie, que le Général François leur a promis, au nom de son maître, un renfort de 30,000 hommes de ses meilleures troupes. Si le Roi de France effectue cette promesse, les Anglois n'auront rien de mieux à faire que de faire retraite, & les sujets de leurs Altesses, les bouchers allemands, de devenir sujets de la Nouvelle République, qui certainement ne trafiquera pas de leur sang & de leurs os.

Nos pauvres Capitalistes, Monsieur, sont dans des transes mortelles; ils ont reçus la nouvelle que le 16 de ce mois, le payement, du dividende de la demie année du nouvel emprunt, avoit manqué: à l'air triste & abbatu qu'ils ont, il est aisé de voir qu'ils n'ont pas grande confiance à ce que leurs correspondans leur mandent pour calmer leur inquietude; *que l'argent étoit en caisse*,

mais il s'etoit fait quelques erreurs, au Bureau où se font ces payemens, qui ont arrêté l'ordre que le Bureau devoit recevoir pour payer. Ce retard de payement, quelqu'en soit la cause, nuira beaucoup à la réussite des emprunts que le Ministre va être obligé de faire pour subvenir aux dépenses de l'année prochaine. Le subside, dit-on, montera cette année à 18,000,000, liv. sterl. c'est-à dire, 414,000,000, argent de France.

Dans la position où sont les Anglois, leurs ennemis n'ont d'autre parti à prendre que de traîner la guerre en longueur; ils ne doivent pas chercher les combats; ils doivent même les éviter. Le jeu des Anglois est de se battre, celui des François & des Espagnols est de temporiser. Si l'Angleterre peut parvenir à se procurer 18,000,000, liv. sterl., par la voye du subside, elle pourra soutenir la guerre encore un an: mais l'année révolue, victorieuse ou non, il faudra qu'elle se mette sous la protection, de ce que nous appellons chez nous, la chambre *de désolation*: personne n'en doute ici, pas même nos pauvres capitalistes; il n'y

en a pas un d'eux qui ne cedât sa créance sur l'Angleterre, à 50 $\frac{0}{0}$ de perte. Je suis persuadé que le cousin, lui-même, s'estimeroit fort heureux, de pouvoir à ce prix conserver une partie de la dôte de la pauvre petite cousine. Le cousin est économe, & l'on m'a assuré que les intérêts de l'argent qu'il a placé dans les fonds publics d'Angleterre, sont plus que suffisans pour payer toute sa Cour, depuis son grand Ecuyer, jusqu'à ses valets de chiens. *La fourmis n'est pas donneuse, c'est son moindre défaut*, a dit le bon la Fontaine, & d'après lui, le Mentor du Cousin.

Tout ce que vous m'avez mandé, il y a quelque temps, sur le traitement que plusieurs de nos vaisseaux ont essuyé dans le port de Mahon, se trouve détaillé fort au long dans une requête (*a*), que Mrs. Texier & Compagnie, & autres ont présenté à leurs Hautes Puissances pour demander une indemnité des pertes que l'enlevement de leurs vaisseaux leur avoit occasioné. Cette requête est bien faite; mais les Anglomanes l'ont lue dans nos papiers

(*a*) Voyez le No. 12. p. 276.

publics, comme une piece dictée par les partisans de la France, pour rendre odieux leurs amis les Anglois, non seulement aux habitants de nos Provinces, mais encore à toutes les nations neutres. A quel titre, disent les Anglomanes, le Sieur Texier & Consors, demandent-ils des indemnités à la République ? Elle n'a pas garanti à ses sujets les cargaisons des vaisseaux qu'ils enverroient dans les ports de France ou d'Espagne : mais à cela on leur répond, vous vous trompéz, la République s'est engagée envers ses sujets, à protéger leur navigation, & c'est même en vertu de cette promesse, que ses sujets se sont engagés envers elle, à lui payer certains droits. De deux choses l'une, ou il faut que la République restitue à ses sujets, ce qu'elle a reçu d'eux à titre de convoi, ou qu'elle les indemnise des pertes qu'ils ont essuyé pour n'avoir pas été convoyés. La République avoit défendu à ses sujets de transporter des marchandises prohibées par les traités ; celles que les Anglois ont enlevés à ses sujets, n'étoient pas de ce nombre ; elles étoient toutes marchandises innocentes, des

grains, du chanvre, &c. la République ne leur en ayant pas défendu le transport, elle les a pris sous sa protection par l'engagement qu'elle avoit contracté avec tous les commerçans de ses Provinces, qui se sont aussi engagés envers elle à lui payer le droit de convoi. Elle a perçu ce droit, les commerçans ont donc rempli leurs engagemens, & la République n'a point rempli les siens, puisque ces marchandises sont passées au pouvoir des Anglois. Dans les tribunaux civilisés la République seroit condamnée à supporter la perte de ces mêmes marchandises.

Nous n'avons, disent les supplians, *exercé aucun autre commerce, que celui permis par les traités, ne pouvant d'ailleurs, à cet égard, nous accuser de la moindre inattention ou omission, encore moins de malversation, au contraire, nous avons toujours dirigé nos opérations avec le respect dû aux ordres donnés par V. H. P., de leur côté, nous nous sommes aussi entierement reposés sur leur protection armée. En outre, les dommages que nous avons essuyés, la prise de nos bâtimens naviguans sous le con-*

voi & la protection de V. H. P. sont de nature, qu'ils doivent être considérés comme des insultes faites à un Etat libre & indépendent, conséquemment comme des calamités publiques, à l'égard desquelles il seroit de la derniere dureté que quelques personnes particulieres dussent en pâtir. Comme nous osons respectueusement nous flatter que ces considérations que nous proposons, seront approuvées par V. H. P., nous les supplions que, conformément à leur équité ordinaire & sollicitude paternelle, il leur plaise pour le bien-être des habitans de la République, de nous accorder un dédommagement suffisant & complet de tous les fraix & dommages quelconques, déjà par nous supportés dans cette occurrence, ce que nous pourrions encore être obligés de souffrir; autrement & à défaut de ce, de vouloir bien prendre à cet égard telle autre résolution, que V. H. P., suivant leurs grandes lumieres, trouveront être la plus convénable à procurer l'indemnité que nous réclamons, &c.

Dans les circonstances présentes cette requête doit produire le plus grand effet: le Cousin sera consulté, & son avis sera de laisser la requête de côté; mais

notre Province, ayant déclaré qu'on devoit accéder purement & simplement à la neutralité armée, ne sera-t-elle pas en droit de se plaindre de l'indifférence avec laquelle les autres Provinces verront les pertes énormes qu'ont fait, & que font encore tous les jours ses commerçans? Ce n'est certainement ni la Province de Gueldre, ni celle d'Utrecht, encore moins celle de Zélande, qui ont souffert des pirateries des Anglois; celle de Hollande seule a vu passer ses navires, ses marchandises & ses denrées au pouvoir des Anglois, tandis que c'est elle qui a fourni à la République les moyens d'en assurer le transport. *Vous nous avez demandé de l'argent*, peuvent dire les Etats de notre Province à ceux des six autres Provinces? *Et nous vous en avons donné: vous avez exigé nos matelots pour mettre la République en état d'armer sa neutralité, & nos commerçans ont consenti à les fournir. La Province de Hollande n'a considéré, ni consulté que le bien général; elle n'a envisagé que l'honneur de la République; l'intérêt particulier de ses habitans s'est tu, & s'est sacrifié lui-même, quand vous*

avez proposé de mettre la République en état de faire respecter son pavillon : vous avez reçu notre argent, vous avez enrôlé nos matelots, & la République n'a encore fait sortir de ses ports aucun de ses vaisseaux ; une grande Puissance a bien voulu vous proposer de joindere les forces maritimes de la République aux siennes, & à celles de ses alliés, vous avez paru acquiescer à cette proposition, & pour rendre cet acquiescement de nul effet, vous avez entamé une négociation ridicule avec cette même Puissance, vis-à-vis de laquelle vous ne deviez être que réconnoissantes. Il est temps que ce jeu finisse. La constitution donne à chaque Province le pouvoir de traiter séparément avec une Puissance étrangere, sans le concours des autres Provinces. Nous exercerons ce droit, si vous tardez plus long-temps à accéder à la confédération des Puissances du Nord. Nous ne demandons à la Russie aucune garantie ; décidez-vous? Nous déclarons que, si vous persistez plus long-temps à signer le Traité qu'ont signé la Suéde & le Dannemark, nous le signerons seuls, & seuls nous nous joindrons aux Puissances confédérées, pour protéger le commerce de nos

sujets. Je crois, Monsieur, que les Etats des autres Provinces se trouveroient fort embarrassés, si les Etats de Hollande leur tenoient ce discours. Si les Etats de Zélande ont cru pouvoir menacer, il y quelques années, ceux de notre Province de se séparer, de renoncer à la confédération, & de se mettre sous la protection d'une Puissance voisine, sans avoir d'autre motif que l'intérêt de son commerce; la Province de Hollande ne pourroit-elle pas aujourd'hui légitimement traiter séparement avec la Russie? L'intérêt de son commerce le demande, comme celui des habitans de la Zélande pouvoit exiger qu'elle rompit le lien qui l'unissoit aux six autres Provinces.

J'ai l'honneur d'être, &c.



RÉPONSE A LA LETTRE XVI.

Le Américains soutenus par la France conserveront leur indépendance; l'Angleterre auroit dû prévenir cet évenement, s'arranger avec les Américains, & former avec la France une alliance solide; la France ne s'y seroit pas refusée; conditions auxquelles les Puissances confédérées reconnoîtront l'indépendance des Etats Unis; possessions en Amérique que pourront acquerir les Puissances confédérées; quelles sont celles que les Etats-Unis pourroient céder à la Hollande; avantage que le Portugal retirera de son alliance avec les Etats Unis; portion de terre dont la France pourroit s'emparer dans cette partie du nouveau monde; Mr. Laurens est sous la sauve-garde de la représaille; sous quel point de vue le ministere Anglois peut considérer Mr. Laurens; l'Angleterre ne peut le traiter comme rebelle; Mr. Laurens étant revêtu du caractere d'Ambassadeur, ne peut être detenu en Angleterre.

PARIS, ce Octobre 1780.

SI les Américains, n'avoient pas la France pour soutien, l'Angleterre pourroit encore avoir l'espérance de les remettre sous son joug : mais en conser-

ver aujourd'hui l'espoir, paroît le comble de l'inconséquence; autant il est important pour l'Angleterre de conserver la souveraineté de l'Amérique-Septentrionale; autant il est intéressant pour la France que l'Angleterre en soit depouillée. Je soutiens & soutiendrai toujours que l'en depouiller, étoit le coup le plus funeste que pouvoit lui porter sa rivale. Je n'ai jamais conçu comment les Anglois avoient pu manquer de prévoyance au point de négliger tous les moyens qu'ils auroient dû employer pour resserrer les nœuds qui les unissoient avec l'Amérique Septentrionale. Ce qui s'étoit passé lors de l'acte du Timbre, auroit dû les rendre plus circonspects; ils avoient éteint les premieres étincelles d'un feu que la plus legere étincelle pouvoit rallumer, & causer un embrasement dont ils auroient dû prévoir qu'il leur seroit impossible arrêter les progrès, si la France, dont ils avoient à craindre le ressentiment & la jalousie, appercevoit tous les avantages qu'elle pouvoit retirer de cette incendie. Si les Ministres de Georges n'eussent pas été, ce qu'on appelle des vrais étourdis, ils auroient, aussitôt après

la submersion du vaisseau chargé de Thé pour Boston, fait un accommodement avec les habitans des Colonies de l'Amérique Septentrionale, ou un traité avec la France, qui lia les intérêts de cette Puissance à ceux de l'Angleterre. C'étoit-là le moment d'unir les deux nations de maniere même à ce qu'elles fussent l'une & l'autre également intéressées à ne jamais rompre cette union. Dans l'état où la France étoit alors, elle ne se seroit pas refusée aux propositions qu'auroit pu lui faire l'Angleterre. Les finances de la France étoient épuisées; la confusion regnoit dans son administration; elle n'avoit de crédit, ni chez elle ni dans l'étranger; elle n'avoit qu'une ombre de marine, on étoit bien éloigné de penser qu'elle pût jamais redevenir respectable; on ne soupçonnoit pas encore qu'il y eut en France un homcapable d'opérer le miracle de la rendre en peu de temps la rivale de celle de l'Angleterre.

Dit-on chez vous, comme on le dit ici, que les Puissances du Nord confédérées, & le Portugal sont dans l'intention de reconnoître l'indépendance de la République des Etats-Unis qui, par réconnoissance, s'engagera de leur fournir nombre d'objets que les sujets de ces Puissances tirent des Anglois, à 15 ou 20 % au-dessous du prix que les Anglois les leur vendent, & que la Russie, en particulier, sera mise en possession de la baye de Casco, ou de quelques

autres ports du côté de l'Orient, qui pourront lui être d'une grande utilité pour réparer ses vaisseaux. Nos politiques veulent aussi que la nouvelle République des Etats-Unis cède à son antique sœur la République des Provinces-Unies, New York & Albany dont l'Angleterre l'a chassé. Je ne crois pas, que si de pareilles offres étoient faites à vos Etats Généraux le cousin eût assez d'influence pour empêcher qu'elles ne fussent acceptées. New-York & Albany seroient pour votre commerce d'une bien autre importance que ne le sont Surinam & Curaçao. Une pareille acquisition meriteroit un peu de reconnoissance de la part de votre République. Mais si le Portugal reconnoit l'indépendance des Etats Unis, ce sera, disent encore nos politiques, à la condition qu'il pourra envoyer librement à Philadelphie & dans les Jerseys ses vins & ses fruits sans payer aucun droit d'entrée, dont les denrées des Américains seront aussi exemptes dans les ports du Portugal, jusqu'à la concurrence de la somme à laquelle monteront les cargaisons que les Portugais enverront aux habitants des Etats-Unis. Ces faiseurs de projets donnent à l'Espagne Savannah & une partie de la Géorgie jusqu'au Fleuve Missipipi : l'Espagne y avoit autrefois élevé des forts dont les a chassé le Général Oglethorpe. Vous croyez bien que nos rêveurs politiques n'ont pas oublié la France ; ils lui adjuge le Canada, Piscataqua, &

tout le pays vers la partie Occidentale de Quebec & d'Anapolis, bien entendu qu'avant d'être mis en possession de ces contrées, la France, secondée par les habitans de la nouvelle Angleterre, aura chassé les Anglois de Hallifax, après quoi la France seroit encore mise en possession de la Virginie & du Connecticut, afin qu'elle puisse se procurer les productions, dont il n'est par intéressant pour son commerce, d'approvisionner ses Colonies des Indes-Occidentales. Au moyen de ce petit partage, il ne restera à la République des Etats-Unis que l'intérieur du pays, dont la libre & entiere disposition resteroit au Congrès de Philadelphie. Toutes les villes & ports situés le long des côtes appartiendront aussi à la nouvelle République, qui fera avec toutes les Puissances susmentionnées, un traité de commerce, par lequel lesdites Puissances se garantiront réciproquement, sans aucune réserve toutes les possessions qu'elles auront lors dudit traité, & pourront avoir dans la suite, pourvu que les nouvelles acquisitions qu'elles feront dans le cas de faire, ne fassent pas partie des possessions des Puissances contractantes. On a oublié la Suéde & le Dannemarck, je ne sais pourquoi.

Je suis peu inquiet, Monsieur, du sort de Mr. Laurens ; il est sous la sauve-garde de la représaille. Les Ministres Anglois la respecteront. Ils risqueroient beaucoup,

s'ils ne considéroient leur prisonnier que comme un sujet rèbelle. Il est libre à eux de dire que c'est un traitre, mais qu'ils se rappellent que les Américains ont en leur Puissance les Généraux Philps, Reidesel, Hamilton, Burgoyne & quarante autres Officiers, dont la destinée dépend aujourd'hui du traitement qu'essuyera Mr. Laurens. Je ne doute pas que ceux de ces Généraux qui ont été renvoyés en Angleterre sur leur parole, ne soient incessament rappellés, & je suis persuadé que, quelque soit le sort qui les ménacera, ils se rendront en Amérique, aussitot qu'ils en seront requis. De quelque façon que le Ministere Anglois considere Mr. Laurens, il ne peut pas attenter à ses jours. S'il ne voit en lui qu'un particulier, ils ont pu le retenir, & le priver même de la liberté, & son traitement peut-être légitimement celui d'un prisonnier de guerre, mais comme tel, Mr. Laurens est en droit de demander d'être renvoyé sur sa parole, comme l'ont été les Officiers Anglois, qui étoient tombés au pouvoir des Américains qui, si la demande de Mr. Laurens étoit rejettée, pourroient rappeller ces mêmes Officiers. Si les Ministres de Sa Maj. Brit. disent que Mr. Laurens est un sujet rebelle & qu'il doit être traité comme tel, tous les publicites leur répondront que, quand une Puissance est en guerre avec un corps de ses sujets qui s'est déclaré indépendant, elle ne peut

pas au préjudice d'un individu à son choix, user du droit de la Souveraineté, dont elle a suspendu l'exercice par les pactes usités en guerre, tels que cartels, capitulations, & conventions qu'elle a fait avec ses sujets rebelles; ces pactes, dans le vrai, sont une espece de reconnoissance de leur indépendance. L'Angleterre a passé ces actes avec les Américains; elle a échangé ceux d'entre eux qui étoient en sa Puissance, contre ceux de ses sujets fideles que les Américains avoient en la leur; ces échanges se sont faits en vertu d'un cartel, & quand l'Angleterre s'est rendue maitresse de leurs villes, elle a, par l'organe de ses Généraux, signé des articles de capitulation tels qu'elle les auroit signés, si ces Villes eussent appartenu à une Puissance tout à-fait indépendante. L'Angleterre & la République des Etats-Unis sont deux plaideurs, dont les droits sont encore incertains, & qui ne peuvent cesser de l'être, que par l'issue de la guerre. Si la République a l'avantage des armes, l'Amérique reste indépendante; si au contraire les armes de l'Angleterre ont le dessus, celle-ci rentre dans tous les droits la Souveraineté que les Américains lui disputent. D'ailleurs ces Américains ne sont pas des rebelles, parce qu'ils tiennent de la constitution même de l'Angleterre, le droit de repousser par les armes toute espece de violence.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRES HOLLANDOISES

Suivant le droit des gens & même suivant celui des Barbares, les personnes des Ambassadeurs, des résidents, des agents & des autres semblables Ministres publics des Rois, Princes & Républiques, sont tenus partout dans une si haute considération, qu'il n'y a personne, quelle qu'elle puisse être, qui les ose offenser, injurier ou endommager : mais au contraire, qu'ils sont en possession d'être respectés, hautement considérés & honorés d'un chacun.

Déclaration des Etats de Hollande, & de West Frise, du 29 Mars 1651.

LETTRE XVII.

Les Anglois ont un droit des gens qui leur est particulier; origine de Mr Laurens; son portrait; anecdote; du droit d'Ambassade; la Souveraineté de l'Amérique Septentrionale n'appartient plus à l'Angleterre; Mr. Laurens est revêtu du caractere d'Ambassadeur; son interrogatoire; les Ministres du Roi trompent le peuple; les Etats de Hollande se proposent de demander que Leurs H. P. envoyent

une escadre en Amérique; la Compagnie des Indes Occidentales le demande aussi; copie d'une Lettre de Londres.

AMSTERDAM, ce Octobre 1780.

VOus invoqué, Monsieur, le droit des gens en faveur de Mr. Laurens, comme si les Anglois respectoient le droit des gens. Ne savez-vous pas qu'ils en ont fabriqué un tout à fait étranger à celui que suivent toutes les autres nations civilisées? La famille de Mr. Laurens est originaire de France, elle en est sortie avec cette foule de sujets utiles qu'ont chassés, le zéle inconsidéré de Louis XIV, stimulé par le fanatisme du Jésuite la Chaise, & la superstition, plus politique que religieuse, de Mde. de Maintenon. On dit que Mr. Laurens est agé de 63 ans; il a le teint basané, l'œil vif & pénétrant; ses manieres sont douces; son air réfléchi est un peu mélancholique, sa taille est au-dessous de la moyenne; il parle peu, mais tout ce qu'il dit est d'une force, & d'une énergie à laquelle il est difficile de résister. Au commencement de la révolution, le peuple qui le soup-

connoit d'être partisant de l'Angleterre, vint un jour investir sa maison: ses cris & ses ménaces faisoient assez connoître à Mr. Laurens ce qu'il avoit à craindre de ce peuple, que la liberté rendoit furieux. Sa maison étoit entourée, tout annonçoit qu'elle alloit être renversée; Mr. Laurens voit le danger, rassemble autour de lui sa femme, ses enfans, ses domestiques, fait ouvrir les portes de sa maison, en sort, suivi de tout son monde, & se présente au peuple; son maintien étoit assuré, son regard étoit fier sans être ménaçant; le peuple étonné le considère, le bruit cesse, le tumulte s'appaise, un geste imposant de Mr. Laurens fait connoître qu'il veut parler, on l'entoure, & le plus profond silence régne autour de lui: *amis, compatriotes & citoyens*, dit-il, *vous voulez ma mort! frappez, immolez-moi à la haine des Anglois, & vengez-les des efforts que je fais pour vous soustraire à leur tyrannie!* Le peuple ne lui laisse pas le temps d'en dire davantage: ceux qui sont les plus près de lui tombent à ses pieds, & tous, levant les mains vers le Ciel, s'écrient *vive Laurens, vive la*

liberté. Depuis ce moment Mr. Laurens a été l'ame de la confédération. Si les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique l'immoloient à leur vengeance, les Américains vengeroient ſa mort ſur tous les Anglois, qui tomberoient en leur puiſſance, & l'Amérique Septentrionale ſeroit fermée pour toujours à l'Angleterre.

Le droit de l'Ambaſſade, dit Wicquefort, *eſt affecté à la Souveraineté*; par conſéquent, ſoutiendront les Anglois, Mr. Laurens n'eſt pas un Ambaſſadeur; car la Souveraineté de l'Amérique Septentrionale appartient à l'Angleterre, & non aux Etats-Unis qui veulent ſe l'approprier. Cette Souveraineté a appartenu legitimément à l'Angleterre; mais elle ne lui appartient plus aujourd'hui, puiſque la conſtitution de l'Angleterre, qui revendique cette Souveraineté, l'ôte au Souverain, quand il veut priver ſes ſujets des droit que leur donne la conſtitution. Quand les Ambaſſadeurs de Tarquin, chaſſé de Rome, & dépouillé de la Souveraineté, vinrent à Rome, on y mit en délibération, ſi on procéderoit contre eux, comme traitres & perturbateurs

au repos public, & *il fut jugé*, dit Tite-Live, *que le droit des gens les mettoit à couvert de toute la violence qu'on leur pourroit faire, sous quelque prétexte que ce fut.* Mr. Laurens ne venoit pas en Angleterre comme Ambassadeur, mais il en avoit le caractere; il lui avoit été conféré pour aller en France, & en Hollande, & ce caractere rendoit sa personne sacrée pour toutes les nations. Que les Ministres de S. M. B. se rappellent qu'en 1571. Jean Lessey Evêque de Rosse, revêtu du caractere d'Ambassadeur de Marie d'Ecosse, qui alors étoit prisonniere à Londres, convaincu d'avoir conspiré contre Elisabeth, fut arrêté & envoyé à la Tour, mais qu'on ne lui fit pas son procès, quoi qu'on eut fait celui de Marie d'Ecosse. Les Anglois ne peuvent pas prétexter qu'ils ignoroient que Mr. Laurens eut le caractere d'Ambassadeur. On lit dans leurs papiers publics que les Ministres & le Juge Adington lui ayant demandé s'il se reconnoissoit sujet de la Grande Bretagne, il avoit répondu que non; que sur la question qui lui fut faite sur son caractère, il avoit dit qu'il étoit

un Ministre Plénipotentiaire Américain, qu'il n'étoit sujet d'aucun Roi, & ne reconnoissoit d'autre Souverain que le congrès de Philadelphie. Quand on lui demanda s'il ne s'étoit jamais considéré comme sujet de l'Empire Britannique, il répondit qu'oui; mais qu'il avoit usé du Privilège incontestable qu'avoient tous les membres d'une société politique soumise à l'autorité d'un seul, ou de plusieurs, en qui résidoit la puissance Souveraine, de se soustraire à la soumission qu'ils avoient promis, quand justice leur étoit refusée, & qu'ils n'avoient aucune espérance d'obtenir le rédressement de leurs griefs; qu'alors tous les membres de cette société pouvoient incontestablement se mettre sous la protection de telle puissance qu'ils vouloient choisir, à moins qu'ils n'aimassent mieux établir entre eux un Gouvernement. Quand ensuite les Ministres demandèrent à Mr. Laurens, quel étoit le Pays pour lequel étoit *sa prétendue Ambassade?* il répondit: ma qualité d'Ambassadeur n'est pas équivoque, j'en ai reçu le caractère de mes maîtres qui m'ont donné des Lettres de créances;

qui me feront considérer comme Ministre public dans les Cours où je déployerai le caractère d'Ambassadeur, dont je suis revêtu. Lorsque les Ministres lui apprirent qu'il alloit être envoyé à la Tour, Mr. Laurens leur dit *Mylords, vous avez pour vous la force, & vous allez violer, en ma personne, le droit des gens, qui défend de retenir aucun Ambassadeur; votre conduite fera horreur de toutes les nations. Si vous ne me regardez pas comme Ambassadeur, & que vous me traitiez comme un sujet rebelle, vous agirez contre votre propre constitution.*

Si vous êtes, Messieurs les François, les enfans de l'Europe, comme le disoit Duclos, les Anglois sont de grands bambins, dont s'amusent & se jouent les habiles Ministres de leur Roi. Si les Américains ont un désavantage, les Gazettiers de la Cour de St. James en font aussitôt une victoire complette, dont les suites feront, disent-ils, la conquête de trois ou quatre Provinces. A présent que le Lord North, & sa sequelle, ont résolu de faire pendant un an encore la guerre en Amérique, leurs écrivains disent qu'ils ont

dans cette partie du monde 50 vaisseaux de ligne. Aussitôt qu'on eut vu dans différens papiers publics de nos Provinces, & des autres Pays de l'Europe, que la France alloit envoyer 30,000 hommes de troupes réglées aux Américains, dont celles que leur avoit mené le Comte de Rochambaut n'étoient que l'avant garde, on lut dans tous les papiers Anglois que S. M. B. alloit prendre à son service, & envoyer en Amérique 13,000 Allemands & 10 mille Suisses qui se joindroient à cinq nouveaux Régiments qu'on alloit lever dans les trois Royaumes. *Si les chiens de François nous ont enlevé nos alliés*, disent les émissaires du Lord North, dans tous les caffés & les Baggnos de Londres, *nous ne tarderons pas à séparer ses intérêts de ceux de l'Espagne.*

Nous attendons avec la plus grande impatience la rentrée des Etats de notre Province, qui avant que de se séparer, ont arrêté de demander aux Villes s'il ne seroit pas nécessaire *d'envoyer une forte escadre aux Indes Occidentales, pour s'opposer à ce que les Anglois ne commettent plus dans la suite*

des hostilités aussi graves & aussi contraires au droit des gens, que celles qu'ils ont commises à St. Martin. Un des Directeurs de notre Compagnie des Indes Occidentales m'a fait voir hier la copie de la Lettre que cette Compagnie venoit d'écrire à Leurs Hautes Puissances, pour les instruire de ce qui s'est passé dans l'Isle de St. Martin, & en même temps pour les engager à accorder une protection assez puissante à la Compagnie, afin que les particuliers ne soient plus exposés aux mêmes excès que les Anglois viennent de commettre à St. Martin. *Les Américains*, disent dans leurs Lettres, ces Directeurs de la Compagnie, *considérans que leurs navires & leurs cargaisons ne seront pas en sûreté dans les ports de la République dans les Indes Occidentales; cesseront tout commerce avec les colonies Hollandoises; nous sommes instruits que les Anglois ont pris la résolution d'user de violence pour enlever tous les navires Américains partout où ils les trouveront, notamment tous ceux qu'ils trouveront à Curaçao, à St. Eustache, à Ste. Croix, & à St. Thomas.* Pour donner plus de force à leurs sol-

licitations, les Directeurs de la Compagnie, auroient du ajouter, qu'ils savoient à n'en pas douter, qu'une barque Amériquaine poursuivie par un corsaire Anglois, s'étoit réfugiée dans une des Isles des Açores, & que le Gouverneur Portugais, craignant quelqu'entreprise de la part du corsaire, qui s'étoit retiré dans un village voisin, avoit pris la précaution de tenir en rade pendant la nuit plusieurs chaloupes armées, qu'il avoit chargé de veiller à ce que le corsaire n'entreprit rien contre la barque Américaine; que le corsaire, qui ne l'avoit pas prévu, avoit pendant la nuit envoyé la sienne avec ordre de couper les cables du bâtiment Américain, mais que les chaloupes de garde, ayant découvert celle du corsaire l'avoient entouré, & s'en étoient emparées : que le corsaire ne voyant pas revenir sa chaloupe avoit envoyé son bâteau qui fut également arrêté & saisi: qu'alors le corsaire ne pouvant point douter du sort de ses gens, avoit pris le parti de mettre à la voile, & qu'ayant rencontré une frégate de sa nation, celle-ci instruite de ce qui venoit de se passer, s'étoit

rendue devant le fort, & s'y étant mise en travers, elle avoit commencé de le battre, de maniere à lui faire beaucoup de dommage, qu'après cela le Commandant de cette frégate avoit fait couper les cables du bâtiment Américain, & l'avoit amené de l'Isle. Voilà une violation manifeste de Territoire, qui peut servir de pendant à celle de St. Martin. Je suis persuadé que ce nouvel excès des Anglois n'a pas peu contribué à engager le Portugal à accéder à la neutralité armée.

Comme j'allois fermer ma Lettre, on m'en apporta une de mon correspondant de Londres, dont je vous envoye copie.

J'ai l'honneur d'être, &c.

COPIE

D'une Lettre de Londres.

NOus n'avons plus, Monsieur, de grand Conseil national ; ce corps représentatif de la nation Britannique est aujourd'hui le Parlement de George III, par la grace de Dieu & de la corruption, Monarque absolu des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande: on assure qu'il en a coûté un million sterling à Sa Majesté pour assujettir à la volonté de son cher North les deux tiers des membres du nouveau Parlement, à l'ayde duquel ce Grand Ministre, le modele des patriotes, achevera l'année prochaine la ruine de sa patrie. Il a débarrassé l'Angleterre de la plus belle partie de ses domaines en Amérique, il l'a rendue odieuse à toutes les nations de l'Europe; a presque tari la source de ses richesses : elle les tenoit de son commerce, & nous n'avons plus aujourd'hui que quelques branches de ce même commerce, qui ne tarderont pas à se

détacher : de la nation la plus riche du monde entier, le Lord North a eu le secret d'en faire une nation pauvre, qui, sans force & sans Puissance, sera de toutes les nations la plus méprisée. Je profiterai du premier vaisseau Russe qui abordera ici pour quitter cette Isle où il n'est plus permis à un véritable Anglois d'habiter : j'irai grossir la foule de mes compatriotes qui habitent aujourd'hui les Pays-Bas Autrichiens.

Tous nos fonds publics baissent tous les jours, & le Lord North prétend qu'il a les fonds nécessaires pour la campagne prochaine. Voici comme il s'arrangera pour se les procurer, il portera la taxe des terres, les droits sur la drêche, & le contingeant des fonds d'amortissement à 5,000,000, il tirera de la compagnie des Indes 1,000,000, & fera autoriser la Trésorerie à emprunter dix millions à petite somme, de 100, de 50, & de 25 liv. sterl. à 5 pour $\frac{0}{0}$: mais quelle sera l'hipothèque que pourra donner le Parlement de Sa Maj. au moyen de cette belle opération de finance, ce Parlement patriote n'aura plus que 1,500,000, liv. sterl. à trouver pour completer le sub-

lide. Tout cet agiotage du Lord North ne donnera pas d'argent, & l'on est ici très persuadé que la compagnie des Indes ne pourra pas fournir le million qu'on lui demandera. Les coffres de cette compagnie sont épuisés, & il est prouvé que les immenses territoires qu'elle possede dans l'inde ne l'ont pas enrichie. Le nom Anglois y est en horreur, comme il l'est en Europe.

J'ai l'honneur d'être &c.

RÉPONSE
A LA LETTRE XVII.

Les moyens qu'employent les Ministres de Sa M. B. sont puériles ; ils ont imaginé la révolte de la nouvelle Espagne ; avantages que les Ministres se proposent d'en tirer ; les Anglois eux mêmes ont vu que cette révolte étoit imaginaire ; articles interprétatifs du Traité de l'Angleterre avec le Dannemarck ; il ne nuit point aux intérêts de la France ; brochure nouvelle contre l'Angleterre ; extrait de cette brochure ; utilité des démarches faites par les compagnies de commerce pour obtenir que la République protege leur navigation ; l'Envoyé des Etats-Généraux à Lisbonne, y a présenté un Mémoire ; effet qu'a produit la Tyrannie des Anglois sur les mers ; passage de Xénophon qu'on peut appliquer à l'Angleterre.

PARIS ce Octobre 1780.

VOtre correspondant de Londres, Monsieur, n'est pas partisant des Ministres ; c'est sans doute un négo-

étant riche, qui n'a pas la ridicule ambition de devenir membre du Parlement, pour ensuite quitter son commerce, placer ses fils dans quelques Bureaux, & marier sa fille à quelques Lords ruinés, sans mœurs, sans considération, & sans santé. Les moyens qu'employent les Ministres du Roi d'Angleterre, pour déguiser à la nation l'état critique où elle se trouve, sont on ne peut pas plus petits; & je ne conçois pas comment ils ont pu jusqu'à présent se soustraire au ressentiment d'un peuple habitué à ne voir dans les Ministres de son Roi, que les ennemis de sa liberté. Une ruse encore employée par le Lord North pour tromper la nation, & dont ne vous parle pas votre correspondant, est cette prétendue révolte de la nouvelle Espagne, apportée en Ecosse par un ex-Jésuite. En rendant publique ce que ce Révérend Père lui avoit communiqué, le Lord North s'est flatté de distraire la nation de la fâcheuse situation de l'Angleterre dans l'Amérique Septentrionale. Dans l'Etat où sont présentement les affaires de l'Amérique Méridionale, ont dit les Emissaires de la

Cour, nos Ministres vont y envoyer un corps considérable de troupes qui, secondé des rébelles, soumettront facilement tout ce Pays à la domination Angloise. Rien de plus beau que ce projet; s'il réussissoit l'Espagne seroit privée d'une source abondante de richesses, & d'un territoire considérable. Au reste ce projet n'a pas fait fortune à Londres, car plusieurs papiers de cette Ville en ont démontré le ridicule, en même temps qu'ils ont prouvé qu'il étoit même impossible que cette révolte de la nouvelle Espagne eut existé. Les Ministres Anglois ont cru aussi faire merveille en rendant public l'article interprétatif de leur traité avec le Dannemarck, par lequel le Roi de Dannemarck reconnoît pour être marchandises de contrébande, les bois de construction, le chanvre & le bray. Vous rappellez-vous, Monsieur, que la France a fait en 1742, avec le Dannemarck un traité, & que par l'article 10. toutes ces marchandises ont été déclarées contrebandes. L'Angleterre a donc pu demander que ce même article fut ajouté au traité qu'elle avoit fait avec le Dannemarck en 1670, & que

le Dannemarck acquiesçat à l'Angleterre, sans nuire en aucune façon aux intérêts de la France, puisque le Dannemarck n'a ni bois de construction, ni chanvre : son principal commerce est en planche, en fer, & elle peut donc en approvisionner la France, comme si l'article interprétatif n'existoit pas. Il n'en seroit pas de même, si la Suède & la Russie admettoient une explication semblable à celle qu'a donné le le Dannemarck, car alors la neutralité armée ne seroit plus qu'un vain nom.

On vient de faire imprimer ici une petite brochure in 8°. qui a pour titre *influence du despotisme de l'Angleterre sur les deux mondes.* Ce petit ouvrage est un Antidote contre l'Anglomanie. En attendant que cette brochure soit parvenue dans vos Provinces, lisez aux Anglomanes de votre connoissance le passage suivant :

Les loix Angloises sont très défectueuses, puisqu'elles sont le principe des divisions intestines du peuple, & qu'elles mettent les intérêts des particuliers en opposition, non-seulement avec l'intérêt national, mais avec l'intérêt général de tous les peuples. Ces loix sont injustes

& cruelles, puisqu'elles inspirent une haine violente ou un profond mépris pour les autres Etats. Par leur acte de navigation de 1660, les Anglois se sont arrogé le droit d'être les Tyrans du commerce, & des mers. L'esprit de cet acte est celui de conquête. Or, tout esprit de conquête est brigandage. Depuis cette époque les Anglois ont corrompu une partie des nations, en faisant le malheur des autres. Ils se sont corrompus eux-mêmes en confondant sans cesse l'abus avec le pouvoir, la licence avec la liberté, la loi avec le caprice, la violence avec le droit. Parvenus à ce degré de corruption, ils ont renversé toutes les barrieres, ils ont violé tous les droits, se sont joués de la liberté, de l'honneur, des privilèges les plus sacrés, pour assouvir leur rapacité. Depuis cette époque leur histoire n'offre plus qu'un enchaînement bizarre de liberté apparente, & d'esclavage réel, d'entreprises téméraires ou injustes de gloire éphémère & de malheurs durables, des vertus farouches, des fautes, des excès, & des crimes.

Dans cette nouvelle Carthage, l'homme de bien ne voit qu'un peuple avide, exclusif, ingrat, injuste, féroce souillé

du sang des Rois, oppresseurs de ses concitoyens, & dont l'ambition étudiée tend à opprimer également l'ancien & le nouveau monde. Il ne voit dans toute sa conduite que ruses, artifices, atrocités, orgueil sans bornes, cupidité sans frein, sollicitudes voraces, perfidie dans les procédés, prétextes vains ou faux, infraction des traités les plus solemnels, violation des lois les plus sacrés, mépris envers toutes les Puissances, insultes à tous les pavillons. Enfin pour graver, pour perpétuer dans le cœur de leurs enfans leur morgue, leur insolence, leur audace, leur haine pour le genre humain, ils employent tous les moyens imaginables dans leurs écoles, dans leurs temples, dans leurs galeries publiques & particulieres, dans leurs Tribunaux & sur leurs Théatres; farces & parades indécentes, pamflets, philipiques & déclamations outrageantes, dont les peuples de l'Europe font tour-à-tour les frais. Voilà le Léopard qui veut se gorger des dépouilles de toute la terre: voilà l'ennemi qui intéresse toutes les nations à sa perte.

C'est envain, Monsieur, que votre compagnie des Indes Occidentales a

écrit à Leurs Hautes Puissances : elle n'obtiendra rien. Si jusqu'à présent l'influence du Cousin à pu rendre Leurs Hautes Puissances insensibles aux cris les plus perçans, qu'a jetté l'honneur de la République outragée, comment peut-on encore croire dans votre Province, que l'intérêt de son commerce puisse fixer l'attention de ceux qui vous gouvernent. Je compte si fort sur l'influence du Cousin, que j'ai parié le double contre le simple, qu'aucun de vos vaisseaux ne seroit convoyé, qu'aucun de ceux dont les Anglois se sont emparés ne seroit rendu, & que la violation du territoire de la République à St. Martin resteroit impunie. Si un corsaire Anglois pouvoit se glisser dans votre port d'Amsterdam, qu'il y trouva un vaisseau François, Espagnol ou Américain ; & qu'il s'en emparat, on le laiseroit se retirer paisiblement avec sa proye, tant est grande l'influence du Cousin. C'est sans doute pour la forme que Mr. Smissaert, envoyé de vos E.-G. a remis à Lisbonne le mois de Septembre dernier un mémoire (*a*)

(A) Permettez, Monsieur, que sur les ordres exprès de mes Seigneurs & maîtres, & en remplissant mes devoirs, j'aie l'honneur de prier votre Ex-

à Monsieur Ayres, Secretaire d'Etat au departement des affaires étrangeres, pour empêcher la vente des vaisseaux Hollandois qui sont dans le port

---

cellence de vouloir représenter à S. M. Très Fidele le malheureux sort de plusieurs navires marchands Hollandois, qui conduits de force dans ce port Royal de Sa Majesté, sous Pavillon Hollandois, par des vaisseaux de guerre & des corsaires Anglois, quoiqu'ils fussent tous chargés de marchandises innocentes, comme huile, bled, savon &c. & permises suivant les traités qui subsistent entre l'Angleterre & la République, sans le moindre droit & contre celui des gens, paroissent être devenus la triste proye de certains individus, lesquels avides du gain le plus sordide, semblent mépriser tout ce qui s'appelle justice ou équité, afin de satisfaire leurs desirs illicites. Dans des circonstances si inattendues, où ces malheureux navires se voient entierement privés de tout secours & abandonnés au libre arbitre de ceux qui les ont amenés ici, ou de leurs agens, j'ose implorer en leur faveur l'équité très reconnue de S. M. Très Fidele, l'amitié & la bonne intelligence qui subsistent entre cette Cour & la République, l'hospitalité réciproque à laquelle des Puissances alliées peuvent prétendre, & l'exécution du décret de S. M. du 30 Aout 1780, qui prouve la plus exacte neutralité, & affirme le systême de la plus juste impartialité, dont S. M. a trouvé bon d'assurer toutes les Puissances, alliées de cette Couronne. Fondant mon espoir sur une base aussi solide que flatteuse, j'ose croire que S. M. Très Fidele voudra bien trouver bon de faire ordonner aux agens des vaisseaux de guerre & corsaires Anglois, demeurans & établis dans ses domaines, de donner toutes les cautions nécessaires & requises pour les cargaisons, fraix, dommages, & temps perdu des navires Hollandois, amenés ici, tant avant qu'après la publication du décret de S. M. du 30 Août dernier, desquels plusieurs ont été déchargés par violence, les cargaisons vendues, sans sentence ou condamnation de l'Amirauté d'Angleterre, ou autre

e cette ville, dont les Anglois se sont emparés & qu'ils y ont amené pour les y vendre, ainsi que leurs cargaisons. Comme François je me réjouis des excès que commettent les Anglois à l'égard des nations neutres car je pense comme Montésquieu, que c'est la modération qui gouverne les hommes, & non pas les excès. Le Lord Chatham, lorsqu'il étoit dans le Ministere, pensoit bien differemment que le Ministere actuel. Pendant la guerre qu'a terminé le traité de 1763, une nation neutre, je ne sais laquelle, redemanda un vaisseau dont un corsaire

---

droit, que celui du plus fort; de quoi sert de preuve évidente la vente de la cargaison du navire, de Vrouw Clasina, Capitaine Barend Jansse Kleyn, faite les 13 & 14 de ce mois, si long-temps après la date & la publication du décret de S. M., & directement contre le Mandement obtenu à ce sujet, par le consul Gildemeester, pour l'empêcher. J'ai l'honneur de solliciter Votre Excellence, de vouloir employer ses bons offices auprès de S. M. Très Fidele pour arrêter le cours de ces excès, & faire obtenir justice à ceux qui en ont eprouvé les plus dures disgraces, surtout que S. M. veuille prendre en considération les risques apparens que courront les navires Hollandois, qui se trouvent actuellement en sûreté dans ce port, s'ils sont amenés par les vaisseaux Anglois, avant que les réponses soient arrivées d'Angleterre.

Fait à Lisbonne le 22 Septembre 1780.

(*Signé*) B. C. SMISSAERT.

Anglois s'étoit emparé; *nous voulons*, dit-il, en le rendant *être les maîtres de la Mer, mais nous ne voulons pas en être les tyrans.* Aujourd'hui les Anglois font les tyrans de la Mer & font tout ce qu'ils peuvent pour en perdre l'Empire. Tout ce qu'ils ont fait depuis le commencement de la guerre préfente, a ouvert les yeux à toutes les Puiffances; elles fe font rappellées que Xénophon difoit, *Athenes a l'Empire de la Mer: mais comme l'Attique tient à la terre, les ennemis la ravagent, tandis qu'elle fait fes expéditions au loin. Les principaux laiffent détruire leurs terres, & mettent leurs biens en fureté dans quelqu'île: la populace, qui n'a point de terre, vit fans aucune inquietude. Mais fi les Atheniens habitoient une Ifle, & avoient outre cela l'Empire de la Mer, ils auroient le pouvoir de nuire aux autres fans qu'ont pût leur nuire, tandis qu'ils feroient les maîtres de la Mer.*

J'ai l'honneur d'être &c.

LETTRES HOLLANDOISES.

Heu, nimis longo fatiàte ludo;

LETTRE XVIII.

Le Chevalier Yorck a remis au Prince d'Orange des papiers trouvés parmi ceux de Mr. Laurens; il font connoître les dispositions des habitans d'Amsterdam; L. N. & G. P. ont envoyé ces papiers aux Magistrats de cette ville; réponse que ces Magistrats ont fait à L. N. & G. P. ce qu'on doit penser de cette réponse; un Corsaire Anglois sera puni des excès qu'il a commis.

AMSTERDAM, ce Octobre 1780.

LE Chevalier Yorck, Monsieur, a rémis au Stadhouder quelques papiers ou piéces qui ont été trouvés parmi ceux de Mr. Laurens: ces papiers sont

rélatifs à un projet de traité entre la République des Provinces-unies & celle des Etats-Unis. Son A. en a instruit (a) les Etats de notre Province, en les assurant qu'elle n'avoit aucune connoissance d'aucune délibération prise, ni d'autorisation donnée à qui que ce fut pour entamer un traité avec les Colonies de l'Amérique Septentrionale. Personne n'en doute ici, & nous sommes tous très persuadés que son A. s'opposera toujours de toutes ses forces à ce qu'aucun traité se fasse entre les deux Républiques.

Ces piéces au nombre de cinq ayant été examinées, on a vu qu'elles étoient relatives à une correspondance préli-

---

(a) Nobles & Grandes Puissances. Le Chevalier York, Ambassadeur de S. M. Britannique, auprès de cette République, m'ayant remis, il y a quelques jours, au nom du Roi son maitre, les papiers ci annexés, trouvés parmi ceux de Laurens, ci-devant Président du congrès, actuellement prisonnier d'état à Londres: j'ai jugé être de mon devoir de les porter sous les yeux de Vos Nobles & Grandes Puissances afin qu'elles puissent prendre à ce sujet telle résolution, que selon leur sagesse éclairée, elles trouveront nécessaire; je ne puis m'abstenir de vous certifier que je n'ai jamais eu nulle connoissance de la tenue d'aucunes déliberations, encore moins d'autorisation donnée pour entamer un traité avec les colonies de l'Amérique Septentrionale.

minaire, & même à une négociation secrette d'un agent du congrès de Philadelphie qui réside à la Haye, d'un Ministre Plénipotentiaire résidant chez un de nos voisins, & d'un négociant de notre ville, autorisé d'un Ministre du Gouvernement de notre ville. Nos Etats, après l'examen de ces pièces, ont arrêté de les envoyer aux Magistrats de la ville d'Amsterdam pour qu'ils donnassent en conséquence leur avis. Je vous envoie la réponse de nos Magistrats (*b*); lisez Monsieur, cette réponse avec attention; elle vous fera connoître combien nous sommes tous ici persuadés, quelques Anglomanes seuls exceptés, qu'il importe beaucoup à notre commerce de se lier étroitement avec celui des sujets de la République des Etats-Unis. Cette réponse a été écrite le 23 de ce mois: nous sommes très impatients de voir l'effet qu'elle produira sur le Cabinet de St. James & sur le Cousin. Je crois que tous ceux qui composent aujourd'hui le corps respectable de nos Magistrats ont renon-

(*b*) Cette reponse se trouve à la fin de cette Lettre.

cé à toutes especes d'espérance d'obtenir quelqu'uns des emplois, places, ou grades qui sont à la disposition du Cousin: il faut pour mériter ses bienfaits n'être n'y patriote, n'y ami de la liberté.

Mon correspondant de Lisbonne m'invite à me rendre chez lui pour y jouir du spectacle de voir pendre un un corsaire Anglois au mat de son propre vaisseau: ce corsaire est de Guernesey il s'est emparé sur la cote d'Algarve d'un Yacht Portugais, qu'il a coulé a fond après l'avoir pillé suivant la louable coutume des pirates Anglois: des huit matelots qui étoient sur le Yacht trois se sont échappés, les cinq autres sont restés au pouvoir du corsaire, ça été un des premiers, qui a reconnu le corsaire dans le port de Lisbonne: son procès qu'on lui fait présentement va être terminé.

J'ai l'honneur d'être &c.

NOBLES ET GRANDES PUISSANCES,

AFin de satisfaire à la Résolution & à la Notification très respectable de vos Nobles & Grandes Puissances du 20 Octobre passé, par laquelle V. N. & G. P. ont requis notre Avis sur les cinq Pièces y annexées; nous n'avons pas perdu de tems pour y répondre avec toute la célérité possible. Nous aurons donc l'honneur d'observer au préalable, qu'il est notoire qu'en 1778, la Cour Britannique a fait traiter par des Commissaires avec les Colonies de l'Amérique Septentrionale, d'un Accommodement touchant les troubles subsistans dans les mêmes Colonies. — Qu'il n'est pas moins connu, que les susdites Colonies Américaines ont contracté avec la France une Alliance défensive, & ont déjà conclu avec ce même Royaume, un Traité de commerce. — Qu'enfin, la jalousie de nos Voisins, par rapport à la Navigation & au Commerce, se fait manifestement connoître; & qu'il n'est pas moins constant que par cette même raison, & surtout dans le moment actuel, la République se trouve continuellement exposée au préjudice qui doit en résulter pour cette source principale de son existence. Que dans cet état des choses, aussi longtems que les Colonies Britanniques de l'Amérique Septentrionale, ne sont pas publiquement reconnues comme indépendantes par toutes les Puissances de l'Europe,

(la France seule exceptée;) il étoit absolument impossible que quelques Délibérations concernant une Négociation réguliere, ou un Traité de Commerce avec les Etats Unis de l'Amerique, eussent pû être entamés, ou, même mise en avant à cet effet, quelque Proposition, soit par la Ville d'Amsterdam, soit par quelqu'autre Membre du Haut Gouvernement; & qu'ainsi par une conséquence nécessaire, afin de prévenir quelque Traité exclusif avec d'autres Puissances, la chose n'a pu avoir lieu, que comme une mesure préparatoire, prise sous main, & pour être seulement mise en usage, lorsque l'affaire auroit été parvenue à ce point de maturité, où elle auroit pû fournir matiere à une Délibération formelle de l'Etat, au moyen d'une Proposition de la Ville, ou de quelque autre maniere. Que les Magistrats des Villes florissantes par leur Commerce, qui sont en même tems des Membres Intégrans de la Souveraineté, s'acquitteroient fort mal de leur devoir, tant envers les Habitans, qu'à l'égard de la Cause Publique, s'ils négligoient de saisir toutes les occasions, qui se présentent à eux, d'elles mêmes, de maintenir & de contribuer à l'avancement des Intérêts effectifs du Commerce National en général, & de celui de leurs Villes respectives en particulier. Ainsi donc, Nobles & Puissans Seigneurs, c'est en conséquence de ces Considérations, que les Bourguemaîtres, après avoir eu connoissance, qu'un Commissaire du Congrès de l'Amérique-Septentrionale avoit fait

quelques ouvertures à un Négociant Hollandois d'Amsterdam, que l'on étoit d'intention de former quelques liaisons de Commerce avec cette République, comprirent, d'une part, que dans une circonstance où les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale, malgré les Négociations susmentionnées pour un Accommodement, n'avoient pas encore été reconnus par l'Angleterre, pour un Etat Indépendant, il étoit impossible de présenter à l'Assemblée de V. N. & G. P. quelques Propositions, tendantes à entamer une Négociation formelle; tandis cependant que les Bourguemaîtres, d'un autre côté, n'étoient pas moins intimément persuadés, que, attendu la jalousie déjà alléguée & toujours croissante des Puissances Voisines, au sujet du Commerce & de la Navigation de ces Pays, & à cause de toutes les Entreprises tentées, ainsi qu'il n'est que trop notoire, pour porter un préjudice continuel, sur cet objet, au bien être de cet Etat, & se faire accorder, à cette occasion, des avantages qui ne sont pas stipulés dans les Traités de Paix & de Commerce; *leur devoir indispensable exigeoit qu'ils fissent des Ouvertures présentées par le susdit Commissaire Américain, tel usage que pourroit permettre la situation des Affaires, & qui se trouvoit en leur disposition: que dans les circonstances actuelles, on ne pouvoit guères faire autrement, que de donner autant d'espérance que les Bourguemaîtres pourroient réellement remplir en son tems, & d'autre part, d'exiger tout ce*

que pouvoient promettre, le susdit Commissaire Américain, ainsi que ceux qu'il représentoit.

Or, ce dernier point devoit principalement consister dans la promesse, qu'à l'occasion des Négociations actuelles d'Accommodement avec l'Angleterre (sous la stipulation de l'Indépendance,) on ne promît relativement au Commerce, aucuns avantages exclusifs au détriment de la République des Provinces-Unies; *les Bourguemaîtres de leur côté, ne pouvant promettre rien autre chose, sinon que dans les Délibérations de l'Etat qui pourroient être entamées pour un Traité de Commerce, (non pas uniquement entre la Ville d'Amsterdam, & les Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale, mais entre ceux-ci & L. H. P.)* NB. casu quo, *dans ces Délibérations d'Etat, & non dans aucunes autres, ils feroient tout ce qui seroit en leur pouvoir, pour aussitôt que l'Indépendance de l'Amérique-Septentrionale auroit été reconnue par l'Angleterre, établir alors de la maniere la plus avantageuse, la Navigation & le Commerce entre les Etats réciproques; d'où il devoit naturellement résulter qu'on projettât de part & d'autre le Plan d'un Traité, auquel, ainsi qu'on pouvoit le prévoir avec vraisemblance, les Souverains respectifs donneroient leur agrément.*

Ces Idées des Bourguemaîtres, qui n'ont pas en vûe seulement l'intérêt particulier des Négocians, domiciliés à Amsterdam, mais celui du Commerce de toute la République

n général; Idées, qui d'ailleurs ne peuvent ıères être soupçonnées d'avoir pour but le réjudice ou le mépris des autres Membres du ouvernement-Suprême, puisque sans leur oncours & consentement unanime, aucun raité ne pourroit être conclu entre L. H. ›. & les États-Unis de l'Amérique, en sorte ue tout ce qui avoit pû être traité avant cet- : époque, ne pouvoit être considéré que com- ıe un simple Projet; un tel dessein, en un ıot, a pû incontestablement être conçu par es Membres du Haut-Gouvernement mis sous s yeux de L. N. & G. P., & y être propo- é comme un sujet de Délibération, sans que amais on ait desapprouvé un tel procédé de ı part d'aucun Membre, ni même qu'on it pû le trouver mauvais; & bien plus, il 'a jamais été mis en question, si un Mem re du Gouvernement Suprême avoit besoin 'être aucunement autorisé à pouvoir former e pareils Projets, & les présenter pour être ıis en Délibération. Ce sont donc ces considé ations, qui ont déterminé les Bourguemaîtres, charger leur plus ancien Pensionnaire, de éclarer en leur nom, au Commissaire Amé icain susmentionné, qu'au cas que les Né ociations entamées entre la Grande-Bre- igne & le Congrès des Etats-Unis de l'A- ıérique Septentrionale, ne continssent oint de conditions contraires à l'avantage e cette République, *les Bourguemaîtres, lors de leur côté,* aussitôt que l'Indépendan- e des susdits Etats-Unis auroit été recon- ue par l'Angleterre, employeroient tout ce

qui seroit en leur pouvoir, pour que le Traité de Commerce, tel qu'il seroit alors projetté & approuvé, fût aussi agréé & ratifié par les autres Co-Alliés. *Que de plus, & avec leur consentement, le susdit Pensionnaire avoit employé le Négociant d'Amsterdam en question, pour continuer les Conférences susmentionnées avec le susdit Commissaire Américain, & former avec lui* un Projet de Traité de Commerce, *qui aussitôt que l'Indépendance* en question auroit été reconnue, *pourroit être proposé comme un objet de Délibération de L. N. & G. P., par la Magistrature de la Ville d'Amsterdam.*

Telle a été, dans toute cette Affaire, la conduite des Bourguemaîtres & de leur Ministre; en quoi ils ne se sont évidemment proposé d'autre but, que de veiller aux intérêts du Commerce de la République, en tant que, dans la circonstance actuelle, il étoit au pouvoir d'un Membre particulier du Gouvernement de cette Province, de le faire d'une maniere convenable, & sans qu'il en résultât le moindre préjudice pour les autres Membres. Cette démarche, il est vrai, doit, selon toutes les apparences, déplaire à ces Puissances, qui ne voient pas de bon œil la prospérité du Commerce de ces Pays; mais, quoi qu'il en soit, nous ne pouvons guères nous imaginer que les Membres, qui composent l'Assemblée de Leurs Nobles & Grandes Puissances, puissent appercevoir dans notre conduite, une Correspondance particuliere & une Négociation secrette, incompatible avec les intérêts de l'Etat: — *Et nous*

pensons pouvoir conclure de tout ceci, qu'en agissant ainsi, les Bourguemaîtres n'ont contracté aucuns Engagemens quelconques, mais ont uniquement passé un Déclaratoire, de ce qu'en son tems, & en cas d'une Négociation formelle, touchant un Traité de Commerce, ils se proposeroient de faire de la meilleure foi.

Quant à ce qui concerne les autres Pièces annexées, comme elles consistent en Correspondances des Lettres, ou nous n'avons aucune part, ainsi qu'il conste manifestement par les signatures de ces Lettres, & auxquelles le susdit Déclaratoire, envoyé par notre plus ancien Pensionnaire, autorisé à cet effet, au susmentionné Commissaire Américain, n'a pas le moindre rapport, attendu qu'il n'avoit pour objet que la formation du Projet en question; nous ne pouvons donner aucun avis à cet égard.

Maintenant, que nous croyons avoir satisfait aux Ordres respectables de V. N. & G. P., nous pensons pouvoir en conséquence, nous attendre à ce que V. N. & G. P. ne fassent aucune difficulté de déclarer le plutôt possible, qu'Elles sont entierement satisfaites de notre Avis. *Sur quoi nous devons d'autant plus insister, que divers bruits relatifs à l'affaire actuelle, sont parvenus à notre connoissance, & comme aucun Membre de l'Etat ne doit pas s'y trouver exposé, nous ne pourrions nous empêcher de chercher à en détruire les mauvaises impressions, par toutes les voyes & tous les moyens convenables,*

Fin de la Table du Tome cinquieme.

ERRATA pour le Tome cinquieme.

Page 14 *ligne* 23 les Equipages, *lisez* ses Equipages. *p.* 23 *l.* 1ere. *après* combattre *mettez*, *l.* 2 *après* Angleterre *effacez*; *mettez*, *p.* 29 *l.* 16 on aussure *lisez* on assure *p.* 34 *l.* 1ere. *après* départ *mettez*: *p.* 39 *l.* 20 *avant* nations *mettez* les *p.* 45 *l.* 6 Comte Maurne *lisez* Maurice *p.* 62 *l.* 15 énervés *lisez* énervée *p.* 71 *l.* 17 *après* en France *mettez*; *p.* 72 *l.* 14 *avant* pendre *mettez* faire *p.* 87 *l.* 12 Louis II *lisez* XI. *p.* 88 *l.* 19 le connoissent *mettez* qui connoissent les Anglois *p.* 110 *l.* 14 malfaines *lisez* moins malsaines *p.* 119 *l.* 4 *sommaire* Ministres *lisez* Ministere *l.* 6 ibid ô dieux *lisez* O dieux *p.* 134 *l.* 19 *après* vaisseaux *mettez* plusieurs *p.* 157 *l.* 15 *après* réalisés *ajoutez* mais *p.* 158 *l.* 11 *avant* pourroient *mettez* ne *p.* 166 *l.* 17 ratifie *mettez* raréfie *p.* 230 *l.* 25 leurs soins *lisez* ses soins *p.* 231 *l.* 15 qu'il avoient *lisez* qu'ils avoient *p.* 237 *l.* 3 entrevoir *lisez* entrevoir *p.* 250 *l.* 25 de détrompe *lisez* de détromper, *p.* 251 *l.* 26 qu'il ne soit pas encore paru, *lisez* qu'il n'ait pas encore paru *p.* 253 *l.* 15 ont enlevés *lisez* ont élevés *p.* 257 *l.* 3 aux Gouverneurs *lisez* au Gouverneur *p.* 287 *l.* 22 paraguan *lisez* paraguay *p.* 289 *l.* 24 ce fera *lisez* ce feroit *p.* 301 *l.* 19 dans la *effacez* dans *p.* 348 *l.* 22 avoit dans *lisez* avoit fait dans *p.* 350 *l.* 7 il y eut *lisez* il y ait *l.* 29 ces Cerfs *lisez* ses Cerfs *l.* 30 ces Biches *lisez* ses Biches. *p.* 351 *l.* 7 ses alliés *lisez* les alliés *l.* 22 résolution *lisez* dissolution *p.* 361 *l.* 4 de devenir *lisez* de redevenir.



